Michel Leiris

Ethnologue, chargé de recherches du Centre national de la recherche scientifique

(1955)

Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : mailto : marcelle.bergeron@uqac.ca

Michel Leiris

Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe. Paris:
UNESCO-Gallimard, 1955, 192 pp. Collection Race et société.

[La diffusion de ce livre, dans Les Classiques des sciences sociales, a été accordée
le 3 avril 2008 par M. Jamain, directeur de la revue L'Homme, responsable de
l'héritage intellectuel de l'auteur.] Un grand merci à M. [Jean-Luc Bonniol](#) pour ses
démarches pour l'obtention de cette permission.

Courriel : jamin@ehess.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 mai 2008 à Chicoutimi, Québec.

**Michel Leiris
(1955)**

Table des Matières

[Préface](#)

[Introduction](#)

[Les Antilles françaises : la Martinique, la Guadeloupe et ses dépendances](#)

[Climat et population](#)

[Histoire du peuplement](#)

[Structure sociale](#)

[Vie régionale](#)

[La culture française en Martinique et en Guadeloupe](#)

[Les organismes d'enseignement](#)

[Le corps enseignant](#)

[Enseignement, éducation et culture en général](#)

[Le problème d'une culture spécifiquement antillaise](#)

[Les relations entre catégories fondées sur l'origine](#)

[Le préjugé racial](#)

[Type physique, généalogie et classe](#)

[Les rapports entre métropolitains et originaires](#)

[Conclusion](#)

Préface

[Retour à la table des matières](#)

L'enquête dont les résultats font l'objet du présent ouvrage a été confiée à M. Leiris en vertu de la résolution 3.22 du programme de l'Unesco pour 1952. Celle-ci prévoyait « un inventaire critique des méthodes et des techniques employées pour faciliter l'intégration sociale des groupes qui ne participent pas pleinement à la vie de la communauté nationale, du fait de leurs caractéristiques ethniques et culturelles ou de leur arrivée récente dans le pays ».

Le choix des Antilles françaises comme terrain de recherche répondait à l'orientation que l'UNESCO s'est efforcée de donner aux études faites, sous ses auspices, dans le domaine des relations raciales. Les travaux qui ont été poursuivis dans différents pays ont un caractère commun : le désir d'apporter une contribution positive à la solution du problème racial.

Dans l'état actuel des sciences sociales il est devenu possible, en appliquant des méthodes d'investigation rigoureuses, d'analyser les divers facteurs qui sont à l'origine d'une situation sociale donnée. Or, il existe actuellement des milliers de monographies et d'articles sur les tensions et les conflits raciaux. Leurs causes et leurs effets ont été traités sous les angles les plus divers. Par contre, les situations que l'on peut qualifier d'« heureuses », c'est-à-dire celles qui offrent peu de frictions ou qui évoluent vers un état d'équilibre ou d'harmonie, ont reçu une attention moindre de la part des chercheurs. Le programme de l'UNESCO s'est donc attaché à cet aspect des relations raciales, dans l'espoir que les enquêtes portant sur les effets des politiques d'assimilation ou sur les mesures antidiscriminatoires pourraient fournir des données qui aient une utilité pratique.

Les Antilles françaises représentent un de ces cas privilégiés qui demandent à être mieux connus. Il ne suffit pas de s'étonner que les descendants des esclaves libérés en 1848 soient devenus en trois générations des citoyens au même titre que les Normands, les Bourguignons ou les Picards, il faut encore examiner les étapes de cette transformation et, en étudiant la situation présente dans un esprit scientifique, évaluer la nature et l'étendue d'une telle assimilation. Certes, le chemin parcouru en si peu de temps est immense, mais le témoignage que ce livre apporte eût été suspect s'il n'avait également signalé les pierres d'achoppement qui

existent encore : M. Leiris les mentionne avec la plus franche objectivité. Dans cette société très composite, la répartition par classes se superpose encore à la répartition par catégories raciales, sans qu'il y ait toutefois coïncidence absolue. L'attitude des Blancs créoles vis-à-vis des mariages mixtes n'a guère varié depuis le temps de la colonie. Il existe surtout des antagonismes, d'ordre économique plus que racial, qui opposent à un patronat essentiellement blanc une masse de travailleurs de couleur. Le tableau n'est donc pas sans ombre.

Cependant, ceux qui seraient tentés d'exagérer l'importance de ces zones obscures feraient bien de mettre en regard des situations qu'ils déplorent celles des régions où a prévalu une politique différente. L'égalité juridique, même si elle ne confère pas automatiquement tous les avantages qu'on a pu en attendre jadis, est une source de progrès car elle est une garantie à la fois de la dignité humaine et de la possibilité pour chacun d'améliorer son sort dans l'ordre légal. Quels qu'aient été les errements du passé, les crises et les reculs momentanés, la politique de la France à l'égard des Antillais de couleur et l'effort accompli depuis 1848 en matière d'instruction ont permis un développement favorable dont l'aboutissement a été la promotion de la Guadeloupe et de la Martinique au rang de départements français.

À travers l'histoire de ces deux départements, M. Leiris a retracé l'évolution de leur structure sociale et montré comment s'est opérée l'ascension des éléments d'origine non européenne (ou non exclusivement européenne) de la population. L'abolition de l'esclavage, la diffusion du patrimoine culturel français dans les masses de couleur et la reconnaissance de leurs pleins droits civiques ont amené une intégration suffisante pour que ces masses apportent aujourd'hui une contribution originale à la culture française et pour qu'on observe dans la plupart des esprits une sensible atténuation des préjugés raciaux qui sont un reliquat de la vieille époque coloniale. C'est dans cette perspective largement humaniste que l'auteur a conduit l'étude qui lui était demandée et qu'il en présente les résultats au public.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Effectué pour le compte de l'Unesco le présent travail met en œuvre, avec des documents empruntés à des sources bibliographiques, une bonne part des matériaux originaux recueillis par l'auteur durant les deux voyages qu'il a faits en Martinique et en Guadeloupe et au cours des nombreux entretiens qu'il a pu avoir à Paris avec des Français de couleur originaires des Antilles.

Ayant obtenu l'une des bourses d'études données par le Ministère de l'Éducation nationale à l'occasion du centenaire de la Révolution de 1848 et bénéficié, en outre, d'une subvention du Service universitaire des relations avec l'étranger ainsi que d'une mission de la Direction générale des relations culturelles (conférences à Port-au-Prince, dans le cadre de l'activité de l'Institut français d'Haïti), l'auteur a fait du 26 juillet au 13 novembre 1948 un premier voyage aux Antilles, dont les buts étaient les suivants : 1° examen rapide du folklore de la Martinique, de la Guadeloupe et d'Haïti (c'est-à-dire des trois Antilles qui ont à la fois le français comme langue officielle et le créole français comme langue populaire) en vue de rechercher ce qui peut y être relevé comme traits de civilisation d'origine africaine ; 2° prise de contact avec les intellectuels des trois îles afin de resserrer les liens culturels tant avec la République d'Haïti qu'avec les nouveaux départements français, nécessairement handicapés à cet égard par rapport à des départements plus proches.

Aux observations rassemblées au cours de ce premier voyage s'adjoint la masse plus importante des notes d'enquête et autres documents recueillis, du 21 mars au 21 juillet 1952, en Martinique, en Guadeloupe et dans les principales dépendances de cette dernière, au cours du séjour que l'auteur y a fait, procédant – selon les termes d'un contrat conclu avec le Département des sciences sociales de l'Unesco – à « l'examen critique des moyens mis en œuvre en vue d'intégrer à la vie de la communauté nationale les groupes humains d'origine non européenne » établis aux Antilles françaises. Il était convenu que cette étude purement sociologique ne prendrait pas la forme d'une enquête administrative et serait menée en toute objectivité, abstraction faite de considérations d'ordre politique.

Si la vie d'une communauté nationale s'exprime par sa culture (au sens large du terme) et si la culture ainsi conçue se définit à chaque moment de son évolution comme l'héritage social à partir duquel (le reprenant, le modifiant, y ajoutant des éléments nouveaux acquis par voie d'invention ou d'emprunt et rejetant, à l'inverse, une part plus ou moins grande de ses éléments traditionnels) chaque génération montante organise ses conduites et prépare une base de départ pour la génération suivante, intégrer à la vie de la communauté française des groupes que leur origine différencie sensiblement des autres constituants de cette communauté, cela veut dire amener les groupes en question à prendre leur part entière de la culture française, ce qui implique qu'ils ne se borneront pas à la recevoir passivement mais participeront à son élaboration, puisqu'il est entendu qu'une culture, quelle qu'elle soit, loin d'être donnée une fois pour toutes, apparaît sujette à des transformations auxquelles les divers groupes dont se compose la société qu'elle caractérise contribuent dans la mesure exacte où ils y sont intégrés et se trouvent, par conséquent, à même d'exercer leur influence. Faire participer intégralement à la vie française les groupes d'origine non européenne établis en Martinique et en Guadeloupe, cela signifie donc amener les Martiniquais et les Guadeloupéens de couleur, aujourd'hui citoyens français une égalité *concrète* (point seulement juridique) avec les autres citoyens et leur donner les moyens d'intervenir de manière positive dans le développement de la culture nationale, sans qu'ils doivent renoncer pour autant à ce qui leur appartient en propre sur le plan des particularismes régionaux et peut déjà représenter, en tant que tel, un apport original.

L'intégration de ces groupes d'ascendance non européenne (ou d'ascendance mixte) à la vie de la communauté française ne saurait être tenue pour effectivement réalisée tant que n'auront pas été atteints les objectifs suivants :

1. Diffusion de ce que nous avons coutume de regarder comme notre patrimoine culturel dans les masses « de couleur » (au sens le plus étendu de l'expression : tous ceux qu'on tient pour autres que des Blancs, quelle que soit leur origine), masses qui en dehors des éléments de couleur constituant la majeure partie de la bourgeoisie instruite comprennent la quasi-totalité des classes laborieuses et dont la vie apparaît, dans l'ensemble, située dès longtemps dans l'orbite de la civilisation française, de sorte que le problème de diffusion culturelle posé ici s'avère être, essentiellement, un cas particulier du problème général de l'éducation populaire.
2. Création de conditions permettant à ces masses de couleur d'apporter à la culture française, au moins par le truchement de certains de leurs représentants agissant sur le plan proprement « culturel », la contribution spécifique qu'il est permis d'attendre, de la part d'éléments que leur provenance relie – ne serait-ce que lointainement et de façon très fragmentaire – à des civilisations autres qu'européennes.

3. Élimination des préjugés raciaux (l'intégration ne pouvant, par définition, être complète dans une société tant qu'il subsiste des préventions entre les groupes d'origines ethniquement différentes qui la composent) : a) préjugés des Blancs, qui tendent à assigner aux autres groupes une position marginale si ce n'est inférieure ; b) préjugés des gens de couleur, tendant à les opposer aux Blancs ou à les diviser entre eux (selon leur provenance ou leur degré de coloration).

L'action menée aux Antilles françaises dans le sens de cette triple perspective et ses résultats éventuels définissaient donc le cadre général de mon étude ; celle-ci exigeait, pratiquement, que fussent examinés les points suivants :

1. Les conditions générales d'existence, la vie matérielle (alimentation, habitat, travail, hygiène, etc.) et les façons de vivre, vu que les faits culturels (au sens étroit) ne sont pas compréhensibles si on les isole de leur contexte social et que l'assimilation de la culture française par les masses envisagées suppose un minimum de commodités d'existence.
2. L'enseignement et, plus généralement, l'éducation sous toutes ses formes, officielles et officieuses.
3. L'apport proprement « antillais » de la Martinique et de la Guadeloupe à la culture française : arts populaires, littérature orale ou écrite, etc.
4. Les relations entre groupes originaires racialement différents.
5. Le problème des rapports, sur place ainsi qu'à la métropole, entre Français d'Europe et gens de couleur martiniquais et guadeloupéens.

Pour effectuer cet examen dans le temps fort restreint (quatre mois environ) dont je disposais pour travailler sur le terrain, j'ai utilisé divers moyens d'information qui m'ont fourni des matériaux, complétés, à Paris, grâce à mes notes anciennes et à des recherches bibliographiques :

1. Collecte de documents administratifs et non administratifs (rapports de chefs de service, tableaux statistiques, comptes rendus, articles de presse, etc.) ;
2. Interviews de personnalités aussi nombreuses et variées que possible appartenant aux divers cercles sociaux : administration, représentation élue, corps enseignant, économie, syndicats, armée, clergé, professions libérales, etc. ;
3. Observations personnelles (dans la vie quotidienne telle que je l'ai menée durant mes séjours à Fort-de-France, Basse-Terre et Pointe-à-Pitre ou bien au cours de déplacements effectués intentionnellement soit à l'intérieur des deux îles soit dans les dépendances de la Guadeloupe).

Ce dernier procédé – qu'on peut à peine appeler « procédé » puisqu'il se réduit à peu près à écouter et regarder, ainsi qu'à relever, lors d'une enquête menée sur un point donné, maint détail tout à fait extérieur à l'objet de ladite enquête – m'a été particulièrement utile pour l'étude des relations interraciales, sujet très délicat à aborder de front dans des régions où sévissent encore de nombreux préjugés (dont ceux qui en sont affectés n'ont souvent pas conscience) et sur lequel il est en tout cas malaisé – à tout le moins dans limites d'entretiens forcément brefs pour la plupart et ne présentant, en règle générale, nul caractère d'intimité - d'obtenir des réponses valables, même de la part d'interlocuteurs doués de la bonne volonté la plus certaine et disposés à s'expliquer sur une question qui, tant pour les originaires blancs que pour les originaires de couleur, représente un point sensible.

En dehors de quelques personnes qui sont pour moi déjà des connaissances de longue date, amis aujourd'hui des plus chers que j'ai rencontrés lors de mon séjour de 1948, voire même antérieurement à ce premier voyage : M. Aimé Césaire, député maire de Fort-de-France, et tout son entourage tant familial que municipal, le Dr Robert Rose-Rosette, directeur du service vétérinaire et président de l'Union départementale des syndicats d'initiative de la Martinique, M^e Georges Gratiant, du barreau de Fort-de-France, M. et Mme Aristide Maugée, professeurs de l'enseignement du second degré (Martinique), M. Albert Joyau, maire du Prêcheur (Martinique), M. Nestor de Kermadec, professeur en retraite, et de nombreux membres de sa famille (Guadeloupe) ; je dois remercier très particulièrement, pour l'aide substantielle qu'ils m'ont apportée sous des formes diverses en Martinique, MM. Christian Laigret, préfet, et André de Passillé, secrétaire général, M^{gr} Varin de la Brunelière, évêque, le commandant Robert, chef d'état-major du colonel commandant supérieur des troupes du groupe Antilles-Guyane, M. Guelfi, vice-recteur, M. Jacques Chevallier proviseur du lycée Schœlcher, et M^{me} Chevallier, inspectrice de l'enseignement du premier degré, MM. Louis de Laguarrigue, président du Syndicat des planteurs et manipulateurs de canne, Charles Clément, président du Syndicat des distillateurs, Eustache Lotaut, président de la Fédération mutualiste, Victor Lamon, secrétaire de l'Union départementale des syndicats cégétistes, Manuel Nogret, directeur adjoint de la Banque de la Martinique, Auguste Joyau, président du club du Fort-Royal, H. Saë, secrétaire général de la Fédération des œuvres laïques, et M^{lle} Emma Pilotin, assistante sociale ; en Guadeloupe : MM. Gaston Villeger, préfet, Olivier Philip, directeur du cabinet, et Rousselet, sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M^{gr} Gay, évêque, le lieutenant-colonel Volff, commandant militaire, MM. Eric Steib, proviseur du lycée Carnot et vice-recteur par intérim, Élie Chauffrein, proviseur du lycée Gerville-Réache, Edinval, secrétaire de l'Union départementale des syndicats et de la Fédération des œuvres laïques, Ernest Bonnet, président du Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum, Mercier, directeur de l'usine Darbousier, Gallet, directeur administratif de l'usine, Beauport, M^{es} Gerty Archimède et Gérard Saingolet, du barreau de Pointe-à-Pitre, MM. Henri Stehlé, directeur du Centre de recherches agronomiques des Antilles et de la Guyane françaises, et Valérien Yoko, président de la Caisse de crédit agricole mutuel. Dans les deux départements, j'ai trouvé

l'assistance la plus efficace en même temps qu'un excellent accueil auprès de MM. les directeurs de la population, de la santé, du travail, de l'enregistrement, des services agricoles et des eaux et forêts, qui m'ont fait obligeamment bénéficier de leurs savoirs respectifs et à qui je dois une part importante de ma documentation. En Guadeloupe, grâce au commandant Létin, commandant de l'aéroport de Raizet, et grâce à l'Aéro-Club, j'ai pu effectuer divers déplacements sur des parcours pour lesquels il n'existait pas de liaison aérienne régulière, et je dois, par ailleurs, au capitaine Peyraud, commandant de la gendarmerie de Pointe-à-Pitre, d'avoir pu profiter de la jeep de ses subordonnés pour parcourir Marie-Galante lors de la visite que j'ai faite de cette dépendance.

Il m'est pratiquement impossible de nommer ici tous ceux qui mériteraient d'être nommés ; d'une manière générale, j'aurais mauvaise grâce à ne pas rendre hommage à la compréhension dont ont fait preuve à mon égard, quelle que soit leur couleur et à quelque milieu social qu'elles appartiennent, presque toutes les personnes à qui je me suis adressé pour les besoins de mon enquête. Je garde une gratitude toute spéciale à M. Guy Lasserre, chargé de mission du Centre national de la recherche scientifique, qui prépare actuellement une thèse de doctorat portant sur la géographie humaine de la Guadeloupe et qui m'a fait profiter, dans l'esprit de la collaboration la plus ouverte et la plus cordiale, de la connaissance profonde qu'il a du milieu guadeloupéen. J'ajoute que je n'aurais même pas eu la possibilité matérielle d'effectuer un premier voyage, qu'un deuxième a suivi grâce à l'appui de l'Unesco, sans la confiance qui m'a été faite par mon maître de toujours, le professeur Paul Rivet, directeur honoraire du Musée de l'homme, et par le professeur Charles-André Julien. Enfin, M. Gilbert Gratiant, professeur à Paris au lycée Claude-Bernard, a bien voulu m'aider dans la révision de ce travail pour ce qui concerne la Martinique, son pays d'origine.

Il est souhaitable qu'un nombre accru de chercheurs tant originaires que métropolitains s'attachent à l'étude de la Martinique et de la Guadeloupe îles dont on peut dire qu'en dehors du travail du R. P. Delawarde sur les paysans martiniquais, paru en 1937, et de l'ouvrage (géographique, mais dont certains chapitres débordent ce cadre) consacré à la Martinique par M. Eugène Révérât et publié en 1949, la vie sociale n'y a fait l'objet, même partiellement, d'aucune description systématique. Si l'étude des contacts est une branche importante de la science des cultures l'intérêt théorique de l'ethnologie antillaise apparaît d'autant plus certain qu'il s'agit d'une région du monde où se sont rencontrées des civilisations très diverses en même temps que s'y opérait un grand brassage humain ; vu les problèmes sociaux qui s'y posent avec acuité, son intérêt pratique n'est pas moins considérable.

Les Antilles Françaises : la Martinique, la Guadeloupe et ses dépendances

[Retour à la table des matières](#)

Longue suite d'îles aux superficies très diverses qui relie l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud en décrivant un arc de cercle, l'archipel des Antilles comprend les Grandes Antilles et les Petites Antilles. C'est parmi ces dernières que se rangent les Antilles françaises (Martinique, Guadeloupe et dépendances de celle-ci), qui appartiennent au groupe des îles du Vent s'opposant à celui des îles Sous-le-Vent.

La Martinique (1 080 km²), située entre 14° 26' et 14° 53' de latitude N. et entre 60° 46' et 61° 15' de longitude O., est la plus méridionale des îles françaises. Séparée de la Dominique au nord par un « canal » large de 35 kilomètres et de Sainte-Lucie au sud par une distance de 27 kilomètres, elle se trouve placée entre deux possessions britanniques. Montagneuse, elle a pour point culminant (1 435 m) la montagne Pelée, dont la fameuse éruption de 1902 entraîna, le 8 mai, la destruction de Saint-Pierre, qui était alors la ville la plus active de l'île et qui, bien que relevée de ses ruines, est aujourd'hui distancée par Fort-de-France et par d'autres agglomérations.

Située entre 15° 59' et 18° 5' de latitude N. et entre 61 degrés et 63° 22' de longitude O., et encadrée elle aussi par des territoires britanniques (Montserrat au nord, la Dominique au sud), la Guadeloupe se compose de deux îles : la Basse-Terre ou Guadeloupe proprement dite (943 km²) la Grande-Terre (566 km²), que sépare un bras de mer envasé de 20 à 30 mètres de large coupant en son milieu l'isthme par lequel sont unies ces deux terres et dit la Rivière salée. Aux deux îles

principales s'adjoignent plusieurs dépendances, dont les deux dernières ne se rattachent à la Guadeloupe que de façon administrative : à l'est la Désirade (27 km²) et la Petite-Terre (4 km²) ; au sud, Marie-Galante (149 km²) et les Saintes (Terre-de-Haut et Terre-de-Bas, 14 km²) ; beaucoup plus au nord, Saint-Barthélemy (25 km²) et la partie nord de Saint-Martin (59 km², représentant environ les deux tiers d'une île dont le restant est possession hollandaise). De même que la Martinique, la Guadeloupe proprement dite est montueuse et volcanique (point culminant : la Soufrière, 1 484 m), alors que la Grande-Terre, au nord-est, est une île basse de formation calcaire avec quelques hauteurs dont la plus marquée dépasse à peine 120 mètres. C'est en Guadeloupe proprement dite que se trouve le chef-lieu, Basse-Terre ; mais Pointe-à-Pitre, port situé en Grande-Terre non loin de la Rivière salée, est un centre beaucoup plus important.

Climat et population

[Retour à la table des matières](#)

Le climat des Antilles françaises, en gros, ne saurait être regardé comme insalubre, mais sa chaleur à peu près uniforme, jointe à l'humidité, est certainement éprouvante. En Martinique comme en Guadeloupe on distingue une saison sèche (le « carême ») qui s'étend, avec des irrégularités observables d'une année à l'autre, de décembre à juin et une saison humide (l'« hivernage ») de juillet à décembre, ces deux saisons se présentant – vu l'influence marine – de façon moins tranchée que dans d'autres régions de la zone tropicale. Les alizés soufflent plus de trois cents jours par an, ce qui adoucit le climat, et la température est très constante, avec des moyennes oscillant de 24 degrés pour le mois le plus froid à 28 degrés pour le mois le plus chaud et des extrêmes compris entre 15 et 34 degrés, les mois les plus frais (décembre à avril) étant ceux qui correspondent sensiblement à notre hiver. Pendant la saison humide, on observe des pluies très fortes, des orages et des coups de vent violents qui prennent parfois la proportion de « cyclones », nuisibles à l'économie agricole et dont les conséquences peuvent être franchement catastrophiques ainsi qu'il en fut pour Pointe-à-Pitre, ravagée le 12 septembre 1928 par un cyclone compliqué d'une perturbation du niveau marin due à la violence du vent. D'une manière générale les sols subissent, sous l'influence des eaux, une érosion très forte, aggravée par le déboisement et sensible surtout sur les versants au vent (ou versants orientaux) plus humides, dans l'ensemble, que les versants sous le vent. Ces caractères climatiques varient, évidemment, en fonction du relief et l'on constate par exemple que la Grande-Terre et Marie-Galante, îles relativement plates, sont plus sèches que la Guadeloupe proprement dite, de même qu'en Martinique le sud de l'île est moins arrosé que sa partie montagneuse.

Voués presque exclusivement à la culture de la canne à sucre, à laquelle s'adjoint depuis peu celle du bananier, ces territoires dont la production du sucre et celle du rhum constituent actuellement les seules industries notables sont le support d'une population très dense. Si l'on se réfère au recensement de 1946 (dont

les résultats ont été contestés¹, mais qui indiquent en tout cas un ordre de grandeur) la densité au kilomètre carré en Martinique aurait été à cette époque d'environ 242 ; on dénombrait en effet 261 595 habitants (dont 259 014 originaires, 2 072 Français non originaires et 509 étrangers), la population de Fort-de-France entrant dans ce compte pour environ 66 000. D'après le même recensement, la Guadeloupe aurait été peuplée de 278 864 habitants (dont 50 000 environ à Pointe-à-Pitre et 12 500 à Basse-Terre), ce qui donnerait une densité d'environ 156. Depuis 1946, le bilan des naissances et des décès accuse, en Martinique, un excédent annuel de naissances variant de 2 624 (en 1947) à 5 276 (en 1951)² et, pour ce qui concerne la Guadeloupe, un excédent de naissances également impressionnant : 4 712 en 1950, 5 276 en 1951³. Dans l'ensemble, cette population apparaît comme une population jeune, qui comptait en Martinique, suivant le recensement de 1946, 87 205 individus âgés de zéro à quatorze ans, soit environ le tiers de la population totale, et 9 925 (dont 3 918 hommes seulement) âgés de plus de soixante-cinq ans, soit une proportion inférieure au vingt-cinquième⁴. Bien que le taux de mortalité reste élevé (en raison de fléaux sociaux tels que l'hygiène défectueuse liée à la pauvreté de l'habitat, la mauvaise alimentation et la consommation souvent abusive du grand produit local qu'est le rhum), la population des Antilles françaises est en voie de rapide augmentation, et sa densité croissante, en des pays peu industrialisés et dominés par la monoculture, pose évidemment un problème.

Histoire du peuplement

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 novembre 1493, Christophe Colomb, qui effectuait alors son deuxième voyage et venait de découvrir la Désirade, la Dominique et Marie-Galante, touchait terre à la Guadeloupe et prenait contact avec les Indiens Carib, autrement dits « Caraïbes », établis dans les Petites Antilles où ils avaient supplanté les Arawak, population indienne également venue de l'Amérique du Sud. Après des tentatives de colonisation que l'hostilité des Caraïbes empêchait d'aboutir, les

¹ Notamment par M. Eugène Revert, qui argue de gonflements artificiels de population opérés par certaines communes pour des besoins électoraux ou en vue de bénéficier plus largement de l'« octroi de mer », perçu sur les marchandises importées et réparti entre les communes au prorata de leur importance (*La France d'Amérique*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1949, p. 64, et *La Martinique*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1949, p. 467 et suiv.).

² Rapport de M. LOGIER, directeur de la population et de l'entraide sociale du département de la Martinique, pour l'exercice 1952.

³ Albert PIVETEAU, directeur de la population et de l'entraide sociale pour le département de la Guadeloupe, *Rapport sur le fonctionnement des services pendant l'année 1951*.

⁴ M^{me} DEVAUD, Rapport d'information fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'extension aux départements d'outre-mer de la législation de sécurité sociale applicable à la métropole, n° 768, Conseil de la République, 1949, p. 22.

Espagnols abandonnaient la Guadeloupe (1604) et cette île devenait française une trentaine d'années plus tard (1635) quand Liénard de l'Olive et Du Plessis d'Ossoville en prenaient possession pour le compte d'une société à charte, la Compagnie des îles d'Amérique, créée par Richelieu en remplacement de la Compagnie de Saint-Christophe, constituée en 1626 alors que les aventuriers français avaient commencé à prendre pied aux Antilles et à se muer, de flibustiers qu'ils avaient été à l'origine, en chasseurs, planteurs et traitants. Découverte le 15 juin 1502 au cours du quatrième voyage de Colomb, la Martinique devenait française en 1635 elle aussi, lorsque Pierre Belain d'Esnambuc, gouverneur de l'île de Saint-Christophe (aujourd'hui possession britannique), y débarquait.

Résistant autant qu'ils en avaient le pouvoir mais éliminés peu à peu par les colons établis dans les deux îles, les Caraïbes, après avoir été vaincus en 1658 dans la région de la Martinique dite de la Capesterre, où ils avaient trouvé refuge, durent se retirer dans d'autres îles, principalement à la Dominique, seule des Antilles où ils aient conservé jusqu'à nos jours, en tant que groupe, un semblant d'existence ; en 1692, on n'en comptait plus officiellement que cent soixante pour toute la Martinique. Parallèlement s'effectuait la colonisation des deux îles par des Blancs venus d'Europe et par des Noirs amenés d'Afrique, races dont les apports successifs et les mélanges qui s'opérèrent entre elles représentent la base de l'actuel peuplement. Toutefois on rencontre aujourd'hui dans les milieux de couleur mainte famille qui se flatte d'avoir pour ascendants les guerriers difficiles à réduire que furent les Caraïbes, assertion qui reste incontrôlable (vu l'absence d'un état-civil suffisamment ancien) même dans les cas où elle peut être véridique et qui semble parfois, faute du moindre indice physique susceptible de créer en ce sens une présomption, répondre simplement à un désir de considération portant ceux qui la formulent à faire remonter leur généalogie à des Indiens libres plutôt qu'à des nègres esclaves.

Dès la première moitié du XVII^e siècle, des Français (originaires pour la plupart de Normandie, de Bretagne, des provinces du Sud-Ouest et de la région parisienne) s'établirent donc en Martinique et en Guadeloupe ; ils comprenaient des colons libres (nobles ou roturiers) et, surtout, des « engagés » de trois ans (à même de s'établir comme colons une fois rempli leur contrat de travailleurs agricoles), gens de médiocre condition auxquels s'adjoignirent ceux qu'on appelait les « engagés forcés » (galériens ou autres condamnés et, après la révocation de l'Édit de Nantes, protestants). Quelques soldats qui se fixèrent, ainsi qu'un certain nombre d'étrangers de provenances diverses, doivent être comptés encore parmi les immigrants blancs de la vieille époque coloniale, éléments auxquels de nouveaux apports n'ont pas cessé de s'ajouter, même après la fin de l'ancien régime.

En 1640, Jean Aubert, qui venait de recevoir le commandement des Antilles françaises, y introduisit la culture de la canne à sucre, qui devait prendre le pas sur celle du « pétun » ou tabac, aujourd'hui abandonnée, et devenir la culture de beaucoup la plus importante. Cette culture exigeait une main-d'œuvre abondante et

pour qui le travail sous un soleil tropical ne fût pas chose nouvelle. Aux « engagés » ou « trente-six mois » que les premiers colons blancs avaient employés succédèrent donc les esclaves importés par les compagnies elles-mêmes ou par des trafiquants, dont la côte occidentale d'Afrique, depuis le Sénégal jusqu'au « pays d'Angole », c'est-à-dire l'Angola, constituait la zone d'approvisionnement. Maints originaires de régions plus lointaines, venus jusqu'à la côte en passant de main en main, se trouvaient mêlés aux Noirs de ces régions. Ces derniers – hommes, femmes, enfants – appartenaient presque tous à des sociétés qui avaient, pour mode de subsistance, l'agriculture à la houe, pratiquée sur des terres exploitées par le groupe familial, et, pour religion, des formes très variées de ce qu'il est convenu d'appeler « animisme ».

La pratique de l'engagement subsistera jusqu'en 1774 (date de son abolition définitive, après une période durant laquelle le temps de service avait été réduit à dix-huit mois) et un courant d'immigration blanche à peu près continu se maintiendra jusque vers le milieu du XVIII^e siècle, mais dès la fin du XVII^e la population servile noire est plus nombreuse que la population blanche et les pouvoirs publics (qui prennent les Antilles françaises sous leur autorité directe après la déconfiture de la Compagnie des Indes occidentales fondée par Colbert en 1664) se trouvent en face d'un certain nombre de problèmes : supériorité numérique de la population de couleur, rapports sexuels constants entre maîtres et négresses (d'où l'apparition d'une classe de mulâtres libres, constituée par les enfants naturels affranchis et par leurs descendants), attentats et soulèvements perpétrés par des nègres « marrons » (ou esclaves enfuis de leur plantation pour échapper au travail forcé et aux mauvais traitements), indifférence des propriétaires blancs ou « habitants » à l'égard de l'éducation religieuse de leurs esclaves. C'est à la volonté d'assurer l'ordre et de protéger les intérêts des colons que répond, en mars 1685, la promulgation du Code noir venant après diverses ordonnances s'échelonnant de 1667 à 1681 et touchant à la justice, au commerce et à la marine ¹.

Jusqu'à la Révolution de 1789, le Code noir sera le seul texte donnant aux esclaves un semblant de garantie juridique. Il impose en effet – à tout le moins en théorie – certaines obligations aux maîtres : fournir une alimentation suffisante ; ne pas vendre séparément une mère et ses enfants impubères ; ne pas condamner à mort, à la prison ou à la mutilation (châtiment des esclaves fugitifs) sans jugement des tribunaux réguliers ; limiter la journée de travail au temps compris entre le lever et le coucher du soleil ; héberger les impotents à l'hôpital ou sur la plantation. En revanche, le maître est en droit de faire fouetter et enchaîner ses captifs ; les attroupements de travailleurs appartenant à des plantations différentes, le port d'armes et l'usage de boissons fermentées sont interdits aux esclaves, qui sont frappés de mort pour toute violence ou tentative de violence contre une personne

¹ Gaston MARTIN, *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, Paris, Presses universitaires de France, 1948, p. 27.

libre et pour tout vol qualifié (sauf les larcins domestiques, punis des verges ou de la marque). Certaines mesures tendent par ailleurs à restreindre les unions entre Blancs et personnes de couleur, alors que de telles unions – légitimes ou non – s'étaient opérées sans rencontrer d'opposition dans les débuts de la colonisation. Tant que l'immigration blanche fut presque exclusivement masculine les colons, en effet, pratiquèrent largement l'union mixte (ce à quoi leurs successeurs n'ont pas renoncé, sous la forme des liaisons illégitimes) et ne répugnèrent pas à la sanctionner par le mariage : parmi les tout premiers il y en eut qui épousèrent des Indiennes ; et, ensuite, se marier avec une Africaine christianisée put se faire sans que le couple encourût de discrédit particulier. Mais cette situation se modifia au fur et à mesure que se développa l'immigration féminine, d'abord pratiquement inexistante et si réduite encore à l'époque de Colbert qu'on augmentait le faible contingent représenté par celles qui voulaient bien s'expatrier en envoyant aux îles des filles galantes ramassées à l'Hôpital général ou dans les mauvais lieux. Les Françaises devenant peu à peu plus nombreuses et les colons ayant par conséquent une plus grande latitude de choix pour se marier, des discriminations s'opérèrent et la société créole, d'une part, se fit plus stricte à l'endroit des nouvelles arrivantes européennes et, d'autre part, s'orienta vers une moindre tolérance à l'égard de l'union mixte tant sous sa forme légale que sous celle du concubinage : vis-à-vis des femmes de race blanche, leurs concurrentes de couleur se trouvaient, ne fût-ce que sur le plan des relations illégitimes, en position de rivales, qu'il apparaissait d'autant plus souhaitable d'éliminer que les fruits de telles liaisons augmentaient le nombre d'une population de couleur par laquelle les « habitants » craignaient d'être submergés. Le Code noir ne fait donc que légiférer dans le sens d'une réaction qui s'est déjà manifestée dans les mœurs contre le libéralisme des premiers temps en matière d'alliances. Ainsi cherche-t-il à mettre un frein aux unions mixtes en stipulant que l'Européen convaincu d'avoir eu un enfant avec une Noire est passible d'amende, mère et enfant étant de surcroît confisqués au profit de l'hôpital¹, sans possibilité de rachat, s'il s'agit d'une esclave enceinte des œuvres de son maître (à moins que, ce dernier l'épousant, elle se trouve affranchie de plein droit de même que l'enfant, dont la condition est obligatoirement celle de la mère) ; cette première mesure restrictive, qui s'avérera peu efficace, sera suivie au début du XVIII^e siècle par celle qui déclare déchu de ses titres le noble qui épouse une mulâtresse et parachevée, en 1778, par l'ordonnance interdisant tout mariage entre Blancs et gens de couleur. Dans le domaine religieux, enfin, certaines mesures d'ordre pratique visant à protéger les catholiques contre leurs concurrents sont édictées par le Code noir : expulsion des juifs dans les trois mois, interdiction aux protestants de pratiquer leur culte publiquement, incapacité pour tout non-catholique d'être « commandeur » (c'est-à-dire contremaître) ou intendant de plantation, nullité de tout mariage non célébré selon la règle de l'Église².

¹ Cette clause ne tardera pas à tomber en désuétude, vu ses difficultés d'application.

² Gaston MARTIN, *op cit.*, p. 28-29 et 152. Voir aussi E. REVERT, *La France d'Amérique*, p. 55 et suiv.

À la veille de la Révolution française, Martinique et Guadeloupe, tombées aux mains des Anglais pendant la guerre de Sept Ans et restituées à la France par le traité de Paris (1763), subissent une crise liée aux besoins croissants de main-d'œuvre (la natalité parmi les esclaves ne compensant qu'à peine la mortalité) et à l'abandon progressif des cultures vivrières européennes au profit des cultures industrielles. À cette époque on discerne dans la société antillaise diverses catégories que ne définissent exclusivement ni la couleur ni la situation économique de leurs appartenants.

Dans la population de race blanche, les hauts fonctionnaires, envoyés par le roi pour représenter le pouvoir central, forment une catégorie à part, en lutte avec les « habitants » qui tendent à accroître les prérogatives et le nombre de leurs conseils souverains, supportant mal la dépendance financière dans laquelle ils sont à l'égard des négociants et armateurs de la métropole, qui leur fournissent main-d'œuvre, vivres et matériaux en échange des produits locaux. Parmi les Blancs originaires ou résidant à demeure, on distingue deux catégories : les « grands Blancs », nobles ou grands bourgeois qui, détenant la grosse propriété foncière et les postes du haut commerce, représentent les véritables maîtres du pays et forment une caste fortement attachée à ses privilèges ; les « petits Blancs », catégorie composite qui englobe, avec les petits propriétaires et les petits commerçants de race blanche, tous les Blancs sans fortune appartenant au personnel de maîtrise des grandes « habitations » (tels sont maints « engagés » qui n'ont pas réussi à devenir planteurs et maints propriétaires ruinés dont les terres sont allées grossir les domaines des grands Blancs), occupant d'autres petits emplois ou travaillant dans les ports comme « hommes de métier » ou artisans. Opposées entre elles dans leur ensemble en raison de leurs divergences d'intérêts, ces deux catégories de Blancs – qui tous, y compris ceux qui font partie de la lie du peuple, sont des hommes libres et des descendants d'hommes libres – s'opposent à la population de couleur, qui comprend la masse quasi-anonyme des esclaves et la catégorie intermédiaire constituée par tous les individus qui ne sont pas des esclaves mais se rattachent à la classe servile par leur passé ou leur ascendance.

Dans cette catégorie – elle aussi composite – des « hommes de couleur » libres se rangent, avec les Noirs affranchis ou descendants d'affranchis, des gens de « sang mêlé » aux origines très diverses, puisqu'il peut s'agir aussi bien de métis affranchis par leur maître (souvent leur père illégitime) que de métis reconnus nés d'une mère libre et pouvant donc être issus des relations soit d'une esclave avec un Blanc qui l'a épousée (cas d'exception même chez les petits Blancs, qui n'ont pas comme les grands Blancs un rang à conserver) ou simplement affranchie, soit d'une Noire libre avec un Blanc ou un métis, soit d'une métisse libre avec un homme quelconque, soit encore d'une Blanche avec un homme de couleur libre ou avec un esclave (cas le plus rare, de telles unions ne pouvant guère s'opérer que de façon trop clandestine pour qu'il en reste des traces sociales). À peu près aussi nombreuse que la population blanche à la fin du règne de Louis XV, la catégorie des « hommes de couleur » libres, dont le développement est senti comme une

menace par les grands et les petits Blancs, tombe sous le coup d'un ostracisme dont les racines, d'ordre social plutôt que proprement racial, sont nettement exprimées dans une décision du ministre de la marine déclarant, le 13 octobre 1766 : « Tous les nègres ont été transportés aux colonies comme esclaves ; l'esclavage a imprimé une tache ineffaçable sur leur postérité ; et par conséquent ceux qui en descendent ne peuvent jamais entrer dans la classe des Blancs. S'il était un temps où ils pouvaient être réputés blancs, ils pourraient prétendre comme eux à toutes les places ou dignités, ce qui serait absolument contraire aux constitutions des colonies ¹. » Exclue des professions maritimes, médicales, légales et religieuses comme de tous les emplois publics, mais pouvant être propriétaires, s'employer dans les cadres des plantations ou exercer des professions commerciales ou artisanales, les gens de couleur libres se situent économiquement (à l'exception de quelques propriétaires ou commerçants riches) dans les mêmes zones que les petits Blancs ; la couleur noire étant comme une marque héréditaire d'esclavage, ils partagent le préjugé des Blancs à l'égard de cette couleur et l'on voit les plus clairs mépriser les plus foncés, ceux que leurs caractères physiques éloignent le plus des races qui fournissent sa matière au trafic négrier se regarder comme supérieurs. La hiérarchie économique se complique par conséquent d'une autre hiérarchie basée sur les généalogies (réelles ou supposées) qui font que l'un compte parmi ses ascendants une proportion plus grande d'Européens que n'en peut compter l'autre.

Quant à la masse des esclaves (couche la plus misérable de la société créole, si l'on en excepte quelques serviteurs bien en cour auprès de leurs maîtres), elle se compose en principe de nègres et de négresses mais on y trouve également des métis (ou descendants de tels métis) nés d'une mère demeurée esclave et qui n'ont pas eu la chance d'être eux-mêmes affranchis. Du point de vue professionnel, on distingue parmi les esclaves les nègres « à talents » (ouvriers spécialisés, chefs d'équipe ou domestiques qui peuvent être à tout moment renvoyés dans le rang) et les simples manœuvres que sont les nègres « de culture », distinction à laquelle s'ajoute celle des nègres « pièces d'Inde » (importés directement d'Afrique) et des nègres « créoles » (nés à la colonie, comme l'indique le mot « créole »), individus réputés moins travailleurs et moins dociles que les nouveaux arrivants, mais parmi lesquels se recrutent de préférence ceux qui, mieux préparés à cet égard que les autres, bénéficient d'un emploi spécial. À ces diverses catégories de la population servile s'adjoint la catégorie marginale que forment les nègres « marrons », fugitifs qui se groupent en bandes et vivent en hors-la-loi dans les régions les plus sauvages.

Ainsi se présente – en un étagement de classes à quoi répond, sans le recouper absolument, un étagement de races (Blancs, mulâtres au sens large, nègres) – la société antillaise au moment de la Révolution. Dans cette société doublement stratifiée les Blancs, soucieux de se maintenir comme classe dominante, redoutent

¹ G. MARTIN, *op. cit.*, p. 115.

l'ascension des mulâtres et cette crainte est aggravée par la situation ambiguë que les mulâtres doivent à leur caractère de « sang-mêlé » : ils sont liés d'une part avec la classe servile (où ils comptent des parents) et, d'autre part, souvent apparentés notoirement à des Blancs, qu'ils appartiennent à la lignée illégitime d'un Blanc ou à une branche forlignée parce qu'issue d'un mariage mixte. Dans de telles conditions, il est naturel que le comportement des mulâtres soit jugé sans indulgence et qu'ils fassent figure de gens à qui, en règle générale, on ne peut pas se fier : intelligents mais sans principes (les femmes en particulier, auxquelles les Blancs font appel de préférence aux Noires quand ils se choisissent des maîtresses, et qui trouvent dans ces liaisons un moyen d'avancement), avides de promotion sociale, jaloux de ceux que leur origine place plus haut qu'eux dans la hiérarchie et s'efforçant de copier leurs usages. Aux yeux des Blancs et tout aussi bien de ceux qui appartiennent à ce groupe conçu comme à proprement parler bâtard, la masse des nègres – dont les conditions d'existence ne peuvent en effet que tendre à obnubiler les facultés intellectuelles et que concourent à démoraliser la promiscuité, la servilité et la transplantation dans une société qui n'est pas faite pour eux – apparaît comme généralement stupide et capable seulement, pour le meilleur comme pour le pire, des réactions les plus bestiales ; de même que leurs congénères du continent africain – continent dont c'est seulement de nos jours que l'on commencera d'apprécier les civilisations – ils sont considérés comme des barbares, avec lesquels il n'y a pas lieu d'en user autrement qu'avec des animaux domestiques.

Bien qu'un courant d'opinion antiesclavagiste ait pris naissance en France comme en Angleterre dès le milieu du XVIII^e siècle et qu'après les voyages des grands navigateurs comme sous l'influence des idées philosophiques nouvelles on ait commencé à se faire une idée un peu meilleure des « sauvages », les assemblées révolutionnaires ne se décideront qu'assez tard à étendre aux territoires coloniaux – où trop de Blancs désirent le maintien du *statu quo* – l'application des principes formulés dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Après les troubles survenus en 1790 à Saint-Pierre de la Martinique ainsi qu'à Saint-Domingue (dont la partie occidentale, l'actuelle République d'Haïti, avait été reconnue française par le traité de Ryswick conclu entre la France et l'Espagne en 1697), la Constituante vote les décrets des 13 et 15 mai 1791 qui représentent une concession faite à la catégorie la plus consciente politiquement et la plus difficile à contenir de la population de couleur : l'esclavage est maintenu, mais les hommes de couleur nés de pères et de mères libres sont appelés à la vie civique. Il faudra attendre, d'une part, la chute des Girondins (représentants du haut négoce de Bordeaux, qui trouve dans le trafic triangulaire entre France, Afrique et Antilles une grosse source de profits) et, d'autre part, que se soit développée la révolte de Saint-Domingue (déclenchée le 14 août 1791 par le nègre Bouckman) pour que la Convention nationale accorde les droits politiques à la totalité des hommes de couleur libres (28 mai 1792) et vote enfin, quand il sera nécessaire de s'assurer le concours des rebelles contre les Anglais et les Espagnols, un décret abolissant l'esclavage et stipulant « que tous les hommes sans distinction de couleur domiciliés dans les colonies sont citoyens français et jouiront de tous les droits

assurés par la Constitution » (5 février 1794). Toutefois, ce décret ne sera guère appliqué qu'à Saint-Domingue et à la Guadeloupe, les autres îles françaises étant occupées une à une par les Anglais au cours de la guerre menée contre la République, et encore ne le sera-t-il pas longtemps : après le traité d'Amiens (10 octobre 1801), qui restitue à la France les îles qu'elle avait perdues, une loi est promulguée rétablissant l'esclavage (20 mai 1802) et d'autres mesures sont prises annulant les progrès accomplis pendant la Révolution. De nombreux Antillais de couleur attribuent aujourd'hui cette politique régressive à l'influence qu'aurait eue sur le Premier consul son épouse Joséphine de Beauharnais, issue d'une famille blanche créole. En Guadeloupe, où le général Richepanse a été envoyé pour réprimer la rébellion, le chef de bataillon mulâtre Louis Delgrès, chassé de Basse-Terre et encerclé au Matouba, se fait sauter avec trois cents hommes (28 mai 1802), épisode dont le héros est demeuré l'une des gloires des Antilles françaises. D'autre part, le 7 juin de la même année à Saint-Domingue, le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, fait arrêter Toussaint Bréda dit Toussaint Louverture, esclave noir qui, après avoir combattu pour l'émancipation, était devenu le maître de la partie française de l'île avec l'investiture du Consulat et qui, transféré sur le continent après son arrestation, sera interné à vie dans un fort du Jura. Jusqu'au moment où la France aura été le théâtre d'une nouvelle révolution populaire, soit pendant près d'un demi-siècle, l'esclavage continuera de sévir en Martinique et en Guadeloupe. En Haïti (dont Georges Dessalines, ancien lieutenant de Toussaint, proclame l'indépendance le 31 décembre 1803), la liberté cependant restera chose acquise ; les éléments blancs de la population ayant été éliminés, une classe bourgeoise essentiellement « mulâtre » demeurera en présence de la masse des « nègres » et ce clivage constituera jusqu'à nos jours l'une des dominantes de la vie politique haïtienne.

En février 1815, les ministres plénipotentiaires des diverses nations, réunis au Congrès de Vienne après la défaite napoléonienne, portent contre la traite des Noirs une condamnation de principe et, dans les années qui suivent, l'Angleterre signe avec plusieurs pays des traités visant à sa répression et instituant un droit de visite réciproque pour empêcher la contrebande grâce à la surveillance des navires de commerce. Avec la France, qui dès le retour temporaire de Napoléon avait décrété pour son compte l'interdiction du trafic négrier mais refusait d'admettre le droit de visite, un traité analogue est néanmoins conclu sur l'insistance du gouvernement anglais (30 novembre 1831) et augmenté d'une convention interprétative (22 mars 1833). Ce premier accord est suivi d'un nouveau traité que les représentants des deux gouvernements signent à Londres le 20 décembre 1841 et qui étend le droit de visite à de nouvelles zones en renforçant le contrôle britannique. Toutefois, ce traité n'est pas ratifié parce que l'opposition parlementaire française y voit un moyen pour l'Angleterre de s'assurer la suprématie des mers. Lorsque la Chambre en discute (janvier 1842) le traité de Londres donne lieu à une bataille acharnée, mais ceux-là mêmes qui s'insurgent contre le droit de visite réclament du gouvernement la suppression effective de la traite et se montrent d'accord avec leurs adversaires pour flétrir l'esclavage. À cette

époque une partie de l'Europe l'a déjà officiellement réprouvé : l'Angleterre l'a supprimé dans ses colonies depuis 1834 et le pape l'a condamné.

Le courant abolitionniste, dont l'abbé Grégoire (auteur du célèbre *Mémoire en faveur des gens de couleur* paru en décembre 1789) avait été pendant la Révolution le représentant le plus opiniâtre, se heurte à l'hostilité des milieux coloniaux et du commerce maritime qui regardent l'émancipation comme préjudiciable à leurs intérêts. Mais un certain aménagement du régime esclavagiste s'avère nécessaire, car si la suppression de la traite (encore qu'elle continue de manière illicite) ne peut manquer d'entraîner une crise de main-d'œuvre, l'opinion commence à s'alarmer du sort des esclaves noirs ; de sorte que l'on voit, dès les débuts de la Restauration, se faire jour le souci d'une politique plus rationnelle de colonisation des Antilles : en 1816, les administrateurs coloniaux sont invités à favoriser les naissances ainsi qu'à s'efforcer de diminuer la mortalité et, sous la monarchie de Juillet, plusieurs lois sont votées qui facilitent l'affranchissement, suppriment des châtimens, tels que la mutilation et la marque, et restituent par ailleurs (avril 1833) la plénitude des droits civils et politiques aux hommes de couleur libres. À ces lois s'ajoutera celle du 18 juillet 1845 qui, à tout le moins dans le principe, régleme le rachat personnel au moyen du pécule, assigne de nouvelles limites aux châtimens corporels, rend aux esclaves le caractère de personnes civiles et impose l'instruction élémentaire et religieuse des Noirs ¹.

Ces amorces de réformes ne vont pas sans susciter une vive opposition parmi les Blancs créoles, peu enclins à admettre des entraves dans leurs rapports avec la main-d'œuvre servile, et les conseils coloniaux, quand on prend leur avis sur l'émancipation maintenant à l'ordre du jour, déclarent qu'elle exige en tout cas une longue préparation et qu'il faut d'abord civiliser les esclaves, car ils ne sont pas mûrs pour la liberté. Malgré une intervention vigoureuse de Ledru-Rollin, le débat parlementaire du 24 avril 1847 reste sans résultat et c'est seulement après la chute de la monarchie de Juillet que Victor Schœlcher, fils de négociant qui depuis un voyage fait en 1829 au Mexique et aux Antilles s'était affermi dans ses convictions républicaines et luttait contre une institution dont il avait vu toute l'horreur, obtiendra gain de cause, lorsqu'il aura été désigné par le gouvernement provisoire comme sous-secrétaire d'État à la marine chargé des colonies. Il parviendra à arracher, le 27 avril 1848, un décret par lequel est proclamée l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies et possessions françaises, une indemnité (dont l'Assemblée nationale devra déterminer le montant) étant prévue pour les propriétaires.

En 1847, Schœlcher, s'attachant à démontrer que « l'esclavage coûte plus cher à maintenir qu'il ne coûterait à détruire » évaluait à 12 000 (dont la sécurité était assurée par 3 000 hommes de force armée et 6 000 de milice) le nombre des Blancs qui à la Guadeloupe se trouvaient en face de 93 000 esclaves, les chiffres

¹ MARTIN, *op. cit.*, p. 253, 280-281 et 290-291.

étant pour la Martinique de 9 000 Blancs (et 3 000 hommes de troupe) et de 74 000 esclaves¹. Radical changement de statut juridique portant sur la catégorie de beaucoup la plus nombreuse de la population des Antilles françaises, l'abolition ne pouvait manquer d'avoir des répercussions importantes sur l'ensemble de la vie sociale en Martinique et en Guadeloupe.

Au point de vue politique, le premier pas était fait dans le sens d'une assimilation dont la loi du 19 mars 1946, mise en application le 1^{er} janvier 1948, apparaît comme l'aboutissement logique, après une série de lois et de décrets alignant peu à peu le régime des deux îles avec celui de la métropole ; par cette loi, qui répondait à un vœu formulé dès longtemps par maint représentant des populations de couleur et dont le principal défenseur lors de sa discussion fut le député communiste Aimé Césaire, Martiniquais de race noire, la Martinique et la Guadeloupe ont été transformées en départements ainsi que la Guyane et la Réunion, de sorte que ces territoires se trouvent aujourd'hui, théoriquement, situés sur le même plan que les divers départements dont se compose la France du continent.

Au point de vue économique, la substitution du travail salarié au travail servile évidemment moins coûteux fut, certes, une cause de difficultés financières pour nombre de producteurs ; aussi a-t-on vu s'accroître un processus de concentration industrielle et agricole amorcé dès avant l'abolition, mouvement qui s'accéléra, tant en Martinique qu'en Guadeloupe, à partir du moment où un régime d'exploitation de type capitaliste se substitua à un régime de type plus ou moins féodal mais qui, surtout, apparaît lié aux crises dues à la concurrence de l'industrie des sucres extraits de la betterave, dont l'Europe avait vu le grand essor dès la première moitié du siècle. Cette concentration – poussée en Guadeloupe à un degré encore plus élevé qu'en Martinique, bien que les cultures secondaires et les cultures vivrières aient conservé plus d'importance² – revêtit des formes assez différentes dans l'une et l'autre de ces îles : en Martinique, les grosses entreprises sucrières restèrent – grandes plantations de canne et usines tout aussi bien – entre les mains des Blancs créoles (parmi lesquels se recrutent les propriétaires ou actionnaires et le personnel dirigeant de ces entreprises, qui ont gardé un caractère familial à quelque degré) alors qu'en Guadeloupe les principales entreprises de ce genre ont échappé aux Blancs originaires, la plus grosse part de la production sucrière étant maintenant le fait de sociétés anonymes qui tiennent de la métropole la majeure partie de leurs capitaux et de leurs cadres directeurs.

¹ Victor SCHOELCHER, *Esclavage et colonisation*, textes choisis et annotés par Emile Tersen avec un avant-propos de Ch.-A. Julien et une introduction d'Aimé Césaire, Paris, Presses universitaires de France, 1948, p. 131.

² E. REVERT, *La France d'Amérique*, p. 142-143. En Guadeloupe proprement dite, plus qu'en Grande-Terre, la petite propriété est développée car la culture du bananier y prend le pas sur celle de la canne à sucre. Dans le secteur des industries de la canne la distillerie agricole (fabrication du rhum par traitement direct de la matière première, à une échelle quasi artisanale) a gardé plus d'importance en Martinique qu'en Guadeloupe, vu la concentration moins poussée.

Dans le domaine démographique, la période qu'inaugure la liquidation de l'esclavage est marquée par le rapide accroissement d'une population qui, sous l'ancien régime, n'avait pu se maintenir que grâce à l'immigration, ainsi qu'en témoignent les chiffres qui, pour les Noirs comme pour les Blancs, font ressortir une régression lorsqu'une guerre gêne ou interrompt les communications entre Antilles, Europe et Afrique ¹. Que cette augmentation, parallèle à une certaine amélioration des conditions générales de vie dans les Antilles françaises, puisse être regardée ou non comme une conséquence directe de l'abolition, cette dernière n'a pas laissé d'avoir des effets sur le peuplement, car il en résulta des crises de main-d'œuvre qui amenèrent l'introduction, en Martinique et en Guadeloupe, de groupes nouveaux de travailleurs dont la plupart se fixèrent.

Aux yeux des nouveaux affranchis le travail de la terre pour le compte d'un patron ne présentait que peu de différence avec le travail servile, de sorte que beaucoup d'entre eux quittèrent les plantations, préférant s'en aller sur les hauteurs (ou « mornes ») vivre en petits cultivateurs ; pour répondre au besoin qu'eurent les employeurs de leur trouver des remplaçants, un système d'engagements sur contrats réguliers fut institué en 1852, par les décrets des 13 février et 23 mars, et cette immigration réglementée fut pratiquée jusqu'en 1887, portant, pour la totalité de cette période, sur 16 000 Africains et 78 800 Asiatiques dont 77 000 Indous, 1 000 Chinois et 500 Annamites ².

Pour importer de nouveaux travailleurs c'est à l'Afrique noire qu'on fit d'abord appel, selon la tradition, mais on y renonça bientôt car cela rappelait un peu trop le trafic d'une époque désormais révolue. Dans l'ensemble, ces Africains récents se sont fondus avec le reste de la population de couleur mais, pour ce qui concerne la Martinique, on en comptait pourtant 5 345 en 1901 ³ et dans certains districts (tel « quartier » de la commune du François et le lieu-dit « Morne l'Afrique » dans la commune du Diamant, par exemple) on rencontre encore quelques représentants de cette dernière couche africaine d'immigration, ceux qu'en créole on appelle les « Congos » ou « nèg' Guinin » (nègres du Congo ou nègres de Guinée, Guinée étant pris ici, et Congo tout aussi bien, au sens large d'Afrique). Avec ces gens au type négroïde fortement marqué leurs voisins, même de nos jours, ne se marient pas volontiers parce qu'en règle générale les « longs cheveux » (ou cheveux lisses) sont préférés aux cheveux crépus, comme l'est un teint plus clair à un teint plus foncé, et que les descendants d'immigrants antérieurs à l'abolition persistent plus ou moins à considérer ces Antillais de plus fraîche date, dont les parents ou grands-parents sont venus travailler à la manière des anciens esclaves, comme ayant gardé quelque chose de la condition servile, en même temps qu'ils se

¹ *Ibid.*, p. 60.

² E. REVERT, *op. cit.*, p. 61, d'après les chiffres donnés par M. Tersen.

³ E. REVERT, *La Martinique*, p. 242.

tiennent pour mieux éduqués et plus civilisés que ces nouvellement débarqués d'un continent qui leur a toujours été présenté comme peuplé de barbares.

Parmi ces travailleurs des deux sexes, engagés sur contrat mais qui ne furent pas toujours de véritables volontaires, il faut compter principalement les « coolies » (nom sous lequel on désigne encore leurs descendants), dont un certain nombre furent amenés des Établissements français des Indes, mais dont la grande majorité étaient originaires des Indes anglaises, et engagés à la suite d'un traité signé entre la France et l'Angleterre en 1861. Compte non tenu de ceux qui vinrent aussi de l'île Maurice, la plupart de ces travailleurs appartenaient à la race dravidienne, Indous du Sud que leur pigmentation permet de rattacher au groupe des Noirs. On trouve encore des groupes assez nombreux d'« Indiens » (reconnaissables à leurs caractères physiques, dont le plus classique est l'association d'une peau foncée avec des cheveux lisses et des traits fins) en Martinique et surtout en Guadeloupe, leurs domaines principaux étant les régions de Macouba, de Basse-Pointe et de Saint-Pierre (Martinique), du Matouba, de Capesterre, du Lamentin et de Sainte-Rose (Guadeloupe proprement dite) et celle de Port-Louis ainsi que la zone comprise entre Sainte-Anne et le Moule (Grande-Terre). En butte encore à une prévention de la part des autres Antillais de couleur pour qui le mot « coolie » est presque synonyme du mot serf, ces Indous, malgré la fréquence croissante des unions mixtes, ne se sont pas entièrement fondus avec le reste de la population colorée et ils ont conservé certaines particularités culturelles, pratiquant notamment des rites qui leur sont propres, bien qu'ils appartiennent dans l'ensemble à la religion catholique comme presque tous les Martiniquais et Guadeloupéens. Reconnus après contestation en 1904-1906 comme jouissant des mêmes droits politiques, les descendants d'immigrants anglo-indous sont astreints depuis 1923 aux mêmes obligations militaires que les autres Antillais français ¹. Après avoir été longtemps voués à la garde du bétail et aux emplois regardés comme les plus vils – tel le service de la voirie à Fort-de-France – ces Indous de la Martinique et de la Guadeloupe ont maintenant des représentants dans de nombreuses professions (médecine, barreau, enseignement, commerce, etc.).

Quant aux Chinois et aux Annamites, d'ailleurs venus en nombre restreint, ils n'ont laissé que peu de traces aux Antilles françaises. Quelques familles de la bourgeoisie martiniquaise, fières de cette origine, portent des noms chinois et certains de leurs membres ont conservé un type qui les différencie nettement des autres Antillais.

¹ Voir à ce sujet la brochure, éditée par lui-même, de M. Henry SIDAMBAROM, négociant et propriétaire à Capesterre (Guadeloupe), d'origine anglo-indoue, *Procès politique. Contestation des droits électoraux opposée par le gouverneur de la Guadeloupe, M. le vicomte de la Loyère, aux fils d'Hindous nés à la Guadeloupe. 1904-1906*, avec un avant-propos et une annexe rédigés postérieurement à la décision de 1923 relative au service militaire (Pointe-à-Pitre, Presse américaine, 1924).

La dernière conséquence d'ordre démographique qui peut être imputée à la transformation inaugurée par le décret du 27 avril 1848 est l'afflux de métropolitains, dont le nombre a augmenté notamment depuis que la départementalisation des deux îles a amené à y introduire de nouveaux fonctionnaires et un contingent plus élevé de forces de police. Les rapports entre ces quelques milliers de métropolitains (qui ne viennent que pour un temps limité et, dans la plupart des cas, sans que cela résulte d'une vocation) et les originaires de couleur constituent l'un des principaux problèmes de contacts qui se posent actuellement en Martinique et en Guadeloupe.

Pour compléter ce bref tableau de l'évolution du peuplement des Antilles françaises depuis un siècle, il faudrait noter, par ailleurs, la présence de commerçants libanais et syriens, nombreux surtout en Guadeloupe où ils constituent des rivaux redoutables pour les originaires dans la branche des textiles et d'autres branches du commerce de détail.

Au point de vue culturel, l'abolition de l'esclavage a eu pour conséquence une large diffusion de l'instruction et, corrélativement, la formation d'une *intelligentsia* de couleur, d'abord composée exclusivement de mulâtres (cette catégorie étant à l'époque ancienne déjà beaucoup plus intégrée à la culture française que ne l'était celle des nègres esclaves), mais où l'on voit aujourd'hui des Noirs occuper une place éminente tels, en Martinique, le député maire de Fort-de-France, Aimé Césaire, professeur de lettres et poète reconnu par maints écrivains et intellectuels français comme l'un des plus grands de notre temps, ou, en Guadeloupe, le maire de Saint-Claude et conseiller général Rémy Nainsouta, inspecteur général en retraite des services vétérinaires aux colonies, qui jouit d'une grande réputation locale comme auteur d'articles et de causeries touchant à la vie créole. Longtemps confinée dans l'imitation pure et simple de ce qui se faisait à Paris, cette *intelligentsia* commence à prendre conscience d'elle-même et, liquidant peu à peu le sentiment d'infériorité que les Blancs (à peu d'exceptions près) ont toujours tendu à inculquer à la population de couleur, elle s'avère maintenant – du moins par certains de ses éléments – soucieuse d'élaborer une culture antillaise originale.

Cette montée de la population de couleur, jointe à la concentration qui s'est opérée sur le plan économique, s'est accomplie nécessairement au détriment des petits Blancs, catégorie dont maints éléments étaient amenés par leur situation de classe, dès avant la Révolution française, à accepter de se fondre dans la population de couleur par la voie du mariage. Actuellement, si l'on trouve des Blancs originaires travaillant comme fonctionnaires, employés ou techniciens d'un rang plus ou moins élevé, on n'en trouve pratiquement plus dans la sphère des professions artisanales et très peu dans la couche des petits possédants, planteurs ou commerçants ; d'autre part, les professions libérales sont exercées principalement par des mulâtres. Des Blancs pauvres – comparables dans une certaine mesure aux « poor Whites » du sud des États-Unis – se sont maintenus à Saint-Barthélemy, dont la population d'environ 2 500 habitants est presque

entièrement composée, de descendants d'immigrants normands qui ont l'élevage pour ressource essentielle, exception faite de quelques commerçants et armateurs (beaucoup plus aisés) du port de Gustavia ; en Grande-Terre dans la région dite les « Grands Fonds Moule », plateau qui apparaît comme défoncé par de multiples dépressions, on rencontre encore quelque 150 ou 200 Blancs apparemment sans mélange désignés sous le sobriquet de « Matignons » ou « Matillons » (l'un de leurs patronymes), petits cultivateurs dont le niveau de vie comme le niveau culturel sont équivalents, en règle générale, à ceux des Noirs vivant à l'échelon le plus bas ; les 2 000 habitants des Saintes, enfin, comprennent surtout des pêcheurs qui sont les descendants plus ou moins métissés d'anciens immigrants bretons.

En Martinique aussi bien qu'en Guadeloupe (où le brassage des races s'est effectué à un moindre degré, de sorte que la différence entre mulâtres et Noirs, ces derniers plus nombreux en Guadeloupe qu'en Martinique ¹, reste objectivement plus tranchée) la société créole actuelle peut être répartie en trois grandes sections. Blancs de la haute bourgeoisie, mulâtres de la classe moyenne, nègres des couches populaires. Telle est la vue d'ensemble, conforme à un schéma traditionnel, que Martiniquais et Guadeloupéens ont d'une stratification sociale plus compliquée en fait, puisque la division à base raciale (elle-même assez floue, vu la multiplicité des types intermédiaires) ne recoupe que très approximativement la division à base économique et que, sans même parler des Blancs pauvres non plus que des quelques Noirs que la bourgeoisie riche (en Martinique du moins) peut compter dans ses rangs, on trouve des Blancs et des Noirs à côté des mulâtres dans la classe moyenne, un certain nombre de mulâtres appartenant par ailleurs aux sphères de la haute bourgeoisie (ceux qu'on nomme en Martinique les « grands mulâtres ») et une masse de gens qui se rangeraient logiquement dans la catégorie des métis, vu leur ascendance mixte, se trouvant englobés avec les nègres dans les couches populaires. « Tout' nèg' riche c'est mulât', tout' mulât' pauv' c'est nèg' », assurait en 1843 l'Haïtien Jean-Jacques Acaau, leader de l'insurrection paysanne du Sud, en un aphorisme passé à l'état de dicton, ce qui paraît montrer que la relativité de cette division tripartite n'est nullement méconnue par les Antillais ².

¹ Cette différence entre Martinique et Guadeloupe est sensible à quiconque parcourt les deux îles. Sur le plan scientifique, les recherches du D^r Montestruc, directeur de l'Institut Pasteur de la Martinique, sur les militaires martiniquais et guadeloupéens stationnés à Fort-de-France font ressortir qu'au point de vue des groupes sanguins, si les uns et les autres appartiennent au type II d'Oldenberg ou type intermédiaire (dans lequel se rangent Arabes, Turcs et Russes), les Guadeloupéens sont plus proches du type III ou Afro-Sud Asiatique, ce qui permet de penser que l'élément noir est effectivement plus important en Guadeloupe qu'en Martinique (Étienne MONTESTRUC, « Recherches sur la répartition des groupes sanguins chez les Martiniquais et les Guadeloupéens », dans *Rapport sur le fonctionnement technique de l'Institut Pasteur de la Martinique en 1943*, pp. 54-63).

² Sur Acaau et la révolte des paysans du sud d'Haïti, voir J. N. LEGEP, *Haïti, her history and her detractors*, New York et Washington, Neale Publishing Co., 1907 p. 195 et suiv.

Structure sociale

[Retour à la table des matières](#)

À la Guadeloupe comme à la Martinique – territoires qui, en droit, sont des départements français – c'est une économie de type colonial qui persiste à définir les traits de la structure sociale. Dans l'une et l'autre de ces îles que plusieurs milliers de kilomètres d'océan séparent d'une métropole située sous un tout autre climat, la majeure partie des moyens de production (propriété foncière, capitaux fixes et monétaires) est en effet détenue ou administrée par un petit nombre de personnes de race blanche qui emploient, directement ou indirectement, une masse de travailleurs de couleur : ouvriers salariés, colons partiaires, petits cultivateurs. La plus grande part des produits (sucre, rhum, banane, ananas) est exportée vers la métropole tandis que sont importés non seulement les produits fabriqués (textiles, sidérurgie, chimie, papier, etc.) et des matières telles que les engrais, les produits pétroliers, le ciment – approvisionnements nécessaires à l'activité productrice – mais encore une forte quantité de denrées (farine, riz, céréales secondaires, huiles et graisses alimentaires, morue salée, etc.) qui s'avèrent indispensables à la subsistance de la population, en ces pays dont l'économie est axée sur les cultures d'exportation de sorte que les productions vivrières – élevage et pêche compris – y sont très insuffisamment développées ¹.

Dans ces territoires dont le régime économique est basé sur des activités agricoles et qui se trouvent placés dans une étroite dépendance métropolitaine pour l'écoulement de leurs produits, « la concentration économique, estime un observateur récent ², est relativement plus poussée que dans la métropole, les exploitations occupant plusieurs centaines de salariés sont courantes, le nombre d'ouvriers peut atteindre 1 500 à 2 000 en période de récolte pour certaines entreprises parmi les plus importantes. La concentration n'apparaît pas seulement dans la dimension des propriétés et dans l'effectif des salariés ; elle englobe le secteur commercial (import-export) et s'étend au domaine du crédit bancaire, qui constitue un facteur influent de l'économie en raison du caractère saisonnier des activités professionnelles, de leur orientation vers les marchés extérieurs et des besoins de trésorerie qui les accompagnent ». Pour ce qui concerne la Martinique, M. Eugène Revert a souligné que les propriétés d'une superficie supérieure à 100

¹ M^{me} DEVAUD, *op. cit.*, p. 28 et suiv. Suivant le même auteur, la Martinique importerait 70 % des matières azotées et 90 % des matières grasses consommées sur place. D'après M. Ernest Bonnet (*Notes pour l'histoire économique de la Guadeloupe*. VI : *Coup d'œil sur l'économie guadeloupéenne*, juin 1952, p. 8), « pratiquement, la Guadeloupe importe les neuf dixièmes de ce qu'elle consomme et exporte la presque totalité de sa production de sucre, de rhum et de banane. C'est la France qui lui achète ses productions et qui est son principal fournisseur. Les Antilles restent encore tributaires de l'Amérique en dépit des restrictions du change pour certains articles, tels que les produits pétroliers (Trinidad), le matériel d'équipement pour certaines machines (U.S.A.) ».

² Robert MORET, rapport sur *L'extension de la sécurité sociale aux Antilles* (1952).

hectares couvraient en 1935-1936, ainsi qu'il ressort des statistiques officielles, les huit onzièmes des terres et que la part des Blancs dans le commerce d'exportation n'atteignit pas moins de 85 % en 1938 ; à cette même époque on pouvait évaluer, suivant le même auteur, à guère plus d'un millier, familles comprises, le nombre des personnes (gros propriétaires, industriels, commerçants) vivant d'un revenu annuel supérieur à 200 000 francs alors que 150 000 à 170 000 personnes (ouvriers agricoles et industriels) disposaient de moins de 10 000 francs ¹. Selon une estimation remontant à 1949, aux neuf dixièmes de la population des Antilles françaises reviendrait la possession d'un quart seulement des étendues globales et, à la Martinique, moins de 5 % des exploitations occuperaient les deux tiers des terres ². À défaut d'un changement sensible dans la répartition des biens-fonds, il est juste de reconnaître que dans les années qui viennent de s'écouler un relèvement considérable des salaires est survenu, conséquence directe de la départementalisation ; toutefois, il n'en est pas résulté de transformation radicale quant aux conditions d'existence du prolétariat agricole et industriel, car cette amélioration sur le plan des moyens monétaires – concomitante à une hausse des prix telle que la vie coûte aujourd'hui notablement plus cher dans les Antilles françaises que dans la métropole – s'est trouvée contrebalancée, comme le fait observer M. Eugène Revert ³ par la diminution constante des cultures vivrières et la pénurie relative engendrée par les difficultés d'importation.

Quelques notables de race blanche (grands propriétaires, dirigeants et actionnaires des sociétés, exportateurs, etc.) ont donc la maîtrise économique dans l'une et l'autre des deux îles, à cette différence près qu'en Martinique ces Blancs sont des originaires alors qu'en Guadeloupe beaucoup d'entre eux ne sont que les représentants de sociétés métropolitaines et d'autres des Blancs martiniquais qui occupent dans l'industrie sucrière une place assez importante pour que bien des Guadeloupéens puissent dire que la Martinique est en passe de « coloniser » sa voisine. Entre cette classe dominante d'effectif très restreint (où de rares éléments de couleur parviennent à prendre place) et la masse des travailleurs salariés et petits propriétaires ou colons, masse dont le noyau est constitué par les descendants plus ou moins mélangés des anciens nègres esclaves, il existe une classe moyenne composée surtout de gens de couleur, dont beaucoup sont les descendants des anciens « hommes de couleur libres », et dans laquelle se rangent avec quelques ruraux ou semi-ruraux (moyens propriétaires et « géreurs » d'habitations, ces derniers étant souvent des Blancs auxquels sont subordonnés des « économes » de couleur) les fonctionnaires, la plupart des commerçants et tous les membres des professions libérales (notaires, avocats, médecins, etc.). Cette classe

¹ E. REVERT, *La Martinique*, p. 268 et suiv., 448 et 454 et suiv. On comptait en 1936 à la Martinique onze domaines de plus de 500 hectares. L'auteur note le fait que la concentration agricole était en vérité plus poussée encore que la statistique ne peut le laisser paraître, la domination d'un même groupe usinier s'étendant sur plusieurs « habitations » distinctes et certains propriétaires, par ailleurs, n'étant que des prête-noms.

² M^{me} DEVAUD, *op. cit.*, p. 29.

³ E. REVERT, *op. cit.*, p. 550.

moyenne relativement peu nombreuse présente des contours assez indécis et il semble qu'on puisse trouver des témoignages de sa fluidité dans des faits tels que la grande disparité des standings sociaux qu'on observe souvent parmi les membres d'une même famille, ou bien encore certains cumuls de professions qui sont de nature à surprendre l'observateur venu de la métropole.

Une famille peu fortunée, voire même pauvre, poussant souvent l'un de ses enfants pour qu'il devienne, par exemple, professeur ou avocat alors que les autres enfants, parce qu'ils semblent moins bien doués ou simplement faute de moyens, ne sont pas l'objet des mêmes soins, on verra, à l'occasion, un professeur de l'enseignement du second degré (homme des plus cultivés et distingué) dont le frère cadet est un modeste artisan ébéniste dans un bourg de campagne ou bien, inversement, un représentant très en vue d'une des professions libérales dont l'aîné vit en cultivateur moyen, de la façon la plus frugale. D'autre part, il est courant en Martinique qu'un riche Blanc créole emploie comme administrateur d'une de ses propriétés un parent pauvre ou celui même qu'il a exproprié en arrondissant son domaine, ou bien encore qu'il assure un établissement plus ou moins décent (et quelquefois brillant, en assumant les frais de ses études) à un enfant naturel qu'il aura eu d'une maîtresse de couleur appartenant en règle générale à un milieu modeste. Cas dont il serait aisé, bien entendu, de trouver des équivalents en métropole mais qui aux Antilles françaises semblent particulièrement fréquents.

À de tels faits, montrant combien la frontière est incertaine entre bourgeoisie et milieux plébéiens, pour fortement hiérarchisée que soit la société antillaise¹, s'ajoutent d'autres qui illustrent de manière frappante le peu d'assise de la classe moyenne. Tel professeur de la Guadeloupe trouvera, par exemple, naturel d'exploiter une entreprise de « chars » (ou camions servant aux transports publics), voire même de tirer bénéfice de sa voiture personnelle en la mettant en location, alors que tel autre sera propriétaire d'un café ; tel dentiste de la ville s'en ira périodiquement dans un bourg où il dirige un cinéma, abrité par le même bâtiment que le cabinet de consultations qu'il possède dans ce bourg ; telle institutrice profitera de ses congés de santé pour gérer – ce dont elle ne se cachera nullement – un petit commerce confié, lorsqu'elle est occupée, à l'une de ses parentes, et tel bibliothécaire, enfin, augmentera ses gains en exerçant la profession de photographe à ses moments de loisir. Des cas analogues peuvent être cités pour la Martinique, où l'on voit la femme de tel commissaire de police métropolitain,

¹ Quelques menus faits, recueillis en dehors de toute enquête systématique sur ce point, marquent l'importance qu'ont les idées de hiérarchie, même entre gens issus du même milieu ou se fréquentant journellement : M. Montlouis-Félicité, chef de bureau au secrétariat de la municipalité de Fort-de-France, me dit comment d'anciens condisciples à lui s'obstinent à l'appeler « Monsieur Montlouis » en raison du poste qu'il occupe à la mairie ; M^{me} Suzanne Césaire me raconte comment, dans sa prime jeunesse à Rivière-Salée (Martinique), elle apportait à son grand-père rentrant des champs l'eau pour se laver les mains alors qu'à une jeune parente pauvre qui vivait dans la famille revenait la fonction plus humble de lui apporter ses chaussons et de lui enlever ses chaussures.

établi depuis longtemps et marié dans le pays, posséder une boutique de nouveautés dont elle s'occupe elle-même ou bien encore une épouse d'avocat exercer la profession de couturière puis ouvrir une épicerie. Il est fréquent, de surcroît, en Martinique comme en Guadeloupe, qu'un instituteur de campagne soit en même temps un cultivateur, produisant canne à sucre et banane. Semblables faits sont un indice de la situation précaire de cette classe moyenne, moins solidement ancrée que ne peuvent être ailleurs ses équivalents et dont plus d'un membre – sans que cela soit déroger, malgré le souci que les bourgeois antillais ont, en règle générale, de leur respectabilité – fera feu de tout bois pour se maintenir économiquement.

Aux degrés inférieurs de l'échelle sociale, cumuls ou alternances d'occupations s'avèrent encore plus fréquents, et presque de règle en bien des cas, conditionnés qu'ils sont dans une large mesure par le cycle annuel des activités et par le fait qu'il y a, d'une manière générale, insuffisance d'emploi en période d'inter-récoltes. Pour de nombreux individus de la campagne, l'exercice d'une profession est en effet chose saisonnière, variable du carême à l'hivernage, et, pour certains, l'exécution d'un travail directement rétribué revêt – sans que soit exclue pour autant l'exécution d'autres travaux, salariés ou non salariés – un caractère qu'on pourrait presque qualifier d'occasionnel (d'où le grief d'absentéisme articulé contre les travailleurs des Antilles françaises par la plupart de leurs employeurs, grief que les représentants ouvriers retournent contre ces derniers en arguant d'un chômage chronique qui oblige la masse laborieuse à se débrouiller comme elle peut et la met hors d'état de se fixer sur un seul travail). D'après un rapport officiel récemment établi ¹, « la moitié seulement des ouvriers agricoles travaillent en permanence dans l'agriculture. En effet, suivant la saison, un grand nombre d'entre eux se livrent indistinctement à des travaux agricoles ou industriels, les usines (sucreries et distilleries) utilisant une importante main-d'œuvre non seulement pendant la période de production – de janvier à juin – mais aussi pendant le second semestre, consacré au démontage des machines et des tuyauteries, au nettoyage des pièces encrassées au cours de la fabrication et à la remise en place de toute l'installation après révision. Un certain nombre des agricoles travaillent, d'autre part, de façon intermittente et se livrent aux activités les plus variées, se consacrant par exemple, au cours d'une même semaine, à la pêche pour leur propre compte, à des travaux de maçonnerie pour un entrepreneur et à des travaux agricoles dans une plantation ou sur leur propre lopin de terre ».

Mis à part un certain nombre de travailleurs spécifiquement industriels (mécaniciens de forge, ouvriers employés à l'entretien des machines, etc.), ainsi que les travailleurs urbains, la fraction la plus stable de la main-d'œuvre salariée est représentée par les « travailleurs casés », ouvriers agricoles que les gros propriétaires ou leurs représentants hébergent sur leurs terres, les autorisant à bâtir eux-mêmes ou leur allouant des cabanes moyennant une redevance, et les laissant

¹ M^{me} DEVAUD, *op. cit.*, p. 33.

pratiquer quelques maigres cultures vivrières sur les terrains jugés les moins propres à la culture de la canne. Vivant à un niveau le plus souvent misérable, placés dans la dépendance plus ou moins immédiate de leur employeur et toujours sous la menace d'une expulsion, ces travailleurs logés – ce qui est le cas de beaucoup d'Indous – constituent une réserve de main-d'œuvre qui, lorsqu'est finie la récolte sur le domaine où ils sont établis, peuvent être embauchés sur un autre domaine au moment des conflits qui presque chaque année surviennent à l'époque des récoltes au sujet des salaires, ces travailleurs se trouvant pratiquement amenés – comme d'autres qu'on recrute parmi les paysans des régions les plus déshéritées – à jouer le rôle de briseurs de grève en face de ceux qui refusent les conditions patronales.

Ouvriers agricoles casés ou non casés, colons partiaires (liés à leurs employeurs par des accords ou contrats qui font d'eux des sortes de métayers), petits propriétaires (dont beaucoup sont des salariés par intermittence), représentent une paysannerie pauvre dont tous les membres – hommes, femmes (s'employant comme « amarreuses » au moment des récoltes, à d'autres besognes pénibles le reste de l'année) ¹ et même enfants – sont voués à ce travail du sol qui, aux Antilles, reste senti comme une occupation moins digne d'hommes libres que d'esclaves et est, en effet, des plus durs étant donné le climat et les procédés d'exploitation généralement archaïques. À des titres divers, tous éprouvent la pression de l'« usine » et des tenants de la grande propriété, hostiles par définition aux revendications de salaire et tendant, pour ce qui concerne les usiniers, à payer au plus bas prix les cannes que les producteurs indépendants leur fournissent. Pourtant ceux-ci doivent acquitter parfois des frais de transport très lourds s'ils ne trouvent à faire broyer leurs cannes que dans une usine éloignée. Face aux grosses entreprises (à même de rationaliser les cultures, produisant des cannes d'un meilleur rendement industriel et possédant, par ailleurs, les terres les plus fertiles), ces petits cultivateurs de canne ont le plus grand mal à se maintenir et se trouvent assurément en posture plus mauvaise que ceux d'entre les petits propriétaires qui, même à leur échelle modeste, cultivent le bananier. Cette culture, en effet, demeure indépendante de l'usine et son rythme entraîne en outre des rentrées d'argent plus fréquentes que ne le permet la canne. Durant ces dernières années, en dépit des aléas liés à la fluctuation des cours et de calamités telles que les cyclones,

¹ M^{me} DEVAUD, *op. cit.*, p. 132, note, pour ce qui concerne la Martinique : « Le travail féminin dans l'agriculture est très important. En effet, sur les exploitations agricoles, pendant la période d'inter-récolte, on compte, pour 100 travailleurs, 64 hommes et 36 femmes. Pendant la période de récolte, la proportion de femmes s'élève encore et on a en moyenne, pour 100 travailleurs, 55 à 60 hommes et 40 à 45 femmes. Les femmes sont employées pendant l'inter-récolte aux travaux suivants : sarclage, plantations, récurage, fumure à l'engrais et au fumier de ferme, etc. Elles jouent, pendant la récolte, un rôle très important (attachage ou amarrage des cannes). » L'amarrage a pour but de préparer les « piles », dont 20 représentent la tâche traditionnelle du coupeur et qui comportent chacune 25 « paquets » de 10 « tronçons » ou « bouts » de canne longs de 1 mètre ; dans l'ensemble, les travailleurs agricoles sont hostiles à la suppression de cette pratique désuète, de crainte qu'il n'en résulte du chômage pour la main-d'œuvre féminine.

la culture du bananier, qui n'exige aucune mécanisation, a pris une extension considérable dans les régions propices et il existe maintenant dans ce secteur un nombre assez important de planteurs moyens¹ constituant le noyau de cette nouvelle classe paysanne dont les pouvoirs publics s'efforcent, non sans peine, d'aider le développement par le moyen de caisses départementales de crédit agricole mutuel (celles-ci fonctionnent comme celles de la métropole et sont rattachées comme elles à la Caisse nationale)². Les plaintes de cette catégorie de producteurs visent surtout la Compagnie générale transatlantique à qui revient en fait, aux Antilles françaises, le monopole presque exclusif des transports maritimes et dont les tarifs de fret sont jugés trop élevés aussi bien que léonines les conditions de transport³.

À un niveau comparable dans une certaine mesure à celui des petits producteurs ruraux qui pratiquent la polyculture (cultivant quelques « vivres » et autres espèces végétales à côté de la canne à sucre et du bananier) se situent ceux qui tirent de la mer ou de la forêt l'essentiel de leur subsistance. Ce sont les pêcheurs professionnels, au nombre de plusieurs milliers ; ils travaillent individuellement ou en association suivant le genre de la pêche et constituent avec leurs familles une population côtière mieux nourrie, dans l'ensemble, que le reste de la population parce que – compte tenu des hasards de la pêche – elle s'approvisionne directement en poisson frais alors que dans les conditions actuelles il n'est guère possible aux gens de l'intérieur de se procurer d'autre poisson que de la morue salée (l'un des éléments de base de l'alimentation et l'un des principaux articles du négoce). Ce sont les forestiers qui font le commerce du charbon de bois, s'emploient souvent comme scieurs de long et à qui la Direction des eaux et forêts accorde de petites concessions sur lesquelles ils peuvent pratiquer des cultures vivrières après avoir défriché, à charge pour eux d'assurer un reboisement rationnel en plantant leur terrain avec des mahagonnys du Honduras destinés à l'exportation.

L'ensemble de la masse laborieuse que représentent les ouvriers agricoles ou industriels et les petits producteurs est constituée par des Noirs ou des gens de couleur, exception faite de la plupart des habitants des Saintes et de Saint-

¹ Selon M. G. Mottard, directeur des services agricoles, 5 000 environ en Martinique.

² Pour ce qui touche à la petite propriété, M. Robert Moret, se référant au rapport de la Caisse de crédit agricole mutuel de la Martinique pour l'exercice 1951, écrit (*op. cit.*, p. 3) : « En ce qui concerne les prêts à long terme individuels ayant pour objet de faciliter l'acquisition, l'extension, l'aménagement des petites propriétés rurales, il est constaté que « soixante-six sociétaires en ont bénéficié en 1951 pour une valeur » totale un peu supérieure à douze millions ». Les chiffres sont éloquentes : il n'apparaît pas que l'on puisse transformer la structure sociale en distribuant douze millions entre soixante-six personnes. » D'autre part, M. Yoko, directeur de la Caisse de crédit agricole mutuel de la Guadeloupe, indique dans son rapport pour l'exercice de la même année qu'il a été réalisé vingt-cinq prêts à long terme représentant au total un peu plus de 9 millions.

³ Les producteurs s'engageant par contrat à exporter un certain contingent de bananes, il est fréquent, par exemple, que de petits producteurs soient obligés d'acheter des régimes au prix fort pour compléter leur chargement insuffisant.

Barthélemy ou de groupes très restreints tels que les « Matignons » de la Grande-Terre ; comme l'indique l'écrivain martiniquais Gilbert Gratiant, « le monde du travail, ouvriers, paysans, se compose d'une majorité de Noirs ou de métis plus près des nègres, avec dans ses rangs une quantité non négligeable de mulâtres et de câpres », ces derniers présentant plus d'analogies avec les Noirs que n'en présentent les mulâtres, c'est-à-dire les « métis se rapprochant le plus du type européen soit par les traits, soit par le teint, soit par la chevelure ¹ ». La même observation vaut pour la classe des artisans (nombreux en particulier dans les métiers du bois, où abondent les petits patrons ébénistes ou charpentiers), comme pour celle des petits commerçants, tenanciers des innombrables débits de boisson ou « débits de la régie » vendant spiritueux, limonades, coca-cola ou pepsicola, etc. ², et des multiples petites « boutiques » – souvent simples cabanes en planches – qui sont à la fois épiceries, merceries et bazars. Dans cette dernière catégorie, très humble, d'établissements commerciaux il faut compter les boutiques qui fonctionnent sur les grands domaines agricoles, souvent tenues par le « gérant » ou l'« économe » ou encore par sa femme, et vendant à crédit avec retenue sur la paie, pratique qui amène les travailleurs à s'endetter et qui est dénoncée par les hommes politiques de gauche (de même que les coopératives au caractère plus ou moins paternaliste organisées par le patronat dans le cadre de certaines entreprises) comme constituant un moyen de pression sur le prolétariat.

Aux éléments colorés de la population – et particulièrement aux mulâtres – revient, à un niveau économique sensiblement plus élevé, la plus grosse part du commerce moyen des agglomérations, secteur où ils ont les Syro-Libanais pour principaux concurrents, compte non tenu de quelques Européens (Français de la métropole et Italiens) établis dans les villes les plus importantes. Plus puissants en Guadeloupe qu'en Martinique, ces Syro-Libanais sont devenus, à Pointe-à-Pitre notamment, propriétaires de nombreux magasins et immeubles après être arrivés – eux ou leurs proches parents – « une boîte sur le dos » et avoir parcouru le pays en colportant des tissus et des articles de bibeloterie, ce qui ne laisse pas de leur attirer l'inimitié d'une grande partie de la population et tout particulièrement des commerçants créoles à qui ces réussites portent ombrage. Bien que leur nombre n'excède pas quelques centaines, ils font l'objet d'une prévention comparable à celle qui en d'autres contrées se manifeste à l'endroit des juifs, puisqu'ils sont eux aussi regardés comme des gens trop industrieux, habiles à s'insinuer et d'autant plus dangereux qu'ils se soutiennent entre eux.

C'est aux mulâtres également que revient, en Martinique, une part importante de la distillerie, grande industrie antillaise après celle du sucre, et ils figurent aussi

¹ « Martinique conditionnel éden », dans *Les quatre samedis des Antilles*, Paris, Imprimerie Hénon, 1946, p. 81-82.

² En 1950, le nombre des débits de boisson était de 3 155 en Guadeloupe, soit un pour 85 habitants alors que le maximum autorisé en métropole est de un pour 400 habitants (BONHOMME, *L'assimilation en Guadeloupe*, janvier 1951, p. 352).

parmi les principaux importateurs (dans cette île on cite par ailleurs un Noir parvenu, sur le plan strictement local, à une situation de magnat dans le trafic des rhums). Toutefois, en Martinique aussi bien qu'en Guadeloupe, ce sont les Blancs créoles qui non seulement ont la haute main sur le négoce d'exportation mais occupent la place éminente dans le négoce d'importation (denrées alimentaires, matériaux de construction, grosse quincaillerie, matériel pour l'industrie, engrais, produits fabriqués, etc.), en sorte qu'ils viennent au premier rang dans la catégorie de ces gros commerçants qu'on appelle à Fort-de-France les « négociants du bord de mer », groupe qui en Martinique se situe socialement aussitôt après celui des grands industriels et propriétaires fonciers.

En Martinique, ceux des habitants qu'on appelle communément les « békés » ou, quant à certains d'entre eux, les « Blancs de la route de Didier » (d'après le nom du quartier haut qui est la partie élégante de Fort-de-France) – soit les Blancs originaires, au nombre de quelques milliers ¹ et dont un petit noyau de familles détient la maîtrise économique de l'île – forment un cercle fermé où l'on est étroitement solidaire quelles que puissent être, au demeurant, les rivalités personnelles. Une endogamie presque aussi absolue qu'à l'époque de l'esclavage étant de règle chez eux, tous sont plus ou moins alliés ou apparentés, de sorte qu'un Blanc créole dans l'embarras trouvera toujours parmi les autres Blancs créoles un parent ou une relation qui ne lui fournira peut-être pas les moyens de vivre mieux qu'en « béké goyave » ou « béké malou » (Blanc peu fortuné de la campagne), mais, du moins, le pourvoira d'un emploi qui l'empêchera de tomber dans une misère préjudiciable au prestige de la caste. C'est ce que donne à entendre le dicton : « Tout' béké cé béké. Béké quimbé la queue béké » (Tous les « békés » c'est des « békés », un « béké » tient [toujours] la queue d'un [autre] « béké »).

En Guadeloupe, où l'industrie sucrière est passée pour la plus large part entre les mains de sociétés métropolitaines et pour une part importante également entre celles de créoles appartenant à deux des grandes familles blanches martiniquaises, ceux qu'on désigne sous le nom de « Blancs pays » n'ont pas la suprématie quasi féodale qu'ont les « békés » en Martinique et, bien que jaloux eux aussi de l'intégrité de leur race, constituent un milieu plus divisé. À l'exception de quelques-uns d'entre eux qui occupent des positions de premier plan dans le secteur de la canne (soit à des postes d'administration soit comme propriétaires, parmi lesquels figure un usinier très important qui possède des sucreries en Grande-Terre et à Marie-Galante), les plus puissants sont des producteurs de banane établis en Guadeloupe proprement dite ou des importeurs-exportateurs résidant surtout à Pointe-à-Pitre, principal centre commercial. La plupart des grands propriétaires de bananeraies habitent la région de Saint-Claude, station

¹ De 3 500 à 3 800, estime l'un des principaux négociants du bord de mer » qui se range quant à lui dans la catégorie des « grands mulâtres ». Nulle discrimination raciale n'étant faite officiellement aux Antilles françaises, aucun renseignement à ce sujet ne peut être tiré des statistiques démographiques.

d'altitude située à quelques kilomètres de Basse-Terre et bâtie de villas dont beaucoup appartiennent à ces Blancs ainsi qu'à des Blancs riches des autres régions, de sorte qu'on entend parler en Guadeloupe de la société fortunée que représentent les « Blancs de Saint-Claude » un peu comme il en est en Martinique pour ceux de la route de Didier.

Marie-Galante, qui a comme la Grande-Terre la canne à sucre pour culture principale, est peuplée essentiellement par une paysannerie très pauvre comprenant surtout des colons partiaires et de petits propriétaires, population de couleur où abondent les types à peau foncée et dont à première vue le mode de vie semble relativement peu différent de ce qu'il pouvait être avant 1848. Les Blancs ne se trouvent plus qu'en nombre infime dans cette île, prospère encore vers la fin du siècle dernier mais qu'ils ont peu à peu désertée, à cause de l'accroissement de la concentration industrielle dû aux crises sucrières de 1883 et 1900 et en raison des difficultés de communication particulières à ce territoire, sorte de satellite de satellite, où la Guadeloupe prend figure de continent. D'une manière générale les petits planteurs de Marie-Galante, en conflit périodique avec les usines de Grand'Anse et de Pirogue (qui appartiennent au même Blanc guadeloupéen que celle de Courcelles en Grande-Terre et n'acceptent des cannes à broyer qu'à des tarifs jugés insuffisants par les vendeurs), déplorent que ces établissements constituent à peu près l'unique débouché dont ils disposent, l'usine départementale Robert n'ayant qu'une activité réduite ¹.

Dans les îles du Nord et dans les autres dépendances de la Guadeloupe, les tensions sociales sont assurément moindres que là où l'économie, basée sur la culture de la canne à sucre, a évolué dans le sens d'une concentration génératrice de conflits.

À Saint-Martin (où l'on trouve, au milieu d'une population de couleur qui ne parle guère qu'anglais ² à cause des relations fréquentes avec les autres îles, un certain nombre de Blancs créoles parmi lesquels de riches propriétaires ou commerçants) et à Saint-Barthélemy (peuplée presque exclusivement de Blancs, l'élément de couleur étant représenté surtout par les navigateurs du port de Gustavia, dont beaucoup sont des Saint-Martinois), les petits propriétaires sont nombreux. Dans l'un et l'autre de ces territoires, en dehors du commerce (favorisé à Saint-Martin par le fait que son seul bourg important, Marigot, est un port franc) l'élevage représente la principale ressource avec l'exploitation des marais salants, la pêche et des artisanats tels que la vannerie. En raison de la médiocrité de ces ressources, une partie de la jeunesse est poussée à s'en aller, au moins temporairement, chercher fortune dans d'autres territoires : Curaçao et Aruba (possessions hollandaises) représentent les principaux débouchés pour les jeunes

¹ Depuis la rédaction de ces lignes, j'ai appris que l'usine Robert serait maintenant louée à l'un des industriels martiniquais établis en Guadeloupe.

² Une sorte de pidgin-english, dit en Guadeloupe « anglais bananes ».

de Saint-Martin ¹, qui vont s'employer dans les entreprises pétrolières, alors que ceux de Saint-Barthélemy essayent de s'établir à Saint-Thomas (le plus souvent en vain, vu les règlements sur l'immigration dans cette possession américaine ². En revanche, un certain nombre d'« Anglais » de l'île voisine d'Anguilla (possession britannique aux ressources très pauvres) viennent s'employer à Saint-Martin comme domestiques ou travailleurs de propriété.

À Terre-de-Haut et Terre-de-Bas – seuls îlots habités de l'archipel des Saintes – la plupart des habitants sont des cultivateurs ou des pêcheurs, dont une partie (à Terre-de-Haut) de race blanche pure ou très légèrement métissée. L'unique agglomération de Terre-de-Haut, Grand-Bourg, est devenue un lieu de villégiature pour les habitants et résidents de la Guadeloupe.

La Désirade ne compte guère que quelques Blancs sur ses 1 700 habitants, pêcheurs ou cultivateurs. C'est sur la côte nord qu'est installée la léproserie des Antilles françaises, établissement qui jusqu'à une époque toute récente fut le seul à même de recevoir les nombreux Guadeloupéens et Martiniquais atteints, à des degrés divers, par cette maladie qui frappe surtout les classes pauvres en raison de l'hygiène défectueuse.

Petite-Terre, enfin, n'a pas à être prise en considération, car elle n'est occupée que par les gardiens du phare.

Dans cette société martiniquaise et guadeloupéenne où la classe dominante ne comprend qu'un petit nombre de personnes et où la classe intermédiaire est elle-même très réduite, la grande différence des niveaux de fortune est l'un des traits qui frappent le plus immédiatement l'observateur, différence rendue plus sensible encore par un cadre géographique assez exigu pour que la coexistence de la richesse et de la misère soit visible d'un seul coup d'œil. On a souvent décrit les taudis – particulièrement sordides mais loin d'être les seuls dans les Antilles françaises et dans les autres Antilles – de certains quartiers de Pointe-à-Pitre, où les maisons ne sont que des baraques en planches d'une pièce ou deux, isolées du sol par de grosses pierre posées aux angles, et n'ayant ni eau, ni égout, ni électricité ; souvent plus avenantes, en raison du décor agreste, les cases campagnardes – généralement en bois ou en bambous tressés revêtus éventuellement d'une sorte de torchis, avec une toiture de chaume ou de tôle ondulée, et parfois un simple sol de terre battue – ne leur cèdent en rien au point de vue de l'inconfort. Le contraste est violent entre ces constructions rudimentaires (qui ont pour seul avantage d'être aisément transportables et qu'on voit quelquefois chargées sur des camions, quand les propriétaires changent de résidence) et les

¹ D'où le fait que bien des familles envoient leurs enfants à l'école dans la partie hollandaise de Saint-Martin.

² Il existe cependant à Saint-Thomas un district ou « quartiers » dit Chachatown, ville des Chachas (nom donné localement aux « Saint-Barths »).

élégantes maisons coloniales à véranda – même les villas aux proportions de château ou les spacieuses demeures de la vieille époque, bâties en « dur » – qu'habitent les membres de la classe possédante ou ceux qui s'y rattachent plus ou moins directement. Au premier rang des fléaux que la réforme récente n'a point jusqu'à présent empêchés de sévir, il faut citer le paupérisme, dont les taudis urbains – tels qu'on en voyait à Pointe-à-Pitre alors que j'y résidais, de la terrasse même qui prolonge le bar du vaste et moderne établissement qu'est le Grand Hôtel – ne sont que l'image la plus saisissante. Compte non tenu des répercussions néfastes qu'ont sur la santé du plus grand nombre l'état de déséquilibre alimentaire ¹ et les mauvaises conditions de vie où se trouvent ces familles généralement nombreuses entassées dans des logements misérables (bien que tenus le plus souvent avec une propreté méritoire), le paupérisme a, de la façon la plus directe, des conséquences fort graves au point de vue social. Si la criminalité s'avère peu répandue – tout au moins sous la forme violente de l'attaque à main armée, car les Martiniquais et les Guadeloupéens de toutes les classes racontent de troublantes histoires d'empoisonnements – il existe dans des centres tels que Fort-de-France et Pointe-à-Pitre un problème de l'enfance moralement abandonnée. Des enfants assez nombreux de l'un et l'autre sexe se trouvent, en effet, amenés à vivre de bricolages variés, voire de rapines ou d'expédients (tel ce qu'en termes de police on nomme le vagabondage spécial) ², parce qu'ils n'ont plus aucun lien avec des foyers désertés par le père – souvent illégitime – ou dont la mère, obligée de travailler au-dehors, est trop fréquemment absente. De plus, si la prostitution au sens strict (avec racolage ou exercice régulier excluant celui d'une autre profession) est elle aussi assez rare, bien des jeunes filles ou des jeunes femmes, ne gagnant que 5 000 à 6 000 francs par mois comme employées de boutique, tombent dans une semi-prostitution prenant la forme d'une liaison avec le patron, le fils du patron ou tout autre homme de leur connaissance, relations occasionnelles ou plus durables d'où elles tirent de menus avantages (don d'une paire de souliers, d'une robe, etc.). L'influence que ces conditions déplorables d'existence ont sur les mœurs comme sur la mentalité de nombreuses personnes – notamment dans les couches défavorisées – joue sans doute pour beaucoup dans les idées que les Blancs des classes supérieures se font des gens de couleur ; ces

¹ Dans une note qu'il a eu l'obligeance de me communiquer, le D^r Jean Blum-Gayet caractérise ainsi le régime alimentaire de la grande masse des Martiniquais : « Hydrates de carbone en grande quantité : fruits de toutes sortes, bananes, pain, riz et légumes farineux qui constituent la base de l'alimentation ; peu de corps gras, et très peu de protides, par suite de leur prix élevé et aussi de leur distribution très irrationnelle. Les sources des vitamines essentielles, sauf la vitamine C, et des métaux nécessaires (légumes verts, œufs, lait, beurre...) sont également très précaires. » D'autre part, M. Christian Laigret, préfet de la Martinique, n'hésite pas à écrire : « Les résultats des conseils de révision prouvent la sous-alimentation : 60 % de déchet ont été enregistrés ». (« Le développement de la Martinique », *Résonance*, n° 5, Paris, 1951, p. 47-54). Quant à la Guadeloupe, le bulletin d'informations Santé-Guadeloupe, publié par le Centre départemental d'éducation sanitaire, démographique et sociale, faisait, en mai 1950 (2^e année, n° 3), des constatations analogues et donnait aux ménagères des conseils pour une utilisation aussi rationnelle que possible de leurs ressources.

² En 1952, on évaluait à quelque 800, pour Fort-de-France, le nombre de ces enfants.

Blancs procèdent à des généralisations abusives et là où ils devraient plutôt incriminer les circonstances notent comme ils feraient de tares congénitales : la paresse (alors que l'alimentation défectueuse, avec l'état de santé déficient qu'elle contribue à déterminer, est l'une des causes principales du mauvais rendement reproché aux travailleurs) ; le manque de conscience professionnelle (alors qu'une situation économique à tout le moins précaire dispose certainement très peu à prendre à cœur un métier quel qu'il soit) ; le défaut de moralité civique (alors qu'une telle situation est forcément propice à la corruption et à la fraude, dont la Martinique et la Guadeloupe n'ont d'ailleurs pas le privilège, en dépit d'habitudes fâcheuses introduites par en haut à l'époque coloniale) ; la sensualité débridée (alors que le défaut d'autres distractions, joint à la fréquence de la promiscuité, pourrait suffire à expliquer bien des licences)¹ ; la tendance à se conduire en indigents pour qui l'État doit tout faire comme s'il était une providence.

Il apparaît certain que la promotion de la Martinique et de la Guadeloupe au rang de départements de plein exercice, et tous les aménagements qu'elle a logiquement pour corollaires (en matière de santé publique, d'assistance, de sécurité sociale, d'organisation du travail et d'éducation), est un élément favorable à l'atténuation de ces maux, dont la disparition totale est toutefois difficile à concevoir dans les conditions actuelles de l'économie antillaise.

Vie régionale

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue culturel on peut dire des Antilles françaises, comme des autres Antilles, qu'elles ont été un creuset où, sur le fond indien originel, se sont trouvées affrontées, d'une part, l'Europe chrétienne, dont la civilisation s'est dès longtemps orientée vers la technicité et le mercantilisme, d'autre part, l'Afrique noire, avec tout son bagage de traditions animistes et les aptitudes artistiques si remarquables des nègres.

Éliminés par les premiers colons dès la seconde moitié du XVII^e siècle, les Indiens ne sont intervenus que pour une faible part dans la constitution de cette culture qui s'avère – en gros et pour autant que le compartimentage du milieu humain qui en est le support permette d'en parler comme d'un tout – être le fait d'immigrants relativement récents, venus les uns d'Europe et les autres d'Afrique, compte non tenu des Asiatiques arrivés après l'abolition de l'esclavage. À l'inverse de ce qui s'est produit dans la plupart des autres pays de caractère colonial, on n'a donc pas affaire ici à une civilisation ancienne, élaborée par les autochtones, à

¹ M. Logier, directeur de la population du département de la Martinique, estime qu'avant de parler d'immoralité il faut se rendre compte de ce qu'est la vie d'une laveuse de linge antillaise ou d'une domestique aux gages mensuels de 5 000 ou 6 000 francs, et faire également la part des facilités qu'offre aux gens de la campagne le travail mixte sur les champs de canne.

laquelle se serait surimposée ensuite la culture occidentale moderne introduite par les colonisateurs ; presque dès l'origine des Antilles historiques, on se trouve en présence de deux groupes principaux d'acteurs qui, les uns comme les autres, sont des transplantés : colons de provenance européenne (avec ce qu'ils apportaient de la civilisation occidentale telle qu'elle était à leur époque), travailleurs importés d'Afrique pour les besoins de ces colons (avec ce qu'ils pouvaient conserver de leurs traditions dans le bouleversement total des structures sociales et des conditions de vie que représentait l'esclavage). Ces deux groupes, celui qui détient la primauté matérielle comme l'autre, sont dans la nécessité de s'adapter à un cadre nouveau et doivent donc transformer plus ou moins leurs cultures avant même qu'elles évoluent côte à côte et soient amenées à s'interpénétrer, de manière d'ailleurs inégale. Cette interpénétration s'effectue à la faveur non seulement d'un grand brassage (qui s'opère très tôt sur le plan des relations sexuelles) mais des simples contacts entre maîtres (restés en liaison directe avec l'Europe), esclaves (coupés de toutes relations avec l'Afrique) et gens libres des diverses couleurs.

Groupe de nombre réduit mais outillé pour orienter techniquement et économiquement des pays placés dans la dépendance politique d'une métropole à laquelle l'élite du groupe demeurait rattachée solidement, les Blancs représentèrent, au moins pendant la période coloniale, ceux des habitants des Antilles françaises dont les façons s'imposaient dans presque tous les domaines et, très précisément, dans ce qui forme en quelque sorte le cadre matériel où vient s'inscrire le reste de la culture. L'éducation dispensée par l'Église catholique puis par l'État républicain a, en outre, toujours tendu à faire de la Martinique et de la Guadeloupe des pays de culture française ; de sorte qu'il n'y a guère, tout compte fait, que sur le plan des traditions populaires – et d'une manière très fragmentaire – que se sont maintenues les cultures dont les immigrants non européens, en d'autres circonstances, auraient pu être des agents de diffusion. Une loi générale, toutefois, veut qu'en matière de contacts entre peuples il n'y ait jamais substitution totale d'une culture à une autre mais que, bien au contraire, la culture reléguée à l'arrière-plan subsiste dans quelques-uns des traits qui lui étaient essentiels, donne une coloration inédite à une partie au moins des traits nouveaux qu'elle adopte et, éventuellement, exerce en retour une influence sur certains points où la culture qui prévaut offre une moindre résistance. De fait, l'apport des Noirs s'avérera finalement avoir été assez considérable dans la vie régionale et fournira un témoignage – entre bien d'autres – de la solidité de ces civilisations négro-africaines qui furent handicapées, dans tout le cours de leur histoire, par le peu de développement qu'y ont reçu les techniques, de sorte que les Occidentaux ne les ont généralement pas estimées à leur juste valeur.

Plutôt que dans le domaine des traditions au sens strict (littérature orale, croyances et pratiques religieuses ou magiques, art, etc.) c'est dans celui des techniques paysannes et artisanales que les Caraïbes ont laissé en Martinique et en Guadeloupe des traces reconnaissables, abstraction faite des objets de pierre et de

poterie qui sont les témoins de leur civilisation ancienne et relèvent de la seule archéologie.

Culture du manioc, de plantes à tubercules (patate douce) ou à rhizomes (igname), du maïs, de l'arachide et de quelques autres espèces végétales ; art de la poterie (à Sainte-Anne, dans le sud de la Martinique) et formes de vannerie telles que certaines nasses de pêche et les paniers dits « paniers caraïbes » (fabriqués en Martinique dans la région du Morne des Esses) ; emploi, très général en Martinique, de l'embarcation dite « gommier » (d'après le bois dans lequel elle est ordinairement taillée), pirogue effilée aux deux bouts avec un mât et une voile rectangulaire tendue par une vergue en diagonale ; usage de l'épervier ainsi que du hamac (autre instrument relevant de la corderie) ; emploi d'un poison végétal pour la pêche en rivière ; préparation d'une boisson fermentée à base de « bois mabi », c'est à cela que semblent à peu près se réduire les témoignages apportés par l'ethnographie quant à la persistance fragmentaire d'un certain fond caraïbe aux Antilles françaises¹. Il faut noter en outre qu'un certain nombre de termes empruntés au caraïbe ou dérivés de cette langue apparaissent dans le vocabulaire créole : « ajoupa » (abri provisoire à toiture de feuillage à un seul pan), « carbet » (mot désignant les cases caraïbes à l'époque des premiers colons et présent aujourd'hui dans la toponymie), « coui » (moitié de calebasse évidée servant de récipient), « canari » (du caraïbe *canali*, jarre de terre) comptent parmi les plus courants².

En même temps qu'elle instaurait dans ces deux îles une vie sociale toute nouvelle en transformant les conditions politiques, l'économie et jusqu'au peuplement, la mainmise européenne sur la Martinique et la Guadeloupe en a profondément bouleversé le paysage. Sans même parler de la canne à sucre dont les plantations couvrent aujourd'hui près de 50 000 hectares³ et du développement de la culture du bananier, le cas de deux arbres très répandus, l'arbre à pain et le

¹ Voir E. REVERT, *La Martinique*, et Henry DE LALUNG, *Les Caraïbes, un peuple étrange aujourd'hui disparu* (La joie de connaître, Bourrelie éd., Paris, 1948), *passim*.

² Dans les « Éléments de grammaire » qu'il place en tête de son ouvrage *Deux vieilles terres françaises (Guadeloupe et Martinique)* (Paris, chez l'auteur, [1935]) Paul Labrousse cite (p. 5) quelques mots créoles de provenance caraïbe : « balaou » (petit poisson assez apprécié de la mer des Antilles), « balata » (grand arbre dont le latex se fige en gutta-percha), « cabouya » (nœud coulant, lacs), « coulirou » (poisson de mer ressemblant à la macreuse), « manicou » (opossum), « titré » (alevin qu'on pêche à l'embouchure des rivières), « zandoli » (du caraïbe *anaoli*, en français « anolis », petit saurien de la famille des guaniers). Le même auteur relève (p. 79) l'usage en Guadeloupe du mot « boutou » (nom de la massue caraïbe) pour désigner le mouchoir tortillé et noué à une extrémité, dont les enfants se servent dans le jeu du même nom, sorte de cache-mouchoir ou cache-tampon.

³ À la Martinique, 20 000 hectares en 1950 (P. BOISSART, « La culture de la canne à sucre et la sucrerie de canne à la Martinique », *Revue internationale des Produits coloniaux et du matériel colonial*, 26^e année, n° 256, janv. 1951, p. 3) ; à la Guadeloupe, 25 000, hectares en 1952 (Ernest BONNET, *op. cit.*, p. 8).

manguier, introduits tous deux sous la Révolution ¹ et dont le rôle est important dans l'alimentation, montre comment maints éléments du décor antillais qui peuvent sembler appartenir au milieu ancien sont, en fait, dus à la colonisation. Des villes et de nombreux bourgs, reliés par un système routier qui, certes, demanderait à être perfectionné mais permet aux véhicules automobiles de circuler en toute saison à travers les deux îles, témoignent aussi de la façon dont s'y est implantée la civilisation occidentale, créatrice également de ports et, depuis 1950, d'aérodromes. S'il convient de faire les plus expresses réserves sur les conditions dans lesquelles est logée, à la ville comme à la campagne, la majeure partie de la population, il est du moins indéniable qu'il s'est fait, en Martinique et en Guadeloupe, des constructions importantes (bâtiments publics, édifices religieux, etc.) qui contribuent à imprimer aux agglomérations un caractère assurément distinct – ne serait-ce que par le cadre naturel – de celui que présentent les divers types d'agglomérations observables dans la métropole mais qu'on a tôt fait de reconnaître pour français.

Dans le domaine religieux – et, par conséquent, dans tous les ordres de faits où la religion a ses incidences (vie familiale, folklore relatif aux fêtes du calendrier, etc.) – l'actuelle population des Antilles françaises, chrétienne dans l'ensemble et catholique romaine presque en totalité, porte la marque de l'Europe, dont l'œuvre d'évangélisation, commencée dès l'époque de l'esclavage, parvint à son achèvement après 1848. C'est dans la classe dominante de race blanche et dans les masses populaires que le catholicisme a ses fidèles les plus fervents, « la bourgeoisie intellectuelle de couleur étant en règle générale voltairienne, dans sa partie masculine du moins » ainsi que le constate M. Gilbert Gratiant, qui note par ailleurs qu'en Martinique, « si les aspects de la lutte des classes sont parfois âpres, on peut dire par contre qu'il n'y a pas de querelle religieuse » à telle enseigne que « les loges maçonniques donnent des bals dont les danseuses étaient à la messe le matin même » ². Cette observation vaut aussi quant à l'attitude de beaucoup de croyants antillais à l'égard du matérialisme d'extrême gauche, puisqu'il est avéré que bien des gens, surtout parmi ceux qui appartiennent aux couches les plus humbles, ne voient aucune difficulté à être catholiques pratiquants en même temps qu'ils sont des militants communistes ou tout au moins, lors des élections, apportent leurs suffrages aux candidats communistes.

L'emprise du catholicisme sur la vie antillaise, si elle n'a pas toutes les conséquences qu'on pourrait en attendre sur le plan politique, est exprimée fortement par l'importance que revêtent, dans l'ordre sacré comme dans l'ordre profane, des fêtes telles que Noël (époque à laquelle les paysans tuent le porc, ainsi qu'on le fait dans bien des campagnes françaises), le Vendredi saint (où l'on observe strictement l'interdit porté contre la nourriture carnée) et Pâques (le lundi de Pâques étant, avec celui de la Pentecôte, le jour par excellence où l'on organise

¹ E. REVERT, *La France d'Amérique*, p. 77.

² GRATIANT, *op. cit.*, p. 83-84.

ces « parties » ou pique-niques qui sont un des agréments de la vie aux Antilles françaises). Le haut clergé, par ailleurs, attribue à l'influence de l'Église la notable diminution du taux des naissances illégitimes que l'on peut constater depuis un certain nombre d'années et estime que cette influence est également pour beaucoup dans le recul des pratiques et des croyances qu'il est d'usage de qualifier de superstitieuses.

Dans une île de peuplement blanc telle que Saint-Barthélemy, l'aspect européen – à tout le moins dans les formes de la culture paysanne – est encore plus marqué qu'ailleurs : maisons bien entretenues et peintes (aux toitures de tôle ondulée rouge sang de bœuf), pâturages soigneusement clôturés, coiffe ou « quichenotte » que portent encore quelques femmes rappellent au visiteur occidental, en dépit du climat, des modes de vie qui lui sont familiers. D'une manière générale, on peut dire qu'aux Antilles françaises les entours matériels des hommes expriment à peu près partout la ténuité du lien qui peut encore rattacher les descendants des anciens esclaves de race noire à un continent dont ils sont presque tous les premiers à oublier qu'il est pour eux un continent originel : si l'implantation des jardins (où des espèces végétales très diverses foisonnent sur un espace réduit) et la structure des cases les plus modestes s'avèrent dans une certaine mesure – mais de manière, au demeurant, fort imprécise – susceptibles d'évoquer l'Afrique noire, le mobilier même des gens les plus pauvres est toujours européen de type ou de provenance et il en est de même pour leurs vêtements comme pour leurs instruments de travail (hoyau utilisé pour les sarclages, « coutelas » ou grand couteau analogue à la machette répandue dans les zones forestières de l'Afrique noire et de l'Amérique du Sud depuis la colonisation de ces régions). Bien des usages également, qu'on peut citer parmi les plus typiques pour tous les échelons de la société antillaise, peuvent être considérés comme exprimant tout du plus un certain syncrétisme entre apport de l'Europe et apport de l'Afrique ; de ce point de vue, on serait fondé à tenir par exemple l'usage coutumier du « punch » (rhum sucré, additionné éventuellement d'autres ingrédients) pour l'un des produits les plus caractéristiques de cette civilisation coloniale – pas tout à fait européenne et pas davantage africaine – dont la base économique est la culture de la canne pratiquée à grande échelle avec une main-d'œuvre de couleur et une direction de race blanche. Boisson autour de laquelle on se réunit et que l'hôte offre à son visiteur, le punch n'est pas seulement l'un des plus unanimement appréciés d'entre les produits du cru mais, par le rôle qu'il joue dans les relations de sociabilité, il apparaît comme le symbole d'une hospitalité qui peut être aussi bien celle que les Européens vivant aux colonies pratiquent d'ordinaire à l'égard de leurs pareils que celle qui est de tradition dans maintes sociétés nègres.

La marque européenne se manifeste avec autant de netteté dans les jeux aujourd'hui les plus répandus, jeux auxquels beaucoup de Martiniquais et de Guadeloupéens, riches ou pauvres, s'adonnent avec passion et qui peuvent donner

lieu à de gros gains ou pertes d'argent : jeu de dés ¹, occupant une place importante dans les loisirs des classes populaires et constituant l'une des grandes attractions des fêtes patronales (alors que la bourgeoisie pratique des jeux de caractère privé soit dans des cercles comme ceux que fréquentent les hommes de la bonne société de Fort-de-France) ; combats de coqs, qui comptent de nombreux et fervents amateurs dans toutes les classes sociales et toutes les catégories de couleur et sont probablement d'origine espagnole, au moins de manière indirecte ².

La stratification sociale étant très marquée aux Antilles françaises et la culture occidentale – culture des Blancs, au moins à l'origine – trouvant son terrain d'élection dans les classes aisées (en meilleure posture non seulement pour recevoir une instruction poussée mais pour se conformer à des standards de vie européens, bien que les milieux même les plus faibles économiquement aspirent à prendre leur part de cette culture qui fut si longtemps l'apanage presque exclusif de certaines couches de la hiérarchie), c'est la masse populaire qui reste dans l'ensemble la plus proche de l'Afrique au point de vue culturel, de même qu'elle en est plus proche au point de vue ethnique. Pour expliquer pareil fait, il paraît superflu d'en appeler à l'atavisme, une culture traditionnelle se maintenant en règle générale mieux en milieu rural qu'en milieu citadin et dans les classes déshéritées que dans les classes favorisées, qui ont nécessairement plus d'ouverture sur le dehors. Dans des îles telles que la Martinique et la Guadeloupe, aux moyens de communication avec l'extérieur relativement restreints et où les agglomérations de quelque importance sont rares en dépit d'une densité très forte de population, les conditions sont évidemment propices à la conservation de coutumes, croyances et traditions diverses, vu l'étroitesse d'horizon qu'un semblable mode d'existence ne peut manquer d'impliquer pour la plupart des gens. Il est donc naturel que les cultures négro-africaines, bien que pulvérisées par la transplantation, aient pu laisser leur marque dans bien des traits de la vie antillaise et que les classes même les plus élevées – Blancs compris – ne soient pas entièrement soustraites à un folklore régional. À ce dernier le folklore de l'Europe a, d'ailleurs, apporté sa large contribution, comme en témoignent tels usages relatifs à des dates du calendrier ou encore l'influence exercée par des livres de colportage comme le *Petit Albert* sur la magie des campagnes.

¹ Dit en Martinique « serbi » (lit. : torche, lumineuse) parce qu'on y joue souvent le soir, à la lumière de petites lampes. Les dés sont appelés en créole « grains dés », expression qui désigne aussi le jeu de dés.

² Très largement diffusés aux Antilles ainsi qu'en Amérique latine, les combats de coqs se pratiquent également dans les Flandres, région qui a subi elle aussi l'occupation espagnole. En Martinique, les plus prisés des coqs de combat sont (ou passent pour être) de souche sévillane. Il faut noter, toutefois, que c'est un mot anglais (*pit*, « fosse » et, par extension, parterre de théâtre) qui désigne la petite arène entourée de gradins de bois où se déroulent ces combats et qu'on emploie un autre mot anglais (*game*, « jeu ») pour distinguer du coq ordinaire le « coq guéme », volatile croisé (dit-on) de faisan, dûment sélectionné et entraîné pour ces joutes.

Dans le domaine des croyances et des pratiques traditionnelles proprement dites, il semble qu'à de nombreux traits – répandus surtout dans les sphères populaires mais observables également dans celles de la petite et de la moyenne bourgeoisie – on soit en droit d'assigner une origine africaine. C'est en Afrique noire, où, chez toutes les populations sédentaires, les arbres jouent un rôle important au point de vue magico-religieux, qu'il paraît légitime de situer, par exemple, la source de quelques croyances et pratiques qui ont un arbre pour élément central : le fromager (en créole « épini »), qu'on rencontre aussi en Afrique où il est regardé souvent comme habité par des esprits, est tenu pour l'habitable préféré des « diablesses » ou « guiablesses », esprits féminins qui, visibles surtout à midi ou bien la nuit, se présentent sous la forme d'une femme très aguichante qui égare et, parfois, fait tomber dans un précipice le passant qui a eu l'imprudence de la suivre, séduit par sa beauté ; en Guadeloupe, on menace parfois l'enfant grognon de le faire prendre par « 'tit sapoti' » (petite sapotille), sorte de lutin qui vit dans les arbres ; enfin, lors de la naissance d'un garçon ou d'une fille, placenta de la mère et cordon ombilical de l'enfant sont enterrés au pied d'un arbuste – par exemple un bananier – qu'on montrera plus tard à l'intéressé comme étant sa propriété ; or on trouve des pratiques analogues à celle-ci en mainte société négro-africaine.

L'importance extrême que revêtent, en Martinique et en Guadeloupe, les coutumes relatives à la mort n'est pas non plus sans rappeler le rôle capital que joue le culte des ancêtres dans l'ensemble des religions négro-africaines : des dépenses assez élevées relativement pour qu'on puisse les qualifier d'outrancières sont faites d'ordinaire à l'occasion d'un décès et, à la campagne tout au moins, les veillées funèbres prennent l'allure de fêtes au cours desquelles se consomme force rhum, dont le défunt lui-même a souvent sa part ; dans ces réunions à la fois graves et animées se pressent de nombreuses personnes venues pour saluer le mort, assister les deuilés, voire simplement se divertir en écoutant les conteurs spécialisés – ceux qu'à la Martinique on appelle des « craqueu's », diseurs de cracs – débiter en créole les récits et devinettes destinés à tenir en éveil les membres de l'assemblée. Lors de la fête de la Toussaint, qui est l'une des principales de l'année pour la ville comme pour la campagne, parents et amis venus parfois de fort loin se réunissent dans les cimetières et y séjournent longtemps, auprès des tombes décorées, brillamment éclairées et devenues de véritables lieux de réception.

Certains noms de créatures maléfiques, conçues comme en liaison plus ou moins directe avec le monde surnaturel, donnent à penser que là encore les traditions négro-africaines ont joué leur rôle, à côté de l'influence exercée par la magie que les Européens ont importée en même temps que le christianisme. Tel est le cas du « soucougnan » ou « souclian », sorte de loup-garou dont le nom paraît dérivé du mot peul *sukunyadio* désignant le sorcier jeteur de sorts et, tout particulièrement, la sorcière qui la nuit venue se dépouille de sa peau et, volant

comme un oiseau, s'en va boire invisiblement le sang de ses victimes¹ ; à la Martinique et à la Guadeloupe on parle d'ailleurs expressément de « volants », sorciers – et, le plus souvent, sorcières – qui, se déplaçant par la voie des airs sous la forme de boules de feu, s'en vont de nuit « sucer » les animaux et les êtres humains. Tel semble aussi être le cas de ces apparitions nocturnes (esprits ou revenants) qu'on appelle des « zombis » et dont le nom, sous la forme *zumbi*, se retrouverait avec la même acception dans un dialecte de l'Ouest africain². Sous réserve également, il faut citer encore l'« anticri » (antéchrist) ou « 'tit mons' » (petit monstre) issu d'un œuf qu'une poule noire a pondu un Vendredi saint et que l'on a couvé en le portant sous l'aisselle ; sorte d'homoncule au service de son possesseur (pour le compte de qui il pourra frapper quelqu'un maléfiquement, voler, espionner, etc.), l'« anticri » ne se nourrit que de viande et peut aller jusqu'à exiger de la chair humaine qu'on doit alors lui fournir sous peine d'être mangé soi-même, voracité qui le fait quelquefois qualifier de « moudongue » c'est-à-dire glouton, nom qu'il convient de rapprocher de celui des « Mondongues » (*alias* Moundang ?), attesté dans les documents anciens comme celui d'un des peuples qui fournirent leur contingent à la traite et désignant, dit-on, des nègres que leur réputation d'anthropophages faisait redouter de leurs compagnons de servitude³. D'une créature telle que la « maman d'eau » (mère de l'eau), sorte d'ondine ou de sirène, il est difficile de déterminer ce qu'elle peut devoir, d'une part, à ses sœurs du monde occidental, d'autre part, aux génies des eaux, très importants en

¹ Jean CREMER, *Matériaux d'ethnographie et de linguistique soudanaises*, I : *Dictionnaire français-peul (Dialectes de la Haute-Volta)*, Paris, Paul Geuthner, 1923, p. 98. Voir également F. V. EQUILBECQ, *Contes indigènes de l'Ouest-Africain français*, Paris, Ernest Leroux, 1913-1916, I, p. 135.

² Jules FAINE, *Philologie créole*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 1937, p. 303 : « Le mot zombi est le doublet de l'africain (langue bonda [dialecte de la langue agni]) « zumbi » qui aurait été également transmis au portugais. Zumbi, mzumbi a la même acception de spectre, fantôme, revenant, âme d'outre-tombe. » Bien qu'il s'agisse peut-être d'une simple rencontre il convient de noter, par ailleurs, que chez les peuples de langue bantoue de la vallée du Congo le mot Nzambi apparaît comme le nom le plus habituel du grand dieu (James George FRAZER, *Les dieux du ciel*, trad. Pierre Sayn, Paris, Librairie de France, 1927, p. 162).

³ Renseignement fourni par M. Aimé Césaire. Dans le vodou haïtien un groupe de *lwa* ou esprits, classé dans la série *petro*, est dit celui des « lwa Moudong » ; on se les représente comme des diables très voraces qui se nourrissent d'oreilles et de queues de chiens. Selon E. Revert (*La magie antillaise*, Paris, Bellenand, 1951, p. 148), lorsqu'il s'agit de « désengager » (c'est-à-dire de soustraire à l'emprise du Malin) quelqu'un qui a conclu un pacte avec un démon, les magiciens martiniquais – dits « quimboiseurs » ou « séanciers » (faiseurs de « séances ») – le flagellent avec des branches de cerisier local (*Malpighia*), d'acacia ou de « bois moudongue » (probablement *Clusia Rosea* L.). La formulette suivante (sonnerie de cloche) figure dans le conte créole Dame Nicolas, que M^{me} Anca Bertrand a recueilli aux Terres-Sainville, quartier de Fort-de-France, et qu'elle a eu l'amabilité de me communiquer :

« Blongodong
» Moun pa ka rentré ici [on n'entre pas ici]
» Blongodong
» Ici cé pays moudong. »

Paul Labrousse (*op. cit.*, p. 184) croit devoir rattacher au français « bouledogue » le mot créole « moudong », qui désigne une personne grossière, bourrue, brutale.

Amérique centrale dans les cultes d'origine africaine comme le *vodou* haïtien ou le *kandomblé* brésilien et qui, en Afrique noire, sont souvent associés avec le lamantin, mammifère aquatique et pisciforme dont l'existence, ancienne dans les Antilles françaises semble attestée, en Martinique ainsi qu'en Guadeloupe proprement dite, par le nom de deux bourgs appelés le Lamentin dans l'une et l'autre de ces îles. Un problème analogue se pose pour la croyance en la faculté que certaines gens auraient de « tourner » (se métamorphoser) en chiens ou autres animaux. Cette croyance est assez répandue pour que j'aie pu l'observer moi-même non seulement chez des personnes de couleur peu instruites mais, en Martinique, chez une Blanche créole de la petite bourgeoisie (celle-ci expliquait le crédit qu'elle accordait à la magie en disant que « puisque le bon Dieu est tout-puissant le démon peut bien l'être aussi »).

En ce qui concerne des pratiques comme celles du jour dit « samedi Gloria » (ou samedi saint), pratiques dans lesquelles l'eau bénite et, d'une manière générale, le contact avec l'eau jouent un rôle capital, on peut penser tout au plus que les traditions africaines empreintes de naturisme et, tout aussi bien, la simple joie que sous un climat chaud on a de se rafraîchir ont contribué à donner de l'importance à des éléments folkloriques dont la présence dans plusieurs provinces françaises est chose reconnue ¹ et qui paraissent se rattacher à de vieux rites purificateurs tendant au renforcement de la santé. Au temps de l'esclavage, les nègres et négresses coupables de crimes tels que le marronnage, l'avortement (tenu pour très répréhensible, comme tout ce qui tendait à diminuer le cheptel humain), voire l'empoisonnement (redouté encore aujourd'hui tant par les Blancs que par les gens de couleur, comme l'est l'emploi des charmes et des philtres) ou l'incendie, devaient entrer en pénitence, sous peine d'être excommuniés ², la veille de Pâques. Cette date marque maintenant, en Martinique et en Guadeloupe, une journée de purification où tout se passe comme si l'on accordait une valeur particulière aux diverses formes de l'ablution. À la Martinique, lorsque les cloches – qui comme en France sont censées revenir de Rome – commencent à sonner, on pique une tête dans la rivière ou dans la mer ou bien on s'asperge la face et l'on asperge les autres ; on saute afin de grandir et, dans un but identique, on soulève de terre les enfants ; on arrose les plantes pour accélérer leur croissance. À Fort-de-France, au début de la matinée femmes et enfants, munis des récipients les plus variés et

¹ Sur le folklore du samedi saint, jour qui comporte, entre autres pratiques, diverses bénédictions (eau, pain, feu, maison), voir Arnold VAN GENNEP, *Manuel de folklore français contemporain*, I, 3^e partie, p. 1246 et suiv.

² Jean FOUCHARD, *Les marrons du syllabaire*, Port-au-Prince, Henri Deschamps, 1953, p. 44 et suiv., d'après le « Règlement de discipline pour les nègres, adressé aux curés dans les îles françaises de l'Amérique », document de la collection Moreau de Saint-Méry, Colonies en général, F 390, Archives nationales de Paris. Selon M. Emmanuel Gabriel, en Haïti, le samedi saint, on bat publiquement les « juifs », mannequins bourrés d'étoffe, de coton, etc., représentant les Israélites responsables de la mort du Christ, rite de fustigation qui mérite d'être rapproché de celui signalé par E. REVERT (*La magie antillaise*, p. 38) : en Martinique, après s'être lavé la figure, on bat les arbres fruitiers pour qu'ils produisent en abondance.

formant une foule animée, se bousculent contre la grille du jardin attendant à l'abside de la cathédrale pour recevoir et rapporter chez eux l'eau bénite Provenant de la fontaine que possède ce jardin. Au village de pêcheurs de Grand-Rivière, situé au nord de l'île, le samedi Gloria est le jour par excellence où les enfants jouent au jeu de « bois flot », garçons et filles s'amusant à franchir la vague et disputant entre eux des courses de vitesse en employant comme flotteurs des morceaux de l'arbre dit « bois flot » dont ils ont taillé une extrémité en biseau et qu'ils ont peints de manière à les faire ressembler à des canots tels qu'en emploient les adultes. À la Guadeloupe, le scénario du samedi Gloria est à peu près le même : après avoir reçu à l'église de l'eau bénite, on vient se baigner chez soi dans une eau où l'on a fait macérer divers feuillages ou bien on prend un « bain démarré » (bain à désamarrer, c'est-à-dire à délier) en se jetant à la mer – de préférence, à l'embouchure d'un cours d'eau – après avoir compté sept vagues, opération qui a pour but d'éliminer les mauvaises influences.

Alors que dans d'autres Antilles des religions à fond africain telles que le *vodou* haïtien (qui résulte essentiellement de l'amalgame de cultes dahoméens à base de possession avec le catholicisme) se présentent encore comme des ensembles cohérents et de façon presque publique, il n'en est pas de même en Martinique et en Guadeloupe ¹ où croyances et pratiques d'origine africaine ont, certes, leurs

¹ Bien que maints cas de possession supposée puissent être relevés en Martinique et en Guadeloupe et que les « quimboiseurs » ou « séanciers », notamment, procèdent souvent en se mettant en transe à la manière de chamans, ces faits ne semblent revêtir ni la caractère religieux ni l'allure de manifestations collectivement organisées qui permettraient de les assimiler à ce qu'est la possession dans les cultes dont le vodou haïtien offre un exemple typique. E. REVERT (*La magie antillaise*, p. 119-120) assure que les « crises d'hystérie » (désignées par l'expression « tombé l'état ») sont fréquentes chez les femmes martiniquaises, surtout dans la nuit du samedi au dimanche ou la saison du Carnaval, trait qui pourrait, n'était l'absence du cadre religieux, rappeler dans une certaine mesure la possession vodouesque, qu'il est normal de voir survenir à un jour dit, lors d'une fête ou d'une réunion d'adeptes ; il rapporte également des on-dit relatifs à certaines danses au cours desquelles « l'excitation peut devenir assez forte pour que telle ou telle des participantes se mette à arracher brusquement ses vêtements et à les jeter au loin », ce qui serait « aux yeux des simples une affaire type de possession », ajoute Eugène Revert, mais apparaît fort éloigné de ce qu'on peut observer dans les cérémonies vodou où, quelles que puissent être l'animation des danses et l'effervescence générale, on veille ordinairement d'assez près à la pudeur vestimentaire ; le même auteur mentionne enfin l'histoire d'une nommée Choucouné, qui passait pour avoir en elle sept ou huit zombis ou « esprits voyés » (esprits envoyés par magie). J'ai pu relever moi-même, au Glottin (commune de Saint-Joseph, en Martinique), le cas d'une famille dont neuf membres à la fois, adultes et enfants, présentèrent vers la fin de 1951 et le début de 1952 des symptômes délirants qu'on attribua à l'influence d'« esprits » qu'un voisin aurait déchaînés contre eux, par le moyen d'une poudre répandue dans la maison, à la suite d'une contestation à propos d'un terrain de pacage ; toutefois, les neuf personnes en question n'étaient pas à proprement parler des possédés, car elles se regardaient simplement comme maltraitées par les esprits sans qu'il y eût substitution de personnalité et, de surcroît, ces phénomènes, dont le trait le plus remarquable est qu'ils se produisirent en chaîne, ne s'ordonnèrent jamais (semble-t-il) en une démonstration collective.

Aucun des documents rassemblés jusqu'à ce jour n'atteste donc, tout compte fait, l'existence de cultes du type vodou dans les actuelles Antilles françaises, ce qui rend fort sujette à caution

incidences dans la vie populaire mais n'apparaissent qu'à l'état disséminé. L'importance extrême que revêtent les systèmes religieux et magiques dans les civilisations élaborées par les Noirs semble ici devoir surtout se retrouver dans la sensibilité dont la majeure partie de la population des deux îles témoigne à l'endroit de ce qui suggère l'idée d'un surnaturel. Au demeurant, les conditions mêmes de la vie locale (faible développement de la mécanisation, caractère franchement agreste d'une large part des étendues, insularité, isolement, etc.) constituent un terrain éminemment favorable à cet état d'esprit.

Dans le domaine des divertissements et dans celui de l'esthétique, l'empreinte négro-africaine apparaît des plus nettes en Martinique et en Guadeloupe.

Le Carnaval (que tant d'auteurs ont décrit et qui semble avoir été si brillant à Saint-Pierre de la Martinique avant le cataclysme de 1902) rappelle, avec ses manifestations diverses et toute l'effervescence collective dont il est l'occasion, les grands moments de liesse que sont les fêtes africaines et se différencie, par son ampleur et son animation, des fêtes françaises devenues presque partout si mornes ; on y voit intervenir, escorté de ses « diabolins », le masque « diable », garni de cornes d'animaux et de miroirs comme certains masques africains et faisant, comme ces derniers, figure de croquemitaine. À Fort-de-France, cette longue période de réjouissances auxquelles participent toutes les classes de la société atteint son point culminant avec le mercredi des Cendres, journée traditionnelle du « vidé ¹ » des « diablasses » pleurant la mort de Carnaval : une foule d'adultes et d'enfants déguisés – et souvent travestis – en « diablasses » vêtues entièrement de noir et de blanc, et le visage enfariné, parcourent les rues en une sorte de longue procession chantante et dansante conduite par les orchestres ; ces « diablasses » (comme les silhouettes macabres des masques *lan mo'*, « la mort », fantômes qui se lamentent et effraient les jeunes filles en tentant de les envelopper de leurs bras) se rapprochent par le caractère à la fois funèbre et burlesque de leur accoutrement des « guédés » qui, en Haïti, s'exhibent publiquement lors des fêtes de la Toussaint et sont des esprits de la mort personnifiés par des fidèles de la religion vodou. C'est au moment du Carnaval surtout que sont lancées les « biguines », chansons en langue créole dont le

l'affirmation de quelques Martiniquais et Guadeloupéens, qui ne font d'ailleurs allusion qu'à des rites, selon eux, pratiqués très clandestinement et dans des régions retirées, et sur lesquels ils sont incapables de fournir la moindre indication. Toutefois il n'est évidemment pas exclu que de tels cultes aient existé à une époque récente, ainsi que peut le donner à penser le fait que certains Haïtiens et Haïtiennes pratiqueraient aujourd'hui, dans le cadre du vodou, des rites particuliers qu'ils diraient tenir de leurs parents venus de la Martinique (renseignement communiqué par M. et M^{me} Milo Rigaud, de Pétionville près Port-au-Prince).

¹ Les événements marquants de la vie publique (élections, par exemple) donnent lieu à des « vidés », manifestations d'enthousiasme qui prennent la forme de retraites bruyantes et gesticulantes. Le grand élan de ferveur religieuse suscité en 1948 par les fêtes catholiques de Notre-Dame du Grand-Retour s'exprima, au cours des processions auxquelles elles donnèrent lieu, par des démonstrations d'exaltation collective qui rappelaient – si l'on en croit ceux qui y ont assisté – l'atmosphère des « vidés ».

caractère satirique, en même temps qu'il les rapproche des « calypsos » de Trinidad, fait songer au grand rôle que la satire joue en Afrique noire (où les « griots », par exemple, sorte de bardes qu'on rencontre chez de nombreux peuples, sont des gens redoutés, capables de couvrir d'éloges ou d'accabler d'insultes et de railleries en proportion de la générosité dont on témoigne à leur égard). Il y a quelques années, on procédait à l'occasion du mercredi des Cendres aux obsèques simulées des « bois-bois », mannequins fabriqués à la ressemblance soit de personnalités politiques locales (tel le candidat battu aux dernières élections), soit de personnes quelconques (héros ou héroïnes d'un scandale ayant défrayé la chronique) ; ces manifestations d'ordre satirique sont aujourd'hui interdites par les pouvoirs publics, vu les conséquences parfois graves (suicide, par exemple) entraînées par leur nature diffamatoire. C'est, enfin, pour le Carnaval principalement que Martiniquaises et Guadeloupéennes de la ville se coiffent du madras et revêtent la « grande robe » traditionnels qui ne sont plus guère portés aujourd'hui que comme tenue d'apparat, par des paysannes ou par des domestiques ; lors des nombreux bals qui se succèdent en cette période de l'année, on peut voir maintes femmes appartenant aux divers milieux de couleur vêtues en « matadores », c'est-à-dire habillées à la mode ancienne dans le style tapageur des « matadores » ou courtisanes, ces dernières se faisant une coquetterie de paraître alors dans les bals publics en exhibant toutes leurs richesses sous la forme de bijoux, voire même de billets de banque placés dans leur madras.

Parmi les divertissements les plus appréciés, courants encore dans les milieux populaires des campagnes et même dans ceux des villes, il faut citer la lutte dansée dite en Martinique « laggia » ou encore « damier », quand il s'agit d'une exhibition purement spectaculaire et dont, en Guadeloupe, on trouve un analogue sous le nom de « chat'ou » (du mot français « chatrou », désignant une espèce de poulpe) ¹. Cette lutte se pratique avec accompagnement de chant et de batterie exécutée sur des tambours à une peau, typiquement nègres ; comme l'a décrit Lafcadio Hearn ² le tambour, disposé horizontalement, est « chevauché » par le tambourinaire qui, installé à califourchon sur l'instrument, frappe de la paume de ses deux mains la peau sur laquelle il appuie, par ailleurs, le talon nu de son pied gauche pour produire des effets de sourdine ; en même temps, la partie postérieure du tambour est battue par un autre personnage, qui se tient accroupi et est muni de deux courtes baguettes ou « 'tits bois » ; les deux adversaires, encouragés par les chants de l'assistance disposée en cercle, exécutent d'abord une sorte de danse qui est une mimique de combat stylisé ; puis commence la lutte véritable, qui dégénère souvent en pur et simple pugilat bien qu'en principe le style (si prisé des Africains

¹ M. Alfred Métraux me signale une lutte dansée pratiquée à Bahia (Brésil) dans les milieux de couleur et dite *capoeira*. Noter, par ailleurs, la pratique dans la région de l'Anse Bertrand (Guadeloupe) de la danse des « mayoleurs », combat au bâton auquel les observateurs sont d'accord pour assigner un caractère africain.

² *Esquisses martiniquaises*, traduit de l'anglais par Marc Logé, Paris, Mercure de France, 1924, p. 79 et suiv.

chez qui, en de nombreux domaines, il va jusqu'à prendre le pas sur le souci tactique de l'efficacité) y joue un rôle primordial.

À côté d'une musique de caractère essentiellement africain – batteries d'accompagnement de la lutte dansée, chants de travail qu'on peut entendre encore parfois à la campagne, « bel ai' » ou bel-air (danse au tambour, doublée d'une chanson amoureuse) que ne connaissent plus guère que de vieilles gens – on trouve aux Antilles françaises une musique plus composite, représentée tant par le répertoire des orchestres (dits « grosse musique » et comportant clarinette, trombone et batterie comme instruments de base) des bals publics, où se dansent biguine, mazurka et valse créole, que par celui des groupements plus modestes qui, lors des fêtes patronales, se chargent de fournir une musique aux manèges de chevaux de bois (généralement mus à bras d'hommes) et réunissent d'ordinaire un clarinettiste ou flûtiste, un joueur de tambour cylindrique à deux peaux, un joueur de « chacha » (boîte à clous), plus un nombre variable d'amateurs battant avec de courtes baguettes de bois un cylindre de bambou fixé horizontalement à deux des montants qui supportent le toit du manège. Dans cette musique encore aujourd'hui très vivante des bals publics et des manèges – musique qu'on peut tenir pour le produit, jusqu'à ce jour, le plus caractéristique des Antilles françaises dans le domaine des arts populaires – il faut sans doute voir le résultat d'un processus syncrétique analogue à celui selon lequel s'est constitué le jazz à la Nouvelle-Orléans : musique créée par des Africains ayant subi l'influence des Européens et employant leurs instruments¹. Privé de moyens de renouvellement et resté beaucoup plus régional, cet art – connu en France par les enregistrements d'orchestres tels que celui du fameux clarinettiste Stellio et grâce à quelques dancings comme, à Paris, le « Bal nègre » de la rue Blomet – n'a malheureusement pas bénéficié de la même fortune que le jazz issu des milieux de couleur de la Louisiane² fortune liée pour une large part au fait qu'étant née aux États-Unis cette musique tire de là un grand prestige et a pu, non seulement recevoir diverses séries d'apports, mais être diffusée largement. Du point de vue musical comme du point de vue littéraire, il semblerait qu'aujourd'hui l'invention en matière de biguines tende à se ralentir et l'on assiste, par ailleurs, à de fâcheuses innovations : substitution, par exemple, d'orchestres genre jazz avec saxophone à la « grosse

¹ Jean FOUCHARD (*op. cit.*, p. 48 et suiv.) a relevé pour les années 1764 et 1765, dans la presse qui paraissait à Saint-Domingue, des annonces relatives à des esclaves musiciens mis en vente ou recherchés pour marronnage. Il semble ressortir de ces annonces que dès la fin du XVIII^e siècle nombreux étaient les esclaves antillais ayant entre autres talents celui de jouer d'un instrument de musique européen tel que cor, tambour, trompette, mandoline et surtout violon.

² Le jazz à ses débuts n'est pas sans avoir subi l'influence des milieux français de la Nouvelle-Orléans. « Many of the earliest tunes in New-Orleans was from French origin », note le musicologue américain Alan Lomax, qui cite plusieurs exemples de chants dont les paroles sont en créole français : C'était n'aut' can-can..., Moi pas l'aimes ça..., *La misère* (*Mister Jelly Roll*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1950, p. 62, 72 et suiv., et 180-181). J'ai moi-même indiqué de quelle manière frappante le rôle social de la musique dans une ville telle que Fort-de-France rappelle ce qu'on sait des premiers temps du jazz à la Nouvelle-Orléans (« Martinique, Guadeloupe, Haïti, in *Les temps modernes*, n° 52, Paris, février 1950, p. 1360-1361).

musique » avec clarinette, ce qui affadit les exécutions. Il est regrettable que soit menacé de passer à l'état de pure survivance, ou de glisser définitivement vers les formes artificielles qu'il revêt dans les associations à visées folkloriques, un art autrefois si savoureux, si spontané et toujours si extraordinairement présent à l'événement.

À l'inverse de ce qu'on peut observer pour la musique et pour la danse, dont le rôle est demeuré considérable dans les Antilles françaises, on constate que les arts sculpturaux – qui ont atteint en Afrique noire un si haut degré de développement – ne se sont pas maintenus, au moins de façon appréciable, chez les descendants des esclaves transplantés. Sans doute, la cause de la disparition de ces arts pour lesquels tant de peuples africains s'avèrent doués si brillamment doit-elle être trouvée dans les conditions mêmes de l'esclavage, dans le bouleversement de toute la vie sociale qu'elles ont représenté et dans certains empêchements précis, tels que l'interdit jeté sur les cultes africains (qui motivent, là où ils sont pratiqués librement, la taille de tant de sculptures) ou l'impossibilité même, faute des matériaux et des loisirs voulus, de sculpter ou de fondre des objets. Quoi qu'il en soit, il est patent que c'est aujourd'hui à grand-peine qu'on peut trouver aux Antilles quelques spécimens de sculpture, en dehors des pierres et des terres cuites indiennes antérieures à la colonisation ou des statues (de bois ou de pierre, souvent polychromées et garnies d'étoffes et d'ornements) meublant les lieux de culte des Indous. Pour la Martinique, on peut citer tout au plus les très humbles chevaux de bois dont sont garnis ces manèges qui constituent, avec le jeu de dés, l'une des principales attractions des fêtes patronales ; faites généralement de quelques pièces de bois sommairement ajustées et recouvertes de peinture brune avec quelques touffes de crin, éventuellement, pour figurer la queue, ces sculptures très rudimentaires, dans lesquelles tout semble avoir été réduit au minimum indispensable, atteignent grâce à leur dépouillement une sorte de classicisme et sont parfois bouleversantes par leur simplicité.

Dans le domaine linguistique et dans celui de la littérature orale, l'intervention africaine n'est pas moins évidente. Né des relations verbales qu'avaient nécessairement les esclaves noirs avec leurs propriétaires européens ou les sous-ordres de ces derniers, le créole ne doit pas être regardé – ainsi qu'on le fait trop souvent – comme du français simplement corrompu : c'est une langue qui, par maints traits de sa syntaxe et de sa morphologie ¹ s'apparente aux langues négro-africaines, mais possède un vocabulaire dont la plus grande partie dérive de dialectes français (ceux des régions d'où les aventuriers qui s'établirent aux Antilles dès la première moitié du XVII^e siècle ou qui les ravitaillèrent en main-

¹ Le verbe créole est, notamment, un mot invariable comme le verbe négro-africain, les aspects verbaux étant indiqués par des affixes qui sont de sortes d'auxiliaires. Entre autres traits de ce genre, noter aussi l'emploi d'un même mot comme pronom personnel, pronom possessif et adjectif possessif et la formation d'un augmentatif par redoublement (ex. : « bel bel », très beau).

d'œuvre étaient originaires). En outre le parler des marins et d'autres langues européennes – tels l'anglais et l'espagnol – ont fourni eux aussi leur appoint ¹. L'aire d'extension de cette langue populaire dépasse les Antilles françaises, puisque le créole est également parlé (avec des différences dialectales qui n'empêchent pas de se comprendre) en Haïti et dans des îles comme la Dominique et Sainte-Lucie, dont la langue officielle est l'anglais depuis qu'elles ont cessé d'appartenir à la France. Sa littérature orale très riche est représentée par des contes, des devinettes, des dictons, des proverbes, des chansons ². À côté de nombreux récits d'origine française mais éventuellement remaniés, on en trouve d'autres qui se rattachent visiblement au folklore négro-africain : par exemple, le cycle de « Compè' Lapin », personnage qui a pour équivalent en Louisiane – où il a été introduit également par les esclaves – « Brer Rabbit », héros des contes populaires qui ont fourni la matière du célèbre recueil *Uncle Remus* dont la réputation a débordé le cadre de la littérature destinée aux enfants des Etats-Unis. En Martinique et en Guadeloupe, ces récits qui relèvent du merveilleux ou de la fable sont connus dans tous les milieux et, aujourd'hui encore, se transmettent par l'intermédiaire – entre autres – des bonnes d'enfants ou « da » attachées au service de maintes familles (tant blanches que de couleur), mais devenues plus rares qu'elles ne l'étaient autrefois, car les Antillaises de maintenant acceptent moins volontiers de tels emplois. Le créole se maintient évidemment beaucoup mieux à la campagne que dans les villes, où il tend à se franciser, de sorte que c'est loin des centres surtout qu'on peut entendre parler dans toute sa saveur cette langue que de nombreux intellectuels antillais (notamment en Haïti) souhaiteraient développer en langue littéraire.

¹ Parmi les rares mots créoles d'origine non française, on trouve quelques mots africains, par exemple : « acra » (beignets en vente sur les marchés et dans les rues des villes), « arada » (plante malodorante, utilisée dans les bains magiques), « bouda » et « gogo » (fesses, derrière), « zamba » (l'éléphant, « Compè' Zamba », dans certains contes à personnages animaux), (LABROUSSE, *op. cit.*, p. 5).

² Lafcadio Hearn a recueilli un certain nombre de contes martiniquais, dont plusieurs constituent l'ouvrage posthume *Trois fois bel conte...* (traduit par Serge Denis, avec le texte original en créole, Paris, Mercure de France, 1939). Près de trois cents contes (ou versions de contes) provenant des Antilles françaises figurent dans le recueil d'Elsie Clews PARSONS, *Folk-lore of the Antilles, French and English (Memoirs of the American Folk-Lore Society, XXVI, 3 vol., 1933-1936-1943)* ; Selon M. Paul Delarue (*Le mois d'ethnographie Française* 2^e année, n° 4, Paris, avril 1948), « un dépouillement rapide permet de constater que le recueil contient des contes venus d'Europe et conservés sans grand changement, des contes de même origine, mais transformés selon le génie propre des Noirs, et enfin des contes importés d'Afrique ou nés dans la population noire d'Amérique. On sait que nombre de contes européens ont été amenés par les rédemptionnistes, les missionnaires, les colons au temps de l'esclavage... » Paul Labrousse (*op. cit.*, p. 91 et suiv., 99, et 123 et suiv.) publie un certain nombre de chansons, de devinettes et de proverbes et Gilbert DE CHAMBERLAND, cent treize proverbes et dictons (*Trois siècles de vie française. Nos Antilles*, ouvrage publié sous la direction de Serge Denis, Orléans, chez Luzeray, et Paris, à la Maison du livre français, 1935, p. 289-304). Enfin, un professeur de musique martiniquais, M. Victor CORIDUN, est l'auteur d'un recueil de chansons de carnaval : *Folklore martiniquais. Le Carnaval de Saint-Pierre (Martinique)*, Fort-de-France, Imprimerie R. Illemay, 1930.

S'il est relativement facile de déterminer ce qui revient à l'Afrique noire dans des sphères de la vie antillaise telles que la religion et la magie, le jeu et l'esthétique, la langue et la littérature, on constate que sur certains points fondamentaux – ce qui concerne, par exemple, les rapports de l'homme et de la femme et ce qui touche à la famille – il est malaisé d'évaluer quelle part doit être faite à l'influence des cultures africaines, jouant avec celle de traditions provinciales françaises et de certaines habitudes propres à une société dont la pierre angulaire fut longtemps l'esclavage.

La prééminence généralement marquée de l'homme sur la femme (vouée, dans les classes populaires, aux tâches inférieures dont le portage est un exemple) ne saurait être regardée comme spécifiquement africaine puisqu'elle est, par définition, un trait commun à toutes les sociétés patriarcales et que ce trait, qui ne fait que commencer à s'effacer en France métropolitaine, ne pouvait que plus nettement s'affirmer dans la vieille société créole, quand le chef de famille typique était le propriétaire foncier maître de son « habitation » et occupant le sommet de la hiérarchie dans l'entreprise domestique. De même, si l'on peut constater aux différents degrés de l'échelle sociale la fréquence d'une certaine polygamie de fait, pratiquée souvent sans que cela entraîne le blâme ou autre complication, ce n'est pas en Afrique noire exclusivement mais dans les conditions mêmes de la vie coloniale qu'il faudrait chercher la source de ce trait (qu'on ne peut d'ailleurs pas regarder comme propre aux mœurs antillaises ni même à celles des populations établies en zone intertropicale) : à l'époque de l'esclavage un grand nombre de colons, en dehors de leur ménage légitime, choisissaient des maîtresses plus ou moins permanentes ou occasionnelles dans la catégorie servile ou dans celle (plus appréciée autant pour des raisons sociales que pour des raisons de complexion physique) des gens de couleur libres ; l'exemple venu de haut comme la promiscuité des cases d'esclaves pouvaient-ils avoir d'autre résultat que d'implanter chez beaucoup des habitudes de facilité ? Que la population antillaise soit ordinairement prolifique, cela ne laisse pas de rappeler ce qu'on observe en Afrique où l'on aime en règle générale mettre au monde de nombreux enfants et où la stérilité est regardée comme une tare pour la femme : mais il convient, ici encore, de faire la part des conditions de vie (défaut de commodités hygiéniques dans la plupart des logements, grande extension du paupérisme) et celle aussi des idées morales catholiques touchant à la procréation, pour ce qui concerne à tout le moins les milieux les plus aisés.

De la fréquence des libres unions pratiquées sans scandale et de la valorisation commune de la fécondité, jointe au simple fait que dans les couches populaires nombreux sont les ménages qui se forment en dehors de toute sanction légale, il résulte que les enfants légitimes et les enfants, presque aussi nombreux, nés dans l'illégitimité¹ sont assez généralement traités sur le même pied, la notion de

¹ Bien qu'en régression, la proportion des naissances illégitimes en Martinique et en Guadeloupe s'élevait encore à près de 50 % en 1952.

naissance illégitime ne jouant guère pratiquement que dans les cas où interviennent des considérations de couleur et où l'on voit, par exemple, un garçon ou une fille issu d'une union mixte non sanctionnée par la loi en posture d'infériorité par rapport à ses demi-frères ou demi-sœurs de race blanche représentant la lignée légitime.

Qu'il s'agisse d'un enfant né dans le cadre des lois ou d'un enfant naturel, une naissance est généralement accueillie de manière favorable ; l'enfant n'est pas senti comme une charge et, si dans les quartiers les plus misérables des grandes villes il se pose un problème de l'enfance moralement abandonnée, ce n'est qu'à propos de cas exceptionnels. Ainsi que Maurice Delafosse l'a fait observer, pour ce qui concerne l'Afrique noire, en décrivant le fonctionnement de la famille indivise ¹ un orphelin antillais trouvera toujours un foyer auquel il pourra s'agréger, soit chez ses parrain ou marraine (institution prise plus au sérieux qu'elle ne l'est d'ordinaire dans les milieux métropolitains), soit chez un membre quelconque du cercle de parenté ou de connaissances des père et mère disparus. D'une manière plus générale, un parent pauvre ne sera pas abandonné mais toujours assisté d'une façon ou d'une autre ², et le membre d'une famille de condition modeste qui aura réussi à opérer une certaine ascension sociale se trouvera moralement obligé de protéger les siens, dans la mesure où il le peut, s'il tient à n'être pas mal jugé par ceux-ci.

Comme l'esprit de famille, l'esprit de clocher et l'esprit de coterie sont très développés aux Antilles, où ils exercent une influence encore sensible sur la vie publique. Bien que les faits de cet ordre ne manquent pas (tant s'en faut) en France métropolitaine, il est permis de relever l'importance qu'ont pour un leader municipal, syndical ou parlementaire de la Martinique ou de la Guadeloupe son prestige personnel et l'autorité dont il jouit auprès des membres d'un certain cercle (ou d'une certaine clientèle) qui lui accordent leur crédit pour des raisons dont, bien souvent, certaines au moins sont extérieures aux considérations proprement politiques ; l'attitude de bien des gens du peuple à l'égard de leurs élus n'est pas sans rappeler celle des paysans africains à l'égard du chef de village : on n'hésitera pas à consulter ces personnalités publiques pour des affaires familiales et l'on regardera comme naturel de les solliciter pour des services privés ³. Ces traits, comme d'autres que se sont plu à souligner maints auteurs parmi ceux qui ont écrit

¹ *Les civilisations négro-africaines*, Paris, Stock, 1925, p. 57 : « En fait, il est permis de dire que, dans les sociétés négro-africaines, il n'y a ni veuves ni orphelins, les unes et les autres étant nécessairement à la charge soit de leur famille soit de l'héritier du mari. »

² M. Félicité Montlouis, secrétaire de la mairie de Fort-de-France et originaire de la commune du François, me signale qu'il est courant, à la campagne, qu'une famille ait une parente pauvre à son service.

³ Dans les milieux populaires de la Martinique l'actuel député-maire de Fort-de-France est souvent appelé « Papa Césaire », et cela par des gens d'âges très variés qui parfois sont de beaucoup ses aînés, ce qui exprime l'idée toute paternelle que ces milieux peuvent avoir d'un leader en qui ils placent affectueusement leur confiance. « Il a la parole », dit-on aussi de lui, en faisant allusion à sa culture et à son talent d'orateur.

sur les Antilles, sont aujourd'hui en train de s'atténuer à mesure que progresse l'éducation civique de la masse, que s'élargit le recrutement des élites et que les cloisons se font moins étanches entre les divers clans.

Reconnaissance d'un lien entre parents éloignés, valeur des relations de personne à personne non seulement du point de vue de la sociabilité mais sur le terrain politique comme dans le cadre des rapports économiques ¹ apparaissent fortement marquées dans les Antilles françaises, mais ne peuvent être regardées comme caractéristiques puisqu'on retrouve de tels traits dans d'autres milieux dont la culture n'a reçu nul apport négro-africain mais, simplement, s'est développée dans un cadre restreint et ne s'est pas orientée vers l'intensive industrialisation. Plus remarquable apparaîtra sans doute l'extraordinaire extension qu'ont prise, en Martinique et en Guadeloupe, les associations mutualistes, fortune dans laquelle il est difficile de ne pas voir une trace du grand rôle que jouent encore en Afrique noire les fraternités d'âge et autres organisations d'entraide.

En 1951, la Fédération mutualiste de la Martinique groupait soixante-six associations comptant près de soixante mille membres et, en 1952, celle de la Guadeloupe plus de soixante-dix sociétés réunissant quelque quarante mille personnes.

Secours versés aux familles des décédés, remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie sont les principaux avantages dont bénéficient les membres de ces associations, qui, en fait, ne sont souvent que des tontines visant essentiellement à assurer de belles obsèques aux adhérents disparus. Aux ressources fournies par les cotisations s'ajoutent éventuellement les recettes produites par les bals ou autres fêtes organisés par l'association. Constituées sur une base locale ou professionnelle (telles les unions de marins, la Mutuelle de la police et l'Entraide des charbonniers qui existent en Martinique), ces sociétés sont, en règle générale, des sociétés mixtes bien que certaines d'entre elles soient restées, du moins jusqu'à une époque récente, strictement masculines (telles, en 1947 à la Martinique, la Solidarité, fondée à Fort-de-France en 1822 et l'une des plus anciennes de l'île, ainsi que l'association de la commune du Robert Union et travail ²), tandis que plusieurs autres sont purement féminines (telles la mutuelle martiniquaise Saint-Louis des dames et, en Guadeloupe, la Mutuelle des ménagères). L'une de ces mutuelles féminines présente ouvertement le caractère

¹ Artisans et petits commerçants ont fréquemment une clientèle qui se confond à peu près avec le cercle de leurs relations familiales ou amicales ; tel est le cas de nombreuses femmes parmi celles qui exercent la profession très répandue de couturière et celui de bien des pêcheurs qui ne fournissent guère en poisson que les personnes qu'ils connaissent. Par ailleurs, on cite en Martinique tels gros propriétaires qui, résidant sur leurs terres et connus de tous leurs travailleurs, bénéficient de ce coefficient personnel dans des circonstances qui prêtent à conflit.

² Rapports présentés par M. Eustache Lotaut, président de la Fédération mutualiste de la Martinique, au congrès de 1952 et renseignement communiqué par M. Saint-Crépin Archimède, président de la Fédération mutualiste de la Guadeloupe.

d'une société d'âge et pas seulement de sexe : les Roses fanées, fondée à Pointe-à-Pitre en 1884 et dont les adhérentes sont des vieilles filles ou des femmes âgées vivant sans homme. L'hypothèse d'une incidence des traditions négro-africaines dans le succès que le mouvement mutualiste a connu aux Antilles françaises semble être confirmée par le fait qu'en Guadeloupe on trouve des mutuelles dans toutes les communes sauf à Saint-Barthélemy, île dont le peuplement est presque exclusivement blanc.

L'un des aspects revêtus par l'entraide dans beaucoup des sociétés agricoles de l'Afrique noire se retrouve également dans la forme particulière que prend parfois le « coup de main » pratiqué entre petits cultivateurs en Martinique et en Guadeloupe comme par maints paysans de France métropolitaine et d'ailleurs : les hommes qui, à charge de revanche, doivent procéder chez l'un d'eux à un défrichement donnent l'« assaut », placés sur un même rang et avançant en attaquant le sol à la houe, encouragés par des chants plus ou moins improvisés et par les sons d'un orchestre comprenant tambour, « 'tits bois » et « chacha », tandis que les femmes distribuent la boisson offerte par l'intéressé ; de même, c'est par « coup de main » s'opérant en musique qu'on procédera à des travaux tels que la construction d'une case ou le râpage du manioc au cours d'une veillée ¹.

À tous ces traits qui peuvent être regardés comme des africanismes à des degrés divers, il faut en ajouter d'autres tels que certaines habitudes d'expression (manières de rire, intonations, mimiques, etc.), ainsi qu'un certain nombre d'attitudes corporelles et de gestes (parmi lesquels celui des femmes qui, dans les classes populaires, ont coutume de porter sur la tête ou encore, pour les fardeaux plus légers, sur la paume de la main renversée vers l'arrière). Il faudrait enfin noter un ensemble de traits d'ordre psychologique, plus difficiles à définir et dont on ne peut guère rendre compte que sur le mode impressionniste : aptitude de tant de Noirs et de gens de couleur antillais à un contact intime avec les choses, dans le repos comme dans les paroxysmes du rire et du déchaînement ; capacité d'abandon aux sollicitations de l'instant ; façon qu'un nombre si grand d'entre eux – même les plus malheureux – ont de goûter la vie, d'y introduire des formes et de la poésie, bref, les éléments de ce qu'on pourrait appeler (en donnant à ce terme l'acception la plus large) une sorte de savoir-vivre rappelant d'assez près ce que les Européens qui connaissent cette partie du monde ont eu loisir d'observer chez bien des peuples de l'Afrique noire. Est-il besoin d'indiquer que ce fameux charme des Antilles dont tant de voyageurs ont parlé (en omettant trop souvent d'insister sur les ombres du tableau) tient, autant qu'à leurs beautés naturelles, à la combinaison synchrétique qui s'y est opérée entre cultures africaines et culture européenne pendant les quelque trois siècles que compte aujourd'hui leur histoire ?

¹ J.-B. DELAWARDE, *La vie paysanne à la Martinique*, Fort-de-France, Imprimerie officielle, 1937, p. 96, 128 et 147.

C'est donc, essentiellement, sur les débris d'un fond négro-africain et dans le cadre établi par des colonisateurs français que s'est édifiée la culture qu'on peut regarder aujourd'hui comme constituant le bien propre de la Martinique et de la Guadeloupe. Outre l'apport – assez minime – que cette culture a reçu des anciens Indiens, il faut considérer maintenant les apports plus récents qu'elle peut devoir à l'Asie, par le truchement des immigrants indous et chinois.

En voie de fusion ethnique avec le reste de la population de couleur alors que jusqu'à ces dernières années ils restaient à l'écart, les Indous ont non seulement conservé – en marge du catholicisme – des coutumes religieuses particulières mais acquis (ainsi qu'il s'avère en Guadeloupe) une clientèle d'origine non indoue pour quelques-uns des rites qu'ils pratiquent.

En Guadeloupe proprement dite, dans la région de Capesterre, il existe au lieu dit Changy, proche de Carangaise, une chapelle qui, longtemps fréquentée par les seuls Indous, compte maintenant parmi ses fidèles réguliers ou occasionnels des non-Indous de toutes classes et de toutes croyances, y compris des francs-maçons et même quelques adeptes de l'adventisme¹. Le culte principal auquel est consacrée cette chapelle est celui d'une divinité dite Mariemin' ou Madiemin', souvent aussi Mayeme (Marie Aimée) par identification avec la Vierge Marie alors qu'elle semble, en fait, n'être autre que Mâriyammei (la mère Mort), déesse de la variole à laquelle on voue un culte dans les villages de l'Inde du Sud². Cette divinité est figurée par une statue en pierre noirâtre, ordinairement vêtue de blanc et la tête couverte d'un voile blanc laissant à nu le visage ; elle est pourvue de quatre bras, avec les attributs suivants : dans la main droite externe, une figuration d'épée ; dans la paume de la main droite interne, un renflement représentant un disque d'or ; dans la main gauche externe, une branche de *vepele* (lilas des Indes) ; dans la main gauche interne, un trident, attribut de Çiva. De même que son homologue de Saint-François et que l'*Isperin* de Blondinière (Capesterre), regardé comme « statue du Père Éternel », cette statue aurait été apportée de l'Inde³. À sa droite et un peu en retrait se trouve une statue de même matière et de même style représentant la déesse Kali, qui serait l'une des « sept sœurs infernales » de Mariemin'⁴. Au-dessus de la grande statue, on voit au mur une chromolithographie cubaine figurant une Vierge noire, « Nuestra Señora de Montserrate », entourée de quatre chanteurs et de six musiciens, tous adolescents, vêtus de robes noires et de

¹ Renseignement donné par le Dr Moutou, de Capesterre, médecin d'ascendance indoue.

² Mâriyammei fait partie des « grâmadevatâ » (divinités de village), liées à la végétation et répandues surtout en pays dravidien, émanations du principe féminin de la Mère qui plus tard furent absorbées dans la théologie çivaïte. Elle se range parmi les « mâts *r kâ* » (petites mères), qui sont tantôt des ogresses et tantôt des génies bienfaisants (RENOU et FILLIOZAT, *L'Inde classique*, I, Paris, Payot, 1947, p. 487)

³ Guy LASSERRE, « Les « Indiens » de Guadeloupe », *Les cahiers d'outre-mer*, VI, 1953, p. 128-158.

⁴ Renseignement recueilli par Mme Michèle Lacrosil, institutrice à Basse-Terre.

surplis blancs ¹ ; à droite de l'autel, sur lequel est placée la grande statue, une console supporte entre autres objets un crucifix, la croix emblématique se retrouvant, du côté gauche, sous la forme d'une tige de fer croisée transversalement par une autre tige à peu de distance de son sommet et placée devant l'autel, en pendant à un trident sur lequel est fiché (comme au sommet de la croix) un citron, cela – dit-on – pour écarter les mauvais esprits. Par ailleurs, une effigie du dieu Malde Virin (ou Malde Vilin), identifié à saint Michel et figuré à cheval, armé d'un arc et d'un sabre, et accompagné d'un coq, est accrochée sous le péristyle, aquarelle qui serait un don fait par un riche planteur blanc créole de la région de Saint-Claude. Ces quelques détails suffisent à marquer l'esprit de syncrétisme qui a présidé à l'agencement de cette chapelle ; on y célèbre périodiquement une messe dite *humbulu*, cérémonie dont l'acte central consiste dans le sacrifice d'un bouc, décapité d'un unique coup de coutelas, avec récitation de prières en langue indoue, victime et autres offrandes étant fournies par ceux – Indous ou non-Indous – qui demandent à la déesse une « grâce », par exemple la guérison d'une maladie.

Plutôt qu'un authentique foyer de religion indouiste, estime un Guadeloupéen d'origine indoue appartenant à la bourgeoisie cultivée de Capesterre ², la chapelle de Changy est le centre d'un culte magique, quelque peu commercialisé et dont la règle n'est plus observée que de manière assez lâche, puisque les cérémonies entraînent maintenant rétribution et qu'il est courant, par ailleurs, qu'un sacrificateur officie sans s'être astreint à l'abstinence sexuelle non plus qu'au jeûne théoriquement requis. Durant toutes ces dernières années la réputation de la chapelle consacrée à la Marie Aimée s'est accrue et le nombre de ceux qui, venant parfois de très loin, recourent aux bons offices de son « gérant » (un charpentier et cultivateur indou de la région) en vue de s'assurer la protection de la déesse est devenu suffisant pour que plusieurs services soient célébrés au cours d'une même semaine et que d'une manière générale la vitalité des pratiques à base d'indouisme ne soit pas sans inquiéter le haut clergé de l'île.

En Martinique, où l'élément indou est d'ailleurs moins important, il semble que ces cultes n'intéressent qu'un milieu plus fermé et qu'aucun des lieux où ils se pratiquent ne soit comparable par son rayonnement à ce qu'est en Guadeloupe la chapelle de Changy. Dans les centres, les rites indous tendent à revêtir un caractère

¹ Une image de la Vierge était, en l'occurrence, employée pour figurer une divinité indoue. Inversement, lors d'une visite faite au domicile personnel du « gérant » de la chapelle de Changy (11 septembre 1948), c'est une image indoue – aquarelle accrochée au mur – que j'entendis interpréter dans un sens chrétien : d'un singe accroupi et de profil qu'on voyait sur la gauche, la face levée vers la Mayeme entourée de divers personnages, on me dit qu'il s'agissait d'un singe qui aurait protégé la Vierge et l'enfant Jésus lors du massacre des Innocents (?). D'autre part, c'est assez généralement en les qualifiant de « saints » que les Indous de la Guadeloupe parlent des divinités qui leur sont particulières. Il est certain que le simple désir, chez ces Indous catholiques, de donner un masque chrétien aux cultes qu'ils ont importés joue dans ces faits de syncrétisme.

² Le D^r Moutou.

spectaculaire : lors de la fête patronale du quartier des Terres-Sainville à Fort-de-France ¹, ce seront par exemple des danseurs indous qui s'exhiberont, le visage peint en jaune et portant, sur la tête et autour du cou, des parures garnies de miroirs ; ou bien, pour les fêtes de la Pentecôte, le député-maire sera convié à une « messe indienne » qui doit être célébrée au Béro – autre quartier populaire – et se composer d'« un Indien qui danse sur un coutelas, ensuite un autre coupe le cou d'un mouton, puis haus[s]é le drapeau et, après toute cette cérémonie du matin, suivra une danse indien[ne] pendant la soirée ² ».

Dans les milieux indous des deux Antilles françaises l'une des cérémonies les plus classiques consiste en l'érection d'un bambou au sommet duquel est attaché un fanion orné souvent d'emblèmes, rite dit, en Guadeloupe, *codi etu* (mettre un drapeau), et qui comporte un sacrifice dont les victimes sont des moutons ou cabris en nombre impair accompagnés (ainsi qu'il en est pour les services de la chapelle de Changy) d'un nombre égal de coqs, ces victimes et les autres offrandes étant données par le « propriétaire » de la cérémonie, qu'assistent un prêtre et un sacrificateur ; au cours du repas de caractère communiel qui suit le sacrifice on mange, entre autres mets, le « colombo » (à base de viande, riz et racines telles que le malanga, avec sauce au kari, au piment et aux fruits aigres), regardé par les Indous des Antilles françaises comme un plat national mais adopté par les créoles non indous, qui le mangent en des occasions telles que les pique-niques du lundi de Pentecôte. On trouve de tels bambous, appuyés à des arbres, dans toutes les agglomérations indoues de la Guadeloupe et l'on voit également des mâts peints (bleu, blanc et rouge sang-de-bœuf) pourvus de drapeaux qu'on peut hisser à l'aide d'une corde et d'une poulie et qui consistent, par exemple, en un rectangle d'étoffe mi-parti bleu et blanc, avec un disque solaire en bleu sur fond bleu ainsi qu'une main, un croissant de lune et deux étoiles en rouge sur fond blanc ³ ; ces mâts, qui demeurent en permanence et sont remis en état à l'occasion des fêtes, sont consacrés aux parents défunts. Enfin, la danse ou « bal des Indiens », cérémonie qui elle aussi a son « président » à qui incombent les frais, se donne en des occasions diverses (perçement des oreilles d'une fille ou succès d'un enfant à un examen, par exemple) ; les danseurs, dont plusieurs portent des robes féminines, sont parés de miroirs, d'ornements de papier doré ou argenté et maquillés en rouge ou en jaune ; l'un d'entre eux, qui a dû s'astreindre au jeûne pendant une période d'une vingtaine de jours, tranche la tête d'un coq, absorbe son sang puis se livre à des tours tels qu'avaler du camphre enflammé ; le bal est alors ouvert, avec chants et musique consistant en batteries dont les instruments sont de petites cymbales de cuivre (« talon ») et des tambours à deux peaux (« matalon ») ⁴.

¹ Le dimanche 1^{er} août 1948, suivant les notes de mon premier voyage.

² Lettre de M. Homer Nahou, organisateur de la cérémonie, à M. Aimé Césaire 15 juillet 1952).

³ Mât vu le 22 juin 1952 dans le domaine de l'usine Beauport, entre Petit-Canal et Port-Louis.

⁴ Renseignement donné en 1948 – comme ceux relatifs au rite *codi eu* – par M. Germain Saminadin, jeune homme d'ascendance indoue employé à la Station agricole d'essais de Matouba (Guadeloupe).

Bien que le rayonnement d'un lieu de culte tel que la chapelle de Changy s'étende au-delà du milieu constitué par ceux qu'en Guadeloupe comme en Martinique on appelle encore les « coolies » et bien qu'on voie de nombreux non-Indous se mêler – à tout le moins en spectateurs – aux Indous quand ils célèbrent leurs rites (danses, cérémonies funéraires, etc.), il est certain que l'interaction culturelle s'est opérée presque à sens unique entre les deux groupes, et cela au détriment du groupe minoritaire. Aujourd'hui les dialectes indous sont en voie de disparition et il est fort probable qu'ils ne survivront pas aux actuels représentants de l'ancienne génération ; un tel recul sur le plan linguistique est bien loin de s'effectuer seulement au profit du français, diffusé de plus en plus largement par le canal de l'enseignement officiel : la masse des Indous non instruits ou peu instruits a pour langue le créole, tout comme les non-Indous appartenant aux mêmes classes sociales, et il peut arriver qu'un Indou ait en matière de littérature orale créole un savoir suffisant pour figurer brillamment parmi les conteurs qui se produisent au cours des veillées funèbres ¹.

Si les Indous des Antilles maintenant citoyens français demeurent conscients de leur origine et ont maintenu partiellement leurs coutumes, ces coutumes font plutôt figure de survivances folkloriques que d'éléments susceptibles d'exercer sur la culture régionale une influence notable et l'on peut dire qu'en ce sens la créolisation des Indous de la Martinique et de la Guadeloupe s'est effectuée à peu près sans contrepartie. Cette remarque serait bien plus valable encore appliquée au petit nombre de Chinois qui ont fait souche à la Martinique : si fières qu'elles soient restées de leur ascendance asiatique, les familles d'origine chinoise qui font partie de la bourgeoisie martiniquaise ne se différencient pas, dans leur manière de vivre, du reste de la bourgeoisie créole et c'est à peine si quelques usages – qui n'ont jamais dépassé le cadre d'un étroit milieu – se sont maintenus dans la cuisine comme dans la façon de célébrer, entre hommes exclusivement, certaines circonstances relevant de la pure sociabilité ².

Coulée dans le moule d'une certaine vie européenne que son implantation sous les tropiques rendait *a priori* quelque peu différente de ce qu'elle est sur le continent, dominée par les concomitances sociales de la culture industrielle de la canne à sucre (qui fait qu'en Martinique et en Guadeloupe on a affaire à une masse de prolétaires ou semi-prolétaires dont les conditions de vie sont souvent pires, à certains égards, que celles des paysans de l'Afrique noire, qui, eux, du moins sont en possession d'un terroir et semblent, de ce fait, disposer en bien des cas de plus de confort moral lors même qu'au point de vue matériel ils sont dans le

¹ Au cours d'une veillée funèbre à laquelle j'ai pris part dans la nuit du 20 au 21 mai 1952 au bourg du Gros-Morne (Martinique), deux conteurs alternèrent pour divertir la « cour » (soit la grande masse des assistants en l'occurrence rassemblés dehors, d'autres parents ou amis se tenant dans la chambre mortuaire) : l'un était un vieil homme de race noire, l'autre un « Indien » beaucoup plus jeune employé comme « gérant » chez le principal propriétaire et distillateur blanc créole de la région.

² Renseignement donné par M^e Georges Gratiant, du barreau de Fort-de-France.

dénouement), la civilisation qui apparaît aujourd'hui comme propre aux Antilles françaises n'est pas sans présenter quelques traces de l'influence considérable exercée sur le monde moderne par les cultures anglo-saxonne et nord-américaine.

Du point de vue matériel – sans même parler du fait que la nécessité de moderniser leur outillage oblige les grandes entreprises à importer des machines des États-Unis et que les deux départements sont fournis en produits pétroliers par des sociétés telles que la Shell et la Texaco – il est manifeste que la Martinique et la Guadeloupe, en dépit de leurs aspects archaïques et de ce que les agglomérations y ont de profondément français, ne sont pas restées imperméables à l'actuel cosmopolitisme industriel : les automobiles qu'on y voit circuler en témoignent, et notamment les jeeps, dont usent les services publics comme maints propriétaires de la campagne pour qui elles sont un instrument presque indispensable, vu les imperfections du réseau routier. Sur le plan alimentaire, les boissons comme le Coca-cola et le Pepsi-cola sont très largement appréciées et l'on enregistre, depuis quelques années, une tendance à remplacer par des limonades les délicieux jus de fruits frais (de corossol, par exemple) qui autrefois se débitaient en maints endroits ; de même l'usage du whisky additionné d'eau gazeuse commence à se répandre dans les hautes couches de la bourgeoisie.

Du point de vue strictement culturel, cinéma et radio comptent parmi les voies ouvertes à l'influence américaine : la majeure partie des films projetés sur les écrans sont des versions françaises de films produits aux États-Unis (films de gangsters et westerns notamment), et l'on constate qu'avec les radios locales de Fort-de-France et de Basse-Terre la radio de Porto Rico (en langue espagnole, il est vrai, et diffusant des programmes essentiellement antillais) est la plus écoutée. D'autre part, le consulat des États-Unis à Fort-de-France dispose aujourd'hui d'un local où fonctionnent une salle de lecture pourvue de périodiques, une bibliothèque de langue française prêtant à domicile et une filmothèque de prêts. Toutefois, le fait le plus remarquable à ce point de vue est vraisemblablement le succès rencontré durant ces dernières années par les missions protestantes telles que la West Indies Mission l'Église évangélique baptiste antillaise (filiale de la Christian Mission), l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, les évangélistes, les Témoins de Jéhovah, les méthodistes (représentés à Saint-Martin, où plus de la moitié de la population est protestante) et, surtout, les adventistes du septième jour, dont les progrès sont très rapides et qui, au 31 mars 1952, comptaient en Martinique et en Guadeloupe quelque 1 800 baptisés et plus de 3 000 fidèles assistant aux offices. Disposant de moyens financiers importants, les adventistes possèdent de nombreux lieux de réunion et quelques écoles libres. Ils recrutent dans tous les milieux de couleur et jusque chez les Indiens, les classes populaires apparaissant, d'une manière générale, comme les plus aisément touchées par leur illuminisme religieux et par leurs œuvres sociales. Une lutte active est menée par eux contre « le rhum, le tabac, le jeu, les sortilèges et le libertinage », suivant les termes du pasteur martiniquais Jean Elie, qui précise qu'on accorde le baptême à ceux-là seuls dont la vie est conforme aux principes de la religion. Que

l'adventisme attire ceux qui précisément témoignent déjà de telles dispositions ou qu'il soit un facteur effectif de réforme, il est juste de noter que les adeptes de cette secte jouissent, dans l'ensemble, d'une excellente réputation pour leur sérieux et leur honnêteté. L'obligation au repos du samedi n'est pas sans entraîner pour les membres de l'Église adventiste quelques complications dans une société où le calendrier du travail est basé sur la sacralisation du dimanche ; aussi existe-t-il, en dehors du noyau d'adventistes fervents qui se refusent à travailler le samedi quoi qu'il puisse en résulter, un nombre difficilement appréciable de personnes qui sympathisent avec la secte sans, pour autant, se déclarer ouvertement. Bien que les missions adventistes soient souvent représentées comme des foyers positifs d'influence culturelle américaine, il convient d'observer que la littérature qu'elles diffusent (livres, brochures, périodiques) est de langue française et éditée en France et que seuls, parmi les adventistes antillais, ceux qui appartiennent au cadre local du mouvement ont le niveau d'instruction voulu pour accéder à la littérature spéciale de langue anglaise.

La proximité géographique du continent américain et des Antilles de langue anglaise entraîne nécessairement des conséquences sur le plan touristique et, plus largement, culturel. Les caravanes de voyageurs que les bateaux de croisière déversent périodiquement à Fort-de-France sont assez généralement composées de Nord-Américains et, inversement, maints Blancs créoles se rendent aux États-Unis pour des voyages d'affaires, d'études ou de simple agrément. D'accès commode tant par voie maritime que par voie aérienne, l'île anglaise de Trinidad constitue un centre d'attraction important, étant non seulement un marché où ceux des grands propriétaires qui pratiquent l'élevage se procurent du bétail (voire des coqs de combat), mais, avec la cité moderne et bien équipée du point de vue hôtelier qu'est Port-of-Spain, un lieu de villégiature pour nombre d'Antillais français appartenant à la classe riche ou à la bourgeoisie aisée. D'autre part, les Antilles britanniques les plus proches fournissent chaque année quelques centaines de travailleurs généralement estimés par leurs employeurs, qui les considèrent comme plus disciplinés et mieux stylés que les travailleurs martiniquais et guadeloupéens : ouvriers agricoles, domestiques et serveurs ou serveuses de bar venus des îles très pauvres que sont la Dominique et Sainte-Lucie, « cuiseurs » de la Barbade (qui ont, dans l'industrie sucrière, un quasi-monopole de cette fonction dont ils passent pour les meilleurs spécialistes).

De la multiplicité et de la diversité de ces apports résulte pour les Antilles françaises une civilisation à l'image de ce qu'est leur population, remarquable par l'extrême variété de ses types physiques. Bien que, dans l'ensemble, ce soient les couches populaires qui apparaissent les plus proches de l'Afrique au point de vue racial comme au point de vue culturel, il est certain que malgré le cloisonnement des classes économiques, catégories de couleur, degrés d'instruction et secteurs régionaux les Antillais français possèdent une civilisation commune, assurément composite étant donné les conditions dans lesquelles elle s'est constituée, mais douée de son unité et de son originalité. Comme l'a écrit pour la Martinique, son

pays d'origine, l'observateur très fin qu'est M. Gilbert Gratiant, « la diversité des origines ethniques et l'identité de la civilisation dans cet espace étroit où se coudoient les mêmes familles depuis tant de générations ont déterminé comme une sorte de coopérative des manières d'être où il y a inter-échange entre mentalités blanche de l'ancien régime et noire du temps de l'esclavage » si bien qu'il n'est pas rare de trouver aujourd'hui « des gens de couleur qui ont l'arrogance d'anciens fouetteurs d'esclaves, des Blancs qui entretiennent une sorte de foi païenne dans les sorcières ¹ ». Si l'on peut donc parler d'une culture régionale à laquelle toutes les catégories de la population des Antilles françaises participent à quelque degré (abstraction faite des cas particuliers représentés par des dépendances telles que Saint-Barthélemy, Saint-Martin et les Saintes, où les conditions de vie sont assez différentes), il n'en reste pas moins que la partie la plus pauvre de cette population demeure plus éloignée de ce qu'on peut regarder comme les normes de la vie française que sa partie la plus fortunée. Aussi conviendra-t-il d'examiner l'œuvre accompli, tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés, dans le sens d'une intégration complète de ces couches originairement non européennes ou partiellement non européennes de la population martiniquaise et guadeloupéenne, dont la récente promotion sur le plan des droits politiques est fort loin de signifier que, sur le plan de la culture (dans l'acception la plus large du terme), elles ne demeurent pas en position quelque peu marginale par rapport aux Français nés à la métropole ou issus d'immigrants venus de la métropole.

¹ *Op. cit.*, p. 88-89.

La culture française en Martinique et en Guadeloupe

[Retour à la table des matières](#)

Territoires français depuis 1635, la Martinique et la Guadeloupe peuvent être regardées comme des pays où la culture française a pénétré depuis une époque relativement ancienne. Il est certain, toutefois, que jusqu'à la période qui s'ouvrit en 1848 avec l'abolition de l'esclavage aucun effort de quelque ampleur ne fut fait pour la diffusion de cette culture, dont l'influence ne s'exerça guère que par la force des choses, en raison des contacts que les gens de couleur avaient avec les Blancs dans le cadre du travail ou des relations quotidiennes ; les éléments culturels ainsi importés d'Europe se répandaient de manière purement empirique et en l'absence de tout programme visant à instruire un peuple dont le statut social était inférieur à celui des masses, elles-mêmes ignorantes, d'une métropole où l'enseignement n'était pas encore obligatoire. Si enseignement il y eut de la part de la société esclavagiste c'est seulement sous la forme de l'instruction religieuse qu'il fut tant soit peu systématique, encore que les colons n'aient pas tardé à regarder comme dangereux les sentiments d'égalité que la religion catholique pouvait donner aux esclaves ; quant aux dirigeants – soucieux de maintenir le *statu quo* – ils en vinrent à craindre à un tel point de voir s'élever le niveau culturel de la masse servile qu'en 1767 le gouverneur de la Martinique, Fénelon, croyait devoir écrire à son ministre : « Si l'instruction est un devoir dans les principes de la sainte religion, la saine politique et les considérations humaines les plus fortes s'y opposent... La sûreté des Blancs exige qu'on tienne les nègres dans la plus profonde ignorance. Je suis parvenu à croire fermement, qu'il faut mener les nègres comme des bêtes ¹. »

¹ GASTON-MARTIN, *op. cit.*, p. 122.

Il ressort des récits du père Du Tertre et de ceux du père Labat ¹ que sous l'ancien régime l'enseignement aux Antilles françaises se limitait à peu près à celui des prières et du catéchisme, enseignement oral dont le prêtre qui en était responsable se déchargeait fréquemment sur un engagé, lui-même suppléé par un nègre ancien (la période d'instruction des nègres nouveaux durant deux ans au maximum et visant exclusivement à les préparer au baptême). Au début du XVIII^e siècle, la lecture était si peu répandue chez les Noirs antillais que le père Labat pouvait écrire : « Il y a une infinité de choses qu'ils ne peuvent comprendre et entre autres comment nous faisons entendre nos pensées par le moyen de l'écriture. Ils disent qu'il faut être sorcier pour faire parler le papier. » Seuls les gens de couleur libres étaient à même de recevoir quelque instruction générale et Schœlcher note que, au 31 décembre 1845, on ne trouvait dans les écoles gratuites que sept enfants esclaves à la Guadeloupe et trois à la Martinique, cela malgré les mesures suivantes prises sous le règne bourgeois de Louis-Philippe : loi du 10 août 1839 (complétée par l'ordonnance du 6 novembre de la même année) destinant une somme de 650 000 francs à l'amélioration morale des Noirs ; ordonnance du 5 janvier 1840 prescrivant aux ministres du culte de « prêter leur ministère aux maîtres... pour instruire les esclaves dans la religion chrétienne », « de faire au moins une fois par mois... une visite sur les habitations dépendantes de la paroisse », « de pourvoir à l'instruction des enfants esclaves » et décidant que « les esclaves des deux sexes, à partir de l'âge de quatre ans, seront admis dans toutes les écoles gratuites qui seront établies dans les villes, bourgs et communes » ²

Si peu de cas était fait localement des prescriptions du gouvernement de Paris visant au développement de l'instruction, qu'une feuille antillaise, le *Journal commercial de la Pointe-à-Pitre*, n'hésitait pas à publier dans son numéro du 19 décembre 1840 l'avis suivant annonçant l'ouverture d'une école gratuite pour les filles : « Cette école étant uniquement instituée pour les enfants de la population libre, aucun autre ne saurait y être admis ³. » Aussi en 1848 la commission instituée pour préparer l'acte d'abolition immédiate de l'esclavage, commission que présidait Schœlcher en tant que sous-secrétaire d'État à la marine, proposa-t-elle dans son rapport de joindre aux décrets concernant l'abolition un projet sur l'instruction publique tendant à ce que « l'éducation soit accessible, soit imposée à tous ⁴ ». Schœlcher – qui fut l'un des grands promoteurs de l'école gratuite, obligatoire et laïque, conçue comme un corollaire du suffrage universel – s'attacha de toutes ses forces au triomphe de ce programme et sa réalisation intégrale est encore de nos jours, malgré l'ampleur des progrès accomplis, l'un des principaux objectifs des leaders politiques antillais.

¹ Du TERTRE, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français* (Paris, Thomas Jolly, 1667-1671, 4 tomes), et LABAT, *Nouveau voyage aux isles de l'Amérique* (Paris, Guillaume Cavelier, 722, 6 vol.), cités par Serge DENIS, « Notre créole », dans *Trois siècles de vie française : Nos Antilles*, p. 325-376.

² Victor SCHŒLCHER, *Esclavage et colonisation*, p. 118-120.

³ *Ibid.*, p. 121.

⁴ *Ibid.*, p. 150.

Freinée longtemps par le défaut de crédits et le manque de personnel, l'application aux Antilles des lois scolaires métropolitaines est aujourd'hui chose acquise et – après une période qu'il n'est pas excessif d'appeler son âge héroïque – l'instruction publique dans les deux nouveaux départements ne se heurte plus guère qu'à des difficultés d'ordre pratique, dues essentiellement à la situation démographique et à l'état économique. Qu'on puisse évaluer à plus de 20 % de la population martiniquaise et plus de 40 % de la population guadeloupéenne la proportion d'analphabètes qu'on y rencontre encore à l'heure actuelle, et cela en ne tenant compte que des jeunes gens d'âge militaire ¹, la cause ne doit en être cherchée ni dans une carence des éducateurs ni dans une répugnance dont la grande masse de ces populations témoignerait à l'égard de l'instruction dispensée selon les normes européennes ; ce qu'il faut incriminer, ce sont des causes plus brutales : croissance démographique très rapide, de sorte que le nombre des écoles, si élevé qu'il soit, demeure insuffisant et qu'il est difficile de l'augmenter selon le rythme qui permettrait de combler le retard avec la promptitude souhaitable ; conditions matérielles dans lesquelles vivent, à la campagne surtout, de trop nombreux enfants et qui nuisent à la fréquentation scolaire. Les résultats brillants obtenus, au sommet, par l'enseignement français en Martinique et en Guadeloupe ne peuvent pas faire oublier ces graves difficultés que la diffusion de l'instruction, à la base, continue de rencontrer.

Les organismes d'enseignement.

[Retour à la table des matières](#)

Dirigés dans chacun des deux nouveaux départements par un vice-recteur qui a également sous ses ordres un bureau des sports, les services de l'enseignement sont rattachés à l'Université de Bordeaux. Pour l'année scolaire 1951-1952, on comptait en Martinique 149 écoles primaires publiques fréquentées par quelque 42 000 élèves, avec un nombre moyen de 41 élèves par classe, et 8 écoles privées groupant un peu plus de 1 000 enfants, au nombre de 35 en moyenne pour chaque classe ; les cours complémentaires annexés à certaines écoles publiques réunissaient par ailleurs quelque 3 000 élèves ; en Guadeloupe, la même année,

¹ Ces proportions répondent aux pourcentages d'illettrés (soit les individus incapables d'écrire sous dictée) sur les nombres de recrues gardées dans les unités militaires des deux îles, les calculs portant sur les douze contingents incorporés de 1946 à 1951 : Martinique, 21 % ; Guadeloupe, 42 %. Ces proportions sont inférieures aux proportions réelles, puisque n'entrent en ligne de compte ni les vieillards (formés à une époque où les conditions étaient encore plus difficiles), ni les gens suffisamment âgés pour avoir eu le temps d'oublier, faute d'entretien, ce qu'ils avaient appris à l'école. Noter qu'en Guadeloupe les pourcentages d'illettrés calculés sur les classes 1950 à 1952 sembleraient indiquer une situation particulièrement fâcheuse à Marie-Galante (plus de 50 %), relativement favorable à Saint-Martin (37,5 %) et plus mauvaise en Guadeloupe proprement dite qu'en Grande-Terre (où se trouvent les principales agglomérations) ; Saint-Barthélemy et les Saintes, îles de peuplement presque exclusivement blanc, se tiennent dans la moyenne.

121 écoles primaires publiques rassemblaient environ 35 000 élèves, dans des classes de 52 élèves en moyenne, compte non tenu des écoles catholiques (qui ont reçu près de 2 000 élèves, enseignement secondaire compris) et des rares écoles adventistes ainsi que des cours d'adultes (dont 28 ont fonctionné effectivement, sur 69 créés)¹. Le nombre des enfants non scolarisés s'élevait à 8 000, ou 10 000 en Martinique et, en Guadeloupe, à près de 11 000 selon l'évaluation la plus optimiste. Dans les deux îles on rencontre, en outre, un certain nombre d'écoles mixtes privées, qui jouent le rôle d'écoles maternelles mais sont en fait de simples garderies d'enfants, et l'absence d'établissements publics de cette catégorie a des répercussions fâcheuses sur la marche de l'enseignement du premier degré : les enfants sont reçus à l'école primaire dès l'âge de cinq ans, d'où une telle surcharge des basses classes qu'une classe enfantine a parfois un effectif de 80 élèves alors qu'une classe supérieure n'en comprend que 15 ou 20. Pour maints adolescents l'insuffisance de la fréquentation scolaire est liée au fait qu'ils doivent aider leurs parents à la maison ou dans les champs ou encore qu'ils s'emploient dans ces « petites bandes » ou équipes d'enfants des deux sexes travaillant sur les plantations pour de minimes salaires, pratiques à l'égard desquelles il est difficile à la Direction du travail de se montrer inflexible, vu l'état de misère où vivent de telles familles et l'appoint non négligeable qui leur est ainsi apporté. L'éloignement de l'école est également un préjudice pour de nombreux enfants, astreints à des marches à pied qui dépassent souvent 10 kilomètres² et représentent une grande fatigue en des pays de climat tropical où, de surcroît, on est assez généralement sous-alimenté. À cela il faut joindre l'exiguïté, le mauvais agencement et la vétusté de trop de locaux scolaires, état de choses d'autant plus regrettable, du point de vue éducatif, que l'enfant qui fréquente une école très pauvrement installée ne s'habitue pas à séjourner dans un endroit mieux compris que celui où il vit, de sorte qu'il ne sera pas incité par la suite à faire passer parmi ses besoins premiers un meilleur habitat.

L'enseignement du second degré est dispensé en Martinique dans la seule ville de Fort-de-France, où se trouvent le lycée Schœlcher, dont les 32 classes secondaires reçurent 934 garçons en 1951-1952, le lycée de jeunes filles (ancien Pensionnat colonial, établi dans une caserne désaffectée), dont les 846 élèves étaient réparties en 37 classes secondaires, le séminaire-collège Sainte-Marie, établissement catholique dont les 5 classes secondaires s'ouvraient à 130 garçons, ainsi que, pour les filles, le couvent de Saint-Joseph de Cluny. En Guadeloupe, les établissements du second degré sont presque tous groupés dans les deux principales villes, Basse-Terre pour la Guadeloupe proprement dite et Pointe-à-Pitre pour la Grande-Terre : le lycée Gerville-Réache, établissement mixte de

¹ Renseignements fournis, dans chacun des deux départements, par l'inspection académique et, pour ce qui concerne les écoles catholiques de la Guadeloupe, par le secrétariat de l'évêché.

² En juin 1951, on dénombrait en Guadeloupe 5 468 enfants devant faire plus de 3 kilomètres à pied pour aller en classe et 3 269 plus de 5 kilomètres, soit près de 9 000 enfants obligés à des parcours de plus de 6 kilomètres aller et retour. On cite par ailleurs des cas d'enfants ayant à parcourir ainsi plus de 15 kilomètres.

Basse-Terre aujourd'hui installé dans les anciens locaux administratifs du gouvernement, a reçu 555 élèves secondaires en 1951-1952 et le pensionnat de Versailles, établissement catholique sis également à Basse-Terre, a compté 148 jeunes filles dans ses classes secondaires ; à Pointe-à-Pitre, le lycée Carnot (destiné aux garçons) et le lycée Michelet (destiné aux filles, et logé dans plusieurs bâtiments séparés dont les deux tiers sont de vieux immeubles privés) ont reçu respectivement 689 et 463 élèves en 1952-1953 ; enfin, le petit séminaire de Saint-Philippe et Saint-Jacques à Blanchet (Gourbeyre) avait en 1951-1952 un effectif de 60 élèves secondaires, et l'externat des sœurs de Saint-Joseph de Cluny à Pointe-à-Pitre comptait la même année 98 jeunes filles, mais ni l'un ni l'autre de ces deux établissements privés ne mène jusqu'au baccalauréat. Comme le séminaire-collège de Fort-de-France, les établissements secondaires catholiques de la Guadeloupe recrutent essentiellement leur clientèle dans le milieu blanc créole (qui répugna longtemps à envoyer ses enfants au lycée, à cause de son caractère démocratique en même temps que laïque) et dans la bourgeoisie de couleur.

De même que l'enseignement du premier degré, celui du second degré souffre non seulement de l'insuffisance de ses locaux par rapport au volume élevé de la population scolaire, mais de la pénurie de livres et, d'une manière générale, de l'extrême pauvreté en ce qui concerne le matériel d'enseignement comme les bibliothèques scolaires. Dans les établissements officiels où il existe des internats (lycée Schœlcher, lycée Carnot), outre que leur aménagement laisse fort à désirer, tant pour les dortoirs, l'infirmerie, la cuisine que les logements affectés au personnel, le nombre de places dont ils disposent ne couvre pas la demande. Dûment alertés par les fonctionnaires responsables, les pouvoirs publics ne laissent pas d'envisager l'exécution d'un vaste programme de travaux dont bénéficieraient les deux enseignements : construction ou réfection d'écoles pour l'enseignement primaire, dont les besoins en classes sont évalués à 479 pour la Guadeloupe et environ 160 pour la Martinique ; construction de logements destinés aux instituteurs, actuellement non logés ou logés dans des conditions le plus souvent déplorables ; améliorations apportées aux établissements secondaires existant et construction, notamment, de bâtiments nouveaux pour les deux lycées de jeunes filles. Sur le plan local on constate, d'autre part, un grand effort pour le développement des cantines scolaires (la municipalité de Fort-de-France, en particulier, s'occupe très activement de cette question ainsi que de celle des crèches). On s'efforce aussi de développer les colonies de vacances (importantes non seulement au point de vue sanitaire mais pour apprendre aux jeunes Antillais à mieux connaître leur pays) et les coopératives scolaires (dont les bénéfices peuvent permettre l'acquisition de matériel d'étude ou de jeu). La question des bibliothèques (capitale en des régions où les moyens de lecture sont très réduits et où le goût même de lire a besoin plus qu'ailleurs d'être inculqué dès le jeune âge, à cause du climat fatigant et de la place considérable que les relations de sociabilité prennent dans les loisirs) n'est pas non plus négligée ; en de nombreux cas, cet effort est malheureusement entravé par le manque de ressources des municipalités, dont la majeure partie est, par exemple, incapable de financer la part restant à la

charge de la commune pour les constructions et les grosses réparations donnant droit à une subvention de l'État.

L'instruction représentant, pour la population de couleur, un moyen d'avancement social, on constate – selon l'expression d'un professeur guadeloupéen – un véritable « fanatisme » à son égard : les cours d'adultes destinés aux illettrés ou semi-illettrés sont suivis avec assiduité ; de lourds sacrifices sont faits par maintes familles pour l'éducation des enfants, et l'on cite le cas, entre autres, de bien des filles-mères qui, malgré la modicité de leurs ressources, se font un point d'honneur d'envoyer au lycée leur enfant, notamment s'il a pour père un Blanc (créole ou métropolitain) ou un homme de couleur appartenant à la bourgeoisie ¹. Il s'en faut de beaucoup, toutefois, que l'enseignement technique jouisse d'une faveur égale à celle dont les établissements du second degré et les cours complémentaires bénéficient, car l'ambition des parents, en règle générale, vise autre chose que les métiers manuels pour l'avenir des enfants ; les professions libérales, l'enseignement, les carrières administratives et les emplois intellectuels divers offerts par les secteurs public ou privé sont considérés comme les plus honorables ; que l'un des siens devienne ouvrier qualifié ou technicien apparaît moins flatteur pour une famille que s'il est un « sujet » ². Cette préférence à l'endroit de l'enseignement technique, justifiée dans une large mesure par l'étroitesse des débouchés et par le développement assez faible reçu jusqu'à présent dans les Antilles françaises par cette branche de l'enseignement (dont la marche normale pose des problèmes particuliers d'installation, d'outillage et de personnel enseignant), s'avère peu différente de ce qu'on peut observer en bien des milieux métropolitains ; elle tend aujourd'hui à se dissiper, à l'égard des filles comme des

¹ Un roman écrit par un Blanc créole de Saint-Pierre et publié à la fin du siècle dernier (René BONNEVILLE, *Le triomphe d'Églantine*, Paris, Alcan-Lévy, 1899), raconte l'histoire typique d'une mulâtresse pauvre qu'un jeune Blanc créole a quittée après une assez longue liaison et dont le fils, élevé par elle avec soin (d'abord au séminaire avec l'assistance du père, puis au lycée, grâce à une bourse), acquiert à Paris le titre de docteur en médecine puis, rentré au pays natal, est élu maire. L'écrivain noir martiniquais Joseph Zobel relate par ailleurs, dans son beau roman régionaliste *La rue Cases-Nègres* (Paris, Jean Froissart, 1950), comment le jeune Noir José Hassam, élevé en milieu paysan, arrive à faire de bonnes études grâce aux efforts conjugués de sa mère, domestique chez les Blancs, et de sa grand-mère, ouvrière agricole illettrée.

² Un exemple du discrédit qui s'attache aux travaux manuels, à tout le moins dans les milieux bourgeois, m'a été donné par M^{me} Julien Lung-Fou, présidente du Groupement des artistes martiniquais : cette femme sculpteur, qui est également peintre, céramiste, décoratrice et a créé des modèles de haute couture (dans le sens d'une modernisation du costume traditionnel antillais), m'a raconté en effet que, lorsqu'elle décida d'exercer la profession de sculpteur, son entourage fut choqué de la voir se consacrer à ce qu'il regardait comme un métier manuel. Il convient de noter, toutefois, que dans d'autres milieux un certain nombre de jeunes gens s'orientent volontiers vers le dessin industriel, occupation conçue comme relativement relevée ; M. Théophile, professeur de dessin industriel, de mécanique et de technologie au collège technique de Pointe-à-Pitre, m'a parlé du goût que les enfants guadeloupéens ont du dessin et des possibilités d'emploi dont ses anciens élèves disposent soit dans les entreprises sucrières soit dans les travaux publics.

garçons, non seulement dans les milieux ouvriers, mais dans les milieux des commerçants ou des petits agents de l'État.

Depuis la départementalisation, un gros effort est fait pour la formation de techniciens, en Martinique aussi bien qu'en Guadeloupe. À Fort-de-France, le Collège de l'enseignement technique (pour lequel on prévoit une nouvelle installation très vaste, la « Cité technique » du lieu dit la pointe des Nègres où un terrain est d'ores et déjà acquis) forme des ajusteurs, des tourneurs, des chaudronniers, des serruriers, des menuisiers, des monteurs électriciens, des mécaniciens réparateurs d'autos ainsi que des travailleurs non manuels tels qu'employés de bureau, aides-comptables, sténodactylographes et, depuis peu, préparateurs en pharmacie ; les élèves y étaient en 1951-1952 au nombre de 318, dont 54 en section commerciale mixte, 189 en section industrielle et 75 dans les classes de sixième et de cinquième modernes – ceci sans compter les élèves des cours du soir qui préparent les jeunes filles et jeunes femmes au secrétariat et les hommes à la marine marchande ou aux P.T.T. À la section technique annexée au lycée de jeunes filles : 293 élèves étaient réparties (en dehors des élèves des classes de sixième et de cinquième) en une section industrielle (couture, lingerie, arts ménagers) et une section sociale (préparation au secrétariat médical, au secrétariat social, à l'économat social, etc., après perfectionnement en France). Par ailleurs, une école des arts appliqués rassemblant 125 élèves des deux sexes dispense l'enseignement de la haute couture (filles), de l'ébénisterie (garçons), de la bijouterie et de la céramique, en s'efforçant de développer un artisanat régional qui, sur le plan de la décoration, s'inspirerait essentiellement de motifs fournis par le milieu local. Enfin, une école d'agriculture fonctionne au jardin d'essais de Tivoli, dans la banlieue de Fort-de-France. À ces établissements publics s'adjoignent divers centres d'apprentissage privés : pour les garçons, le patronage Saint-Louis, installé près de Dillon aux environs de Fort-de-France, reçoit des enfants orphelins ou abandonnés, ou parfois même confiés par les familles ; ces pensionnaires sont répartis en « écoliers » (préparant le certificat d'études primaires) et « apprentis » (menuiserie, ébénisterie, cordonnerie) ; leur effectif total s'est élevé à 105 en 1951-1952 ; pour les filles, les deux ouvroirs tenus à Fort-de-France par des religieuses accueillent ensemble près de 300 pensionnaires, orphelines ou abandonnées (parmi lesquelles de rares fillettes de souche européenne appartenant à des familles « désorganisées ») qui y apprennent la couture, la lingerie, la broderie et deviennent ensuite pour la plupart domestiques ou employées de magasin.

En Guadeloupe, l'enseignement technique est actuellement dispensé dans les établissements suivants : collège industriel et commercial annexé au lycée Carnot à Pointe-à-Pitre (127 garçons et 107 filles en 1951-1952, se préparant aux métiers du bois ou du fer et au commerce), section industrielle pour jeunes filles du lycée Michelet à Pointe-à-Pitre (50 élèves apprenant la couture, la coupe et la broderie), section industrielle et commerciale mixte du lycée Gerville-Réache à Basse-Terre (78 filles et à peine quelques garçons, la section industrielle se réduisant à la section de couture), section technique annexée aux cours complémentaires de

l'école de garçons du Moule (28 garçons et 31 filles, les matières enseignées étant le travail du bois, celui du fer, la coupe et la couture ainsi que les arts ménagers). La Guadeloupe possède, comme la Martinique, son école d'agriculture (à Pointe-à-Pitre) et ses centres d'apprentissage privés, dont le plus important est l'œuvre de Saint-Jean-Bosco, à Bisdary (commune de Gourbeyre), établissement catholique où la cordonnerie, la réparation des automobiles, la menuiserie, l'ajustage mécanique, l'électricité et le dessin industriel sont enseignés à des pensionnaires (au nombre de 89 en 1951-1952), pour la plupart orphelins. La construction à Pointe-à-Pitre d'un collège technique avec centre d'apprentissage annexe – construction qui permettrait de supprimer la section technique annexée au lycée Carnot, dont les locaux et l'équipement sont très insuffisants, et qui, en outre, encombre le lycée – est actuellement prévue, et un terrain a déjà été acheté à cet effet ; par ailleurs, on envisage la construction, à Basse-Terre, d'un centre d'apprentissage mixte qui comporterait, en particulier, une section complète du bâtiment.

L'effort actuel visant à installer et équiper mieux qu'ils ne le sont pour le moment, en Guadeloupe surtout, les établissements consacrés à l'enseignement technique ne peut que contribuer à faire plus justement apprécier par la population antillaise un enseignement qui fait encore plus ou moins figure de parent pauvre à côté de celui du second degré ; jusqu'à présent, en effet, il reçoit surtout les enfants que leurs familles regardent comme les moins doués ou ceux qui n'ont pas été admis au lycée, ayant échoué à l'examen de passage de la classe de sixième (quand ces derniers ne sont pas mis, purement et simplement, en apprentissage chez des amis ou des parents). Recrutant la majorité de ses élèves dans des familles d'artisans, fonctionnaires, petits patrons et salariés industriels ou commerciaux de couleur – contingent auquel s'adjoignent un petit nombre de métropolitains (enfants de gendarmes, notamment), ainsi que quelques Syro-Libanais mais aucun Blanc créole sauf exceptions rarissimes – l'enseignement technique s'avère d'ores et déjà intéresser des couches très diverses de la société, et il n'est pas douteux que les aménagements prévus agiraient dans un sens favorable au développement de ce courant. Un grave problème, toutefois, reste celui des débouchés, très réduits dans le secteur industriel. D'une part, en effet, il n'y a pas d'autre grande industrie que celle de la canne ; d'autre part les usiniers n'accordent, en règle générale, qu'un médiocre crédit aux anciens élèves des collèges techniques et semblent préférer (point sur lequel les doléances sont fréquentes) employer comme ouvriers qualifiés ou agents de maîtrise des hommes qu'ils connaissent et en qui, du point de vue social, ils peuvent avoir toute confiance ; enfin le garçon qui a reçu une formation artisanale est souvent dépourvu du petit capital qui lui permettrait de s'installer à son compte, et ne peut pas non plus trouver à s'embaucher avantageusement chez un petit patron, ce dernier – qui travaille lui-même dans des conditions difficiles et ne jouit pas de facilités bancaires suffisantes pour développer son entreprise – n'employant guère que des apprentis très peu payés¹. D'un tel état de choses, il

¹ En 1952, 6 000 francs par mois, telle était la rétribution normale d'un apprenti martiniquais.

résulte que beaucoup de jeunes gens des deux sexes, sortis de l'enseignement technique, s'orientent vers des professions distinctes de celles auxquelles ils se sont préparés ; ainsi nombre de ceux qui ont appris un métier manuel deviennent finalement employés de commerce, soit qu'ils n'aient pas trouvé de travail dans la branche primitivement envisagée, soit qu'ils préfèrent un gain immédiat aux aléas d'un établissement artisanal. Quant aux meilleurs éléments, ils quittent généralement le pays tantôt avec des bourses qui leur permettent de continuer leurs études en France, tantôt en passant les concours de l'administration des P.T.T. ou ceux de la marine marchande, à moins qu'ils ne s'engagent dans l'armée, la marine ou l'aviation. Cet exode est nuisible à l'avancement de la technicité locale, que plusieurs autres facteurs contribuent malheureusement à maintenir dans l'ornière : insuffisance actuelle des cadres de maîtrise, grâce auxquels les novices entrant dans une entreprise pourraient achever leur formation ; multiplicité des petits patrons qui travaillent tant bien que mal avec des apprentis avant d'avoir eu le temps de se perfectionner et d'être en état de former eux-mêmes des ouvriers ; habitudes de travail trop souvent peu rationnelles en ce qui concerne aussi bien les horaires que la façon de se nourrir ¹.

Pour fondées que puissent être les doléances sur le petit nombre des débouchés qui s'offrent aux techniciens, il ne demeure pas moins que les Antilles françaises ont, en fait, besoin de travailleurs manuels qualifiés (ouvriers du bâtiment, plombiers, mécaniciens, par exemple), et qu'il n'est donc nullement inconcevable que des jeunes gens ayant reçu une formation sérieuse dans ces spécialités puissent trouver à s'employer. Si l'enseignement technique est gêné dans son développement par le nombre trop restreint des entreprises susceptibles d'embaucher les anciens élèves, il semble qu'en revanche la qualité trop fréquemment défectueuse de la main-d'œuvre encourage peu à investir des fonds dans des entreprises nouvelles, et qu'il y ait donc ici cercle vicieux. La création, souvent préconisée, d'industries telles que la bouteille (flaconnage pour le rhum), la cimenterie (ou la fabrication d'agglomérés locaux), la conserverie du poisson (liée à un développement rationnel de la pêche, dès maintenant à l'ordre du jour), en même temps qu'elle permettrait de diminuer le volume excessif des importations, assurerait opportunément l'emploi d'un nombre appréciable de travailleurs manuels qualifiés ; ceux-ci ne disposent, en effet, aujourd'hui, en dehors de la sucrerie, de la grosse distillerie et des forges et fonderies des ateliers maritimes, que des maigres débouchés fournis par une quantité très minime de moyennes entreprises dans le domaine des industries alimentaires (conserves

¹ M. Borghetti, professeur de sciences physiques au lycée Carnot, cite le cas d'un ouvrier guadeloupéen, travailleur du bâtiment, qui lui confiait qu'il devait à des collègues italiens d'avoir appris à travailler et à se nourrir. M^{gr} Guilbaud, curé de Basse-Terre, m'a fait observer par ailleurs, à propos de la reconstruction du pont emporté par la crue de la rivière aux Herbes (travail en cours lors de mon séjour à Basse-Terre), que les ouvriers qui y étaient employés travaillaient de 7 heures jusqu'au moment du déjeuner et reprenaient l'après-midi, alors qu'il eût été préférable, vu la chaleur, de travailler de 5 heures à 13 heures avec une pause pour le casse-croûte.

d'ananas, huilerie, brasserie, etc.), celui du bâtiment et quelques autres branches (tuilerie, briqueterie et poterie, savonnerie, etc.). Étroitement lié à la question des débouchés (comme à celle des conditions de vie, peu propices telles qu'elles sont aujourd'hui à un bon rendement de la main-d'œuvre) et dépendant par conséquent de l'économie générale des deux îles, le problème de l'éducation technique aux Antilles françaises ne peut, évidemment, trouver de solution que fragmentaire en dehors d'une très large évolution de la structure sociale.

L'enseignement technique, comme l'enseignement du premier degré et celui du second degré, a donc reçu – et reçoit – des pouvoirs publics l'attention que les originaires sont en droit d'attendre puisqu'il s'agit de territoires dont le statut est aujourd'hui le même que celui des départements de la métropole. La question se pose toutefois en termes différents pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, car il est évident que l'accession des Antilles françaises à ce nouveau statut n'entraîne pas, comme une nécessité logique, la création d'une université qui leur serait particulière : nombreuses sont les villes de France qui ne possèdent pas de faculté, bien que démographiquement plus importantes que Fort-de-France ou Pointe-à-Pitre et, dans la perspective de stricte égalité juridique qui est celle de l'assimilation, l'éloignement de la France d'Amérique (Martinique, Guadeloupe, Guyane) n'est pas apparu jusqu'à présent comme une raison suffisante pour la douer de son université, quels que soient les vœux que formule à cet égard une partie de l'opinion locale. Jusqu'à ce jour, la Martinique a seule été pourvue d'un établissement relevant du degré supérieur de l'enseignement : l'École préparatoire de droit, fondée en 1882 et devenue depuis 1948 Institut d'études juridiques, politiques et économiques, organisme habilité à délivrer diplômes de capacité et licences, et dont les cours ont été suivis en 1951-1952 par 276 étudiants. Ordinairement, c'est dans les universités de la métropole que les jeunes gens martiniquais et guadeloupéens, après avoir passé sur place le baccalauréat, s'en vont poursuivre leur instruction, grâce à un système de bourses et de prêts d'honneur dont plusieurs centaines d'étudiants et étudiantes bénéficient chaque année¹ ; ce système non seulement permet à maints jeunes gens de couleur d'acquérir les diplômes voulus pour s'employer soit dans leur pays d'origine, soit en France métropolitaine ou dans l'un des territoires de l'Union française, mais leur donne aussi l'occasion de prendre une vue concrète de cette métropole dont ils n'avaient auparavant qu'une connaissance livresque. Durant longtemps, l'élément mulâtre fut pratiquement le seul, des trois éléments en lesquels il est d'usage de répartir la population antillaise, à faire des études supérieures : les Blancs créoles, en règle générale, dédaignaient des études qui leur semblaient ne pas être d'une grande utilité pour s'avancer dans les voies toutes tracées que leur offraient la

¹ En 1951-1952, 173 bourses furent accordées en Guadeloupe pour un montant de 23 369 500 francs, soit environ 135 000 francs en moyenne par individu, chiffre qui montre que ces attributions sont conçues, essentiellement, comme une aide. La même année en Martinique, une somme d'environ 34 millions de francs fut répartie entre 279 boursiers (enseignement technique et lycées locaux compris).

culture et les industries de la canne ainsi que le commerce ou la banque ; d'autre part, les nègres, à peine sortis de l'esclavage, se trouvaient dans une situation sociale trop défavorable pour qu'aucun des leurs fût à même, sauf exception ¹, de s'adonner à des études poussées. Cet état de choses s'est notablement modifié, à mesure que les études devenaient matériellement plus accessibles aux nègres et qu'ils accumulaient un certain capital de culture européenne. Parmi les intellectuels antillais les plus justement appréciés, on observe que figurent des hommes de race noire et, dans le seul domaine littéraire, deux exemples frappants sont donnés de cette promotion nouvelle par le poète Aimé Césaire et le romancier Joseph Zobel, tous deux Martiniquais et qui, ayant fait à Paris des études classiques qui les ont menés jusqu'au professorat, occupent une position de choix dans les lettres françaises. Avec une production dont le milieu antillais, chez le second surtout, est la source essentielle d'inspiration, ils contribuent, l'un dans la voie du grand lyrisme prophétique, l'autre dans celle de la description régionale, à enrichir une culture qu'ils n'ont pas simplement assimilée, mais dans laquelle les juges les plus sévères ne sauraient contester qu'ils introduisent une note très personnelle ².

Dès la fin du siècle dernier, l'inquiétude ressentie par les Blancs créoles devant l'ascension intellectuelle de la fraction de couleur intermédiaire (alors seule à prendre rang de concurrente) se reflète dans des livres issus du milieu blanc ; on peut lire par exemple, dans un ouvrage de G. Souquet-Basiège, les lignes suivantes qui ne laissent pas de rappeler, compte tenu des conditions nouvelles, le cri d'alarme jeté, à peine plus d'un siècle auparavant, par le gouverneur Fénélon : « Le lycée, soutenu par le budget, ouvrira ses portes à de nombreux élèves dont la colonie paiera l'éducation. Dans quelques années, la race de sang mêlé, fournie de jeunes gens pourvus d'une instruction suffisante, pourra envahir toutes les places et remplacer aux fonctions où on les compte encore aujourd'hui les sujets de race européenne. Dans le même temps, les écoles primaires passeront aux mains de la race [...] Le budget, laissé à 3 millions en 1870, s'élève aujourd'hui à 4 millions. Rien en regard de cette aggravation des charges, rien sinon le lycée et la

¹ Telle celle du Guadeloupéen Mortenol (1859-1930), cet élève brillant de l'École polytechnique à qui le maréchal de Mac-Mahon aurait dit lors d'une visite de l'école : « C'est vous le nègre ? Très bien, mon ami... Continuez ! » Officier de marine, Mortenol fit partie en 1894 du corps expéditionnaire envoyé à Madagascar et, devenu capitaine de vaisseau, fut chargé en 1914-1918 par le général Gallieni de la défense aérienne de Paris. L'un de ses uniformes de lieutenant de vaisseau est conservé au musée Schoelcher de Pointe-à-Pitre. Selon Gilbert Gratiant c'est, en vérité, le Guyanais Montel, premier d'une promotion de Saint-Cyr, qui aurait été le héros de l'anecdote en question.

² Œuvres d'Aimé CÉSAIRE : *Les armes miraculeuses* (Paris, Gallimard, 1946) ; *Cahier d'un retour au pays natal*, avec une préface d'André Breton : « Un grand poète noir » (Paris, Bordas, 1947) ; *Soleil cou coupé* (Paris, Editions K, 1948) ; *Corps perdu*, illustré de gravures de Pablo Picasso (Paris, Fragrance, 1950) ; *Discours sur le colonialisme* (Paris, Réclame, 1950). Œuvres de Joseph ZOBEL : *Laghia de la mort* (Fort-de-France, Imprimerie Bezaudin, 1946) ; *Les jours immobiles* (Fort-de-France, Imprimerie officielle, 1946) ; *Diab'-la*, avec un préface de Georges Pillement (Paris, Nouvelles Éditions latines, 1946) ; *La rue Cases-Nègres* (Paris, Jean Froissart, 1950) ; *La fête à Paris* (Paris, La Table ronde, 1953).

substitution des laïques aux frères de Ploërmel dans l'enseignement primaire. Un million, le quart du budget, s'engloutit en l'année où nous achevons ce travail pour ces créations du prosélytisme anticlérical où la race sera substituée avant peu aux professeurs appelés d'Europe ¹. » En 1899, un roman publié à Paris par un Blanc de Saint-Pierre ² dénote une crainte analogue en montrant, parallèlement à la décadence économique du père et à l'échec du fils légitime qui s'avère n'être qu'un fruit sec, l'ascension opérée, grâce à une instruction poussée jusqu'aux études supérieures, par un homme de couleur issu des relations illégitimes d'un Blanc créole et d'une mulâtresse ; au lycée, établissement qu'à cette époque fréquentaient les seuls « fils du peuple » et dont la distribution des prix est qualifiée par l'auteur de « journée d'or de la démocratie », les boursiers se montrent décidés à écraser leurs adversaires aristocratiques du collège, compétition qui va jusqu'à des batailles rangées lors des rencontres des élèves des deux établissements ³.

Jusqu'à une époque récente, *l'intelligentsia* antillaise n'a donc guère compté dans ses rangs, à côté de quelques Blancs, que des hommes appartenant à cette « race de sang mêlé », qui dès avant 1848 était apparue sur la scène et s'avérait en plein essor vers les dernières années du siècle ; mais on voit aujourd'hui, avec la montée de l'élément noir, la fraction mulâtre perdre le quasi-monopole qu'elle s'était acquis après l'abolition de l'esclavage, de sorte qu'il faut regarder maintenant comme un stéréotype ne répondant plus aux faits que de façon grossière le schéma demeuré classique selon lequel, des trois grandes catégories de la société antillaise, la première, celle des Blancs, est riche et sans culture, la deuxième, celle des mulâtres, instruite et peu fortunée, la troisième, celle des nègres, pauvre et ignorante.

Le corps enseignant.

[Retour à la table des matières](#)

Dispensé après 1848 par les frères de Ploërmel et par les sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, l'enseignement est passé, avec l'application des lois scolaires républicaines, des mains de ces religieux à celles de laïcs, tant métropolitains

¹ G. SOUQUET-BASIÈGE, *Le préjugé de couleur aux Antilles françaises*, paru à Saint-Pierre en 1883. Voir p. 323 et 670 de cet ouvrage aujourd'hui très rare, dont le seul exemplaire accessible est (semble-t-il) un exemplaire malheureusement détérioré conservé à la bibliothèque Schœlcher de Fort-de-France. En dépit de son caractère partisan, cet ouvrage est d'un grand intérêt documentaire, car il exprime clairement l'état d'esprit d'un Blanc créole désireux de voir se maintenir *le statu quo* et dénonçant les aspirations démocratiques de la bourgeoisie mulâtre comme nuisibles à la concorde interraciale.

² René BONNEVILLE, *Le triomphe d'Églantine*. Je suis très reconnaissant à M. Aimé Césaire de m'avoir signalé, comme il l'a fait pour celui de Souquet-Basiège, cet ouvrage (déjà cité) que sa nature de fiction ne rend pas moins significatif et qui reflète les préjugés d'un auteur non dépourvu, cependant, d'une certaine bonne volonté.

³ Voir p. 271 et suiv. (période lycéenne de la vie du héros).

qu'originaires, et l'enseignement privé a seul gardé un caractère confessionnel. De même que dans la métropole, ce passage à la laïcité ne s'est pas effectué sans heurts et tel enseignant de couleur, professeur au lycée de garçons de Pointe-à-Pitre, peut encore, par exemple, évoquer avec émotion les difficultés que son père fut obligé d'affronter lorsqu'il dut, dans l'île particulièrement traditionaliste qu'est demeurée Marie-Galante, prendre en qualité d'instituteur la succession des frères de Ploërmel : pendant longtemps les portes lui restèrent fermées et il lui fallut se débrouiller à peu près seul dans une région très pauvre en commodités.

En ce milieu catholique presque en totalité qu'est le milieu antillais français, les tenants de l'école laïque, qui dans l'ensemble appartenaient à la catégorie des mulâtres, alors en pleine ascension, eurent pour adversaires non seulement l'ensemble de la bourgeoisie blanche (hostile au développement d'un enseignement empreint à ses yeux de trop d'égalitarisme), mais une bonne part de la population de couleur (dont beaucoup d'éléments étaient fidèles à l'enseignement des prêtres). Aussi voit-on autour de 1880, date à laquelle le conseil général de la Martinique vota l'expulsion des frères de Ploërmel après un débat où s'illustra le jeune avocat mulâtre Ernest Deproge, la question de la culture républicaine fournir un de leurs principaux thèmes aux polémiques qui opposaient le radicalisme de *l'intelligentsia* de couleur au conservatisme des Blancs. C'est ce dont on peut trouver un témoignage, entre autres, dans les préliminaires de la fameuse « affaire Lota », qui donna lieu à des controverses passionnées et a laissé des traces dans le folklore local puisque diverses biguines de l'époque y font allusion. Le 16 juillet 1881, la population de Saint-Pierre saccageait la maison du docteur Lota, médecin d'origine corse, après un coup de feu tiré par ce dernier pour disperser la foule qui protestait contre les voies de fait auxquelles il s'était livré sur le leader mulâtre Marius Hurard, membre du conseil général depuis 1878 et président de cette assemblée ; plusieurs personnes, arrêtées comme ayant pris part à la mise à sac, étaient traduites en cour d'assises et acquittées faute de preuves. Or cette affaire constituait l'aboutissement d'une longue polémique de presse où l'instruction et les questions voisines avaient été des éléments de premier plan : dans son numéro du 23 mars 1878, le journal radical *les Colonies* dénonce, entre autres griefs faits aux Blancs de Saint-Pierre, les pratiques discriminatoires en usage au couvent des Dames de Saint-Joseph-de-Cluny, chez qui les élèves étaient conduites au bain par groupes distincts et traitées en classe comme des « demoiselles » ou des « petites filles » selon qu'elles étaient « de la nuance lait d'iris ou de l'autre » ; puis c'est le journal catholique *le Bien public* qui s'en prend à ce qu'il nomme les « mauvais livres » et, les 30 avril et 15 juin 1881, *les Colonies* qui, dans un article intitulé « Maire et chancre », tournent en dérision un ancien chancre ou bedeau, homme de race noire sans culture devenu maire de Saint-Pierre grâce à l'appui des Blancs ¹. L'écrivain

¹ Ce personnage, nommé François Bernard, avait été surnommé « Célestin » et il figure sous ce nom dans deux des biguines publiées par Coridun (*op. cit.*, « Bonjour ma femme » et « Célestin, roi diable, déro [i.e. dehors] ») ; on s'y moque de ses manières de paysan inculte. Dans une autre biguine du même recueil (« La défense ka vini folle », C'est-à-dire : La défense [coloniale] est

blanc Souquet-Basiège, dont le livre s'intègre à l'ensemble de cette polémique fait, de son côté, intervenir un point de vue culturel pour justifier la discrimination contre laquelle, à son grand étonnement, les hommes de couleur réagissent d'autant plus vigoureusement qu'ils ont socialement progressé ; il observe en effet qu'« une simple démarcation bien explicable par l'état social et le degré de culture de la race de sang mêlé à son origine, conforme d'ailleurs à l'usage universel, et destinée à s'effacer peu à peu devant l'élévation progressive des hommes de couleur, est devenue ainsi une lutte violente où toute l'âpreté des passions politiques s'ajoute à l'amertume des souvenirs locaux. Chose étrange, plus la race de sang mêlé s'est élevée par l'éducation et par la fortune, plus la séparation semble s'être accentuée ! L'antagonisme des deux populations s'est accru en raison directe de la décroissance des inégalités qui fermaient à la race de sang mêlé l'accès des fonctions publiques et des charges civiques ¹. » Ce texte, émanant d'un adversaire déclaré du radicalisme, ne fait, à dire vrai, que montrer l'amertume des hommes de couleur, qui admettaient de moins en moins que les Blancs les tinssent à l'écart, en dépit de leurs progrès culturels et économiques incontestés.

Durant toute cette période de lutte, l'effort des hommes de couleur dans le sens d'une démocratisation de l'enseignement et plus particulièrement l'effort de certains d'entre eux en vue d'acquérir les diplômes qui permettent d'exercer une profession libérale revêtent une signification directement politique ; il s'agit en effet pour cette catégorie intermédiaire de sortir de l'état d'infériorité où elle demeure reléguée, dans une société qui n'a renoncé à l'esclavage que depuis une ou deux générations, et qui, en conséquence, conserve maintes séquelles de ce passé dans ses mœurs. On peut dire qu'à cette époque le rôle du corps enseignant prend l'allure d'un véritable apostolat : l'assimilation de la culture européenne apparaît aux gens de couleur non seulement comme un moyen de promotion individuelle, mais comme une chance de renverser les barrières qui séparent les races, et l'enseignement représente par lui-même un des terrains sur lesquels une pleine égalité n'est qu'élémentaire justice.

Au point où en sont arrivées les Antilles françaises, et cela dès avant leur départementalisation, l'enseignement du premier degré est passé presque tout entier (et plus encore que ne l'avait craint Souquet-Basiège, qui s'en prenait à la seule « race de sang mêlé »), entre les mains des gens de couleur, au sens le plus large de l'expression : la plupart des instituteurs et institutrices sont des originaires, tant

devenue folle) le journal des « lotaristes » ou partisans du D^r Lota est raillé en raison de la mauvaise tenue littéraire qu'on lui prête :

« Depuis deux ans passé
 » Z'aut's ka écrit an même bagage
 » Qui pas même en bon français
 » A si paré dictionnais z'aut's en gage... »

(Depuis deux ans passés Vous écrivez la même chose Qui n'est pas même en bon français, À ce qu'il paraît, votre dictionnaire est en gage...).

¹ *Op. cit.*, p. 627.

mulâtres que noirs, et la partie colorée de la population est également représentée, aux côtés de métropolitains, dans l'inspection primaire. La formation de ces maîtres s'effectue sur place, dans les cours normaux annexés aux établissements secondaires, ce qui représente évidemment une préparation minimum, de sorte que la création d'écoles normales (seules, à même de fournir aux futurs enseignants une armature culturelle, pédagogique et morale vraiment solide) est à l'ordre du jour, la nécessité d'augmenter l'effectif du corps enseignant en même temps que celui des écoles se faisant, d'ailleurs, de plus en plus pressante. À propos de ces instituteurs et institutrices antillais, M. Eugène Revert, qui fut pendant plusieurs années directeur de l'enseignement à la Martinique, note : « Comme partout, on y rencontre des individualités pittoresques, mais que de dévouement aussi, que de travail effectué dans des conditions particulièrement difficiles ¹. » Jugement qui est tout à l'éloge de ces maîtres parmi lesquels il se trouve en effet des personnalités hautement conscientes de leurs devoirs professionnels et civiques, quoi que puissent dire certains originaires des vieilles générations. Ces derniers prétendent qu'il y aurait aujourd'hui disette de vrais éducateurs, et l'on dénonce souvent le manque d'esprit laïque dont feraient preuve de nombreux instituteurs, l'importance excessive que beaucoup accorderaient à la « politique » ou les méfaits d'un absentéisme motivé certes par des raisons de santé, trop réelles en ces régions éprouvantes, mais lié aussi (chez les femmes surtout) à des abus fréquents en matière de congés.

Dans les établissements du second degré, l'enseignement est donné par un personnel mixte comprenant des métropolitains et des originaires de couleur, auxquels s'adjoignent un très petit nombre de professeurs appartenant aux autres catégories ethniques : blanche, créole, indoue, syrienne (dont certains représentants ont acquis la nationalité française). De même que dans le corps des instituteurs on trouve dans celui des professeurs et directeurs d'établissement, à côté d'hommes ou de femmes remarquables par leurs qualités morales et intellectuelles, des maîtres plus sujets que tels de leurs collègues à certains fléchissements : s'abandonner à la routine, céder à l'influence des familles, pratiquer le favoritisme, voire même se faire une industrie des leçons particulières. Comme pour toutes choses en Martinique et en Guadeloupe il faut, sur ce point, bien se garder de porter un jugement sans tenir compte des conditions locales (plus difficiles que celles de la métropole qui, elle-même, n'est pas exempte de faiblesses de cette espèce) ; il est certain que dans une société du type de la société antillaise (avec ses catégories d'origine, ses coteries, le peu d'assise de sa classe moyenne et, jointe à son isolement relatif, une exiguïté telle qu'on pourrait presque dire qu'un individu quel qu'il soit n'y est pour aucun autre un inconnu) un professeur a plus de mal qu'ailleurs tant à remplir son office avec toute l'objectivité désirable qu'à se garder contre certaines facilités, ce qui est une raison supplémentaire de rendre hommage à celui, métropolitain ou originaire, qui évite ces écueils.

¹ *La France d'Amérique*, p. 173.

De même que l'enseignement du second degré, l'enseignement technique recrute ses maîtres tant à la métropole que sur place. Quelques-uns des éléments locaux (garçons et filles), formés dans les collèges techniques, sont orientés vers le professorat mais, en raison de son origine plus récente, cette branche de l'enseignement ne dispose pas encore de maîtres qualifiés en nombre suffisant, de sorte qu'on voit souvent des techniciens habiles faire office de professeurs bien qu'ils n'aient pas reçu de formation pédagogique, ce qui ne laisse pas d'avoir des répercussions fâcheuses sur le niveau des études. Des établissements privés tels que l'œuvre de Saint-Jean-Bosco en Guadeloupe et le patronage Saint-Louis en Martinique dispensent un enseignement dont nul ne conteste la qualité et, dans l'état présent des choses, ils jouent un rôle fort utile ; toutefois, ce ne sont que des « centres d'apprentissage » qui ne mènent pas jusqu'au baccalauréat technique. On rappelle souvent, en Guadeloupe comme en Martinique, le rôle joué autrefois en ce sens par le génie militaire, qui forma de bons ouvriers avant qu'il existât un enseignement technique dûment organisé ¹.

Parmi les membres de l'enseignement antillais venus de la métropole il en est qui, par-delà leurs obligations professionnelles, portèrent un intérêt tout particulier à la vie régionale, travaillèrent à la mieux connaître et à la faire mieux connaître, jouèrent leur rôle aux côtés des intellectuels originaires ou encore s'agrégèrent effectivement à la société créole par la voie du mariage. Les travaux de M. Eugène Revert et du R.P. Delawarde constituent, avec ceux du Guadeloupéen Paul Labrousse, l'essentiel de la documentation que nous possédons sur la Martinique et la Guadeloupe d'aujourd'hui, au point de vue des sciences humaines ; et c'est un autre professeur, M. Guy Lasserre, qui s'apprête maintenant à publier sur la géographie humaine de la Guadeloupe un ouvrage dont l'intérêt promet d'être considérable. Le R.P. Pinchon, actuellement professeur au séminaire-collège de Fort-de-France, apporte par ses recherches archéologiques une contribution très importante à la connaissance des anciens Indiens des Antilles et M. Oriol, professeur au lycée de Pointe-à-Pitre, est l'auteur d'un petit livre consacré à la biographie des hommes célèbres dont peut s'enorgueillir la Guadeloupe ². Enfin, M. Octave Mannoni figura – avec le poète de langue créole et de langue française Gilbert Gratiant et l'écrivain blanc créole Auguste Joyau – parmi les animateurs de la revue *Lucioles*, qui parut à Fort-de-France en 1927 et représente le premier périodique littéraire des Antilles françaises à s'être proposé de travailler dans un sens proprement antillais.

¹ Pour ce qui concerne la Guadeloupe, c'est en 1884 qu'une école professionnelle fut annexée à l'arsenal de Basse-Terre (*La Guadeloupe du tricentenaire*, présentée par le gouverneur L. J. Bouge, Imprimerie officielle, Basse-Terre, notice historique par Oriol, p. 1-52).

² T. ORIOL, *Les hommes célèbres de la Guadeloupe*, publié à l'occasion du tricentenaire des Antilles, Basse-Terre, 1935. Ajoutons à ce palmarès d'hommes célèbres le nom de M. Alexis Léger, originaire de Saint-Léger-les-Feuilles et illustre dans la poésie contemporaine sous les pseudonymes de Saint-Léger-Léger et Saint-John-Perse.

Au premier rang des intellectuels originaires dont la pensée exerce quelque influence sur la génération moderne figurent des membres de l'enseignement, et c'est ainsi que, durant la dernière guerre, on trouvait rassemblé dans la revue *Tropiques* – qui parut à Fort-de-France dès avant la liquidation du régime de l'amiral Robert et constitue jusqu'à ce jour la tentative la plus intéressante émanant d'Antillais français pour créer une littérature exempte d'académisme aussi bien que d'exotisme de commande – un groupe d'animateurs qui, professionnellement, relevaient tous des services de l'enseignement : Aimé et Suzanne Césaire, René Ménil, Aristide Maugée, tous quatre professeurs, Lucie Thésée, institutrice, Georges Gratiant, alors économe du lycée Schœlcher. De même, on ne peut méconnaître l'effort d'éducation populaire que poursuivent les instituteurs et d'autres originaires, dans le cadre de la Fédération des œuvres laïques de la Martinique et de celle de la Guadeloupe, qui rassemblent respectivement la plupart des œuvres péri ou postcolaires et des associations culturelles des deux départements. L'illustration la plus manifeste en est donnée, en Martinique, par le fonctionnement d'un groupe tel que Scènes et culture, animé par un directeur d'école primaire, M. H. Saë ; cette troupe théâtrale – qui recrute ses acteurs parmi les élèves des cours d'adultes et se produit à Fort-de-France et dans les principales communes avec un répertoire comprenant, à côté de variétés folkloriques et de farces, des œuvres ou fragments d'œuvres d'auteurs français tant classiques que modernes – a monté en 1952 avec beaucoup de conscience et de goût un drame de M^{me} Suzanne Césaire très librement inspiré par la *Youma* de Lafcadio Hearn, *Aurore de la liberté*. En Guadeloupe, où il existe de nombreuses associations culturelles dont certaines fort actives (telle La Renaissance animée par M. Rémy Nainsouta, maire de Saint-Claude), le corps enseignant est très largement représenté dans ces associations et on le voit notamment intervenir dans l'organisation des *Jeux floraux* dont un consistoire se tient chaque année depuis 1949, sous le patronage de la Ligue de l'enseignement ; à cette occasion, selon la tradition en honneur à Toulouse et à Perpignan, des prix de poésie et de prose sont décernés à des concurrents amateurs répartis, en l'occurrence, en une section française et une section créole.

D'une manière générale on voit donc que sur le plan éducatif d'immenses progrès ont été accomplis aux Antilles françaises depuis 1848 : non seulement l'instruction s'est très largement diffusée, mais il s'est formé – soit sur place (premier degré) soit à la métropole (second degré et enseignement technique) – un nombre élevé d'éducateurs originaires parmi lesquels, à côté d'une majorité enseignant à la Martinique et à la Guadeloupe, il est aujourd'hui quelques professeurs qui exercent dans des lycées métropolitains, tant de Paris que de province. Depuis la disparition de Schœlcher, qui fit tant pour l'égalité culturelle et contre la discrimination raciale, l'évolution de la population de couleur s'est poursuivie, à une cadence rapide, dans le sens qui lui permettait déjà de s'écrier :

« Bravo, « sauvages africains », continuez à vous éclairer... et à mépriser vos insulteurs. Vos étonnants progrès répondent pour vous ¹. »

Enseignement, éducation et culture en général.

[Retour à la table des matières](#)

Soumises aux mêmes lois scolaires que les départements de la métropole, la Martinique et la Guadeloupe leur sont entièrement assimilées, non seulement quant aux modalités selon lesquelles l'enseignement y est dispensé, mais quant au contenu même de cet enseignement ; c'est dans le cadre des programmes, de la perspective historique et du milieu propres à la France continentale que s'effectue la formation de la jeunesse antillaise, toujours par le canal de la langue française qui n'est, en l'occurrence, une langue maternelle que pour une partie des enfants puisque, dans l'état présent des choses, le plus grand nombre de ceux des classes pauvres appartiennent à des familles dont le créole est le moyen d'expression habituel.

Aussi justifiée que puisse être, d'un point de vue démocratique, une telle absence de discrimination, il n'en reste pas moins que, pour beaucoup d'individus, cet alignement complet de l'enseignement qu'ils reçoivent avec celui qui a cours dans une métropole au passé comme à la nature très différents ne va pas sans certains inconvénients ; dans l'immédiat, une difficulté supplémentaire en résulte pour l'élève (vu l'emploi, à l'école, d'une langue distincte de celle qu'on parle à la maison et la mise en jeu constante de connaissances implicites que, vivant dans les conditions qui lui sont particulières, un enfant antillais ne peut pas posséder) et, pour son avenir, il y a le grave risque qu'un décalage persistant se trouve ainsi créé : donnée le plus souvent sans qu'il soit tenu compte du fait que le monde tropical (avec ses saisons, sa flore, sa faune, etc.) n'est pas celui des régions tempérées et, par surcroît, dans une langue qui fait figure de langue d'apparat, l'instruction tendra chez les individus ainsi formés à revêtir un caractère essentiellement verbal et, de ce fait, à rester une chose surimposée. Nombreux sont les éducateurs, tant métropolitains qu'originaires, qui ont pris conscience de ce danger et l'on constate aujourd'hui un effort appréciable, malgré l'étroitesse des possibilités matérielles, dans le sens d'un moindre dépaysement de l'écolier : des *Lectures antillaises* (morceaux choisis à l'usage des écoles primaires, composés de textes en langue française concernant les Antilles ou empruntés à des auteurs originaires) ont été établies par M. André Terrisse, métropolitain qui séjourna en Martinique comme inspecteur de l'enseignement du premier degré ; d'autre part, à

¹ « Polémique coloniale (1871-1881) », extrait reproduit dans *Esclavage et colonisation*, p. 206-207.

côté des images éducatives purement européennes qui ornent les murs de maintes salles de classe (figurations de scènes métropolitaines telles que la vie des campagnes pendant les quatre saisons), on voit dans certaines écoles des illustrations plus vivantes fournies par les moyens du bord : photographies diverses extraites d'hebdomadaires, dépliant du syndicat d'initiative local, aquarelles exécutées par les élèves et représentant, par exemple, des fruits du pays. Il paraît éminemment souhaitable que, dans toute la mesure où les programmes scolaires le prévoient ou le permettent, les maîtres lient leur enseignement à la réalité locale, afin que l'écopier reste le plus possible en contact avec le concret et, tout aussi bien, qu'il ne soit pas amené à valoriser avec excès ce qui vient des lointains de la métropole en sous-estimant, du même coup, ce qu'il peut devoir à son fonds culturel antillais ¹.

C'est dans le caractère abstrait que revêt, pour des individus placés dans un tout autre milieu, le contenu d'un enseignement marqué au sceau de la métropole, qu'un spécialiste de l'éducation tel que M. André Terrisse estime pouvoir trouver la source de cette tendance au verbalisme (goût du langage formaliste et du discours pour le discours) qu'on entend si souvent reprocher aux Antillais ². C'est un hiatus du même ordre qu'un psychiatre martiniquais, le Dr Frantz Fanon, incrimine, quand il fait observer que le jeune Noir antillais, à force de répéter à l'école « nos pères, les Gaulois », adopte peu à peu « une attitude, une habitude de penser et de voir, qui sont essentiellement blanches » alors qu'il est un nègre et que les Blancs tôt ou tard (s'il vient, par exemple, en Europe où on ne fait guère de différence entre lui et un Africain) le lui feront sentir ³ ; c'est, en outre, par la valorisation sociale du français – langue de la bourgeoisie ⁴ et, pour l'homme de couleur des Antilles, « clef susceptible d'ouvrir les portes qui, il y a cinquante ans encore, lui étaient interdites » – que le même auteur explique pourquoi l'on rencontre chez tant d'Antillais (en qui la situation coloniale a développé un complexe d'infériorité et le désir de s'identifier au colonisateur en faisant siennes ses valeurs culturelles) « une recherche des subtilités, des raretés du langage, autant de moyens de se prouver à soi-même une adéquation à la culture ⁵ ». Pédagogue et psychiatre sont donc ici d'accord pour dénoncer certains effets néfastes d'un système

¹ Une exposition de travaux d'élèves des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion), organisée dans les locaux de la Ligue française de l'enseignement en octobre-novembre 1953 par l'Office central des œuvres laïques dans l'Union française et rassemblant des aquarelles, dessins et objets, dont beaucoup de caractère folklorique, montrait que les cours de dessin et de travail manuel, tels qu'ils sont aujourd'hui orientés, offrent aux élèves de telles occasions de retrouver le fonds traditionnel.

² Je me réfère ici à l'une des nombreuses conversations que j'ai eues avec M. André Terrisse, à Fort-de-France en 1948.

³ *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil, 1952, p. 147 et suiv.

⁴ « La bourgeoisie des Antilles n'emploie pas le créole, sauf dans ses rapports avec les domestiques. À l'école, le jeune Martiniquais apprend à mépriser le patois. On parle de « créolismes ». Certaines familles interdisent l'usage du créole et les mamans traitent leurs enfants de « 'ti-bandes » [i.e. : petites bandes] quand ils l'emploient. » (*Ibid.*, p. 34).

⁵ *Ibid.*, p. 50.

d'enseignement qui ne tient pas suffisamment compte du particularisme régional, et tend à accorder une importance trop exclusive à la culture du groupe ethnique qui, aujourd'hui encore, occupe la position prééminente et se regarde par rapport aux autres groupes comme le plus civilisé.

De l'enseignement tel qu'il est actuellement donné aux Antillais français résulterait, en somme, pour maints individus de couleur non une liquidation (ainsi qu'on l'attendrait d'un enseignement que l'on sait dispensé dans un esprit démocratique), mais un affermissement du sentiment d'infériorité hérité de l'époque esclavagiste et, sur le fond de malaise ainsi instauré, une confirmation de la tendance – observable dans la plupart des groupes humains dont la situation de fait est celle de colonisés – à adopter la culture européenne dans ses formes extérieures (celles qui expriment de façon manifeste qu'on est en possession de cette culture : langage, vêtement, etc.) plutôt que dans son esprit. Quoi qu'en puissent penser les Européens qui reprochent aux Antillais d'avoir le goût des dépenses d'apparat et s'étonnent de voir tel d'entre eux offrir aisément le champagne aux gens de sa connaissance (sans que les métropolitains, du reste, soient exclus de ces largesses) ou bien acheter une bicyclette, une moto ou une automobile par exemple alors que ses conditions d'existence sont telles qu'il pourrait faire maintes dépenses d'utilité plus immédiate que celles-là ¹, une telle conduite est normale dans des groupes que leur situation comme l'éducation qu'ils reçoivent portent à démontrer, de manière spectaculaire, qu'ils ne sont pas inférieurs. Si, me disait un médecin noir de la Guadeloupe, l'Antillais qui va à Paris attache souvent trop d'importance à sa mise, la raison doit en être qu'il sait qu'étant donné sa couleur il est, plus qu'un autre, « regardé » ; le désir de faire voir que malgré son physique il est, culturellement, européen le pousserait donc à exagérer dans ce sens ². Il est possible, certes, qu'un tel goût des objets de prestige (vestimentaires ou autres) doive quelque chose – encore qu'à des degrés divers on le retrouve partout – à ce fond culturel négro-africain reconnaissable en bien des domaines de la civilisation des Antilles ; il n'en demeure pas moins que, dans une

¹ Il convient de noter qu'en Martinique et en Guadeloupe, où la chaleur et l'humidité rendent fatigante une marche d'une certaine durée, et où il est entendu qu'un homme d'un certain rang ne se déplace pas à pied, les Blancs ne circulent guère autrement qu'en automobile et sont par conséquent mal venus à regarder comme superflue l'acquisition d'un véhicule.

² Ce médecin originaire de Marie-Galante, qui a fait ses études à Paris dans les conditions les plus méritoires (comme boursier pauvre, obligé de travailler de nuit à l'administration des postes pour augmenter ses ressources) et dont la valeur professionnelle est unanimement reconnue, n'hésita pas à me déclarer qu'il observait sur lui-même l'influence persistante du sentiment d'infériorité, m'en donnant pour illustration le fait que jamais, lorsqu'il rencontre un Blanc, il ne tend la main le premier. Homme d'une politesse extrême (que d'aucuns tenaient pour excessive) et causeur fort intelligent, mon interlocuteur insista au début de notre entretien sur le fait qu'il était un nègre – un « nègre pur, comme Guéret », précisa-t-il en montrant le domestique qui se trouvait là – et me fit observer, à l'encontre de ce que je lui disais quant à l'égalité des races, qu'il faut bien constater que la race noire n'a pas encore produit de Michel-Ange ni de Victor Hugo, ce qui donne la mesure de son conformisme à l'égard de ce qu'on lui avait appris quant aux grands hommes dont l'humanité est en droit de s'enorgueillir.

société dont les membres sont élevés comme si elle n'avait d'autres traditions et d'autres vérités que celles du groupe ethnique où la classe dominante se recrute de manière à peu près exclusive, une tendance à l'adoption purement ostentatoire de la culture de cette classe ne peut que se développer, l'individu placé dans de telles conditions recevant une culture qui reste en quelque sorte détachée de lui et dont, ordinairement, il n'est guère en mesure de s'approprier que certains aspects de surface. Ainsi, verra-t-on fréquemment un instrument relativement coûteux tel qu'un poste radio dans un logis très pauvrement meublé ou bien une minuscule boutique équipée d'une armoire frigorifique (objet, au demeurant, d'une indéniable utilité sous un pareil climat).

L'un des griefs principaux qu'on entend formuler contre les travailleurs antillais par leurs administrateurs ou employeurs touche à l'un des problèmes essentiels de l'acculturation : ces gens ont, dit-on, une conception de la vie qui diffère de la nôtre et implique de bien moindres besoins, de sorte qu'ils ne subissent pas les mêmes incitations et ne travaillent que par intermittences, proportionnant strictement leurs efforts à la nécessité de subsister ou au désir d'acheter la chose qu'ils convoitent sur l'instant. Le directeur d'une des grosses sucreries de la Grande-Terre se plaint, par exemple, des campagnards qui cessent de travailler quand ils ont acquis dans leur semaine une certaine somme, et déplore la raréfaction périodique de la main-d'œuvre à partir du mois de mai : les dettes ont été réglées chez les boutiquiers avec les gains obtenus et l'on va travailler à son propre jardin dès les premières pluies arrivées. Un entrepreneur de bâtiment, propriétaire au Vernou dans la commune de Petit-Bourg (Guadeloupe proprement dite), constate que les propriétaires de cette localité, faute de trouver parmi les habitants quelqu'un pour sarcler leur jardin, doivent embaucher à cet effet des immigrants de la Dominique ; il estime que dans cette région on en est revenu à l'« âge de la cueillette » : les gens vivent sur le fruit à pain, le chou palmiste, la « racine Tahiti » (igname sauvage), la pêche aux écrevisses, etc. Une institutrice de couleur cite le cas de pêcheurs qui, à Vieux-Bourg de Morne-à-l'Eau (Grande-Terre), se reposent toute la journée quand ils ont pris quelques poissons et une de ses collègues de Basse-Terre relate, en tant qu'histoire typique, comment une jeune domestique la quitta aussitôt qu'elle fut en mesure de se payer une robe. Un Noir de Pointe-à-Pitre, dont le père possède une tannerie de caractère artisanal, dénonce le manque de conscience professionnelle de la main-d'œuvre locale et déclare qu'on ne peut pas laisser à lui-même un ouvrier en lui confiant plusieurs tâches : les tâches seront gâchées ou mal faites et quand il en aura fait une (même très inférieure à ce qu'on peut faire en une journée) il regardera sa journée comme achevée. C'est, enfin, M. Bonhomme qui, dans son rapport sur *L'assimilation en Guadeloupe*, note que « chacun cherche à se cantonner dans sa spécialité et n'en sort pas ; le chauffeur ne porte pas les paquets, la cuisinière n'est pas femme de chambre, le concierge n'est pas jardinier et le chef est fait pour commander et non pour mettre la main à la pâte ¹ ». Bref, les doléances affluent de tous côtés et il

¹ *Op. cit.*, p. 291 et suiv.

pourrait sembler de prime abord que le vrai luxe pour la plupart des Antillais soit de « se reposer à l'ombre » et que leur conception de la vie soit catégoriquement incompatible avec l'opiniâtreté dans le travail.

Nombreux sont, toutefois, les témoignages qui vont dans un sens opposé. M. Riviero, directeur du service du travail à la Martinique, me cite le cas d'ouvriers boulangers qui font du pain de 2 à 8 heures du matin et travaillent ensuite à autre chose, le cas aussi de travailleurs industriels qui demandèrent à faire des heures supplémentaires¹ ; M. Garrigues, directeur de l'École des arts appliqués, évoque le dur travail qu'effectuèrent à Fort-de-France les ouvriers employés à l'aménagement du bassin de radoub, tenus avec fermeté quant à l'exactitude ; un jeune ingénieur agricole de l'usine du Galion (commune de la Trinité), M. Jean-Marie Legay, se déclare très satisfait du groupe, pourtant non sélectionné, qui travaille avec lui ; M. Diligenti, entrepreneur de bâtiment d'origine italienne établi en Guadeloupe, me parle de la bonne équipe de travailleurs qu'il a formée en employant comme cadres des ouvriers italiens : toutes les constructions importantes de Basse-Terre (bâtiment du Royal Hôtel et du cinéma Le d'Arbaud, conseil général, palais de justice, préfecture) ont été édifiés par de la main-d'œuvre locale sous la direction de l'entrepreneur et d'un seul ouvrier blanc ; un autre entrepreneur d'origine italienne, M. Robert Petreluzzi, reconnaît que certains ouvriers guadeloupéens du bâtiment (les enduiseurs, par exemple) sont franchement bons ; après m'avoir fait observer combien est lente la construction d'une maison que des maçons édifient près de chez lui, et s'être plaint des prix demandés par les artisans (ébénistes, peintres-décorateurs, etc.), prix qu'il juge disproportionnés avec la qualité du travail et, de toute manière, excessifs, le patron métropolitain de mon hôtel de Fort-de-France reconnaît que son plombier est un homme très sérieux, qui travaille à des tarifs raisonnables ; en ce même Fort-de-France le député-maire, M. Aimé Césaire, a obtenu, sa popularité aidant, des efforts remarquables pour le bon fonctionnement des crèches, des cantines scolaires et autres créations de la municipalité ; dans la région de Petit-Canal (Grande-Terre), j'ai pu voir, un dimanche, des petits planteurs s'occuper activement à charger leur récolte de cannes sur le wagon qui devait la transporter à l'usine² ; par ailleurs, les descriptions ne manquent pas de ces « coups de main » qui, à la campagne, se déroulent dans une atmosphère de joyeuse émulation³ ; enfin, M. Eugène Revert note dans sa thèse de géographie combien le travail du coupeur de cannes est pénible et observe que l'exécution d'une tâche traditionnelle correspond à environ dix mille coups de coutelas, ce qui est évidemment considérable⁴.

¹ À Fort-de-France, j'ai moi-même rencontré une jeune fille qui était, durant la journée, employée de boutique et, le soir, placeuse dans un cinéma.

² 22 juin 1952.

³ Voir notamment Joseph ZOBEL, *Diab'-là*, p. 91 et suiv.

⁴ *Op. cit.*, p. 356-357.

Ces observations divergentes prouvent de façon certaine qu'aux Antilles françaises il y a, en dépit de leur réputation, des hommes travailleurs à côté d'autres paresseux, des ouvriers sérieux à côté d'autres à qui leur employeur ne peut pas faire confiance. Mais, de tous les témoignages que j'ai pu recueillir, il semble ressortir en dernière analyse que ce qui sans doute fait défaut dans la majorité de la population, du moins au stade actuel, et une fois reconnu que la fréquence des cumuls ou alternances d'occupations s'explique largement par les conditions mêmes de la vie économique, ce n'est pas tant la capacité de faire effort que la continuité dans l'effort. Tel observateur originaire, qui considère les travailleurs antillais – tout en tenant compte du climat, déprimant pour le travail intellectuel aussi bien que manuel, et de l'état de santé (bilharzies, alcoolisme lié à la mauvaise alimentation, etc.) – comme d'une manière générale nonchalants, les juge néanmoins capables de travailler par à-coups et comme « par sport » ; selon l'expression du Dr Robert Rose-Rosette, l'un des meilleurs connaisseurs des coutumes de la Martinique (son pays d'origine, où il exerce les fonctions de directeur des services vétérinaires), le Martiniquais serait essentiellement l'« homme du coup de collier » : pendant cinq mois de l'année il travaille très dur, et ensuite se repose, l'« assiduité » n'étant pas sa qualité maîtresse¹. Un haut fonctionnaire de la métropole, M. Roux, sous-directeur au Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, déclare expressément que « l'Antillais est assez habile » et « aime travailler », mais il déplore que le coupeur de canne, lorsqu'il s'emploie en période d'inter-récoltes, change trop fréquemment de métier². D'autres observateurs, tant métropolitains qu'originaires, notent que bien des choses aux Antilles commencent dans l'ardeur et l'enthousiasme, soit grâce à un animateur, soit par engouement pour la nouveauté³, mais que l'activité première se ralentit ensuite et que beaucoup de vigilance est nécessaire pour l'entretenir ; d'aucuns reprochent également à maints intellectuels, qui ont fait avec sérieux, voire même avec brio, les études grâce auxquelles ils sont devenus avocats ou médecins par exemple, de ne plus chercher à se perfectionner une fois acquis les diplômes nécessaires pour s'établir⁴ ; dans l'enseignement, on fait encore observer

¹ Ce qui serait, estime le Dr Rose-Rosette, nuisible au développement éventuel de l'élevage en Martinique car l'élevage exige, précisément, de ceux qui le pratiquent une grande « assiduité ».

² Conseil économique, commission spéciale chargée de l'étude des problèmes du sucre et du rhum, procès-verbal de la séance du 23 avril 1953, réunion au cours de laquelle M. Roux disait dans son exposé : « Le coupeur de canne, lorsqu'il a travaillé du mois de janvier au mois de mai ou juin, occupe avec plus ou moins d'ardeur les six mois qui suivent à des métiers manuels. Mais une année, il sera maçon et l'année suivante, au lieu de reprendre le métier de maçon, il sera plombier ou menuisier. Les Antillais, bien que très habiles de leurs mains – il n'est que de voir les pêcheurs lorsqu'ils font leurs barques ou leurs chapeaux – ne se perfectionnent pas dans un métier. Aussi, les qualités de l'artisan ont été un peu oubliées. »

³ Ainsi M. Chapuy, inspecteur des eaux et forêts de la Martinique, à propos des poissons d'élevage que son service a introduits pour le peuplement des étangs, me déclare en substance : lorsqu'une telle nouveauté a été introduite par un gros propriétaire tout le monde se bat pour en avoir et l'on cache ce qu'on a, puis on n'y pense plus.

⁴ Ces intellectuels sont, comme disent certains observateurs, formulant ainsi ce qui pour eux est une condamnation sans appel, « repris par le milieu ».

que trop souvent un étudiant venu dans la métropole comme boursier ne montre pas d'esprit de suite dans la conduite de ses études et prend des départs successifs dans des branches très diverses, ce qui a évidemment peu de chances de le mener au succès¹. Tout cela comme si le manque de persévérance, plutôt que celui de courage, était un vice majeur du caractère antillais.

Le proviseur d'un des trois grands lycées des Antilles françaises – métropolitain avec qui, en 1952, j'ai pu avoir des entretiens suivis – estimait tout le premier que les gros travailleurs ne manquent pas dans cette population, que beaucoup d'hommes de race blanche regardent comme affligée d'une paresse congénitale ; mais il dénonçait un défaut d'esprit d'organisation et d'entreprise, empêchant fréquemment le rendement d'être proportionnel à l'effort, et m'en donnait un exemple, selon lui caractéristique, tiré de son expérience directe : celui d'un fonctionnaire de l'enseignement qui travaillait beaucoup, faisant toutes sortes de choses par lui-même, mais procédait à une mauvaise distribution du travail entre ses subordonnés, alors qu'une répartition plus rationnelle lui eût permis d'obtenir de meilleurs résultats². Me parlant de l'Association des éclaireurs de France (dont il était, dans le département, le principal animateur), il mettait en cause également, comme facteur nuisible à la bonne marche de cette association, l'absence d'une suffisante série d'intermédiaires entre dirigeants et petits responsables, ce qui revenait à incriminer là aussi une certaine pénurie d'individus doués d'esprit d'initiative et de capacités organisatrices. Jointe aux témoignages déjà cités, cette opinion d'un directeur d'établissement hautement conscient de ses devoirs et très soucieux d'une juste connaissance du milieu où il avait été appelé à exercer ses fonctions inciterait à penser que les critiques si fréquemment articulées contre les Antillais quant à leur attitude à l'égard du travail procèdent – lorsqu'elles ne viennent pas d'employeurs portés, nécessairement, à attendre de leurs employés un zèle plus grand que celui dont ces derniers se croient tenus de faire preuve – d'une simple méconnaissance des réalités historiques et sociales : il n'est guère concevable qu'on puisse trouver, sinon chez de rares individualités, des habitudes de travail méthodique et une notion précise de la responsabilité professionnelle dans une société dont la pierre angulaire, il y a à peine plus d'un siècle, était encore

¹ Bourses et prêts d'honneur étant attribués suivant ce que le conseil général estime être les besoins du département, bien des jeunes gens, qui se sont orientés tout d'abord dans le sens où ils avaient le plus de chances d'être aidés, changent ensuite le cours de leurs études. Il faut également tenir compte du fait que les étudiants antillais se trouvent, pour des motifs divers, handicapés par rapport à leurs condisciples de la métropole : études secondaires faites dans des conditions trop souvent défectueuses, éloignement (créant un dépaysement et empêchant la surveillance), vie matérielle pénible pour ceux qui ne peuvent pas compter sur l'assistance de leur famille, etc. Aux prises avec des difficultés d'ordres multiples, nombre d'entre eux sont amenés, sans qu'on puisse leur en tenir rigueur, à tenter successivement leur chance dans des voies différentes.

² Ce défaut trop fréquent d'organisation est illustré, en un autre domaine, par cette remarque de M^e Georges Gratiant, avocat et maire adjoint de Fort-de-France : à l'hôtel de ville comme au palais de justice, nombre de gens viennent le déranger personnellement pour des questions insignifiantes, alors même que leur feuille de convocation spécifie : « s'adresser au secrétariat ».

l'esclavage, et qui demeure essentiellement composée d'un nombre infime de gros possédants et d'une masse de paysans pauvres à demi prolétarisés se débrouillant comme ils peuvent à la morte-saison.

Que certaines idées reçues touchant à la psychologie antillaise puissent – considération prise des conditions de milieu – être ramenées à de justes limites, cela change évidemment la face du problème : si l'on rencontre aux Antilles une conception de la vie et un style de travail qui se différencient passablement des nôtres, il est certain qu'à partir du moment où il apparaît que ces traits ne sont pas donnés une fois pour toutes, ceux qui veulent adapter la société antillaise au rythme du monde industriel moderne peuvent envisager un autre type de solution que l'espèce de dressage préconisé par tel représentant des milieux sucriers : inculquer le goût du travail à la population de couleur, par une éducation que les Blancs seraient seuls à même de lui donner – point de vue délibérément paternaliste dont le gouvernement français, en transformant la Martinique et la Guadeloupe en départements de plein exercice, a signifié qu'il l'excluait désormais de son idéologie officielle.

Quelle que soit la ténacité du mythe selon lequel les Antilles seraient un genre de paradis terrestre (à tout le moins pour les gens de couleur, qu'on s'imagine plus à leur aise en climat tropical qu'ils ne le sont en vérité), la population des Antilles françaises s'avère, à y regarder de plus près, placée dans une situation difficile : labeur écrasant pour la plupart, même s'il y a chômage en période d'inter-récoltes¹ ; mauvaise alimentation et habitat des plus sommaires quand il ne s'agit pas de vrais taudis ; pénurie de médecins dans les campagnes ; fléaux tels que le paludisme, la tuberculose, etc., contre lesquels une lutte active et efficace est menée par les services de santé, mais dont les actuelles générations continuent forcément à pâtir ; absence presque totale, pour tous ceux qui vivent éloignés des centres, de distractions autres que les jeux d'argent, la réunion pour le punch ou la fête patronale ; séquelles de l'esclavagisme encore récent, tels l'esprit de caste sévissant aux divers degrés de la hiérarchie et, quant à nombre de ceux qui peuvent se regarder comme représentant les « élites », un souci pointilleux de leur prestige individuel en même temps qu'une propension à se considérer au-dessus de l'obligation à l'effort.

S'agissant de milieux où la proportion d'illettrés est très élevée, où le grand nombre ignore l'hygiène (et vit, d'ailleurs, dans des conditions telles qu'il lui serait de toute façon malaisé d'en appliquer les règles), où la superstition est encore largement répandue (de sorte que les charlatans ont toute latitude pour exercer leur industrie), l'éducation des masses est, certes, nécessaire ; mais une telle œuvre éducative ne peut porter ses fruits que poursuivie corrélativement à une amélioration substantielle du niveau de vie (relevé, certes, de manière déjà

¹ Le roman de Joseph ZOBEL, *La rue Cases-Nègres*, donne une image saisissante de ce que peut être la vie des ouvriers et ouvrières agricoles martiniquais.

appréciable grâce à la politique sociale liée à la départementalisation) ; elle doit en outre être accomplie selon des modalités telles que l'éduqué puisse prendre une claire conscience de sa situation concrète et soit mis en face de ses responsabilités envers la collectivité dont il fait partie, au lieu d'être amené à la démoralisante conviction que ses progrès se mesurent à la ressemblance visible qu'il a acquise avec les Blancs.

Dans un domaine très important, du point de vue aussi bien de l'utilité immédiate que de l'évolution culturelle à proprement parler, celui de l'éducation sanitaire, un gros effort a été fait et l'on ne peut que louer une initiative comme celle qu'ont prise M. le professeur Sautet, directeur de la santé, et M. Piveteau, directeur de la population, en lançant le périodique *Santé-Guadeloupe* – destiné à conseiller et informer les masses en même temps qu'à dissiper des préjugés tels que ceux qui entravent l'action contre la lèpre – ou louer encore l'ingénieux moyen de propagande mis en œuvre par le D^r Lavoine, directeur de la santé pour la Martinique, qui utilisa en 1952 la grande fête folklorique qu'est le Carnaval de Fort-de-France pour faire défiler un char portant entre autres inscriptions « Guerre aux moustiques. Plus de fièvre grâce au D.D.T. ». D'une manière générale, depuis la départementalisation la fréquentation médicale s'est accentuée : en Guadeloupe, « le nombre des consultations de nourrissons [...] a beaucoup augmenté, en particulier dans les grandes agglomérations. Les mères amènent régulièrement leurs enfants à ces consultations, tout au moins pendant la première année, et suivent bien les conseils, surtout diététiques, qui leur sont donnés ¹ » ; en Martinique, grâce à l'assistance médicale gratuite, nombre de gens des campagnes n'hésitent pas à parcourir de longues distances pour consulter le médecin ². Selon un médecin originaire, le Dr Maurice Selbonne, la population de la Guadeloupe s'est parfaitement soumise aux opérations de désinsectisation des maisons au D.D.T. pour la lutte contre le paludisme et elle accepte volontiers les vaccinations ou autres soins, ainsi que la radioscopie ; cependant la confiance qu'on peut faire à la personne du médecin (assimilé plus ou moins à un guérisseur) demeure assurément un facteur important. De l'ensemble des observations qu'il a pu faire dans l'exercice de sa profession, ce praticien conclut qu'il serait erroné de dire des Guadeloupéens qu'ils sont « misonéistes » ³ – assertion valable *a fortiori* pour les Martiniquais qui, en règle générale, paraissent moins traditionalistes, du fait (peut-être) qu'ils ont été longtemps reliés à la métropole de manière plus directe.

¹ Rapport du professeur Sautet sur l'activité de la Direction de la santé entre août 1950 et août 1951.

² Renseignement donné par M. Barthe, de la Direction de la santé.

³ Toutefois, un dentiste guadeloupéen exerçant à Pointe-à-Pitre me dit qu'il a du mal à faire admettre à une partie de sa clientèle que soigner une dent malade vaut mieux que l'arracher ; il ajoute, par ailleurs, que certains patients se feraient volontiers recouvrir des dents avec de l'or sans en avoir besoin. Désir d'économie et, inversement, goût de l'ostentation semblent ici intervenir pour empêcher d'accepter un traitement rationnel.

Au point de vue des conditions générales de vie, étroitement liées aux conduites des individus, dont elles fournissent le cadre et, en retour, subissent l'influence, une question cruciale est celle de l'habitat ; en Martinique et en Guadeloupe l'opinion se fait à peu près unanime (entre gens de toutes classes, toutes couleurs et toutes appartenances) pour déplorer qu'il soit si souvent misérable. Cette unanimité, toutefois, ne tient plus quand il s'agit de savoir jusqu'à quel point les usagers sont responsables de la misère, ou de la médiocrité relative, de leur habitation. À en croire certains, ceux-là mêmes qui auraient les moyens de le faire ne songent pas à se procurer du confort, le confort étant regardé comme l'un des plus superflus parmi les luxes qu'on peut s'offrir ; selon un métropolitain employé dans les cadres supérieurs d'une des grandes sociétés sucrières de la Guadeloupe, un travailleur agricole n'hésitera pas à prendre une planche de sa maison pour faire cuire quelque chose (de même qu'il négligera de ranger un outil dont il vient de se servir), et il ne semble pas que, pourvu par l'entreprise d'un logement meilleur, il acquière le goût de soigner sa maison. D'autres inversement – et j'ai pu faire par moi-même une telle constatation à de nombreuses reprises – sont frappés par la bonne tenue de logements au demeurant très pauvres et dépourvus de toutes commodités ou, à tout le moins, par l'extrême propreté vestimentaire de leurs habitants ¹ ; dans certaines régions où la petite propriété est développée, des cases fort modestes peuvent même avoir un aspect très avenant ², ce qui inciterait à penser que, là où ils se sentent chez eux et non sous la coupe de l'usine, les gens sont portés à prendre plus de soin de leur habitation. L'assertion qu'il m'est arrivé

¹ « En Guadeloupe, si l'extérieur ne paie pas de mine, l'intérieur est généralement propre et fréquemment on est étonné de trouver un mobilier relativement luxueux. La vraie misère avec toutes ses plaies n'existe guère que dans les villes importantes. » (P^r SAUTET, « Quelques précisions sur l'hygiène de l'habitat en Guadeloupe et l'encombrement humain », dans *Revue de la santé publique*, reproduit en appendice du *Rapport sur le fonctionnement des services pendant l'année 1951* par Albert Piveteau, directeur de la population). D'autre part, à propos de l'habitat rural en Martinique et en Guadeloupe, M^{me} Devaud (*op. cit.*, p. 47) écrit : « On peut s'étonner de voir des enfants extrêmement propres et des hommes au pantalon blanc impeccable sortir de ces misérables masures où la ménagère ne trouve aucune facilité de vie. » Enfin M. Roux, sous-directeur au Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, note la contradiction entre l'aspect extérieur et l'aspect intérieur des cases citadines aux Antilles et en Guyane françaises : « Délabrées, elles sont raccommodées avec des morceaux de tôle, mais lorsqu'on pénètre à l'intérieur, on est étonné de voir un linge extrêmement propre, une maison impeccable, la lampe à pétrole installée sur une table dans un coin, le certificat d'études accroché au mur. Ce soin démontre le désir de l'Antillais et du Guyanais de *bien habiter*. » (Conseil économique, Commission spéciale pour l'étude du problème du sucre et du rhum, procès-verbal de la séance du 23 avril 1953.) Au cours de la même séance, M. Roux ajoute que « les abords des cases, à défaut de voirie suffisante, donnent souvent l'impression d'un abandon épouvantable, mais [que] si la voirie était bien faite, les maisons et les villes ou agglomérations seraient impeccables », et M. Bicheron, rapporteur de la commission, déclare avoir entendu dire durant son voyage aux Antilles que « certains ouvriers ont exprimé le désir de posséder une maison grâce à un système genre loi Loucheur, mais [que] devant le prix ils sont devant une impossibilité de réaliser leur désir ».

² Ainsi, dans la commune de Sainte-Luce (Martinique), l'agglomération de Mon Travail, dont les terrains (qui faisaient, m'a-t-on dit, partie de la forêt domaniale) appartiennent aujourd'hui à des paysans pratiquant la polyculture : bananiers, cocotiers, choux, ignames, etc.

d'entendre en 1948 de la bouche d'un ingénieur métropolitain, comme quoi ce serait en pure perte qu'on donnerait des w.-c. à des gens qui en feraient l'usage le plus malpropre, doit donc être regardée comme tendant uniquement à éluder le problème des logements ouvriers : si l'habitude de vivre dans des taudis engendre à plus d'un égard, aux Antilles comme partout, une négligence dont les intéressés, quand ils seront mieux logés, auront plus ou moins de mal à se départir, il est injuste de regarder les Antillais comme foncièrement malpropres et de leur faire porter le poids des conditions hygiéniques déplorable dans lesquelles ils vivent pour la plupart. Sans vouloir minimiser la tâche énorme qu'il est indispensable d'accomplir dans ce domaine, il convient de reconnaître que des entreprises ont fait un effort pour assurer un logement décent à certains de leurs travailleurs ; malheureusement, bien que les contremaîtres et spécialistes aient droit à des maisons plus confortables comprenant par exemple deux pièces (ou trois pour les familles nombreuses) avec cuisine, douchière, w.-c. et véranda¹, les logements ainsi bâtis, outre qu'ils sont peu nombreux, demeurent rudimentaires et les entreprises jugent nécessaire d'étaler sur un certain nombre d'années leurs programmes, pourtant limités, de construction, étant donné leur coût élevé. Par ailleurs, il faut noter que, dans le cadre strictement culturel de son activité (qui consistait surtout en l'organisation de conférences), le Groupe d'études martiniquais – association dont l'un des principaux animateurs était un chirurgien de Fort-de-France, le Dr Pierre Alier – avait lancé il y a quelques années une enquête sur l'habitat destinée à déterminer quelles devraient être, dans les conditions locales, les normes d'un habitat rationnel ; cette initiative resta sans effet, car elle dépassait les moyens d'un groupe d'intellectuels non spécialisés dans ce genre de recherche, et que tout leur savoir comme toute leur bonne volonté n'empêchaient pas d'être trop occupés par leurs professions respectives pour la mener à bien ; il importe cependant de la mentionner, car elle témoigne péremptoirement de l'attention accordée, dans les milieux de couleur antillais, au grave problème de l'habitation et du désir qu'ont pour le moins les éléments les plus instruits d'aboutir sur ce point à une solution raisonnable.

Si l'on est en droit de penser que l'amélioration de l'habitat et, d'une manière générale, celle des conditions de vie de la masse ne laisseraient pas d'avoir sur celle-ci une grande influence au point de vue culturel (de nouveaux horizons lui étant ainsi ouverts, en même temps que lui seraient fournies des raisons sérieuses de faire des efforts et de les poursuivre), on constate d'ores et déjà que certaines institutions, sans être essentiellement éducatives, jouent du moins un rôle appréciable dans l'évolution de la mentalité populaire ; les crèches, encore trop peu nombreuses, en sont un bon exemple, pour ce qui concerne particulièrement les milieux campagnards. Le Dr Hermann Perronnet, médecin originaire établi au

¹ Lors de mon voyage de 1952, la construction de cinquante maisons de cette espèce dans la banlieue de Pointe-à-Pitre était prévue par l'usine Darboussier, et l'usine Beauport envisageait, elle aussi, des constructions marquant un progrès par rapport à ce que jusqu'alors elle avait fait en ce sens.

Lamentin (Martinique) et chargé de la protection maternelle et infantile, grâce à qui j'ai pu visiter la crèche de Fond-Brûlé et celle de la Duchesne dans la commune du Robert, souligne le fait que les enfants qu'on envoie dans ces crèches en tirent non seulement le bénéfice d'un rudiment d'enseignement (lecture, chants, danses, jeux, savoir-vivre, etc.), mais celui de la fréquentation d'autres enfants, ce qui les rend plus sociables dès leur très jeune âge, en même temps qu'ils découvrent un autre milieu que le leur, un cadre mieux aménagé, et se familiarisent avec la langue française. D'une manière générale les crèches, tant municipales que privées, ont un grand succès auprès des parents dans les couches pauvres de la population antillaise, non seulement parce qu'elles servent à garder des enfants mais parce que les bienfaits (au double point de vue de la santé et de l'éducation) n'en sont pas méconnus ; le contact des gérantes avec les mères ou autres parentes a d'ailleurs lui aussi une valeur éducative et permet, notamment, d'inculquer des habitudes de régularité et d'exactitude horaire, habitudes peu communes aux Antilles, ainsi qu'il est fréquent pour les pays à la technicité peu développée. Il est clair que dans des régions telles que les régions rurales des Antilles françaises, souvent très isolées et où bien des enfants appartiennent à des familles dont les membres ne parlent guère que le créole et sont en majorité des illettrés, les crèches sont appelées, pour l'éducation des adultes comme pour celle des jeunes, à rendre des services plus grands encore qu'elles n'en rendent dans la métropole.

Bien qu'il reste beaucoup à faire aux Antilles françaises en matière d'éducation populaire, on voit donc des progrès importants s'effectuer en ce sens sur des terrains distincts de celui de l'enseignement proprement dit. Consultations médicales de plus en plus suivies, recours croissant aux institutions destinées à la protection de l'enfance, marqueraient à eux seuls que les Antillais d'aujourd'hui s'avèrent de plus en plus nombreux à adopter, de la culture européenne, tout autre chose que des traits superficiels ou plus ou moins imposés par leur situation politique et économique dans l'orbite de l'Europe. Loin de ne compter que des métropolitains (ou des Blancs) parmi ses éléments moteurs, un tel mouvement s'accomplit avec la participation active de la population de couleur, d'où sont issus non seulement la plupart des médecins (comme la plupart des enseignants), mais la majeure partie du personnel technique et administratif aujourd'hui employé dans les œuvres sociales ; on doit donc regarder ce problème de l'éducation générale comme se posant actuellement, beaucoup moins entre des gens de race blanche s'occupant de propager leur culture et des milieux d'autre origine porteurs d'autres traditions, qu'entre une minorité plus instruite (quelle que soit la couleur de ses membres), et la masse moins instruite qu'elle fait bénéficier de ses connaissances.

Sur le plan de la culture au sens strict, la Martinique et la Guadeloupe sont encore très insuffisamment pourvues de bibliothèques, musées et autres instruments culturels distincts des établissements d'enseignement. À Fort-de-France, en dehors de la bibliothèque du fort Saint-Louis (purement militaire) et de la bibliothèque du presbytère, on ne trouve guère que la bibliothèque Schœlcher, riche de seize mille ouvrages (dont une partie concerne les Antilles) et de plusieurs

collections de journaux et périodiques locaux ; son service de prêts compte cinq à six cents abonnés parmi lesquels figurent non seulement des étudiants mais (notons-le) quelques ouvriers. En Guadeloupe, s'il existe des bibliothèques publiques, leur importance est si minime qu'elles sont à peine dignes de mention : à Basse-Terre, une bibliothèque départementale comprenant environ deux mille cinq cents ouvrages de littérature générale et quelques périodiques, avec une petite section de livres portant sur les Antilles françaises et les Antilles en général, à laquelle s'adjoint la bibliothèque du conseil général, accessible à qui en fait la demande, qui possède un peu plus de cinq cents ouvrages de littérature de caractère général ou concernant les Antilles et particulièrement la Guadeloupe ; à Pointe-à-Pitre, outre la bibliothèque du Musée social colonial (livres, brochures, journaux et pièces d'archives, relatifs aux Antilles ainsi qu'à la Guyane et conservés actuellement au Palais de la mutualité en cours de construction), la bibliothèque du musée Schœlcher, contenant à peu près trois mille volumes et dotée d'un service de prêts comme la bibliothèque départementale de Basse-Terre. Pauvres en bibliothèques, les deux nouveaux départements le sont plus encore en musées, puisqu'il n'existe aujourd'hui, en Martinique, avec le petit musée consacré à Joséphine de Beauharnais dans la commune des Trois-Îlets¹, que le musée vulcanologique de Saint-Pierre (fondé par le vulcanologue Franck Perret et rassemblant un certain nombre d'échantillons minéralogiques, une série d'objets usuels déformés ou altérés par les matières éruptives ainsi que des photographies, documents et curiosités diverses se rapportant principalement à la catastrophe de 1902) et, en Guadeloupe, le musée Schœlcher de Pointe-à-Pitre (provenant, pour l'essentiel de son fonds, d'un legs de l'illustre abolitionniste et présentant, sans aucune indication, quelques moulages, de grandes médailles de bronze, des statuettes populaires à sujets espagnols et d'autres personnages polychromes provenant vraisemblablement de crèches italiennes, des faïences, des biscuits et divers autres objets dont une défense d'ivoire sculptée du Bénin et quelques antiquités égyptiennes). À Basse-Terre, le très modeste musée du conseil général (qu'on pouvait encore visiter en 1948) est maintenant relégué dans la pièce affectée au Bureau des sports, où sont entreposés – à proximité d'emblèmes de clubs et de coupes sportives – une panoplie de haches précolombiennes, plusieurs gravures représentant les anciens Caraïbes, un grand tableau figurant une scène de la vie de plantation au temps de l'esclavage et quelques documents historiques. À Fort-de-France, la création d'un musée a été décidée en 1950 par un vote unanime du conseil municipal et le député-maire, M. Aimé Césaire, a obtenu des héritières de feu M. Théodore Baude, directeur de l'enregistrement, don de sa collection qui contient maintes pièces dont l'intérêt ne saurait être discuté : une série de

¹ C'est dans cette commune que se trouvent les restes de l'« habitation » de la famille de Joséphine, les Tascher de la Pagerie. L'actuel possesseur du domaine de la Pagerie, le D^r Rose-Rosette, qui se propose de relever de ses ruines la maison natale de celle qui fut la première épouse de Napoléon Bonaparte, a installé dans la partie déjà restaurée des bâtiments un Musée de l'impératrice Joséphine, qui fut officiellement inauguré vers le début de 1954. Des pièces précédemment conservées à la mairie des Trois-Îlets s'y trouvent rassemblées avec d'autres documents et quelques objets folkloriques.

documents historiques, des gravures relatives à l'esclavage, aux Caraïbes et à d'autres sujets, une berceuse (joli spécimen d'un meuble local très typique), trois calebasses gravées dans le goût du XVIII^e siècle français, une tête de pierre précolombienne ¹, un fragment de poterie en forme de tête humaine et quelques moulages d'objets également précolombiens, des souvenirs relatifs à Victor Schœlcher (sa canne, ainsi que des portraits et caricatures), etc. ². Faute des moyens matériels d'installation, ce musée, que M. Aimé Césaire envisagerait de développer comme musée d'histoire, d'archéologie et d'ethnographie locales, n'a malheureusement qu'une existence de principe et le seul lieu officiel d'exposition dont dispose actuellement la ville de Fort-de-France est la Maison de la culture, où se donnent des conférences et des spectacles et qui, en 1951, a hébergé notamment le deuxième Salon des réalités martiniquaises, groupant les œuvres de peintres et de sculpteurs locaux, manifestation qui attira de nombreux visiteurs ³. À Fort-de-France également, on trouve au séminaire-collège une importante collection archéologique (fragments de poterie, vases et autres objets) rassemblée par le R. P. Pinchon, professeur d'histoire et de géologie, au cours des fouilles qu'il a effectuées dans de nombreuses îles de l'archipel ; toutefois, il ne s'agit pas là d'un musée à proprement parler, bien qu'une partie de cette collection soit exposée dans une salle du rez-de-chaussée au séminaire-collège et qu'on puisse voir l'ensemble sans difficulté, grâce à l'amabilité du R. P. Pinchon. Notons, enfin, qu'en Guadeloupe proprement dite M. Rémy Nainsouta, maire de Saint-Claude, a eu l'idée heureuse de rassembler, dans la salle des fêtes de la mairie, un choix fait sur un lot de cent vingt gravures qu'il eut la bonne fortune de se procurer par un ami résidant à Paris, œuvres non dénuées d'agrément exécutées entre 1805 et 1830 par J. Coussin, magistrat à Basse-Terre, et représentant des paysages de la Guadeloupe et de ses dépendances.

Plus d'une fois j'ai entendu déplorer par des personnalités, métropolitaines ou originaires, appartenant à l'enseignement à des titres divers qu'on se soucie (en général) assez peu de lecture dans les Antilles françaises : assurément, on constate chez à peu près tous un grand désir d'instruction (parce que nul ne méconnaît que, sans instruction, on ne peut arriver à quoi que ce soit), mais, le plus souvent, on se borne à viser l'obtention de diplômes et l'on ne fait, en dehors de ce qui est

¹ M. Eugène Revert – qui, dans une lettre qu'il m'adressait le 23 février 1949, me signalait l'existence de la collection placée sous la garde de M. Théodore Bande, alors président du Syndicat d'initiative de la Martinique – considérait cette tête, recueillie à Sainte-Marie, comme « la plus belle pièce précolombienne existant à la Martinique ». Dans la même collection, il relevait la présence d'une autre pièce précolombienne intéressante : grande cupule mortier en pierre, provenant de Sainte-Luce.

² Une partie de ces pièces relatives à Schœlcher ainsi que des documents concernant Joséphine de Beauharnais figurent aujourd'hui dans les collections du Musée de l'impératrice Joséphine. Un certain nombre de documents graphiques sont passés aux archives départementales (que M. Goyhénèche, archiviste en chef, est en train d'organiser et auxquelles est annexé un Centre de documentation administrative publiant un bulletin ronéotypé). Le reste de la collection est actuellement entreposé au Pavillon du tourisme.

³ Le premier Salon avait eu lieu en 1950 au Palais de la préfecture.

nécessaire pour atteindre ce résultat, aucun effort pour se cultiver. Certes, dans l'une et l'autre des deux îles il existe une presse locale, représentée par des journaux tels que, en Martinique, *l'Information*, *Justice* (hebdomadaire communiste qui, en 1952, tirait à six mille exemplaires), *la Paix* (bihebdomadaire catholique tirant à cinq mille exemplaires), *la Voix républicaine* (socialiste), *le Sportif*; en Guadeloupe, le quotidien *le Nouvelliste*, les hebdomadaires *Fraternité* (socialiste), *Clartés* (catholique), *la Voix du peuple* (organe de l'ancien parti schœlchériste) et *le Miroir de la Guadeloupe*, la feuille bimensuelle *l'Étincelle* (communiste), *Match*, *le Dimanche sportif et culturel* (dont le titre indique le double caractère et qui bénéficie pour sa diffusion du vif intérêt qu'on porte aux sports en Guadeloupe comme en Martinique). Mais abstraction faite de ces journaux de pure information, périodiques politiques ou confessionnels et feuilles sportives, on ne trouve guère actuellement, aux Antilles françaises, d'organes que leur régularité de parution et la nature de leur contenu permettent de regarder comme des périodiques culturels au sens strict : la Martinique, où virent le jour les revues d'avant-garde *Tropiques* (animée par Aimé Césaire), puis *Caravelle* (dont le rédacteur le plus marquant fut le poète Edouard Glissant) et où parurent également *Martinique* (fondée en 1944 par le gouverneur Ponton dans le cadre du Service d'information) et le *Bulletin de l'enseignement*, est restée tout à fait dépourvue jusqu'à l'apparition, en 1953, de la revue mensuelle *Horizons caraïbes* (dirigée par MM. Auguste Joyau et Robert Lapierre et dont il est encore impossible de savoir dans quelle mesure elle disposera du public nécessaire à toute revue littéraire pour pouvoir subsister), puis le lancement de *Révélation, magazine des îles* (avec la collaboration de MM. E. Goyhénèche, archiviste départemental, Maurice Nicolas et Henri Iselin) ; en Guadeloupe, *la Revue guadeloupéenne* (animée par M. Roger Fortuné et consacrée en partie au folklore local) et *Renaissance* (organe de l'association culturelle de ce nom) ne se sont maintenues que par intermittences, au prix de grands efforts de la part de leurs dirigeants guadeloupéens ¹. Tout aussi désolante est la situation pour ce qui concerne le théâtre : ni Fort-de-France, ni Pointe-à-Pitre, ni Basse-Terre ne possèdent de salle exploitée en permanence comme salle de théâtre, alors qu'avant 1902 il existait à Saint-Pierre un théâtre (en ruines depuis la catastrophe) où l'on représentait des opéras, opéras-comiques, drames, vaudevilles, etc. ². En 1952, la Martinique et la Guadeloupe reçurent la

¹ Selon M. Adolphe Lara, directeur du *Nouvelliste*, les journaux se vendraient mieux en Guadeloupe proprement dite qu'en Grande-Terre et, d'une manière générale, on y lirait plus, parce que la petite propriété et la polyculture y sont plus développées qu'en Grande-Terre, où chacun vit au jour le jour et doit acheter tout ce dont il a besoin. En revanche M. Guy Lasserre me faisait observer qu'en Guadeloupe proprement dite la côte Sous-le-Vent ne fournit guère de fonctionnaires parce que, la petite propriété y étant développée, on y fait moins volontiers des études qu'en Grande-Terre.

² M. Maurice Nicolas, archiviste adjoint à la préfecture de la Martinique, me signale qu'en 1870 une troupe dirigée par M. Maurice Zay donna au théâtre de Saint-Pierre une série de représentations d'opéra, d'opéra-comique, de drame, de vaudeville, etc. Au programme de la saison figurèrent plusieurs ouvrages d'indiscutable qualité, tels *Jérusalem*, *Rigoletto* et *le Trouvère* de Verdi, *Norma* de Bellini, *Lucie de Lammermoor* et *la Fille du régiment* de Donizetti. En 1882, deux concerts furent donnés par une troupe italienne, de passage au cours

visite de deux troupes : l'une, dirigée par M. Jean Givaudan, qui donna des représentations d'opéra et d'opéra-comique, l'autre, dirigée par Mme Lucienne Réal, des représentations de comédie¹ ; mais la première seule de ces deux compagnies obtint le succès qu'il n'était pas téméraire de prévoir, s'agissant de régions où les rares spectacles donnés sont le fait d'amateurs et où, dans un passé récent, abondaient, à tout le moins à Saint-Pierre de la Martinique, les fervents du théâtre². Les causes économiques et sociales qui, dans la métropole elle-même, font aujourd'hui d'une revue ou d'une scène de quelque tenue littéraire ou artistique une entreprise difficilement rentable jouent, plus fortement encore, dans des départements pauvres tels que les deux départements antillais et, à elles seules, suffiraient à expliquer la difficulté qu'on y rencontre à rassembler un public.

Il paraît donc évident qu'en Martinique et en Guadeloupe celui-là seul qui est mû par un vif appétit de culture peut, pratiquement, étendre et approfondir les connaissances qu'il a acquises par voie d'enseignement direct ; outre la pénurie de bibliothèques et de musées entrent ici en ligne de compte le coût élevé des livres (à leur prix marqué s'ajoutant les frais de transport, l'octroi de mer ainsi que le bénéfice que maints libraires se jugent autorisés à prendre en sus de la remise d'usage), et le fait que, dans les centres eux-mêmes, les occasions, par exemple, d'aller au spectacle sont devenues trop rares pour qu'on rompe l'habitude d'occuper ses loisirs par les visites aux parents et amis, les rencontres pour le punch ou le jeu, chez une relation, au café, ou dans un cercle. S'il est exact qu'aux Antilles françaises, même dans les classes qui matériellement seraient en état de le faire, on ne constate que chez une minorité une volonté réelle de s'enrichir au point de vue culturel, il est juste de ne pas oublier qu'il n'est guère de contrée où une telle volonté soit observable ailleurs que chez une minorité et que la population antillaise se trouve, à cet égard, en face d'un surcroît de difficulté, ne fût-ce qu'en raison de l'isolement et de l'insularité. D'un tel état de choses – conditions matérielles incommodes même pour ceux qui occupent une position relativement enviable, pauvreté des distractions, isolement intellectuel, joints au malaise créé par les préjugés touchant à la distinction des couleurs – il résulte que bien des Martiniquais et des Guadeloupéens des deux sexes recherchent, dans la conduite de leurs études ou celle de leur vie professionnelle, les moyens d'échapper à leur pays natal ; les Antilles françaises perdent ainsi des éléments dont quelques-uns pourraient, sur place, rendre de précieux services et contribuer, par ailleurs, à

d'un voyage de Milan à La Havane. Au moment même de la catastrophe, le théâtre de Saint-Pierre affichait l'opérette de Planquette *les Cloches de Corneville*.

¹ Au répertoire de la troupe lyrique figurèrent entre autres œuvres *le Barbier de Séville* de Rossini, *Faust* et *Mireille* de Gounod, *la Tosca* de Puccini. À celui de la troupe de comédie, *la Double Inconstance* de Marivaux, *Un caprice* de Musset, *la Paix chez soi* de Courteline, *Feu la mère de Madame* de Feydeau, *la Petite Hutte* d'André Roussin, *Trois Six Neuf* de Michel Duran.

² Cela, même dans les couches les plus déshéritées de la population pierrotine. Un employé de la mairie de Saint-Pierre, M. Naimro, me raconte comment sa mère, l'une de ces blanchisseuses décrites par Lafcadio Hearn, s'arrangeait de manière à économiser chaque semaine les deux francs qui lui permettaient d'aller au théâtre.

l'éducation d'une masse qui ne demande qu'à s'instruire ¹. En dépit de ces pertes, la Martinique et la Guadeloupe sont fort loin d'être dénuées d'individus de talent, conscients de leur responsabilité et travaillant au progrès de leur pays ; il est seulement certain que leur tâche serait plus facile s'ils étaient et se sentaient plus nombreux à agir dans le même sens.

Le problème d'une culture spécifiquement antillaise.

[Retour à la table des matières](#)

Durant toute l'époque où Saint-Pierre de la Martinique – avec son Carnaval demeuré fameux, son théâtre, sa ligne de tramway et ses maisons en pierre sur les débris desquelles la ville sinistrée s'est tant bien que mal rebâtie – fut le centre le plus brillant des Antilles françaises, les yeux de *l'intelligentsia* restèrent tournés vers Paris. Il n'est, pour en avoir la preuve, que de consulter à la bibliothèque Schœlcher de Fort-de-France les collections de journaux (les *Colonies*, *l'Opinion*) qui s'imprimaient à Saint-Pierre à la fin du siècle dernier ; rédigés, dans l'ensemble, en un style plus élégant que ne l'est l'actuelle presse antillaise, ces journaux apparaissent comme centrés essentiellement sur ce qui se passe à la métropole : les événements de la politique française, les débats des assemblées du continent tendent à prendre le pas sur les nouvelles locales et la publicité elle-même est plus parisienne que martiniquaise. Le but essentiel de cette *intelligentsia* de couleur est alors d'obtenir une pleine égalité des droits : à celui qui, s'instruisant, est devenu un Français par la culture devra être finalement reconnue sans discrimination l'entière qualité de citoyen, et il importe donc, sur le plan intellectuel, de montrer qu'on est Français aussi bien que les autres, qu'on parle le même langage et qu'on ne le cède en rien à un métropolitain d'un niveau d'instruction équivalent. Un tel état d'esprit se prolongera longtemps après que Saint-Pierre, matériellement ruinée, aura disparu de la scène comme foyer culturel et, jusqu'à ces dernières années, les gloires littéraires antillaises seront des hommes qui, avant tout, font figure de virtuoses de la langue française, tels le Pierrotin Duquesnay (auteur de poèmes badins et d'autres poèmes habilement troussés), puis, dans un passé plus récent, Daniel Thaly (que son souci de perfection formelle apparente aux poètes du

¹ Mme Célanie, directrice de l'école de filles Dubouchage à Pointe-à-Pitre, me parle par exemple de la « soif » d'instruction qui se manifeste autour du cours d'adultes d'enseignement général dont elle a la charge : de vieilles ouvrières veulent apprendre à écrire, pour n'avoir pas à recourir à ceux qui font métier de signer à la place des illettrés les jours de paie ; au cours d'adultes de l'école de garçons Henri-IV, des hommes viennent de bourgs parfois éloignés, notamment des travailleurs de Petit-Canal qui ont besoin du certificat d'études professionnelles pour être titularisés dans leur métier. Dans une rue de Pointe-à-Pitre, j'ai pu voir moi-même une *Nouvelle méthode de lecture* exposée, à côté de nougats et autres friandises, sur l'éventaire portatif d'une de ces marchandes dont certaines vendent, avec des produits alimentaires ou articles de bimboloterie, des recueils de prières magiques.

Parnasse et qui aborde les thèmes locaux dans le même esprit d'exotisme que pourrait le faire un homme d'autres climats découvrant les Antilles). Il faut attendre la grande période de remise en question de toutes les valeurs qui, sur le continent, a suivi l'avant-dernière guerre mondiale, pour qu'un certain nombre d'éléments de cette élite antillaise, élevée dans l'admiration inconditionnée de la culture métropolitaine, commencent à s'interroger sur ce qu'ils peuvent représenter de spécifique. Le premier signe de cet esprit nouveau sera la parution en Martinique de la revue *Lucioles* (1927), périodique littéraire dont le principal animateur sera un homme de couleur, Gilbert Gratiant, poète de langue française et de langue créole ; avec lui travailleront le Blanc créole Auguste Joyau (aujourd'hui connu surtout par son ouvrage historique sur *Belain d'Esnambuc*, qui lui valut en 1950 le grand prix littéraire des Antilles) et le métropolitain Octave Mannoni (qui, depuis, a fait un long séjour à Madagascar et tiré de cette expérience une *Psychologie de la colonisation*). Cherchant délibérément dans le terroir antillais une source d'inspiration, cette revue est l'expression d'un désir d'aller au-delà de l'académisme dont témoignent, avec la « littérature de Saint-Pierre », des périodiques tels que la *Revue des Antilles* – qui, fondée par Théodore Baude et animée par le pseudo Téléphore Titi, parut à Fort-de-France en 1900-1901 – et les publications du professeur de philosophie Jules Monnerot : *Bulletin pour servir à l'histoire de la Martinique* (Fort-de-France, 1915-1917), *Revue martiniquaise* transformée ensuite en *Revue de la Martinique* (1926-1939). En tout état de cause, il convient de ne pas méconnaître l'importance que ces dernières publications ont eue dans la préparation de la prise de conscience des actuelles générations en se situant, du moins, comme organes traitant essentiellement des choses des Antilles.

C'est, pour une large part, grâce à la découverte qu'ils avaient faite du surréalisme qu'un petit nombre d'intellectuels – ceux qui touchent à leur quarantième année ou viennent de la dépasser – se sont trouvés en mesure de réaliser ce qui n'avait été qu'une aspiration imprécise chez leurs prédécesseurs. Le surréalisme, qui, dans le cadre même de la culture européenne, s'insurgeait contre les valeurs établies, rallia plusieurs jeunes Martiniquais séjournant à Paris (les regrettés Étienne Lero et Pierre Yoyotte, ainsi que Jules Monnerot, dont le père avait été l'animateur de la *Revue martiniquaise*) qui participèrent activement au mouvement. À ces intellectuels qui ne limitaient plus, comme leurs aînés (dont les idéaux s'étaient forgés à l'époque héroïque de la lutte pour un enseignement démocratique), leurs ambitions culturelles à montrer qu'en ce domaine l'Antillais peut rivaliser avec le métropolitain, le surréalisme apparut – sur le plan esthétique et, plus largement, psychologique – comme susceptible de les aider à surmonter un complexe d'infériorité. L'un d'entre eux, René Ménil¹, expliqua historiquement l'origine de ce complexe en le dénonçant comme une conséquence de l'« instauration dans la conscience des esclaves, à la place de l'esprit [africain] refoulé, d'une instance représentative du maître, instance instituée au tréfonds de la collectivité et qui doit la surveiller comme une garnison la ville conquise ». La

¹ « Situation de la poésie aux Antilles », dans *Tropiques*, n° 11, mai 1944, p. 127-133.

tentative de libération spirituelle absolue que représentait, en France, le surréalisme tel qu'il avait été défini par André Breton dans son premier *Manifeste...*, paru en 1924, revêtait pour ces Antillais la signification la plus positive : l'abandon à l'automatisme verbal était un moyen d'échapper au cadre trop étroit du rationalisme d'Occident (cadre encore plus tyrannique aux Antilles qu'ailleurs puisqu'il est, en somme, celui que les esclavagistes imposèrent aux Africains transplantés) et, dans la mesure même où il constituait un rejet de l'académisme auquel souscrivent encore trop d'intellectuels de couleur surtout soucieux d'imiter les modèles qui leur viennent d'Europe, il pouvait permettre de retrouver une authenticité.

Il revient à un groupe de Martiniquais – Étienne Lero, René Ménil, Jules Monnerot fils, Maurice-Sabas Quitman, Simone Yoyotte, réunis à Paris où ils faisaient leurs études – d'avoir publié en juin 1932, en reprenant le titre d'un pamphlet d'André Breton, la revue *Légitime défense*, dont l'unique numéro, qui marque la date inaugurale du surréalisme antillais, témoigne de l'intérêt que ses rédacteurs portaient à la production esthétique des hommes de race noire (sculpture africaine, musique de jazz, romans et autres œuvres littéraires dues aux écrivains américains de couleur) en même temps qu'ils s'insurgeaient contre le conformisme de la bourgeoisie antillaise. Quelques années plus tard (1935-1936), Aimé Césaire, lui aussi étudiant à Paris où il a rencontré Léopold Sedar Senghor (aujourd'hui député du Sénégal et le plus notoire des poètes africains de langue française), lance avec la collaboration de ce dernier *l'Étudiant noir*, dont paraissent cinq numéros et dont la dénomination même marque le désir d'instaurer une solidarité entre jeunesse antillaise de couleur et jeunesse négro-africaine ; alors étranger au surréalisme, Aimé Césaire a été amené par ses lectures ethnographiques à découvrir la grandeur de l'Afrique et c'est avec fierté qu'il revendique sa qualité de nègre, n'hésitant pas à enfreindre le tabou qui jusqu'alors avait voulu qu'un voile fût jeté par presque tous les Antillais sur leurs attaches ancestrales non européennes. À la veille de la guerre, il fait paraître dans la revue *Volontés* un grand poème manifeste, *Cahier d'un retour au pays natal*, où se trouvent exposés – avec un souffle et une puissance évocatoire qui l'apparentent aux plus grands lyriques français – les thèmes qu'il reprendra dans la partie surréaliste de son œuvre : condition malheureuse de la masse antillaise, en contraste avec les beautés de la nature tropicale ; grandeur et misère de la race noire ; confiance en l'avenir des hommes, qui accèderont à la fraternité par la voie révolutionnaire. Quand paraîtra, à Fort-de-France sous le régime vichyste et jusqu'après la Libération, la revue trimestrielle *Tropiques*, Aimé Césaire et ses amis mettront très fortement l'accent sur l'importance de la composante négro-africaine dans la culture antillaise, réagissant contre les « fausses élites » qui, honteuses de leurs origines, ont constamment tendu à rejeter cette composante dans l'ombre, et se sont bornées à recevoir la culture française sans en tirer quoi que ce soit d'original. Cette volonté de réhabiliter, aux yeux des Antillais

accoutumés à regarder la « négritude » comme une tare ¹, ce qu'ils peuvent tenir de l'Afrique n'ira pas sans heurter et elle sera interprétée assez généralement dans la bourgeoisie comme une attitude empreinte de racisme ; cependant, pour Césaire et pour les intellectuels (tous mulâtres) qui l'entouraient, il ne s'agissait aucunement de dépeindre la race noire comme une race élue mais d'obtenir qu'il lui soit rendu stricte justice et d'amener la nouvelle génération à prendre conscience notamment de ce fait élémentaire que la majeure partie de la population se rattache au monde nègre par ses origines et nombre de ses traditions. Des intellectuels métropolitains, comme les écrivains André Breton et Étiemble ainsi que le botaniste Henri Stehlé (qui résidait alors en Martinique et dirige maintenant en Guadeloupe le Centre de recherches agronomiques), ont d'ailleurs été publiés dans *Tropiques*, ce qui montre que les animateurs de cette revue n'ont jamais, dans le choix de leurs collaborateurs, pratiqué d'exclusive fondée sur l'origine.

Dans l'œuvre des poètes des Antilles françaises qui comme Aimé Césaire ont eu contact avec le surréalisme ou ont subi son influence ², la fréquence des emprunts au milieu naturel ainsi qu'aux traditions locales, la confiance faite au don lyrique généralement regardé comme l'un des traits les plus frappants du génie nègre marquent essentiellement la volonté de remonter aux sources et d'attester du même coup une spécificité antillaise : volonté de retour à un « pays natal » qui serait, non seulement le terroir antillais libéré de formes d'exploitation qui vouent la masse au paupérisme et enfin mis en valeur dans l'intérêt de tous, non seulement l'héritage culturel africain avec certaines des façons de sentir et de penser qu'il implique, mais encore la profondeur même de l'homme, telle qu'elle pourra se révéler quand il sera délivré des masques et des chaînes de fer dont l'accable une civilisation centrée sur l'esprit de lucre et la surenchère technique. Cette volonté s'est traduite pour plusieurs de ces intellectuels (ainsi qu'il en a été dans le surréalisme européen) par l'adhésion au communisme quand, ayant découvert le marxisme et interprété à cette lumière ce qu'ils tenaient de leur expérience propre, ils furent amenés à penser qu'une révolte purement intellectuelle ne change pas le monde, qu'il n'est d'autre moyen pratique de le transformer que la révolution sociale, que les valeurs spirituelles elles-mêmes sont conditionnées par un certain type d'aménagement économique historiquement modifiable, et que l'affranchissement véritable ne peut se concevoir en dehors de l'instauration d'une société sans classes d'où aurait disparu l'exploitation de l'homme par l'homme.

S'il existe en Guadeloupe un fort courant créolisant – dont le plus ancien et notoire représentant est Paul Baudot (1801-1870), qui écrivit en langue créole des

¹ « Être nègre, cela veut dire être un barbares », me disait en 1948 le jeune poète martiniquais Georges Desportes pour m'expliquer cet état d'esprit. « 'Jà nèg's » (Vous êtes déjà des nègres !) est une phrase que, dans les milieux de couleur, les grandes personnes adressent souvent à des enfants qui se tiennent mal.

² J'ai publié quelques exemples de poèmes ressortissant à ce courant dans *les Temps modernes*, n° 52, Paris, février 1950.

poèmes et plusieurs autres œuvres, dont un opéra, sous le nom de Fondoc¹ – et si en Martinique un lettré tel que Gilbert Gratiant s'efforce lui aussi, avec beaucoup de sensibilité et d'esprit, d'instituer une poésie créole écrite, on constate, en revanche, qu'aux Antilles françaises il n'est fait usage du créole par aucun des représentants, surréalistes ou non, de ce qu'on peut regarder comme la littérature d'avant-garde, soit une littérature visant expressément à la nouveauté dans ses thèmes comme dans ses procédés techniques. Il est normal, en effet, que des écrivains animés d'une pareille volonté de rupture avec les idées reçues comme avec les formes littéraires liées à l'enseignement officiel, et soucieux d'un élargissement des perspectives plutôt que d'un repli folklorisant, n'emploient pas un langage qui, à leurs yeux, fait figure de patois beaucoup plus que de langue nationale malgré le prix qu'ils lui attachent en tant que véhicule de l'esprit populaire antillais : désireux avant tout, d'un point de vue littéraire, de formuler le message qui leur appartient en propre, ils dédaignent l'artifice que représenterait, pour eux dont la formation intellectuelle s'est opérée à travers le français de façon presque exclusive, le recours à un parler qu'ils ne pourraient plus guère employer que comme une chose apprise. Pour ces tenants d'une littérature rénovée par une conscience plus claire de ce qu'ils sont, il ne s'agit nullement de se faire « Antillais », sur le plan du pittoresque de félibrige, en usant d'un langage d'emprunt et, qui plus est, dénué de rayonnement extérieur quelles que puissent être ses qualités intrinsèques ; mais il s'agit pour eux d'affirmer, face à des Blancs généralement imbus de l'idée qu'ils sont les seuls dépositaires de la civilisation véritable, l'intégrité de leur personne : or celle-ci s'est constituée dans un milieu où jouent, syncrétiquement, de multiples facteurs dont aucun – et pas même la pénétration de la culture occidentale avec la langue française pour véhicule – ne saurait être exclu de manière radicale sans qu'une atteinte des plus graves soit portée à ce qui fait, précisément, l'originalité de la portion de monde où ces hommes ont grandi.

Cette éclosion d'un esprit délibérément antillais s'est manifestée dans maints écrits dus à des intellectuels de la nouvelle génération. En Martinique, le nom d'Aimé Césaire restera attaché à ce mouvement et, dans la République d'Haïti (elle aussi imprégnée de culture française), celui du regretté Jacques Roumain, qui fut non seulement un poète, un romancier et un leader politique mais qui, suivant la voie qu'avait inaugurée le D^r Price Mars, s'employa, en ethnologue, à faire saisir le sens et la valeur nationale de ces coutumes que les élites locales regardent (ou affectent de regarder) assez généralement comme un honteux reliquat de barbarie. Parallèlement à cette préoccupation une curiosité s'est développée à l'endroit des civilisations de l'Afrique noire et de celles de l'Amérique précolombienne, l'intérêt se portant soit vers le continent africain en tant que lieu d'origine du véritable fond de la population antillaise, soit vers les vestiges laissés par les peuples indiens

¹ Les *Œuvres créoles* de Paul Baudot ont été rééditées en 1935 (Basse-Terre, Imprimerie officielle) avec une traduction et une préface de Maurice Martin, à l'occasion des fêtes du tricentenaire.

établis dans les îles avant l'arrivée des premiers colons blancs. Dans les deux cas, un tel mouvement de curiosité – lié, au demeurant, à la vogue dont jouissent depuis quelques années les sciences ethnologiques dans les milieux cultivés d'Occident – semble représenter, dans une large mesure, une réaction contre les préjugés qui induisent à sous-estimer les civilisations élaborées par d'autres races que la race blanche et, du même coup, à poser cette dernière en race supérieure. À ceux dont le grand souci, sur le plan culturel, est d'affirmer l'originalité antillaise, l'ethnographie négro-africaine, outre qu'elle porte sur des peuples regardés comme de proches parents, fournit les éléments comparatifs propres à mettre en lumière ce que les Noirs ont apporté à cette civilisation des Antilles qu'il serait erroné de tenir pour un simple produit de transplantation de la civilisation européenne ; de même, par le truchement de ce qu'on peut savoir des anciens Indiens des Antilles, aujourd'hui presque entièrement disparus, on se rapproche des peuples qui occupent la scène quand se lève pour la Martinique et la Guadeloupe le rideau de l'histoire et qui, premiers habitants connus de ces deux îles, en représentent les véritables et prestigieux originaires. Pour ceux qui cherchent avant tout, sur le plan de l'histoire régionale, ce qui peut rehausser l'éclat de ces territoires, l'archéologie précolombienne témoigne de l'existence d'un passé vénérable en ces îles qui ne possèdent guère d'autres monuments que les ruines de telles vieilles constructions de pierre datant de l'époque de l'esclavage¹ et n'ont guère d'autre lustre que d'avoir été, par exemple, la patrie d'une Joséphine de Beauharnais (sa statue s'élève, à Fort-de-France, sur la promenade publique dite la Savane, et constitue l'un des sujets les plus fréquents de cartes postales et autres reproductions photographiques).

Qu'ils soient mus par le désir de réhabiliter la race noire trop longtemps décriée et de valoriser certains traits de culture antillaise en montrant leurs attaches avec une Afrique maintenant mieux appréciée qu'elle ne l'était autrefois, ou bien par celui de doter de ses antiquités et autres titres de noblesse une société âgée d'à peine quelque trois siècles et étroitement enserrée dans un cadre insulaire, les intellectuels martiniquais et guadeloupéens qui s'intéressent aujourd'hui au rôle que les peuples non européens ont joué dans leur pays paraissent soucieux essentiellement de faire voir que les Antilles sont un peu plus qu'une lointaine province française, qu'elles possèdent une personnalité qui leur est propre dans l'histoire des civilisations. La même préoccupation se fait jour, par-delà toute considération politique, dans les milieux qui ont été les tenants de la départementalisation, soit les milieux d'extrême gauche, et, tout aussi bien, chez

¹ Le 9 septembre 1948, me promenant à pied dans les environs de Basse-Terre en direction de Saint-Claude avec M. Roger Fortuné, l'animateur de la *Revue de la Guadeloupe*, j'entendis un paysan, homme d'âge mûr, user du terme « antiquité » pour désigner l'époque relativement récente à laquelle remontaient les restes de vieilles « habitations » auprès desquels nous l'avions rencontré. La promenade en question (d'ailleurs fort intéressante) était délibérément axée sur les « antiquités » locales, puisqu'elle avait pour but de me montrer non seulement ces vestiges de l'ancien régime, mais des moulins et platines pour la préparation du manioc, espèce végétale que cultivaient déjà les Caraïbes.

ceux qui désapprouvent la réforme récente ou parmi le petit nombre qui caressent l'idée d'une autonomie revêtant la forme de fédération « caraïbe » (état d'esprit plus fréquemment observable, semble-t-il en Guadeloupe qu'en Martinique) – dans les milieux de couleur qui se sentent frustrés quant aux relations interraciales, voire même chez quelques Blancs créoles ¹. De ces divers côtés l'on voudrait définir le patrimoine culturel dont les originaires des Antilles sont en droit de se considérer comme les détenteurs, et qu'il leur revient de faire fructifier.

Bien qu'en fait on ne connaisse aucune grande civilisation qui se soit constituée autrement qu'à partir d'une multiplicité d'éléments culturels apportés par des peuples divers et qu'on puisse regarder par exemple, la Grèce antique comme devant sa fortune à ce qu'elle fut un carrefour où se sont trouvés en présence les hommes et les courants de pensée les plus variés, le caractère très composite de la société antillaise est de nature à inquiéter celui qui s'interroge sur la capacité que peuvent avoir les Antilles de fournir un apport spécifique à la culture en général. Martinique et Guadeloupe sont en majeure partie peuplées par des gens « de couleur ² » issus de métissages (différents en degré) entre race noire et race blanche, qui sont les composantes de base de la population, la race jaune, représentée par les anciens Indiens et, à une époque récente, un nombre infime de Chinois, n'intervenant que pour une faible part ; culturellement, elles se situent dans l'orbite française, et s'il est entendu qu'elles doivent quelque chose aux civilisations de l'Afrique et, plus lointainement, à celles de l'Amérique, il n'en reste pas moins que la culture qui est transmise aux jeunes par la voie de l'enseignement officiel est la culture française, ouvertement présentée comme celle de la nation civilisatrice, les éléments traditionnels de provenance non européenne n'étant jamais transmis en tant que tels et de façon concertée. Véritable « kaléidoscope de types » ou « cocktail racial », selon les termes de Gilbert Gratiant ³, l'actuelle société antillaise offre donc cette particularité d'être un agrégat humain dont les membres, pour la plupart, diffèrent notablement des autres Français par leurs origines alors que la culture française s'y avère très fortement prépondérante et que la langue populaire elle-même, loin de refléter un passé antérieur à la colonisation, est ce parler créole né des contacts entre Noirs (aux langues très diverses et rapidement oubliées, faute de rester groupés entre gens de même origine) et Blancs (presque toujours de langue française). Il apparaît ainsi que la situation des Antilles se distingue à la fois de celle des provinces françaises (dont aucune ne présente un semblable éventail de races et d'acquêts culturels) et de celle des territoires coloniaux (où, dûment ancrée dans son cadre, une masse autochtone a maintenu, au moins dans une large mesure, sa culture et sa langue). Trouver sa voie en une position telle qu'on ne peut ni adhérer absolument à la culture diffusée

¹ Je songe ici tout particulièrement à une haute personnalité du commerce guadeloupéen qui s'est ouverte à moi sur ce sujet.

² Au sens traditionnel de l'expression, appliquée à tous ceux qui ne sont ni des Blancs ni des Noirs.

³ *Op. cit.*, p. 81.

par une métropole lointaine (au peuplement comme aux conditions de vie très différents) ni recourir à l'appui d'une culture de tradition ancienne qui à quelque degré serait culture nationale représentée, évidemment, un difficile problème.

En opposition avec leurs prédécesseurs qui s'en étaient tenus pour la plupart à copier, parfois talentueusement mais de manière trop scolaire, les modèles qui venaient d'Europe, Aimé Césaire et les siens avaient cru trouver dans le surréalisme un instrument de libération et dans la valorisation de l'Afrique noire un antidote contre le complexe d'infériorité qui affecte la plupart des Antillais. Or il s'est créé aujourd'hui, aux Antilles comme ailleurs, un poncif surréaliste, à telle enseigne qu'on peut se demander si ce mouvement, lui aussi né en Europe, n'en arriverait pas à jouer, pour les derniers venus parmi les poètes de couleur qui plus ou moins s'en recommandent, un rôle analogue à celui que le Parnasse a joué pour les générations plus anciennes : mode littéraire, à laquelle on se conforme comme on le fait pour d'autres modes importées de Paris. À lire certains on dirait, par ailleurs, que la « négritude » est en passe de devenir un lieu commun : alors que pour les aînés immédiats elle répondit à un moment nécessaire de leur prise de conscience (s'affirmer nègres dans une société où ceux qui le sont tant soit peu cherchent généralement à le faire oublier), elle semble virer peu à peu à l'inauthenticité et prend figure de thème esthétique ou sentimental d'autant plus arbitraire que la distance à tout le moins culturelle est, en fait, considérable entre l'Antillais même le plus foncé et un Noir africain. Conscients de ce danger et liant de plus en plus leur activité d'intellectuels à l'action militante, Aimé Césaire et ses amis, maintenant communistes, sont les premiers à tenir pour dépassées les positions qu'ils prirent, alors qu'ils s'en remettaient à une sorte de primitivisme littéraire et à l'idée d'une renaissance d'inspiration africaine, pour parvenir à cette ressemblance avec eux-mêmes dont il semblait que le rationalisme occidental les avait détournés. Désormais orientés vers un but plus précis et plus immédiat, leurs regards se portent sur la culture des masses, qu'il s'agit d'éduquer en vue de leur émancipation économique (objectif à atteindre depuis que l'émancipation juridique est chose acquise) et chez qui, en dépit des progrès de l'instruction, les traditions régionales apparaissent beaucoup plus vivantes que dans la bourgeoisie européenne : c'est selon eux ces masses qui s'avèrent les vraies dépositaires du patrimoine culturel et qui aujourd'hui en pleine évolution portent l'avenir de la culture antillaise. Dans une conférence prononcée le 28 mars 1952 à la Maison de la culture de Fort-de-France sous les auspices de l'Association culturelle martiniquaise, un jeune professeur d'histoire, M. Armand Nicolas, élu depuis au conseil municipal par ses compatriotes, étudiait *Les problèmes de la culture antillaise* et prenait position tant contre les poètes à la mode ancienne tels Duquesnay et Daniel Thaly que contre les groupes folkloriques qui, dans les cercles de la moyenne et petite bourgeoisie, travaillent à maintenir (non sans les altérer quelque peu) les danses, chants et costumes traditionnels, comme un

spectacle pur, coupé de ses racines populaires, et par conséquent artificiel ¹ ; un conte en langue créole recueilli par Lafcadio Hearn, plusieurs poèmes créoles de Gilbert Gratiant et, comme textes en langue française, des poèmes d'Aimé Césaire et des pages de Joseph Zobel étaient donnés, en revanche, comme des illustrations de ce que peut produire le génie antillais, lorsqu'il n'est pas détourné de ses voies par le désir d'imiter ce qui se fait en Europe ou par le simple goût du pittoresque régional. En même temps, M. Nicolas précisait que l'élaboration d'une culture authentiquement antillaise ne saurait être le fait d'élites détachées des classes laborieuses et, partant, hors d'état de se faire écho ou porte-parole de leurs aspirations.

On voit donc aujourd'hui ceux qu'on peut en toute impartialité (considérant l'activité dont ils font preuve, l'audience dont ils disposent ou qu'ils sont en train d'acquiescer et la tenue des œuvres que tels d'entre eux ont produites) situer à l'extrême pointe de *l'intelligentsia* antillaise porter leur intérêt sur la vie populaire locale, envisagée dans son actualité concrète – telle que la vivent, en fait, les petites gens des villes et des campagnes, avec les besoins dont ils pâtissent, les valeurs auxquelles ils adhèrent – et non sous l'angle trompeur d'un exotisme aimable ou d'un archaïsme de bonne compagnie. S'il est vrai qu'un Aimé Césaire, par exemple, estime qu'il y aurait lieu d'aiguiller les jeunes vers un inventaire systématique des richesses culturelles proprement martiniquaises (collecte de contes et chansons en langue créole, étude des arts ² et des traditions populaires,

¹ Bien que de tels efforts demeurent insuffisants et soient nécessairement viciés par le fait qu'ils émanent d'amateurs bien intentionnés et non de folkloristes expérimentés, il est sûr qu'une association telle que le Groupe folklorique fondé par M. Alexandre Nestoret n'est point dénué de tout mérite ; on ne peut, notamment, que savoir gré à son animateur de s'être employé à obtenir du directeur du Select-Tango, dancing populaire de Fort-de-France, le maintien de son orchestre traditionnel, et il faut en outre porter à l'actif de l'actuel président du groupe, M. Boislaville, la création récente d'une bibliothèque folklorique dans le local de la Maison de la culture. Par ailleurs, il n'est pas exclu que les farces jouées en créole par le groupe Créolita, plus populaire que le précédent, puissent constituer l'amorce d'une comédie martiniquaise.

² Voir plus haut, p. 44 et suiv., « Vie régionale ». Si pauvres que soient les Antilles françaises au point de vue des arts plastiques, un certain nombre d'objets artisanaux mériteraient d'être recueillis, à titre non seulement de documents mais d'objets présentant un intérêt esthétique : meubles, chevaux de bois de manèges, bois ajourés intervenant dans l'architecture (linteaux de porte, par exemple) et dits en Martinique « mosaïques », rares peintures murales (telle la décoration exécutée pour le café de Venise, aux Terres-Sainville de Fort-de-France, par un artisan du Lamentin, Mathurin Palcy), faux bois aux nervures de stylisation très particulière (tels que j'en ai vu en Guadeloupe, comme bas de cloisons, dans un débit de l'Anse Bertrand), etc. Il est, d'autre part, quelques maisons et édifices de l'époque coloniale qui sont dignes d'attention (par exemple, entre autres églises typiques, celles du Gros-Morne, du Marin et du François en Martinique ou de Grand-Bourg aux Saintes, ainsi qu'un bâtiment public comme la mairie de Rivière-Pilote en Martinique). Parmi les danses villageoises les plus intéressantes, il faut signaler notamment, outre le « bel ai » (Martinique) et la danse des « mayoleurs » (Guadeloupe) déjà cités, la « haute taille » sorte de quadrille dont les protagonistes hommes et femmes exécutent les figures au commandement, avec accompagnement de violon et de large tambour de Basque ; cette danse martiniquaise qui tombe en désuétude a constitué, sur

etc.), l'établissement d'un tel inventaire n'a pour lui de signification réelle que dans la mesure où il aiderait les masses qui possèdent implicitement ces richesses à prendre conscience d'elles-mêmes et apprendrait à ceux-là mêmes qui s'y consacraient ce que vaut leur pays. S'il est vrai également qu'en Guadeloupe des personnalités telles que MM. Rémy Nainsouta et Roger Fortuné s'attachent au folklore local, l'attention qu'elles témoignent à la vie régionale va de pair avec leur souhait de voir les ressources matérielles du pays utilisées plus amplement qu'elles ne le sont, en cette époque où l'économie antillaise est dominée par la monoculture et la nécessité d'importer la plus grande part de ce qui se consomme ; avec le souhait aussi (qu'ils forment comme Aimé Césaire) de voir revenir au pays tous ceux de leurs congénères qui peuvent y rendre des services, alors que trop d'entre eux cherchent à s'en évader. Sans qu'on puisse parler, pour le moment, du développement d'un autonomisme au sens strict (soit d'un mouvement visant à l'obtention de l'indépendance politique, sinon à l'échelle insulaire, du moins à une échelle largement antillaise), il est certain qu'en Martinique et en Guadeloupe on constate un renforcement du sentiment de la singularité de ces deux territoires, riches en possibilités humaines autant qu'en attraits naturels et en meilleure posture qu'ils ne l'étaient autrefois (quand la misère y était plus grande encore, le compartimentage social plus rigide et l'égalité politique encore à acquérir) pour élaborer une culture syncrétique dans laquelle la culture française interviendrait, non comme instance suprême, mais dans l'exacte mesure de ce qu'elle est en l'occurrence : une composante qui pour être essentielle et s'avérer, historiquement, prépondérante n'a cependant jamais été la composante exclusive puisque des civilisations de type très différent (indiennes et négro-africaines) ont laissé leurs marques reconnaissables, ne serait-ce qu'au niveau de la vie populaire, et que la civilisation occidentale, implantée par les Blancs, a elle-même subi tant soit peu l'influence des conditions nouvelles auxquelles elle devait s'adapter.

S'il reste aux Antilles françaises un gros travail à faire pour l'alphabétisation et l'éducation générale des masses, on observe donc qu'il s'est formé d'ores et déjà une pléiade d'intellectuels de couleur qui ont franchi le stade où l'on ne fait qu'assimiler – ou aider, par la voie de l'enseignement, les autres à assimiler – et sont maintenant parvenus au degré où l'on peut non seulement réfléchir à la situation qu'on occupe sur le plan de l'histoire des civilisations, mais s'employer consciemment à l'élaboration d'une culture originale.

l'initiative du Dr Rose-Rosette et du Groupe folklorique, l'une des attractions du Carnaval de Fort-de-France en 1952.

Les Relations entre catégories fondées sur l'origine

[Retour à la table des matières](#)

Promulguée le 19 mars 1946 et mise en application le 1^{er} janvier 1948, la loi dite d'assimilation, qui faisait passer la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion de l'état de colonies à celui de départements, a placé les Antilles françaises sur le plan d'une entière égalité politique avec les territoires en lesquels est subdivisée administrativement la métropole : Martiniquais et Guadeloupéens sont aujourd'hui des citoyens français jouissant des mêmes droits et soumis aux mêmes devoirs que ceux de la France continentale, de sorte qu'il est logique de regarder comme théoriquement achevée leur intégration à la vie de la communauté nationale. À l'intérieur de chacun de ces nouveaux départements l'égalité juridique recouvre, comme en métropole, de profondes inégalités de fait, et l'on voit aux Antilles françaises la société se répartir en classes basées sur les différences de position économique et comporter aussi ses divisions culturelles ; ces dernières reflètent la diversité des niveaux et des formes d'instruction, et celle des ensembles traditionnels propres à chacun des milieux au passé et au genre de vie distincts qui coexistent dans un pays à chaque moment de son histoire ; mais on serait fondé à estimer qu'en ce sens rien ne différencie radicalement l'actuelle société antillaise de la société métropolitaine et que les problèmes sociaux qui se posent avec acuité aux Antilles comme en France ne se distinguent pas en *nature* bien qu'ils revêtent, ici et là, des aspects tant soit peu différents, comparables à ce que sont des variétés pour une même espèce. On observe toutefois qu'à ces deux modes de discrimination sociale (économique et, de surcroît, culturel), qu'il est permis de tenir pour communs aux départements antillais et à ceux de la métropole, il s'en ajoute un autre, en Martinique et en Guadeloupe, lié aux conditions spéciales dans lesquelles s'est effectué le peuplement des deux îles : immigration européenne, importation d'Africains et unions tant à l'intérieur de chacune des deux races qu'entre l'une et l'autre sont à l'origine de la population actuelle pour sa quasi-totalité, en sorte que l'hétérogénéité est à tout le moins plus apparente qu'en nos régions, dont le peuplement s'est opéré à partir de groupes humains qui, pour variés qu'ils soient, appartiennent tous à la race blanche. Ces différences de couleur

ou, plus largement, de type ne sont pas des différences exclusivement physiques, puisqu'elles s'accompagnent d'un contexte historique dont elles sont la marque visible : toute question raciale mise à part, un Blanc des Antilles peut être immédiatement reconnu pour un descendant d'hommes libres, un Noir (presque à coup sûr) pour un descendant d'esclaves et (avec la même probabilité) celui qui appartient à l'une des catégories intermédiaires pour le produit plus ou moins lointain de l'union de la classe servile avec celle des maîtres ou des gens libres. De plus, on peut dire que dans l'ensemble, quelles que soient les modifications survenues dans la structure sociale, ce sont encore les Blancs qui représentent la classe économiquement la plus haute et les Noirs la classe la plus basse, tandis que les mulâtres se tiennent dans la moyenne ; d'où il résulte pour à peu près chaque individu qu'on pourra, sur sa seule apparence physique, présumer sans grand risque d'erreur, sinon le rang qu'il occupe personnellement dans la société, au moins de quelle classe il est issu. Alors qu'en France une personne de l'extraction la plus humble, parvenue à une certaine situation, passera inaperçue dans son nouveau milieu pour peu qu'elle en ait adopté les modes et les manières, il n'est rien de tel aux Antilles : chacun porte sur la face son pedigree et l'homme de couleur même le plus élégant et le plus distingué demeure nécessairement un « homme de couleur », c'est-à-dire quelqu'un dont on sait que sa promotion sociale est récente ou qu'en tout cas il se rattache en un point plus ou moins reculé de son ascendance à une classe inférieure. Les tensions purement sociales qu'on observe dans nos pays ont ici une composante particulière qui les complique : la composante *raciale* qui ne peut guère qu'aggraver ces tensions, dans la mesure où elle introduit entre les éléments de la population des différences non seulement perceptibles dans l'immédiat et appelant toutes les inférences à quoi prêter, entre les hommes, leurs dissemblances corporelles, mais historiquement significatives ; dans la mesure également où elle contrarie le facteur de détente que représente la mobilité des classes dans nos sociétés puisqu'un individu, aux Antilles, reste toujours marqué par le milieu dont il provient, et qu'il lui est par conséquent plus difficile qu'ailleurs de s'agréger tout à fait à une classe distincte de celle à laquelle le relie, de façon plus ou moins lâche ou plus ou moins étroite, ses origines proches ou lointaines. Des divisions qui ne recouvrent pas absolument les divisions à base économique et ne présentent qu'une relation des plus vagues avec les catégories culturelles (étant donné la diffusion croissante de l'enseignement sous toutes ses formes et l'influence exercée dans un sens uniformisateur par les institutions démocratiques) se trouvent ainsi créées entre les originaires des Antilles, compte non tenu de cet autre élément du système : les Blancs de la métropole qui, soit comme fonctionnaires soit à tout autre titre, résident pour des laps de temps variés en Martinique et en Guadeloupe et, venus d'un autre climat avec les habitudes, les intérêts ainsi que les idéaux propres à chacun d'eux, participent temporairement à la vie antillaise.

S'il est parfaitement entendu qu'en Martinique et en Guadeloupe la race ne détermine pas de façon mécanique l'appartenance à une certaine classe sociale mais constitue tout au plus un élément (au demeurant incertain) de *présomption*

d'une telle appartenance, s'il est indiscutable qu'il ne s'y pratique de nos jours – sauf, dans la sphère des relations privées et cela sur le plan strictement coutumier, pour ce qui touche au mariage – aucune discrimination raciale *ouverte* tant officielle qu'officieuse (l'appartenance à l'une ou l'autre des catégories n'étant pas mentionnée dans l'état civil et ne figurant pas sur les papiers, tous ayant droit aux mêmes services et emplois indépendamment de leur couleur et, par ailleurs, nul district ou lieu de réunion n'étant fermé expressément à une catégorie regardée comme indésirable), il est patent que le préjugé racial introduit par les colons blancs continue d'y sévir et que la notion de race intervient constamment, de manière implicite ou explicite, dans la vie collective, sans que nulle classe de la société antillaise puisse être tenue pour exempte de cette séquelle de l'époque esclavagiste.

À première vue il peut sembler au visiteur des Antilles françaises – pour évidentes qu'y soient les inégalités sociales – que l'harmonie y est parfaite entre gens se différenciant par le seul aspect physique et que, s'il y a là comme dans l'ensemble du monde moderne des antagonismes de classes, il ne s'y pose du moins aucun problème à proprement parler « racial ». Aux riches demeures de tant de Blancs créoles s'opposent, certes, les masures des basses classes de couleur, et l'on ne rencontre guère de Noirs dans les endroits tant soit peu élégants, mais, outre que sur nos continents les travailleurs ont eux aussi leurs taudis, comme les paysans leurs cabanes, et qu'on ne saurait compter les endroits pratiquement interdits à ceux qui ne disposent que d'un budget modeste, on trouve, par ailleurs, aux Antilles des Blancs pauvres en même temps que des gens de couleur abondamment pourvus, de sorte que même en admettant que dans le cas présent l'inégalité des fortunes est particulièrement criante, rien ne permet encore de parler d'une inégalité à signification raciale. Dans les rues tous se coudoient et il n'est pas rare de voir un passant de race blanche et un passant de couleur se saluer aimablement ou s'entretenir quelques instants sur un ton très cordial. La diversité même des types physiques et la prédominance (sensible surtout en Martinique) des types intermédiaires – mulâtres « blancs », mulâtres « bruns », « câpres » plus proches des Noirs et « chabins » (moins fréquents) alliant une peau et des yeux clairs à des traits négroïdes ou encore des cheveux blonds ou roux mais crépus à une peau plus ou moins foncée – témoignent qu'à tout le moins dans les temps anciens Blancs et gens de couleur se sont abondamment mélangés, et que le préjugé racial, si fortement qu'il ait pu jouer et quelque restriction qu'il ait, apportée aux unions légitimes, n'a jamais entraîné une absolue ségrégation puisqu'il n'a pas empêché de nombreux métissages.

Un peu d'attention, pourtant, permet au visiteur de percevoir qu'à la hiérarchie selon laquelle s'ordonnent les classes, à base essentiellement économique, une autre hiérarchie se superpose qui, sans coïncider rigoureusement avec la première, montre que l'évolution qui s'est opérée en Martinique et en Guadeloupe depuis 1848, bien que considérable, est loin d'avoir effacé les vieilles divisions sociales de l'époque esclavagiste : hiérarchie dont les catégories sont encore conformes à la

répartition traditionnelle de la population selon l'origine, la catégorie la plus haute étant celle des Blancs purs (ou qui passent pour tels) et la plus basse celle des nègres (dans laquelle se trouvent confondus avec les Noirs tous les individus à peau plus ou moins foncée appartenant aux couches économiquement inférieures). Outre qu'en règle générale un Blanc originaire, même pauvre, estime qu'un mariage mixte serait pour lui une mésalliance, une nette illustration de cet état de choses est donné par le fait que, dans les milieux de couleur, il est ordinairement regardé comme enviable d'avoir une peau claire et des cheveux non crépus, soit un type physique aussi peu négro-africain que possible : d'un enfant qui, dans une famille, présente des traits négroïdes plus marqués que n'en présentent les autres, on dit couramment qu'il est « mal sorti » et, d'une personne aux cheveux lisses, qu'elle a de « bons cheveux » (Guadeloupe), l'expression « améliorer » ses cheveux étant, de surcroît, employée à propos de quelqu'un qui les rend lisses au moyen d'un produit ou d'une préparation ; par ailleurs, on qualifiera de « brune » une personne au teint assez foncé pour qu'il n'y ait nul doute sur sa couleur et, pour telle autre, on parlera par exemple de son « teint tunisien », comme s'il fallait glisser le plus possible sur l'africanisme de caractères regardés de ce fait, sinon comme inesthétiques, du moins comme exprimant ce qu'il y a de moins flatteur dans le pedigree ¹. Une autre illustration de cette façon de voir est donnée par le fait que le mot « blanc » paraît généralement exempt de valeur péjorative ² tandis que le mot « noir » et surtout le mot « nèg' », évoquant un passé de servilité ³, ne sont jamais neutres et seront fréquemment employés dans les milieux de couleur, non comme des qualificatifs anodins, mais en pleine connaissance du discrédit attaché aux caractères physiques auxquels ils se réfèrent : « Ils sont très noirs, mais ils sont tous bien », diront certains, par exemple, d'une famille bien cotée dont les membres ont le teint très foncé ⁴ ; soit en manière de plaisanterie soit comme injure positive, il arrivera qu'on se traite mutuellement de « nègre » ou de « négresse » ⁵, ou bien encore on appliquera ce qualificatif à sa propre personne ou à celle d'un semblable tantôt parce qu'on entend ironiquement exprimer que, pour les autres, on n'est rien de plus que des nègres, tantôt parce que reprendre à son compte une telle étiquette revient à affirmer qu'on peut, sans nulle honte,

¹ La scène suivante m'a été, en outre, racontée par un fonctionnaire métropolitain de la préfecture de la Martinique, M. Richard Stein : deux écoliers discutent et l'un, à bout d'arguments, montre sa peau plus claire et dit à l'autre : « je suis meilleur que toi ! » Dans le même sens M. André Terrisse me rapportait, en 1948, comment les élèves d'une école de filles, à qui il avait demandé de lui dire laquelle d'entre elles était à leur avis la plus jolie, désignèrent la plus claire.

² Dans l'expression « vié Blanc » (vieux Blanc), appliquée sur un mode de familiarité un peu railleuse aux métropolitains fixés dans le pays, c'est l'épithète « vieux », au sens de vilain ou de mauvais, qui est péjorative et non pas le mot « Blanc ».

³ En Martinique, selon le Dr Rose-Rosette, « la couleur noire est celle de la servilité ».

⁴ FANON, *op. cit.*, p. 162.

⁵ En mars 1952, des professeurs du lycée Schoelcher à Fort-de-France m'ont raconté comment deux fillettes de couleur s'étaient battues, l'une ayant dit à l'autre que sa mère était une « négresse ». Quantité de faits du même ordre pourraient être cités.

appartenir à cette catégorie dépréciée ¹. Tout se passe, en somme, comme s'il était de notoriété publique aux Antilles que c'est une déficience que d'être noir ; même si, au point de vue économique, sa position est modeste, voire misérable, une personne de couleur se prévaudra volontiers de ce qui peut la différencier des Noirs ² ; et il existe des dictons pour railler, chez les mulâtres, avec l'attitude de supériorité que nombre d'entre eux affichent à l'égard des plus foncés, la propension qu'auraient souvent ces membres de la catégorie intermédiaire à oublier que leur ascendance les apparente aux nègres : « Mulât' ka oublié qui nég'esse c'est maman-li » (le mulâtre oublie que la négresse est sa mère), assure-t-on ironiquement dans les milieux noirs de la Guadeloupe ³.

Pratiquement, ces deux hiérarchies (celle des classes et celle des catégories fondées sur l'origine) apparaissent plus ou moins confondues et maints faits immédiatement observables en témoignent : dans les principaux hôtels ⁴, par exemple, le petit personnel domestique (cuisine, service d'étage, etc.) se compose généralement de Noirs ou de gens de couleur foncée alors que le personnel élevé (direction, réception) comprend des Blancs ou des gens de couleur claire ; de même, chez les particuliers, il est rare que les domestiques ne soient pas les plus noirs ou les plus négro-africains de type parmi les membres de la maisonnée, et

¹ Un couple mulâtre, qui était rentré par bateau bananier de France en Martinique avec des Blancs créoles pour copassagers, me disait plaisamment : « Nous étions les seuls nèg's à bord », entendant par là que les gens de couleur, quels qu'ils soient, sont toujours des « nègres » aux yeux des Blancs. Dans les couches populaires de la Martinique, on appelle couramment le député-maire Aimé Césaire « not' petit nèg' » en un sens d'admiration affectueuse, dans la mesure même où il est le premier Martiniquais de cette catégorie habituellement inférieure à occuper une situation politique en vue.

² Ainsi, un chauffeur de la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre tint à me faire savoir, au cours d'un déplacement, que son père était un « mulâtre » et non un « nègres ». De même, en 1948 à Pointe-à-Pitre, un cordonnier de couleur, humble artisan originaire des Saintes et portant (notons-le) pour patronyme le nom d'un fleuve africain, se réclama, dans la première conversation que nous eûmes, d'un « aïeul venu de Bretagne » dont le sang, au cours des temps, s'était mêlé à celui des Noirs. D'autre part, M. Montlouis-Félicité, de la mairie de Fort-de-France, m'a raconté l'histoire d'un mendiant mulâtre surnommé « Lapin 'chaudés » (lapin échaudé) qui traitait de « sacré Congo » le Noir qui lui refusait l'aumône, ce à quoi il s'entendait souvent répondre qu'il était dommage pour un mulâtre d'en être arrivé là.

³ Comparer cet autre dicton : « Tu ne dis pas bonjour à ton oncle ? » plaisanterie lancée par un Noir à un mulâtre qui ne le salue pas (Guadeloupe).

⁴ Au Grand-Hôtel de Pointe-à-Pitre, en 1952, le personnel élevé (réceptionnaire et caissière, maître d'hôtel, barman) était blanc, le personnel moyen (serveurs ou serveuses du bar et du restaurant, lingère, chauffeur) diversement coloré, le petit personnel (femmes de chambre, portier de nuit) noir ; en outre, un artisan espagnol s'occupait des réparations et bricolages. Au Royal-Hôtel de Basse-Terre, à la même époque, la directrice était une dame de couleur assistée par une demoiselle mulâtre régissant les Noirs dont se composait le reste du personnel. À Fort-de-France, les hôtels les plus estimés (Lido, Vieux-Moulin, Bristol) étaient dirigés par des Blancs. La condition ancillaire est regardée par beaucoup comme allant tellement de soi pour les Noirs que j'ai pu voir, à Grand-Bourg de Marie-Galante, l'enseigne suivante à l'Hôtel de la Concorde (dont la propriétaire était de race noire) : un Blanc et une Blanche attablés avec une servante colorée debout à l'arrière-plan.

l'on entend couramment leurs maîtres les tutoyer (sans qu'il y ait réciprocité) lorsqu'ils leur parlent en français ¹, adoptant à leur égard une attitude de familiarité qui reste condescendante, même dans les cas où il y a lieu de penser qu'elle se nuance d'affection. Des constatations du même ordre peuvent être faites dans des établissements tels que les banques (dont, en règle générale, les directeurs sont des hommes de race blanche qu'assistent des mulâtres), et la suprématie du Blanc paraît être à ce point chose établie dans les mœurs qu'un étranger risque de susciter la surprise, voire, éventuellement, la moquerie, s'il fait à pied un déplacement qu'on peut présumer de quelque durée ². Bourgeois et fonctionnaires de quelque rang ne circulant guère qu'en voiture, il est rare également qu'un Blanc prenne place dans un de ces autobus ou autocars qu'on nomme « taxis » ou (en Guadeloupe) « chars » et qui, transportant une clientèle essentiellement populaire, ne sont guère utilisés que par des gens de couleur ; d'autre part, la position privilégiée du Blanc s'exprime parfois dans la façon dont on lui parle et il peut arriver (sans que l'interlocuteur témoigne pour autant de la moindre obséquiosité) qu'on s'entende appeler « patron » par un chauffeur, par exemple, ou un homme de race noire et de condition inférieure.

On voit donc que *grosso modo*, même dans les villes (où les occupations sont multiples et le brassage social plus poussé qu'à la campagne), ce sont les gens les plus clairs, et tout particulièrement les Blancs, qui occupent les degrés les plus hauts de la hiérarchie. Le schéma traditionnel : classe supérieure blanche, classe moyenne mulâtre, classe inférieure nègre, reste à peu près conforme à la réalité perceptible, mais si choquante que soit pareille répartition il peut sembler, de prime abord, qu'en dehors de ce qui est conflit de classe à proprement parler et des compétitions individuelles il y ait, entre les catégories de couleur, une sorte d'ajustement tel que la question de race n'interviendrait pas expressément dans les antagonismes. Toutefois, cette vue relativement optimiste ne résiste pas à l'examen et l'on a vite fait de constater que les conflits raciaux, s'ils ne sont pas prépondérants, à tout le moins se mêlent inextricablement aux autres conflits qui surviennent à tout moment dans la vie antillaise comme dans celle de la plupart des sociétés.

¹ Le créole possède un seul pronom de deuxième personne : 'ou (« vous »). Selon Gilbert Gratiant, on ne tutoie ainsi que les jeunes domestiques.

² Rentrant à l'Hôtel Bristol après une visite au séminaire-collège de Fort-de-France (dont la situation est à peine périphérique), je m'entendis, par exemple, interpellé railleusement par un gamin noir de peut-être treize ans, qui me disait : « Vous voulez 25 francs pou' prend' l'auto ? » Par ailleurs, rentrant un soir d'un faubourg de Pointe-à-Pitre je croisai deux jeunes filles qui me crièrent : « Bonne route ! » avec une cordialité tout à la fois gentille et ironique. J'ajoute qu'au demeurant, lorsque j'avais à demander mon chemin au cours de ces promenades à pied, c'est toujours de la façon la plus aimable qu'on me l'a indiqué et qu'en Guadeloupe, dans la périphérie de Basse-Terre, deux employés noirs des ponts et chaussées, qui m'avaient aperçu sur la route, m'invitèrent obligeamment à monter dans leur jeep.

Qu'une grève se déclenche – comme cela arrive presque régulièrement à l'époque des récoltes, au moment de la reprise du travail par les coupeurs de canne – et ce sont des individus différenciés non seulement par leur situation sociale mais par leur race qui se trouvent s'affronter : d'une part les employeurs blancs et leurs cadres directeurs, d'autre part la main-d'œuvre de couleur. Que cette grève donne lieu à des incidents, et les camps sont ainsi constitués que c'est entre gens de races distinctes que le sang vient à couler : au Carbet le 8 mars 1948, un gréviste de couleur est tué par les gendarmes (soit par des Blancs métropolitains) ; dans la région de Basse-Pointe le 6 septembre de la même année, c'est l'administrateur blanc créole de l'habitation Leyritz qui tombe sous les coups de travailleurs de couleur ; en Guadeloupe le 14 février 1952, ce sont les C.R.S. (Blancs métropolitains) qui tuent plusieurs personnes de couleur dans la ville du Moule. Bien que ces conflits du travail et les violences qui peuvent en résulter soient essentiellement des épisodes de ce qu'en langage marxiste on appelle lutte des classes, il est inévitable, étant donné les appartenances respectives de leurs protagonistes, qu'ils soient interprétés, à tort ou à raison, selon une perspective ethnique, où les notions raciales interviennent à côté des notions culturelles et se mêlent généralement plus ou moins avec elles (pareille confusion de ces deux ordres de notions étant d'ailleurs à la base de l'hostilité qui peut dresser l'une contre l'autre deux races en tant que telles) : un employeur qui éprouve des difficultés pour le recrutement de sa main-d'œuvre incrimine la paresse atavique qu'il attribue aux gens de couleur ou bien, à tout le moins, le défaut d'incitation au travail qu'entraîne la modicité de leurs besoins ; inversement, les tenants des travailleurs s'en prennent au « racisme » des Blancs, qui arguent de ce peu de besoins, et du fait que l'un des traits du caractère antillais serait de mieux aimer travailler moins qu'améliorer son niveau de vie, pour se montrer parcimonieux en matière de salaires. Qu'un Blanc originaire tel que M. Guy de Fabrique soit la victime malheureuse d'un conflit ouvrier, ses congénères – négligeant le fait qu'il était intervenu lui-même armé et escorté de gendarmes – insistent sur la « sauvagerie » avec laquelle il a été assassiné et sur les instincts sanguinaires que cela dénote chez ses meurtriers ; en même temps ils dénoncent la propagande « anti-blanche » de tel leader régional en oubliant qu'on imagine fort mal, vu ce qu'est la structure sociale du pays, comment la propagande anti-patronale en Martinique pourrait ne pas viser des Blancs. Un service d'ordre, enfin, estime devoir faire usage de ses armes contre des manifestants, une bonne partie de l'opinion de couleur juge que la répression aurait été certainement moins sévère, si gendarmes ou C.R.S. avaient eu à réagir contre des Blancs et non contre des gens de couleur ¹.

Cette facilité avec laquelle se racialise (si l'on peut dire) un conflit opposant travailleurs de couleur et représentants du patronat ou de la force publique, se

¹ Étant convenu dès le principe que mon enquête ne prendrait pas la forme d'une « enquête administratives », il ne m'appartient pas d'examiner ici le détail de ces faits, dont je puis seulement noter qu'ils ont soulevé une grande émotion et indiquer comment un point de vue racial s'est introduit dans les commentaires qu'ils ont suscités.

retrouve sur le plan des différends personnels qui peuvent survenir entre un individu de race blanche et un individu appartenant à une autre catégorie. Alors qu'une altercation entre gens de même couleur demeure le plus souvent sans graves conséquences, la chose revêt une signification plus nocive si des membres de catégories distinctes se trouvent ainsi opposés, car il ne s'agit plus alors d'individus à proprement parler : que l'argument racial soit ou non invoqué par les protagonistes d'un tel différend, leurs personnes particulières tendent à s'éclipser derrière les catégories traditionnellement reconnues dont elles sont les symboles. La fameuse « affaire Dietrich », qui vers la fin de 1945 a eu pour théâtre Pointe-à-Pitre, montre comment – un acte hostile en entraînant un autre, et deux partis se constituant – un conflit originellement de peu de gravité peut s'enfler démesurément et prendre un tour tragique¹ ; cette déplorable affaire (qui, il importe de le souligner, a fait d'autant plus de bruit qu'elle représente un cas non seulement extrême mais exceptionnel) s'est soldée par deux morts, celle d'un homme de couleur, tué par une balle de gendarme, et celle de l'ancien gendarme Dietrich, lynché par la foule indignée ; issue d'une querelle de café avant de dégénérer presque en émeute, elle a créé pendant un certain temps, si l'on s'en rapporte à la rumeur publique, une situation tendue entre Blancs et population de couleur de Pointe-à-Pitre. Au niveau, non du drame, mais de la comédie, on peut citer, entre autres affaires récentes, deux procès qui donnèrent lieu en 1952 à bien des commentaires, chez les Blancs comme chez les gens de couleur des deux principales villes de la Guadeloupe : à Basse-Terre, celui qu'un médecin de couleur intenta au directeur de la population et au directeur de la santé (tous deux métropolitains), s'étant jugé diffamé par un article publié dans le journal *Santé-Guadeloupe*, qui mettait en garde la population contre certaines méthodes employées pour le traitement de la lèpre² ; à Pointe-à-Pitre, celui qui opposa une personnalité métropolitaine (le sous-préfet) à une personnalité de couleur (un

¹ Cette affaire eut lieu en période électorale, à un moment de controverses passionnées. En voici l'essentiel, d'après le récit qui m'a été fait par un magistrat guadeloupéen en retraite, M. Nicolas, ex-procureur de la République, témoin oculaire d'une partie de l'événement. Dietrich, ancien gendarme qui passait (notons-le) pour brutal et peu délicat en matière d'argent avec sa femme, tenait sur la place de la Victoire, le grand lieu de promenade de Pointe-à-Pitre, le café les Tulipes. Un Noir (ancien soldat gazé quelque peu déséquilibré dont l'habitude était de traîner sur la place) ayant invectivé des consommateurs blancs attablés à la terrasse à l'heure de la promenade du soir, l'un des insultés lui lance le contenu d'un verre d'eau, puis Dietrich le chasse d'un coup de pied. Attroupement. Un Guadeloupéen de couleur soufflette Dietrich ; des gendarmes qui consommaient à l'intérieur interviennent. Bagarre. Les gendarmes vont chercher du renfort et reviennent en armes ; blessé par une pierre, un d'eux tire et tue quelqu'un, ce qui porte à son comble la fureur de la foule. Venu sur les lieux, le gouverneur de la colonie est obligé de se retirer, des gens ayant essayé de renverser sa voiture ; d'autres tentatives d'apaisement, émanant de personnalités de couleur, n'ont guère plus de succès. Des éléments de la populace recherchent Dietrich, qui s'est enfui. Découvert dans la nuit chez sa maîtresse il est massacré, et son café est mis à sac. Selon M. Nicolas, durant les deux mois qui suivirent l'événement, les Blancs et personnes de teint assez clair pour qu'on puisse confondre avec les Blancs évitèrent de se montrer à la promenade, ne se sentant plus en sûreté ou craignant tout au moins de subir des affronts.

² Cf. *Santé-Guadeloupe*, n° 6 (juin 1951) : « Contre les charlatans, les bandits. »

fonctionnaire des douanes) à la suite de propos malsonnants échangés à l'aérogare de Raizet. Ces deux affaires furent interprétées, assez généralement, dans les milieux de couleur comme la marque d'une animosité que les fonctionnaires métropolitains intéressés auraient respectivement nourrie contre les médecins et les douaniers locaux ; en revanche, nombreux furent les Blancs pour reprocher à l'opinion de couleur de porter ainsi sur le terrain racial (ou celui des rapports généraux entre métropolitains et originaires) des différends qu'ils estimaient n'avoir pas à être envisagés sous cet angle – les deux partis, en somme, se renvoyant la balle et s'accusant réciproquement d'être mus par des considérations d'origine ou de race, ce qui revenait à se taxer mutuellement de racisme.

Qu'un bourgeois mulâtre soit porté à se regarder comme supérieur à un Noir, parce que plus proche du Blanc, alors que des Noirs le concevront en revanche comme un snob honteux de ses origines, qu'un Blanc tienne les travailleurs de couleur à quelque degré pour des « primitifs », alors que ces derniers verront en lui quelqu'un qui vit de la sueur du nègre ; que chaque catégorie (prise dans l'ensemble) ait donc ses préventions à l'égard des autres, ou qu'elle se borne à dénoncer, comme influant sur la conduite des autres, l'existence de préoccupations d'ordre racial dont elle-même serait exempte, il est clair que la question de race se pose à tout moment en Martinique et en Guadeloupe, tant chez les privilégiés que chez ceux qui se rangent parmi les humiliés et offensés. Avant d'essayer de déterminer dans quelle mesure ces préoccupations peuvent se fonder sur des points de vue de classe dont on trouverait des équivalents dans beaucoup d'autres sociétés et dans quelle mesure peut jouer ici, inversement, quelque chose d'irréductible à la structure économique de la société antillaise, il est nécessaire d'examiner comment le préjugé racial se manifeste, objectivement, dans les conduites des diverses catégories les unes vis-à-vis des autres et, subjectivement, dans les opinions qu'elles professent les unes sur les autres. Une fois décrites les modalités qui règlent les rapports mutuels de ces divers groupes d'originaires, auxquels s'ajoute maintenant la catégorie particulière que représentent les Indous, devront être envisagées les relations de ces Antillais de toutes couleurs avec les résidents temporaires que sont les métropolitains, problème qui se posait déjà à l'époque coloniale mais dont les données ont été tant soit peu modifiées par la départementalisation. Par ailleurs, bien qu'une telle question ne relève pas de cette étude puisque les Syro-Libanais établis aux Antilles gardent, pour la plupart, leur nationalité et restent donc en marge de la communauté française, il faudra, sous peine de laisser incomplet ce tableau des relations entre catégories, dire un mot des réactions suscitées en Martinique et surtout en Guadeloupe par la présence de ces nouveaux venus et la position qu'ils ont acquise dans l'économie antillaise.

Le préjugé racial.

[Retour à la table des matières](#)

Dans des régions où, comme aux Antilles françaises, la citoyenneté est chose acquise pour tous les originaires et où il n'existe pas à proprement parler de « barrière de couleur » (soit un ensemble d'interdits dont les plus visibles affectent, par exemple, des quartiers, des locaux, des véhicules et qui, quelle que soit leur nature, visent à instaurer systématiquement une ségrégation entre les divers groupes raciaux), on serait enclin à penser que les vieux préjugés coloniaux touchant à la primauté inconditionnée que les gens de race blanche auraient, du simple fait de cette appartenance, sur ceux des autres races n'ont plus maintenant une force suffisante pour jouer de manière continue dans la vie collective. S'il est certain qu'en Martinique et en Guadeloupe le racisme au sens strict (prenant la forme d'une doctrine plus ou moins cohérente affirmant la supériorité congénitale d'un groupe et prescrivant, de façon concertée, une politique adéquate à cette idée de supériorité) peut être regardé comme pratiquement absent, il n'en est pas moins vrai qu'on y voit se manifester un racisme au sens large : solidarité, à tout le moins occasionnelle, entre les membres d'un groupe basé sur une certaine identité d'origine qu'expriment des analogies physiques, esprit particulariste tendant à opposer entre eux les groupes ainsi constitués, volonté pour le groupe privilégié de maintenir son intégrité raciale en même temps que sa position socialement prépondérante. L'existence de cet état d'esprit, qui témoigne d'un racisme latent à défaut d'un racisme agressivement proclamé, apparaît avec évidence dans le fonctionnement d'une institution telle que le mariage légal et, sur le plan des simples relations de sociabilité, dans toutes les circonstances regardées comme propices au développement d'une inclination qui pourrait conduire au mariage.

D'une manière générale on peut dire qu'aux Antilles françaises, où tant d'unions de race à race s'opèrent dans l'illégitimité sans provoquer de scandale et où la société blanche ne s'insurge pas contre le mariage interracial pourvu que le conjoint blanc soit ce Blanc de « seconde zone » qu'est le métropolitain¹, il n'est guère d'unions légitimes entre Blancs originaires et personnes de couleur qui, dans les rares cas où de telles unions se produisent, ne soient hautement réprouvées par la famille du conjoint blanc et ne tendent à le faire mettre au ban de sa catégorie. De cette rigidité (aux effets aggravés par l'étroitesse numérique du milieu antillais) il résulte que s'expatrier, en se contentant, au besoin, de passer d'une île à une autre, est le parti que choisiront souvent, comme le plus sage, ceux qui contractent pareilles unions, car le couple ainsi formé, s'il reste sur place, risque fort de connaître une situation matérielle et morale difficile, préjudiciable à l'harmonie et à la stabilité du ménage. Il importe de souligner qu'une liaison non sanctionnée par le mariage, de quelque manière qu'elle soit jugée, est loin de susciter des réactions

¹ GRATIANT, *Martinique...*, p. 83.

aussi vives, tout au moins quand il s'agit de la liaison d'un Blanc créole avec une personne de couleur, car les choses peuvent aller plus loin, jusqu'aux injures et voies de fait, si c'est une Blanche créole qui s'est ainsi compromise. Bien que le fait remonte à quelques années avant la dernière guerre, beaucoup parlent encore en Guadeloupe de l'altercation, suivie de pugilat, qui survint entre les frères d'une femme mariée (appartenant à l'une des grandes familles blanches locales) et un homme de couleur fort apprécié dans la riche société de Saint-Claude, dont elle était devenue la maîtresse ; le divorce de la femme ayant été prononcé, les deux fautifs régularisèrent leur liaison, ce qui ne fit que porter le scandale à son comble et attira sur la mésallée l'indignation de son milieu ; c'est par une séparation que se termina cette union, dont la légalisation avait mis les conjoints dans une situation peut-être encore plus difficile qu'elle n'avait été jusqu'alors ¹.

Qu'un Blanc créole épouse une personne de couleur ou (ce qui est plus exceptionnel encore) qu'un homme de couleur épouse une Blanche originaire, dès l'instant qu'il y a union mixte légale et que les Blancs martiniquais ou guadeloupéens peuvent estimer que l'un ou l'une des leurs s'est ouvertement mésallié, ils se refusent à accepter cette union et se comportent comme si le conjoint blanc était passé de la caste supérieure à laquelle il appartenait de par son origine à la caste inférieure qui est celle de son partenaire ; peut-être celui qui a ainsi dérogé gardera-t-il personnellement quelques bonnes relations dans son ancien milieu mais, dans l'ensemble, le couple sera tenu à l'écart et se trouvera en butte à tous les inconvénients d'ordre pratique qu'entraîne le fait d'être discrédité aux yeux de la classe dominante. Un grand commerçant mulâtre de Fort-de-France m'a relaté par exemple comment son père, un Blanc qui avait épousé une « négresse », et était employé dans les cadres directeurs d'une des grandes sucreries de l'île, dut se démettre de ses fonctions quand l'usine changea de propriétaires, car ses nouveaux patrons n'admettaient pas qu'un de leurs agents supérieurs eût une famille de couleur. Plus récemment, quand j'arrivai en Martinique pour mon deuxième séjour, on s'entretenait du mariage qui avait amené un jeune Blanc créole, fils d'industriel, à rompre avec sa famille, laquelle (il est vrai) reprochait à la bru de couleur la mauvaise réputation qu'elle avait dans son propre milieu ; si l'on en croit les on-dit, la brouille dura plusieurs mois et une détente partielle ne s'amorça qu'au moment où le père dut faire appel au fils rebelle pour assurer la bonne marche de l'usine. En Guadeloupe, on me raconta d'autre part comment un Noir appartenant au corps de la médecine militaire alla s'installer en France avec sa jeune épouse blanche créole, après un mariage qui fit scandale jusque dans certains milieux bien pensants de couleur. En dehors même des cas où ceux qui bravent l'opinion en faisant un mariage mixte sont obligés de changer de résidence ou de situation, il est rare que de telles unions ne suscitent pas des remous : c'est un mariage entre un jeune Blanc martiniquais et une jeune fille de couleur, tous deux appartenant à un milieu commerçant, qui amène par exemple ce

¹ Plusieurs personnes de couleur de diverses localités et de divers milieux m'ont raconté cette histoire, sur laquelle l'élémentaire discrétion m'interdit d'être plus précis.

jeune Blanc à se fâcher avec ses sœurs, bien que le mariage en question soit parfaitement accepté par le père (qui, d'ailleurs, a lui-même épousé en secondes noces une personne de couleur) ; c'est, en Martinique également, un Blanc créole qui recourt à la justice pour obtenir levée de l'opposition que sa mère a faite à son mariage et, par ailleurs, une mère blanche créole qui, devenue veuve, se réconcilie avec son fils mésallié mais persiste à ne pas recevoir sa bru ; c'est encore, sans qu'il y ait rupture complète avec la famille, l'anathème qui se trouve jeté sur un Blanc martiniquais de la classe moyenne, en raison de son activité politique de gauche comme du mariage qu'il a fait avec une femme de couleur dont il avait des enfants et qui était elle-même la fille naturelle d'un Blanc originaire. Il semble que, d'une manière générale, la réaction ait le moins de virulence quand le conjoint blanc n'appartient pas à la classe la plus élevée et quand il s'unit à une personne dont le niveau économique n'est pas inférieur au sien et dont l'éducation est analogue à la sienne : l'unique exemple que j'aie pu relever, en Martinique, de mariage mixte s'étant opéré sans scandale est celui d'un jeune pharmacien blanc épousant la fille d'un pharmacien de couleur ; d'autre part, on m'a cité en Guadeloupe le cas d'une Blanche originaire, fille d'un fonctionnaire, qui épousa en France (où elle faisait ses études) un étudiant martiniquais et fut accueillie de la façon la plus normale dans sa belle-famille de couleur ; dans le milieu un peu particulier que représente la population pauvre de Saint-Barthélemy, paysans blancs mêlés à de rares gens de couleur, j'ai rencontré en outre un paysan mulâtre dont on me dit qu'il avait épousé sans esclandre une Blanche du pays ¹.

Dans les familles blanches créoles, la crainte de la mésalliance amène à des précautions qui influent sur les rapports de sociabilité que les familles de cette catégorie peuvent avoir avec celles des autres catégories. Selon l'expression d'un homme de couleur de la Guadeloupe on a, de catégorie blanche à catégorie de couleur, des relations « publiques » mais pas de relations « privées ». Lorsqu'on se rencontre au dehors on échange des propos cordiaux (encore qu'un Blanc, s'il est accompagné de sa femme ou d'une autre personne de sexe féminin qui appartient à sa parenté, soit généralement plus distant à l'égard de ses connaissances de couleur que s'il se trouve tout seul) ; on se voit à l'église, dans les affaires, dans les réunions officielles ou semi-officielles (telles les réceptions à la préfecture, les bals de la Croix-Rouge, les remises de décoration), parfois même à la maison quand il s'agit, par exemple, d'une œuvre de bienfaisance ² ; on se rencontre aussi lors des grands enterrements et certains disent même plaisamment qu'enterrements et combats de coqs (ces derniers fréquentés presque exclusivement par les hommes) sont les seules occasions où l'unanimité se fasse entre les races. Mais les familles

¹ À Saint-Barthélemy également, le R. P. Le Gallo, curé de l'Orient, m'a cité un ménage d'originaires Blanc et Noire, en marge dans la seule mesure où l'homme est alcoolique.

² Ainsi, le secrétaire d'une mairie martiniquaise m'a rapporté comment sa femme, membre de l'Association des mères chrétiennes, reçoit parfois la visite de la présidente de cette association, une Blanche originaire avec laquelle elle n'a pas d'autres relations que ces visites au cours desquelles sont échangés quelques propos aimables en même temps qu'on parle de questions touchant à l'association.

blanches tiennent, en règle générale, à ne pas se mêler aux autres catégories pour les fêtes qui touchent à l'union des sexes (mariages) ou se rapportent plus ou moins directement à la procréation (baptêmes) comme à la croissance des enfants (premières communions) ; en de telles circonstances, la famille qui tient à se montrer aimable enverra, s'il y a lieu, des faire-part à ses relations de couleur et il n'est pas exclu qu'elle aille jusqu'à inviter un ami appartenant à cette catégorie, mais ce dernier, s'il a du tact, ne manquera pas de s'abstenir. Ainsi que me l'exposait un Blanc guadeloupéen, membre du corps enseignant, l'espèce de *modus vivendi*, qui, aujourd'hui, s'est tacitement instauré entre Blancs créoles et gens de couleur admet bien qu'on se fréquente, mais étant entendu que « chacun garde sa petite sphère d'intimité » et que sont évitées, en raison des « penchants » qui pourraient en résulter, les occasions de rencontre entre jeunes gens et jeunes filles des deux groupes ¹ ; « C'est la femme qui, en somme, est au centre de tout cela », ajoutait en substance mon interlocuteur, signifiant par là, de son point de vue de Blanc créole, que le souci de soustraire l'élément féminin de la catégorie blanche à toute éventualité de mésalliance, sous quelque forme qu'elle puisse se produire, est le ressort premier de ce système de règles implicites.

Certes, l'évolution de la division du travail entre les deux sexes – évolution observable en presque tous pays et selon laquelle les femmes, même dans les classes aisées, se livrent plus fréquemment qu'autrefois à des activités professionnelles qui les amènent à passer de longues heures en dehors de chez elles – ne laisse pas de toucher dans une certaine mesure la société antillaise, de sorte qu'on voit aujourd'hui quelques jeunes filles ou jeunes femmes appartenant à la bourgeoisie blanche créole travailler, comme secrétaires par exemple, dans des entreprises auxquelles elles sont d'ailleurs généralement attachées par des liens de famille. Toutefois, la norme reste aux Antilles françaises que – sauf chez les Blancs pauvres tels que ceux de Saint-Barthélemy ou des Saintes et les Matignons de la Grande-Terre – la Blanche originaire n'ait d'autre occupation que la tenue de la maison, mis à part quelques devoirs (bonnes œuvres, démarches relevant de la sociabilité, etc.) qui peuvent l'appeler à l'extérieur. S'il est admis qu'un Blanc créole entretienne (en dehors même de ses obligations professionnelles) des relations amicales avec des gens de couleur, ces relations, qui, sur le plan de la coopération économique, peuvent être assez étroites pour aller jusqu'à l'association ² et dont il n'est pas exclu qu'elles soient des plus affectueuses ¹, ne

¹ Lors de mon deuxième voyage à la Martinique, par exemple, le prêtre qui était l'animateur des jeunesses indépendantes catholiques (association dont les adhérents appartiennent aux diverses catégories) avait dû renoncer à organiser des sorties auxquelles jeunes hommes et jeunes filles auraient pris part, une mère de famille blanche étant venue protester contre ces sorties, à cause des attachements qui pourraient en résulter.

² J'ai relevé en Martinique quelques exemples de maisons de commerce dans lesquelles des Blancs créoles et des mulâtres sont associés. De même, en Guadeloupe, M. Ernest Bonnet m'a parlé de la coopérative qui les unit, lui ainsi qu'un autre Blanc planteur de canne à sucre, à plusieurs propriétaires de couleur dans la région de Petit-Bourg.

sont jamais que des relations personnelles, en ce sens qu'elles demeurent pratiquement limitées à ceux qui sont ainsi liés, sans que les familles intéressées en viennent à régulièrement se fréquenter : les hommes se verront en ville, déjeuneront ensemble au restaurant ; le Blanc, le cas échéant, se rendra chez son ami de couleur pour une fête de famille ou à toute autre occasion, mais il s'y rendra seul et son propre domicile ne fera, au mieux, que s'entrouvrir de temps à autre pour un moment de bavardage autour du punch ou de quelque, autre rafraîchissement, plus rarement encore pour un repas qui gardera, d'ailleurs, le caractère d'une attention particulière écartant toute idée de relations mondaines à égalité même si la femme de l'ami en question est elle aussi conviée ; d'autre part, une bourgeoise de couleur ne tiendra généralement pas à rendre une telle invitation, soit qu'elle estime ne pas disposer d'un intérieur qui lui permettrait de le faire avec le faste voulu, soit qu'elle préfère ne pas se montrer avide de relations dans la catégorie blanche. Il résulte de ces usages que le compartimentage lié à la distinction entre Blancs et gens de couleur est beaucoup plus marqué dans la fraction féminine de la société que dans sa fraction masculine ; on relèvera en conséquence, dans les milieux de couleur, la tendance de la Blanche créole à s'enfermer « dans sa tour d'ivoire » et, vu le peu de contacts qu'elle a, abstraction faite de ses domestiques, avec les membres des autres catégories (ce qui, de surcroît, réduit le nombre des expériences susceptibles d'atténuer son rigorisme), on l'accusera d'être plus stricte encore que le Blanc créole sur le chapitre de la discrimination.

On ne peut nier qu'en dépit de certaine tension dénoncée dans les milieux de couleur et regardée communément dans ces milieux comme une séquelle de l'époque durant laquelle la Martinique et la Guadeloupe furent administrées par l'amiral Robert au nom du gouvernement de Vichy², les usages relatifs aux rapports entre gens des diverses catégories se sont notablement assouplis depuis quelques dizaines d'années. Autrefois, l'homme de couleur qui venait chez un Blanc créole était admis tout au plus à pénétrer sous la véranda et, dans les réceptions officielles auxquelles étaient invités des Blancs originaires et des gens de couleur, les deux groupes ne se mélangeaient pas ; la prévention raciale jouait

¹ De nombreux Blancs créoles, bien qu'opposés catégoriquement au mariage mixte, se flattent d'avoir d'excellents amis parmi les gens de couleur. « On se ferait tuer l'un pour l'autre », me disait un Blanc guadeloupéen pour me donner la mesure de certaines de ces amitiés. Un Martiniquais de couleur me parlait, quant à lui, de deux compatriotes blancs qui étaient ses amis et dont il ne doutait pas qu'au cas où il serait malade ils viendraient le voir chez lui. Mais il me faut rapporter ce propos moins lénifiant qu'un mulâtre martiniquais me tenait à Paris : « Les Blancs créoles aiment les nègres même s'ils les tuent à coups de fusil. »

² Mises à part les critiques d'ordre politique, les doléances des Martiniquais et des Guadeloupéens de couleur à l'égard du régime de l'amiral Robert portent principalement sur l'attitude des marins à l'égard de la population, et certains relèvent par ailleurs que les Blancs auraient été servis les premiers (et pratiquement les seuls servis) dans les boutiques quand des denrées arrivaient. La tendance générale de ce régime au point de vue racial est exprimée objectivement par le fait qu'à la Martinique le tiers environ des maires désignés pendant la « révolution nationale » étaient des Blancs originaires.

dans des domaines où elle ne semble plus guère se manifester aujourd'hui et l'on voyait, par exemple, une Blanche créole malade se refuser à suivre les prescriptions du médecin local appelé à son chevet, parce qu'il était un mulâtre ¹. Toutefois, pour sensible que soit l'évolution du *modus vivendi*, il est certain qu'une forte tendance à la ségrégation subsiste et que des signes très variés en témoignent. Blancs et gens de couleur se coudoient, certes, dans nombre de réunions (bals officiels, fêtes de bienfaisance, etc.), mais en règle générale une Blanche créole ne danse pas avec un homme de couleur ; dans telle fête donnée pour l'inauguration d'un dispensaire par un Blanc martiniquais qui passe pour avoir un esprit ouvert, la femme et la fille de l'organisateur assistent à la cérémonie (où tous ont été conviés sans discrimination), mais on relève dans les milieux de couleur leur abstention pour le dîner qui s'ensuit ; tel coiffeur pour dames exerçant en Guadeloupe n'accepte que des clientes blanches (originaires ou métropolitaines) et tout au plus quelques « Indiennes », craignant de perdre sa clientèle blanche s'il admettait des personnes de couleur et prétextant pour éliminer les indésirables qu'il ne coiffe que les « cheveux plats », ce qui (assurément) marque un léger progrès sur le procédé de son père disant aux clientes de couleur qu'il éconduisait qu'elles avaient les cheveux « trop sales » ; les cercles, tels qu'il en existe en Martinique ², sont encore regardés comme des cercles de catégories : le Cercle de Fort-de-France reste le cercle blanc (bien qu'en fassent partie quelques riches hommes de couleur) et le Cercle du Fort-Royal reste celui de la bourgeoisie mulâtre (bien que présidé par un Blanc originaire, homme situé d'ailleurs en marge du milieu des riches propriétaires fonciers, banquiers ou commerçants) ; de même, des associations sportives guadeloupéennes telles que le club de tennis de Basse-Terre et le club nautique de Pointe-à-Pitre sont des clubs essentiellement blancs, comptant quelques mulâtres parmi leurs membres ; les rapports de camaraderie entre les divers éléments de la jeunesse, bien que souvent excellents à l'intérieur des établissements scolaires voire dans le cadre d'œuvres péri ou postsecondaires ³, ne s'étendent pas au-delà de ces strictes limites, et le lycéen blanc créole, lorsqu'il est

¹ L'histoire m'a été contée par un riche distillateur martiniquais, qui est le fils de ce médecin.

² À la différence de ce qu'on observe en Guadeloupe où, pour jouer, on se réunit plutôt par petits groupes de relations.

³ Les œuvres catholiques telles que les Scouts de France et les Guides, Âmes vaillantes et Cœurs vaillants ainsi que les Sonis (cercle d'études portant le nom du général de Sonis, né à Pointe-à-Pitre de parents blancs et qui fit en Afrique du Nord une grande part de sa carrière avant de commander en 1870-1871 une armée dont faisait partie le fameux bataillon des zouaves pontificaux) recrutent dans toutes les catégories bien que certaines familles blanches créoles répugnent à y envoyer leurs enfants. C'est surtout dans les cadres de ces associations qu'on trouve des Blancs et des Blanches créoles, élément qui, de toutes manières, représente une infime minorité. Le R. P. Cornu, attaché à l'évêché de la Guadeloupe, m'a cité, à titre d'exemple encourageant, un « camp » qui en 1949 a réuni, sous la direction d'une religieuse de nationalité suisse, quelques jeunes filles blanches et de couleur qui allèrent en excursion jusqu'au pied du volcan La Soufrière après avoir passé la nuit dans le domaine d'une famille blanche créole. Par ailleurs, une organisation telle que les Jeunesses indépendantes catholiques (dite plus communément les « Jicistes ») est un terrain de rencontre pour les diverses catégories. Quant aux œuvres laïques, elles sont par définition ouvertes à tous, mais l'élément blanc créole en est pratiquement absent.

accompagné de sa mère ou de sa sœur, feindra le plus souvent de ne pas reconnaître un camarade de couleur s'il le rencontre dans la rue ; entre jeunes gens, des relations très cordiales pourront se nouer, par exemple, sur le terrain de football (encore que peu de Blancs créoles s'adonnent aux sports d'équipe) ou bien à la caserne, mais elles resteront limitées à la camaraderie sportive ou ne survivront pratiquement pas au service militaire. Un Noir guadeloupéen – qui jouit à juste titre d'une réputation d'homme cultivé et spirituel et se déclare « optimiste » quant à l'atténuation du préjugé de couleur (dont il prévoit que « dans un siècle » il aura entièrement disparu en Guadeloupe) – fait le point de l'actuelle situation en disant que, s'il demeure entendu qu'on ne se marie pas entre originaires blancs et originaires de couleur, du moins on se rend maintenant des visites et l'on va même jusqu'au *five o'clock tea*.

Parmi les Blancs martiniquais et guadeloupéens, il en est qui passent pour particulièrement enclins à se poser en « aristocrates » par rapport à la société de couleur ; interviennent ici, outre les différences individuelles touchant au caractère, les différences de milieu, et l'on peut estimer que ce sont les gros propriétaires fonciers ou leurs représentants directs qui tendent à constituer, en règle générale, le cercle le plus fermé. Il ne semble pas que la date plus ou moins ancienne de l'établissement des diverses familles influe de manière appréciable sur l'attitude, plus ou moins rigide, qu'elles croient devoir adopter dans leurs rapports avec les autres catégories et l'on citera, par exemple, comme plus « évoluée » qu'une autre telle famille de souche noble venue en Martinique dès le XVII^e siècle alors qu'inversement des « békés » au pedigree beaucoup plus court seront classés parmi les plus arrogants. Un Blanc martiniquais – en marge de sa catégorie, du fait de son mariage mixte et de sa position de maire communiste dans sa localité de résidence – usait de l'expression « nobles d'argent » pour définir les « békés » imbus de leur supériorité sociale de gros possédants tant sur les gens de couleur envisagés dans l'ensemble, que sur les métropolitains, en qui ils ne voient guère que des fonctionnaires ; dans le même sens va la déclaration de tel « grand mulâtre » de la Martinique, marié à une Blanche du continent et dont les relations avec la catégorie blanche permettraient presque de dire de lui qu'il a passé la ligne, qui décrit les Blancs martiniquais comme un groupe de familles possédant des terres, des usines (soit à titre personnel, soit sous forme d'actions dans des sociétés anonymes) et pratiquant l'endogamie pour préserver ce patrimoine – description que mon interlocuteur illustre en me racontant comment le membre le plus en vue d'une de ces grandes familles s'était qualifié lui-même de « chef de clan » au cours d'une conversation qu'ils avaient eue.

Bien que les Blancs originaires n'aient plus en Guadeloupe la suprématie économique qu'ils ont encore en Martinique, cet état d'esprit, qu'il n'est pas excessif de dire féodal, a persisté chez eux ; s'il est des observateurs pour estimer le préjugé racial moins fortement marqué dans les sphères du haut commerce blanc créole de Pointe-à-Pitre (en raison, semble-t-il, des multiples contacts auxquels un commerçant est amené par ses occupations), on s'accorde, en revanche, pour

dénoncer l'acuité de l'orgueil de caste dans le milieu dit de « Saint-Claude » qui se compose essentiellement de gros planteurs. Les Blancs pauvres tels que la plupart des « Saint-Barths », ceux de Saint-Martin (où l'on rencontre, à Simpson Bay, un petit groupe de pêcheurs dont l'ascendance serait bretonne), ceux des Saintes ainsi que les « Matignons » de la Grande-Terre tiennent eux aussi à la pureté de leur race et, en règle générale, ne se marient qu'entre eux.

Selon le D^r Louis Vialenc, Blanc créole établi à Gustavia, l'endogamie serait à Saint-Barthélemy une affaire de particularisme local encore plus qu'une affaire de couleur. Ce n'est que depuis une époque récente qu'on a renoncé à se marier toujours à l'intérieur de son propre « quartier » et que, par exemple, « le quartier de Corossol va chercher une fille à Grand-Fond » ; l'étroite endogamie d'autrefois était, semble-t-il, déterminée surtout par le souci (« un petit peu normand » dit le Dr Vialenc) de laisser le lopin de terre entre les mains du même groupe consanguin. La défiance à l'égard des Noirs (qui amenait autrefois les jeunes filles à se cacher quand l'un d'entre eux montait à la campagne et fait qu'aujourd'hui encore il arrive qu'on refuse de danser avec un Noir) paraît se confondre en l'occurrence avec la défiance à l'égard de l'« étranger », car à Saint-Barthélemy on ne rencontre guère de Noirs en dehors de ceux de Gustavia dont la plupart sont, effectivement, originaires de Saint-Martin ou d'autres îles. Le port de Gustavia mis à part, car les mœurs y sont plus libres qu'à la campagne, les unions illégitimes sont très rares à Saint-Barthélemy, où bien souvent le jeune homme (qui, d'ordinaire, prend femme dès qu'il est en mesure de se bâtir une maison) arrive vierge au mariage. La différence est donc sensible entre l'endogamie raciale telle que la pratiquent les « Saint-Barths », milieu où, en règle générale, on songe peu à courir les filles, et celle qui, chez d'autres Blancs créoles, semble loin de s'inscrire dans un pareil cadre d'austérité puisque les relations illégitimes de race à race y sont fréquentes et parfaitement tolérées.

Aux Saintes, dépendance du Sud, l'atmosphère est très différente de celle de la dépendance du Nord qu'est Saint-Barthélemy. Suivant le R. P. Offredo, curé de Terre-de-Haut, on boit sec, on parle avec verdeur et les mœurs sont faciles ; toutefois, les liaisons se nouent généralement de Saintoises à Saintois et, quels que soient les on-dit sur les succès remportés chaque année par les membres de l'équipage du navire-école *Jeanne d'Arc*, rares seraient les filles qui prendraient un amant parmi les étrangers, catégorie dans laquelle les Guadeloupéens eux-mêmes sont compris. Il se produit de temps à autre un mariage mixte mais, le plus souvent, la jeune fille blanche qui n'épouse pas un « marin » originaire de l'île aime mieux rester fille qu'épouser un homme de couleur.

En Grande-Terre, les Matignons des Grands-Fonds-Moule représentent un faible îlot d'hommes de race blanche qui se sont maintenus pratiquement purs et vivent en petits cultivateurs, pour la plupart misérables, côte à côte avec des cultivateurs de couleur dans les sections Matignon, Sources-des-Bourgeois et Rousseau. Presque tous illettrés et dans un état déficient (en raison, non seulement

des mariages consanguins, mais de leur niveau de vie et de l'alcoolisme qui sévit chez eux), ils sont considérés comme des dégénérés tant par les autres Blancs que par les gens de couleur de la Guadeloupe ; eux-mêmes attribuent la misère dans laquelle ils se sont enlisés, depuis l'époque lointaine où des Noirs travaillaient (aiment-ils à faire remarquer) pour leurs ancêtres « venus de France », à l'émiettement de la propriété par le jeu des héritages et ils expliquent que c'est le manque d'instruction¹ qui les a empêchés de « sortir » de leur milieu originel, comme ont réussi à le faire quelques-uns (on en cite, notamment, plusieurs qui sont établis aujourd'hui commerçants à Saint-Claude ainsi qu'une femme divorcée exerçant à Pointe-à-Pitre la profession de couturière). Chez ces paysans pauvres, la hiérarchie traditionnelle est à tel point bouleversée qu'on peut voir quelques Matignons travailler pour le compte de la grande usine de la région (Blanchet, dans la commune de Morne-à-l'Eau) sous les ordres d'hommes de couleur². En dépit de sa situation misérable ce petit groupe de Blancs, réduit à un nombre minime de familles « alliées » entre elles, reste fier de son ascendance européenne³ et se refuse au mélange, à tout le moins par la voie de l'union légitime. Bien que ce refus soit réciproque et qu'on puisse dire qu'à ce point de vue ils sont tenus à l'écart autant qu'ils tiennent à l'écart, les Matignons vivent en bons termes avec leurs voisins ; on se rencontre aux veillées funèbres, aux enterrements et l'on va même jusqu'à pratiquer le « convoi » ou coup de main entre cultivateurs d'un même district, sans distinction de couleur.

Ainsi, on constate que chez les Blancs même les plus pauvres l'endogamie raciale représente la norme, pour ce qui concerne les unions légitimes ou, à tout le moins, de caractère conjugal. Toutefois, alors que dans les milieux aisés le Blanc qui se mésallie s'expose à être mis au ban, un mariage mixte sera plus facilement accepté dans ces milieux au niveau économique trop bas pour que le sentiment de supériorité n'y soit pas entamé.

¹ Selon le regretté M. Beauregard, directeur de l'école adventiste de la section Rousseau, si les Matignons répugnaient à envoyer leurs enfants à l'école c'est, entre autres raisons, parce qu'ils y auraient frayed avec des enfants noirs. Actuellement, on rencontre des garçons et des filles de ce groupe tant à l'école libre de Rousseau qu'à l'école publique de Gascon, et j'ai pu voir à proximité de ce dernier établissement une fillette matignon se promenant avec une condisciple assez foncée, les bras passés autour du cou, ce qui témoignait des bons rapports que peuvent avoir entre eux les enfants appartenant aux deux catégories. Toutefois j'ai entendu un père de famille de la section Rousseau, M. Ernest Matignon, qui envoyait ses deux petites filles à l'école de Gascon et un petit garçon à celle de M. et M^{me} Beauregard, se plaindre avec insistance d'une jeune condisciple noire de son fils qui avait piqué ce dernier avec son porteplume, incident auquel le père ne laissait pas d'attribuer une signification raciale.

² De même, à Saint-Barthélemy, si maints paysans blancs sont servis par des gens de couleur, les équipages des bateaux sont mixtes et c'est parfois un Noir qui commande. Lors de mon séjour à Terre-de-Haut, j'ai pu voir, d'autre part, une jeune fille apparemment de race blanche travailler comme serveuse au Principal café de Grand-Bourg, Le Coq d'or, établissement tenu par une mulâtresse.

³ Certains d'entre eux se flattent de se rattacher à une famille opulente, dont ils situent la souche à Monte-Carlo (affirmation dont il me faut leur laisser l'entière responsabilité).

Chez ces Blancs pauvres, qui sont restés au point de vue racial des Européens pratiquement intacts, le désir de maintenir l'intégrité du groupe se manifeste en quelque sorte à l'état pur, car leur volonté de ne pas se mélanger n'exclut pas l'emprunt de maints traits culturels à ceux-là mêmes avec lesquels, sur le plan du mariage, ils refusent le métissage. Mises à part les maisons de Saint-Barthélemy, généralement mieux conditionnées que les maisons habitées dans d'autres îles par des Antillais de couleur de classe sociale équivalente, on n'observe aucune différence appréciable entre les habitations de ces Blancs et celles de leurs voisins de couleur. Aux Grands-Fonds-Moule notamment l'analogie est saisissante, lorsqu'on traverse une suite de hameaux identiques, peuplés par des gens aux vêtements identiques mais dont les uns sont des Noirs et les autres des Blancs, analogie qui s'étend jusqu'aux attitudes corporelles et qui m'a fait vérifier une formule que quelqu'un appliquait en Guadeloupe aux Matignons : « Ces Blancs qui ont tout pris des nègres, excepté la couleur... » Ainsi ai-je pu voir accroupie en plein air devant une cuvette, avec sa jupe relevée au-dessus des genoux largement écartés et sur la tête un grand chapeau de paille, une femme enceinte occupée à laver du linge et que rien, ni dans sa mise ni dans sa posture, ne différenciait d'une Noire ; coiffée d'un béret basque, une fillette blanche qui, à l'intérieur de la maison où je conversais avec sa famille, offrait la réplique exacte de ces fillettes de couleur à béret dont on rencontre un si grand nombre en Martinique et en Guadeloupe. Aux Saintes comme à Saint-Barthélemy, j'ai pu observer, chez des femmes également, l'identité de certains gestes de portage : dans la rue principale de Grand-Bourg de Terre-de-Haut, une jeune fille blanche (selon toute apparence) qui portait des bananes sur la paume de sa main gauche renversée vers l'arrière et une bouteille sur sa paume droite pareillement renversée, usant ainsi d'un des gestes les plus typiques des Antillais de couleur des couches populaires ; à proximité de Gustavia, des paysannes transportant l'eau dans de vieilles touques à essence chargées sur leur tête, tout comme l'auraient fait des « négresses ». De même que dans les milieux de couleur situés au même niveau économique, on constate que ces Blancs, parmi lesquels abondent les illettrés, ne parlent guère que le créole.

Dans les sphères de la grande et de la moyenne bourgeoisie, sauf exception toujours sévèrement jugée par la catégorie blanche originaire qui voit dans l'endogamie raciale l'unique « barricade » ¹ encore dressée entre elle et les autres catégories, un Blanc martiniquais ou guadeloupéen se marie donc à l'intérieur de son propre milieu ou, plus rarement, en milieu métropolitain, et le souci que la

¹ Je reprends ici l'expression d'un des représentants les plus éminents de l'industrie sucrière en Martinique, Blanc créole qui, au demeurant, se défendait d'être un « raciste » et estimait qu'il est abusif de regarder comme tels les membres de sa catégorie, qui ne font qu'user de leur droit strict en se refusant à épouser des « négresses ». La question, à dire vrai, est ainsi mal posée ; on ne saurait, certes, contester le droit qu'a un individu de se marier comme il l'entend, mais c'est précisément ce droit que contestent ceux qui réprouvent le mariage mixte et c'est cette réprobation même (avec la mise à l'index qu'elle implique) qui constitue un acte de racisme, nuisible à l'exercice du droit individuel.

plupart des parents blancs créoles ont d'écarter pour leurs enfants l'éventualité d'un mariage mixte conditionne dans une large mesure le comportement de cette catégorie à l'égard des originaires de couleur, sur le plan des rapports de sociabilité. Au sein des milieux de couleur eux-mêmes se retrouvent des préoccupations de même ordre, de sorte que l'on voit couramment les mulâtres pratiquer vis-à-vis des nègres un ostracisme équivalent à celui de la catégorie blanche désireuse de ne pas se « nigrifier » et les nègres comme les mulâtres témoigner d'une certaine répugnance à s'allier légitimement avec les Indous, catégorie qui fut longtemps considérée comme la plus basse et reste celle des « coolies » malgré l'ascension économique et culturelle qu'elle a aujourd'hui accomplie en la personne de nombre de ses membres.

Chez les mulâtres, de même que chez les Blancs originaires, les considérations de classe se mêlent aux considérations de race et l'intransigeance en la matière sera dans la plupart des cas d'autant plus grande qu'ils appartiennent à un milieu économiquement plus élevé. Ainsi c'est surtout dans les familles de la haute bourgeoisie mulâtre que se rencontre le mépris des nègres ; et, dans ce milieu d'autant plus soucieux de n'être pas confondu avec la masse des gens de couleur qu'il a pris pied dans la sphère de ces Blancs dont le séparent néanmoins certaines différences raciales, on trouvera des individus susceptibles de justifier à quelque degré l'accusation portée parfois contre les mulâtres par des Blancs créoles se plaisant à noter que « les plus racistes » parmi les Antillais sont souvent des membres de cette catégorie. Si toutefois l'on excepte ces quelques familles – et tels mulâtres pauvres comme ceux qui en Martinique vivent à proximité du domaine La Monnerot dans la commune du François et qui, tout proches des Blancs par leur type physique, se refusent à épouser des « négresses » ¹ – ces milieux de couleur, bien qu'imbus communément de l'idée qu'il est souhaitable d'épouser quelqu'un de plus européen que soi ², s'avèrent dans l'ensemble moins pointilleux sur la question des différences de race qu'on ne l'est dans le milieu blanc créole. Dans ces milieux la norme est, certes, qu'on se marie entre gens qui par leur type physique se rangent sensiblement dans une même catégorie ³, mais cette norme est fort loin de répondre à une règle. D'une part (même en Guadeloupe où la distinction entre mulâtres et Noirs paraît objectivement plus nette) on passe, de celui qui n'est pas entièrement blanc à celui qui est tout à fait noir, par une gamme trop diverse d'intermédiaires pour permettre une stricte répartition, et d'autre part il s'opère, de la situation de race à la situation de classe, un jeu de compensations, de sorte que –

¹ Renseignement donné par M. Charles Clément, propriétaire des domaines La Monnerot et L'Acajou, qui ajoute que ces mulâtres presque blancs sont des enfants naturels de gendarmes ou de prêtres.

² Suivant le Dr Rose-Rosette, « sauver la couleur » exprime en Martinique le fait d'épouser quelqu'un de plus clair.

³ De tous les mariages auxquels j'ai assisté à la mairie de Fort-de-France grâce à l'obligeance de la municipalité, je n'en pourrais citer qu'un entre personnes très différentes par leur couleur ; mais la conjointe, qui était la plus claire, présentait en revanche des traits plus négroïdes que ceux de son époux.

sans parler des cas où l'inclination personnelle apparaît comme le facteur déterminant – on verra couramment une personne plus foncée s'unir à une personne plus claire pour peu que l'équilibre soit rétabli entre elles par la position économiquement inférieure de la seconde par rapport à la première ou l'avenir plus ou moins brillant qui semble promis à celle-ci. Dans les conversations auxquelles un mariage donne lieu, en Guadeloupe comme dans le reste des Antilles et pratiquement dans tous les pays, on ne se fera pas faute de relever, entre autres choses qui peuvent être portées à l'actif ou au passif de chacun des conjoints, l'avantage ou le désavantage que l'un peut avoir sur l'autre au point de vue situation, beauté, etc., la couleur de la peau et la nature des cheveux ne laissant pas d'intervenir dans cette appréciation des mérites et démérites respectifs des époux ; toutefois (selon M. Rémy Nainsouta, qui passe à juste titre pour l'un des Guadeloupéens les plus avertis des us et coutumes locaux), si chaque mariage fait ainsi l'objet d'une sorte de jugement il s'agit là presque d'un jeu et l'on ne saurait conclure de ce fait à lui seul que, sur le terrain de la race, il existe des divisions profondes au sein de la société de couleur.

Bien que de nombreux mulâtres ne laissent pas de faire sentir aux Noirs qu'ils les regardent comme des gens inférieurs et grossiers ¹ et que maints Noirs en revanche témoignent d'une défiance à l'égard des mulâtres tenus pour ayant partie liée avec les Blancs de la classe dominante ² – état d'esprit qui semble plus marqué en Guadeloupe qu'en Martinique tant du côté mulâtre que du côté noir ³ – la coupure paraît moindre entre ces deux catégories qu'elle ne l'est entre Indous et gens de couleur pris dans l'ensemble. Des mariages, certes, s'opèrent aujourd'hui entre hommes de couleur et femmes indoues mais ils restent à sens unique et, s'il existe en Guadeloupe comme en Martinique d'assez nombreux « 'chappés coolies »

¹ M. Guy Lasserre m'a raconté par exemple comment il avait vu, en Guadeloupe, un mulâtre dont un Noir réparait la voiture donner un coup de pied à ce Noir qui, étendu à plat ventre, lui semblait ne pas suffisamment se presser. À un guichet du bureau de poste de Fort-de-France, j'ai vu moi-même une employée mulâtre rabrouer une femme plus foncée aux vêtements paysans, lui disant qu'elle n'avait pas le temps de s'occuper d'elle alors que presque aussitôt elle s'adressa à moi fort aimablement pour me demander ce que je voulais, marquant ainsi nettement sa conception des trois degrés de la hiérarchie.

² Un mulâtre de la Guadeloupe, à qui j'avais adressé après mon séjour de 1948 le questionnaire sur *le Calendrier traditionnel* établi par le Musée des arts et traditions populaires, me disait n'avoir pu obtenir que des réponses « fantaisistes » quand il avait voulu enquêter sur les coutumes relatives à la Toussaint, les gens se méfiant de lui à cause de sa couleur. Plus d'un observateur estime par ailleurs que, sur le plan électoral, la masse fera moins aisément confiance à un mulâtre qu'à un homme au teint plus foncé.

³ M. Paul Pierre-Charles, maire de Saint-Pierre de la Martinique, me racontait par exemple comment des instituteurs noirs guadeloupéens qu'il avait reçus à Saint-Pierre se seraient étonnés de voir qu'à Saint-Pierre les Noirs dansaient avec les mulâtresses. Je dois toutefois noter qu'en Guadeloupe il m'a été donné d'assister, à la Pergola du Gosier (restaurant de bord de mer proche de Pointe-à-Pitre), à une petite fête donnée par un groupe de joueurs de bridge, dîner suivi d'un bal improvisé au cours duquel mulâtres presque blancs, gens plus bruns et nègres des deux sexes s'amusèrent entre eux tous dans une atmosphère très gaie et, semblait-il, parfaitement cordiale.

(coolies [qui se sont] échappés), soit des personnes issues d'unions légitimes ou illégitimes entre les deux groupes, ce qui montre qu'il y a mélange, des dictons encore courants expriment le mépris en lequel les Indous continuent d'être tenus malgré les progrès accomplis¹. Tel Guadeloupéen de couleur maintenant parvenu à l'âge mûr, qui se rappelle avoir poursuivi des « Indiens » de ses quolibets quand il était enfant et leur avoir même jeté des pierres avec d'autres enfants, estime que ce préjugé s'est beaucoup atténué ; il a, lui-même, pris pour épouse une « métisse », c'est-à-dire (selon la terminologie qui a cours en Guadeloupe) une personne que son ascendance rattache d'une part aux Blancs et de l'autre aux Indous ; j'ai pu constater par moi-même qu'en dépit de leur prévention réciproque – car les Indous, dédaigneusement qualifiés de « coolies » par les gens de couleur, se regardent comme de race blanche et de ce fait comme supérieurs à ces derniers² – « Indiens » et gens de couleur peuvent être dans les meilleurs termes et sympathiser publiquement, soit qu'un Indien, par exemple, se produise comme conteur à une veillée funèbre³, soit que des gens de couleur viennent assister, voire participer, à des cérémonies indoues⁴. Toutefois, ces Indous (dont M. Gilbert Gratiant, se référant à sa propre expérience enfantine, me disait qu'ils jouaient autrefois pour les enfants antillais un peu le rôle que jouent les « Bohémiens » pour ceux d'Europe) sont encore l'objet d'une prévention suffisante pour qu'en Guadeloupe, où ils sont plus nombreux qu'en Martinique, il arrive que des écoliers de couleur soient choqués lorsqu'une bonne note est donnée à l'un de leurs condisciples indous et qu'à l'occasion d'une manifestation comme les jeux floraux qui se tiennent annuellement à Pointe-à-Pitre le fait qu'une jeune fille de couleur eût été préférée à une jeune fille indoue comme « reine de la poésie » ait pu être interprété par une partie de l'opinion comme une décision basée sur des considérations raciales⁵.

Qu'il s'agisse des rapports entre originaires blancs et originaires de couleur, entre mulâtres et nègres, entre originaires issus d'Européens, d'Africains ou du mélange des deux races et originaires de provenance asiatique (parmi lesquels les Indous seuls continuent de former une catégorie à part, les quelques familles de

¹ Plusieurs dictons martiniquais de ce genre m'ont été cités par le Dr Rose-Rosette : « coolie mangé chien mangé caca bo' g'and chimin » (« le coolie mange du chien, mange du caca au bord du grand chemin ») ; « coolie pieds chiques a » et « coolie mal pieds » (« le coolie a des chiques aux pieds » et « le coolie a mal aux pieds », c'est-à-dire qu'il est dans un état de misère et de déficience physique telles que ses pieds sont toujours rongés de chiques ou abîmés) ; et encore : « faible comme un coolie », « hypocrite comme une femelle coolie ».

² Selon Mlle Gerty Archimède, du barreau de Pointe-à-Pitre, les Indous de la Guadeloupe disent volontiers « Z'Indiens cé Blancs » (« les Indiens sont des Blancs »).

³ Ce fut le cas pour la veillée à laquelle j'assistai au Gros-Morne (Martinique) dans la nuit du 20 au 21 mai 1952, à la suite du décès de la vieille « da » de mon ami Aristide Maugée : les deux conteurs qui alternaient étaient l'un un nègre et l'autre un Indou.

⁴ Ainsi, en Guadeloupe à la chapelle de Changy, près Carangaise.

⁵ Renseignement fourni par M. Gallet, directeur administratif de l'usine Beauport. Je fais allusion ici à des commentaires suscités, dans le milieu des enseignants, par la séance solennelle organisée pour les jeux floraux le 8 juin 1952 à Pointe-à-Pitre.

souche chinoise qu'on rencontre à la Martinique s'étant plus ou moins agrégées à la société mulâtre par la voie du mariage) tout se passe comme si l'attitude de chacun de ces groupes répondait à certaines idées préconçues qui lui feraient préférer ne pas se fondre avec tels autres groupes. Dans les deux îles, sur le grand nombre de gens que l'on peut présumer mus par de telles idées, presque tous ceux avec qui on a l'opportunité d'en discuter se défendent d'être « racistes » et s'avèrent assez généralement portés, quand on aborde ce sujet, à dénoncer le racisme des autres catégories plutôt qu'à s'expliquer sur celui dont on les soupçonne ; les préjugés ne sont donc pas toujours immédiatement appréhensibles dans leur claire expression ; toutefois, si l'interrogatoire direct ne permet guère de les démasquer, ils se révèlent tôt ou tard dans tels propos captés au vol, de rencontre en rencontre et de conversation en conversation.

Un Blanc originaire de la Martinique, qui s'est acquis par ses ouvrages une excellente réputation dans le monde des lettres et à qui son ouverture d'esprit notoire a valu de nombreuses amitiés dans la société de couleur en même temps que des blâmes de la part de ses congénères, me disait en substance – alors que je l'interrogeais comme l'un de ceux qui dans sa catégorie étaient vraisemblablement les mieux à même de me répondre sans arrière-pensée – que le préjugé racial qui porte les « békés » à tenir les gens de couleur à distance se réduit à un conformisme pur et simple vis-à-vis d'une règle qu'ils ne cherchent nullement à justifier, de sorte que ce préjugé n'est jamais explicité. Dans le même sens allèrent les déclarations du propre frère de ce Blanc – quant à lui tout à fait en marge à cause de l'hétérodoxie de sa conduite sur le plan tant racial que politique – jusqu'au jour où parlant avec moi des préjugés qui ont cours dans sa catégorie d'origine il répondit à la question que je lui posai sur les motifs allégués par les parents blancs créoles pour éloigner leurs enfants, filles surtout, des gens de couleur en me disant que, selon ses propres souvenirs juvéniles, les gens de couleur sont donnés pour n'étant pas « de notre monde », ce à quoi il ajouta (lorsque je le pressai pour obtenir des précisions) qu'ils sont représentés par exemple comme manquant d'éducation ou encore comme grossiers et brutaux. Ainsi deux interlocuteurs, plus ou moins répudiés par leur catégorie parce qu'ils n'en adoptaient pas les préjugés, m'affirmaient en toute bonne foi que la conduite de leurs congénères en matière de relations interraciales est affaire strictement coutumière en ce sens qu'elle se présente comme l'application automatique d'un certain nombre de règles qu'on ne tente jamais expressément de justifier. Cette opinion m'était confirmée par l'un des professeurs du séminaire-collège de Fort-de-France, ecclésiastique bien informé sur les Blancs créoles avec qui ses contacts sont nombreux : selon lui, ceux-ci ne cherchent pas à établir le bien-fondé de leur hostilité à la fusion raciale, faute même d'aborder de tels sujets dans les conversations, et ne portent sur les gens de couleur aucun jugement particulier, étant seulement fiers de leur sang et désireux de le maintenir sans mélange. Toutefois, l'un de mes deux interlocuteurs était bientôt amené à me fournir la preuve qu'à l'inverse de ce qui m'avait été primitivement dit certains jugements dépréciatifs ont cours chez les originaires blancs à l'égard des originaires de couleur.

Des témoignages directs et autres informations que j'ai recueillis sur ce point il semble assurément ressortir que, pour bien des Blancs créoles, la volonté de ne pas se mélanger ne s'accompagne d'aucune croyance consciente en l'infériorité de la race noire.

Un Blanc guadeloupéen, membre du corps enseignant, m'affirme qu'il n'est pas de ceux qui « méprisent » Noirs et gens de couleur ; à la différence de certains « anciens » qui les regardent comme appartenant à une race « pas encore évoluée », il ne les tient nullement pour inférieurs et a les meilleures relations avec beaucoup d'entre eux ; en tant que catholique, d'ailleurs, il ne peut pas être « raciste » puisqu'il est dit que tous les hommes sont frères. Cependant il estime que, le mariage n'étant pas l'union de deux individus mais celle de deux familles, les membres de l'actuelle génération doivent en se mariant songer à leurs familles et respecter les idées des parents, même si les leurs représentent une évolution par rapport à celles de la génération précédente. En dépit de ce conformisme cet homme avait décidé, plus jeune, de se marier avec une jeune fille de couleur au cas où ce serait de celle-là qu'il serait amoureux ; mais le fait est qu'il n'a jamais éprouvé une telle passion. Il assure lui aussi qu'en règle générale les Blancs créoles ne formulent aucun grief précis contre Noirs et gens de couleur mais, toutefois, tiennent comme lui à la « pureté du sang » ; pour exprimer ce qu'en l'absence de tout mépris il ressent à l'égard des gens de couleur, il use d'un geste observable dans tous les milieux guadeloupéens et martiniquais et doté de la même signification symbolique : il montre, de l'index ou de l'index et du majeur de sa main droite le nu de son avant-bras gauche, et dit seulement : « La peau... »

Un autre Blanc de la Guadeloupe – personnalité du haut commerce, amateur de musique classique et (comme son compatriote que je viens de citer) Antillais manifestement inquiet de prendre une claire conscience des problèmes de son pays en même temps que bon catholique (qui parle avec respect de l'évêque de la Guadeloupe, le dépeignant comme un homme soucieux de progrès social) – m'affirme lui aussi que, s'il n'est pas un « raciste » (puisque'il reçoit chez lui Noirs et gens de couleur, qu'il ne regarde nullement comme inférieurs), il est du moins hostile au mariage mixte : les Blancs doivent « se tenir » et ceux qui « se nigrifient » le font généralement par pur laisser-aller ; bien que les Noirs à culture primaire usent volontiers, quand ils écrivent, d'un style ridiculement amphigourique (et, comme preuve à l'appui, il me fait lire quelques lettres), il en est d'éminents, qui valent les meilleurs des Blancs ; son admiration est grande pour des intellectuels de gauche tels qu' Aimé Césaire et, en Guadeloupe, le D^r Rosan-Girard (qu'il juge honnête et intelligent, bien qu'un peu trop « politique »), et il parle élogieusement des gens de la campagne, aimables et complaisants quand l'on s'adresse à eux dans les formes de politesse voulues. Les Noirs sont, selon lui, doués d'indéniables capacités lyriques, perceptibles notamment dans leur musique, dont celle de la Nouvelle-Orléans est un exemple ; il explique toutefois qu'en règle générale ils sont « invertébrés » psychologiquement, condensant ainsi, en une seule image, diverses appréciations que j'ai entendu formuler sur les Antillais de

couleur par des métropolitains : « mentalité prélogique », difficulté à s'assimiler les notions abstraites, habitudes de pensée différentes de nos habitudes « cartésiennes », manque d'esprit de suite, facilité à passer au niveau de la « psychologie de foule », aptitude à la « transe » ¹. Suivant cet interlocuteur, il y aurait donc entre les Noirs et les Blancs des différences psychologiques notables, outre les différences physiques ; au demeurant, il se défend d'assigner à ces différences une portée hiérarchique.

S'il se trouve de rarissimes Blancs créoles pour faire litière des préjugés de leur catégorie et quelques autres pour à tout le moins y réfléchir bien que se conformant à l'essentiel du code, de tels individus ne sont que l'exception et la plupart, lorsqu'ils formulent ou esquissent une opinion sur les gens de couleur, s'en tiennent à des jugements conditionnés surtout par l'affectivité, jouant dans un sens ou dans l'autre.

Tel Blanc guadeloupéen – magistrat dont un avocat de couleur m'avait, d'ailleurs, loué la mansuétude – me disait qu'il faut savoir « juger les Antillais à l'antillaise » vu que la grande masse d'entre eux sont de « grands gosses » capables de se mettre dans des situations judiciairement délicates en raison même de l'horreur qu'ils ont d'avoir affaire avec la police ou les autorités. Telle femme d'un grand industriel blanc de la Martinique, parlant de la vieille nourrice de sa fille en train d'attraper une sauterelle qui s'était introduite dans le salon, disait avec attendrissement : « Regardez, elle est comme un chat ! » et s'extasiait par ailleurs sur une humble cabane qu'elle avait vue à la campagne, habitation si plaisante dans sa simplicité que, disait-elle, seul un « poète » avait pu la bâtir. Une bienveillance d'ordre paternaliste à l'égard des fidèles serviteurs paraît de règle dans les familles blanches créoles et la norme, quand on y est reçu, est qu'on vous montre avec l'expression la plus affectueuse la vieille nourrice ou « da » qui souvent a élevé l'un des maîtres de la maison avant de se consacrer aux enfants de la nouvelle génération. De même, tel planteur de Saint-Claude déclare au cours d'un dîner, en parlant des gens qui travaillent pour son compte : « Si l'on voit un bon nègre, on l'aide à construire sa maison ² », ce qui implique toutefois qu'à côté du « bon

¹ Cette dernière appréciation est celle d'un officier de gendarmerie, selon qui les Guadeloupéens, dont il ne nie pas la gentillesse, seraient sujets à des « explosions », une « chose insignifiante » pouvant chez eux déclencher une violence qui s'apaise d'ailleurs aussi vite qu'elle a surgi ; il invoquait à l'appui de cette assertion son expérience de chef de service d'ordre et attribuait à l'abus fréquent du punch cette capacité de déchaînement. De même, une métropolitaine mariée à un homme de couleur me disait des Guadeloupéens qu'ils sont comme leur pays, dont le climat est très doux mais où des cyclones éclatent tout à coup. Dans le même sens vont des observations dont M. André Terrisse me faisait part en 1948 sur le caractère martiniquais, en soulignant quant à lui la capacité de soudaine détente : façon dont la grande excitation des combats de coqs se résorbe d'un seul coup ; façon aussi dont peuvent éclater de rire, au lieu de s'invectiver, un chauffeur et un piéton que le premier a évité de justesse.

² Un des principaux représentants de l'industrie sucrière en Guadeloupe me disait, dans le même sens paternaliste : « Quand un colon partiaire se conduit bien, l'usine le laisse s'étendre et il peut devenir lui-même un employeur. »

nègre » il y a pour lui beaucoup de mauvais nègres ; et, en effet, il n'hésitera pas à accuser, contre toute vraisemblance, l'une des personnalités les plus distinguées et les plus respectées de la société locale de couleur d'avoir annoncé à ses administrés, en un discours public, qu'un temps viendra où « toutes ces belles villas et toutes les femmes blanches » leur appartiendront.

De tous les Blancs créoles avec qui j'ai pu converser, il n'en est guère qui ne se soient flattés d'avoir de bons rapports avec les gens de couleur et de compter des amis chers dans ces milieux. Un jeune propriétaire de la Martinique, membre d'une des familles les plus anciennes de l'île, raconte (en tirant fierté d'une chose qui, ailleurs, serait à peine digne de mention) qu'il a fait son service militaire avec un nègre maintenant très « antiblanc », qu'ils ont été d'excellents camarades et que, rendus à la vie civile, ils se rencontrèrent un jour et échangèrent des effusions devant un certain nombre d'hommes de couleur ébaubis ; ce même « béké » concède que certains de ses congénères se croient supérieurs et « sont des aristocrates », mais pour ce qui le concerne il estime que « seule la valeur d'un homme compte et non sa race ». Un autre propriétaire blanc martiniquais, rencontré à une séance de combats de coqs à laquelle j'assistais avec un de ses congénères notoirement mésallié, s'excuse, lors de la pause pour le déjeuner, de ne pouvoir s'attabler avec nous, étant engagé avec des « camarades », qui sont des hommes de couleur. Toutefois, un grand industriel de la même île ne se fait pas faute de déclarer que ce qu'il convient de faire avec les gens de couleur c'est d'éviter de les heurter et que, plus habitués, les Blancs créoles y réussissent alors que les métropolitains sont souvent maladroits (ce qui tendrait à justifier ce qu'on dit dans les milieux de couleur du « double jeu » que mèneraient les « békés » et de l'art avec lequel ils savent masquer des préjugés qui en vérité restent forts) ; une telle déclaration fait réfléchir sur la portée qu'il convient d'assigner à cette cordialité extérieure des rapports.

« Le nègre est toujours le nègre : il est fainéant, voleur et menteur », dit hautement au cours d'un dîner un planteur de Saint-Claude qui, pendant le même dîner, se révèle d'ailleurs être un raciste au sens politique en souhaitant, à propos d'une élection, qu'il y ait « un Blanc dans chaque commune » ; le cas de ce propriétaire de bananeraies (qui jouit, au demeurant, d'une bonne réputation et passe pour un patron « humain » jusqu'auprès de personnes de couleur) est certes un cas extrême, mais chez des Blancs créoles même plus mesurés dans leurs propos et qui reconnaissent aux Noirs de grandes qualités on retrouve une croyance en la foncière sauvagerie de ces derniers, ce qui représente un rudiment de doctrine raciste.

L'un des Blancs martiniquais qui comptent parmi les principaux industriels de la Guadeloupe se déclarait catégoriquement opposé au mélange des races, qui ne peut donner que de « mauvais résultats », sinon immédiatement du moins après quelques générations, et il invoquait, pour appuyer sa thèse, le fait que les éleveurs sélectionnent les animaux. Ce Blanc m'accordait volontiers que les Noirs ont des

qualités : très bon cœur, très hospitaliers et souvent intelligents ; mais il estimait que certains défauts leur sont congénitaux : indiscipline, capacité d'être « excités par le sang », cette dernière tare étant illustrée selon lui par l'histoire suivante, arrivée à son grand-père maternel. Lancé dans la politique avec le soutien d'un ami de couleur appartenant à une profession libérale, le grand-père eut un jour maille à partir avec un Noir qui le menaça de son coutelas ; présent, l'ami se jeta sur l'agresseur et le mordit au nez, puis cracha à terre le morceau de chair qu'il avait ainsi détaché ; le grand-père s'étant montré surpris par la brutalité de cette réaction, l'autre avait dit en riant qu'il était toujours facile à un Noir comme lui de redevenir « cannibale », affirmation que mon interlocuteur regardait comme une authentique confession. L'hôte chez qui nous nous trouvions m'ayant posé cette question (d'un type classique dans les pays où les Blancs n'acceptent pas le mariage mixte) : « Que diriez-vous si votre fille voulait épouser un médecin du plus beau noir ? » – car j'affirmais que la culture importe plus que la race – et ma réponse ayant été qu'au cas où j'aurais une fille je ne verrais aucun inconvénient de principe à une semblable alliance, ce même Martiniquais, pour me toucher au vif en ajoutant un exemple décisif à ceux qu'il m'avait déjà donnés d'hommes de couleur distingués et admis dans la société blanche qui sont fort loin de préconiser la fusion, me conta une autre anecdote en aparté : un grand chirurgien de couleur, homme riche et cultivé, discutant de la question raciale avec un ami blanc partisan du mélange, aurait dit à ce dernier : « Je vais prendre un petit morceau de peau noire et te le greffer sous les..., tu m'en diras des nouvelles ! » raillant ainsi cet ami en le mettant au défi de se laisser nigrifier jusque dans ses parties intimes, quelque profitable que puisse lui être l'opération¹. Plus modéré que son aîné, le frère de mon interlocuteur, qui considérait les Anglais comme les meilleurs colonisateurs parce qu'ils ont su « donner aux Noirs le respect d'eux-mêmes », me concédait que les nègres sont peut-être éducatibles mais jugeait qu'il faudra bien attendre « deux ou trois cents ans » pour qu'ils changent.

Une Blanche guadeloupéenne, rencontrée à Paris entre mes deux voyages aux Antilles, me disait, sans chercher à voiler sa prévention, qu'elle a toujours peur de se trouver seule avec un Noir, à cause de ce qu'on lui a dit des Noirs quand elle était petite. Tel de ses congénères notait, entre autres traits qui lui semblaient typiques, que bien des Noirs et hommes de couleur sont des « chefs de tribu » aux multiples ménages et que c'est pour eux une question de point d'honneur que d'avoir des maîtresses ; divers témoignages émanant de la société de couleur tant martiniquaise que guadeloupéenne concordant avec cette remarque, il faut admettre que de nombreux Antillais valorisent au plus haut point la puissance virile² ; toutefois, si l'on rencontre aux Antilles françaises des « patriarches » de

¹ Telle est du moins la signification que me paraît avoir cette anecdote, qui me fut contée à mi-voix, très vite et dans des conditions qui me rendaient malheureusement impossible une plus ample enquête.

² Eugène Revert (*La magie antillaise*, p. 70 et suiv.) mentionne l'emploi très fréquent en Martinique de philtres et de « charmes » amoureux. L'amour, tout au moins dans ses réalités

couleur elles ne manquent pas non plus de patriarches blancs, de sorte qu'il serait hasardeux d'interpréter ce fait selon une perspective raciale. Suivant ce qui m'a été rapporté par un haut fonctionnaire métropolitain de la Martinique, des Blanches créoles qui répugnent à danser avec les hommes de couleur allèguent pour leur justification qu'ils se tiennent d'une manière inconvenante ; dans les deux ou trois bals de société auxquels il m'a été donné d'assister ¹, j'ai assurément remarqué, de la part de la fraction colorée de la société, une grande ardeur à la danse mais rien qui pût faire songer à une particulière lascivité. Si j'ajoute que j'ai entendu formuler, cette fois par un mulâtre s'en prenant aux Syriens, une identique accusation d'inconvenance ², on aura quelques raisons de penser qu'il s'agit là, essentiellement, d'un de ces stéréotypes appliqués – de manière plus ou moins indiscriminée et sur la base d'observations fragmentaires – par une race qui méprise à une race méprisée. On trouve, pour ce qui concerne la Martinique, dans une œuvre littéraire de la fin du siècle dernier, *Le triomphe d'Églantine*, par le Blanc de Saint-Pierre René Bonneville (qui, notons-le, aurait été lui-même rejeté par son milieu pour avoir épousé une mulâtresse presque blanche), un échantillonnage intéressant de ces stéréotypes : grossièreté, illustrée en l'occurrence par le langage de certaines femmes des milieux populaires ³ ; sensualité extrême des individus des deux sexes ⁴ ; dangereuse capacité de séduction des mulâtresses, qui font figure de « sirènes » aux yeux de la bourgeoisie blanche ⁵ ; « nature primitive » ; normale selon l'auteur, chez des « femmes du peuple sans instruction » ⁶ ; barbarie, dont témoignerait l'aspect terrible que

charnelles, occupe une très grande place à la Martinique », écrit-il et, plus loin : « Toute recette, dans ce domaine, a de nombreux amateurs. »

¹ Il est bien entendu que je ne parle pas ici de la danse telle qu'elle se pratique dans des dancings populaires comme le Select-Tango de Fort-de-France, où la tenue est évidemment plus libre, encore que je n'y aie rien vu qu'on puisse taxer d'obscénité.

² Ce mulâtre martiniquais, de passage à Pointe-à-Pitre avec un groupe d'amis et d'amies, fut amené à une soirée dansante que donnaient des commerçants syriens ou libanais. Constatant, à l'en croire, qu'ils étaient chez des gens « « sans éducation » qui cherchaient à « s'emparer goulûment des voyageuses », les Martiniquais ne voulurent pas rester là « plus d'une heure ».

³ *Op. cit.*, p. 178 et 218. Parlant de la mère de son héroïne, l'auteur insiste sur le vocabulaire ordurier qu'emploient cette mère et ses amies.

⁴ P. 232 et suiv. Il s'agit d'un bal populaire de carnaval, dont l'auteur souligne le caractère orgiaque : danses lascives, ivrognerie, couples de hasard s'inquiétant d'où ils pourront finir la nuit. Voir aussi, p. 205, l'allusion à l'« odeur forte de musc » émanant de femmes de couleur en sueur. Il n'est certes pas dans ma pensée de rectifier, selon une perspective puritaine, ce qu'on sait de la vieille société pierrotine et d'un goût du plaisir qui amena le clergé catholique à présenter la catastrophe de 1902 comme un châtement céleste ; mais il importe de marquer qu'une telle description, valable pour un certain milieu et une certaine époque, répond à l'idée que beaucoup se font de tendances qui seraient communes à tous les gens de couleur.

⁵ P. 232 : « Et l'on se demandait si le pauvre garçon ne serait pas englué à la fin, de façon à ne plus pouvoir se dépêtrer, dans les mains de pareilles sirènes. » Faciles de mœurs et aisément vénales (p. 185 et suiv., 196 et 222 et suiv.), les mulâtresses constituent le « demi-monde de la ville » (p. 301).

⁶ P. 260. L'auteur ajoute, exprimant les idées reçues dans l'entourage de son héros : « Elles n'ont jamais vécu que par les sens, fort peu du cœur, pas du tout de l'esprit. » Puis, parlant d'Églantine abandonnée par son amant blanc : « D'ailleurs, il n'y avait à craindre de sa part aucune folie de

peuvent prendre les visages de Noirs en train de s'amuser ¹. À cette lumière, des propos bénins tels ceux de ce magistrat parlant des Antillais comme de « grands gosses » ou de cette dame comparant la vieille nourrice à un félin revêtent une allure moins anodine qu'il ne pouvait sembler de prime abord : même de nos jours, les gens de couleur continuent à faire figure plus ou moins de primitifs proches encore de l'enfance ou de l'animalité, cela n'excluant pas nécessairement qu'un Blanc créole leur témoigne de la sympathie, voire de l'estime, se montre serviable à l'occasion ² et qu'une amitié aussi sincère que profonde puisse se nouer entre des hommes appartenant aux deux catégories ³.

S'il est des Blancs originaires pour affirmer de bonne foi que leur volonté de non-mélange n'implique de leur part aucune croyance en la supériorité de la race blanche et s'il est entendu que la règle est appliquée par beaucoup sans autre justification que de se conformer aux us et coutumes de leur milieu voire simplement par crainte de la réaction des autres, il n'en est pas moins évident qu'à la base de cette règle il y a l'idée que les gens de couleur sont des inférieurs, soit en raison de certains traits fondamentaux qu'on attribue à la race noire, soit à cause de son accession estimée trop récente à la culture occidentale (qui, pour certains Blancs, ne serait chez les Noirs qu'un « vernis »), soit à cause du discrédit attaché à une ascendance servile ⁴. Ainsi traités par une minorité blanche qui, toute question de race mise à part, représente la classe dominante, que pensent en revanche les Antillais de couleur de ces compatriotes qui non seulement se prévalent de leur supériorité en tant que classe mais les tiennent pour congénitalement handicapés ?

En Martinique, celui qu'on appelle un « béké » n'est pas seulement un Blanc originaire : il est conçu aussi comme un homme riche, attaché à l'Église et dont la position politique est celle d'un conservateur ou d'un réactionnaire. Bien que ce mot, dans son acception stricte, signifie « Blanc » d'une manière générale – de sorte qu'on distinguera, par exemple, du « béké créole » le « béké France » ou

désespoir : suicide, menace d'empoisonnement. Ces conséquences ne peuvent se produire que sur les tempéraments artificiels que la civilisation a affinés, car ils ne sont pas dans la nature. »

¹ P. 311 et suiv. Description du carnaval de Saint-Pierre : « Les masques noirs des figures de nègres donnaient le frisson [...]. Les femmes surtout, des négresses au sang de pétrole, paraissaient les plus endiablées [...]. »

² Selon le D^r Maurice Selbonne, un Noir qui ne peut se faire prêter par les banques trouve parfois un Blanc créole pour lui avancer de l'argent, s'il s'agit d'une opération rentable. Personne ne nie, par ailleurs, qu'il est des Blancs créoles pour pratiquer un certain paternalisme (don à l'occasion d'un mariage ou d'un enterrement, parrainage d'un enfant, etc.) ; certains « békés » des générations anciennes sont restés réputés à ce point de vue. De plus, bien des personnes de couleur reconnaissent volontiers l'amabilité de tel Blanc ou Blanche créole de leur connaissance qui les prend, par exemple, dans sa voiture s'il les aperçoit sur la route.

³ On m'a cité en Martinique le cas d'un Blanc créole si affecté par la mort d'un ami de couleur qu'il se serait refusé à voir le corps du défunt.

⁴ Un Blanc créole de Pointe-à-Pitre, homme cultivé avec qui je me suis entretenu longuement de ces questions, ne pense pas que le Blanc créole se représente expressément le Noir ou le mulâtre comme un descendant d'esclave, mais il reconnaît néanmoins qu'il peut en être ainsi dans son « subconscient ».

métropolitain et que parfois des gens du peuple appliqueront plaisamment, le qualificatif paradoxal de « béké nèg' » à un Blanc de l'une ou de l'autre origine dont le comportement indique qu'il est l'ami des Noirs – le terme « béké » désigne, dans son usage le plus courant, le Blanc martiniquais appartenant à la classe dominante : dans une famille mulâtre de Fort-de-France dont j'étais l'invité, le maître de maison ayant parlé d'un « béké » aujourd'hui ruiné, sa belle-sœur le reprend en se moquant : « Alors, ce n'est plus un béké... » ; d'autre part, l'un des secrétaires de la mairie de Fort-de-France me fait observer à propos du maire communiste de la commune du Prêcheur, un Blanc créole peu fortuné et qui s'est mésallié, qu'on ne saurait le regarder comme un « béké ». La notion de « béké » répond donc à une représentation qui n'est pas exclusivement définie par la coordonnée raciale et l'on constate, par ailleurs, qu'elle peut être affectée d'un coefficient sentimental très différent suivant les individus considérés et suivant les individus qui les considèrent. Au « mauvais béké », avare et arrogant, des gens du peuple opposeront le « bon béké », qui pratique un certain paternalisme, et tel intellectuel de la bourgeoisie mulâtre – un journaliste – pourra, au cours d'une conversation dans laquelle il tient à faire montre de sa liberté d'esprit, ne pas hésiter à professer de l'admiration pour les « grands békés », ces gros propriétaires fonciers à l'ancienne mode qui sont les possesseurs de véritables fiefs et dont bien des gens de couleur, quelque jugement qu'ils portent sur eux, ne parlent pas sans respect.

Bien qu'il soit ordinairement admis qu'un nombre plus grand qu'autrefois de jeunes Blancs créoles font maintenant des études (tendance qu'on explique par la nécessité dans laquelle se trouve aujourd'hui leur milieu d'engager les nouvelles générations sur des terrains professionnels où elles seront concurrencées par les mulâtres), les intellectuels de couleur dénoncent le défaut de culture habituel chez les membres de cette catégorie et le peu d'importance qu'ils attachent aux valeurs culturelles, tenant plus compte, pour entrouvrir leurs portes à un homme de couleur, de sa situation économique que de son prestige intellectuel. On leur reproche souvent aussi de n'être, en fait, que des terriens dénués d'éducation : au cours d'une discussion opposant deux originaires, l'un de couleur et l'autre blanc, ce dernier s'entendra dire par exemple, par la femme de son adversaire, qu'il a été « élevé dans les champs de canne »¹.

On fait grief aux « békés » non seulement de détenir la plus grande partie des terres mais d'être généralement installés sur les emplacements les meilleurs, le grief aussi de « ne rien faire pour le pays », et l'on relève encore la façon dont, en règle générale, ils se tiennent entre eux plus étroitement que ne le font les gens de couleur ; mais on les reconnaît quoi qu'il en soit pour d'authentiques Martiniquais et tels feront observer que bien des « békés » de la campagne parlent mieux le

¹ Ce fait m'a été rapporté par M. Aristide Maugée, professeur au lycée Schœlcher, qui en fut le témoin à la sortie d'un cinéma de Fort-de-France.

créole que les jeunes bourgeois de couleur et ont un contact plus étroit avec la masse de la population.

En Guadeloupe comme en Martinique les gens de couleur des couches populaires ressentent, certes, leur condition de « nègres » et pensent volontiers que le destin du nègre est d'être, en tant que tel, opprimé par le Blanc. Mais on constate que le préjugé racial qui a cours dans le milieu blanc créole est surtout critiqué dans les couches sociales suffisamment élevées pour se regarder comme en butte à un ostracisme de parti pris que la simple différence de classe économique ne saurait expliquer.

À propos de tel Blanc ou de telle Blanche qui passe pour être fortement affecté du préjugé, on rapportera une anecdote de nature à le ridiculiser : c'est, par exemple, une Blanche de Gourbeyre (en Guadeloupe proprement dite) dont l'habitude était, quand elle allait à l'église, de faire apporter six chaises pour elle et pour les siens afin de ne pas s'asseoir comme tout le monde sur un banc, de même qu'elle attendait, pour communier, que tous fussent passés à la sainte table afin de ne pas se mêler ; ce sont d'autres Blancs et Blanches guadeloupéens qui, à un bal officiel, s'abstiennent systématiquement de danser lorsque des couples de couleur sont en piste ; c'est un « grand béké » à l'esprit à tel point féodal qu'il est d'usage de tirer un coup de canon lorsqu'il arrive dans son domaine ; c'est un autre Blanc martiniquais si désagréable et si rustre que, dans sa région, on l'avait surnommé, *Jockey bourrique* (« jockey de bourriques »). Ou bien, des Blancs créoles pris dans l'ensemble, on dira qu'ils sont d'autant plus stricts sur leurs préjugés qu'ils savent fort bien n'être pas absolument blancs et ont peur d'être confondus avec les gens de couleur¹ : un Blanc créole a bien un seizième de sang noir car « il s'est toujours trouvé une grand-mère... », me disait une Guadeloupéenne de race noire appartenant au corps enseignant, tandis qu'une mulâtresse presque blanche de ses amies m'assurait que les Blanches créoles ne manquent pas qui ont eu des aventures en dehors de leur race ; cette médisance va de pair avec les assertions de certains hommes de couleur déclarant, sur un ton d'indulgence, qu'ils comprennent fort bien que les Blancs mettent leurs femmes à l'écart, par crainte de devenir la risée de leur milieu, de telles défaillances risquant d'avoir, en l'occurrence, des résultats trop visibles². En Martinique on parlera également de la

¹ J'ai entendu porter cette accusation de n'être pas de purs Blancs par un « Blanc pays » de la Guadeloupe contre les « békés » martiniquais dont, à l'en croire, presque toutes les familles auraient une « petite tache ». Dans les polémiques de presse auxquelles donna lieu en Martinique la fameuse affaire Lota, on voit les Blancs créoles qualifiés de « mulâtres renégats », et d'« apostats » par les partisans de Marius Hurard (SOUQUET-BASIÈGE, *op. cit.*, p. 558 et suiv.).

² Plusieurs personnes de couleur, tant martiniquaises que guadeloupéennes, affirment que maintes Blanches créoles, en dépit de leur extérieur généralement rigoriste, ne dédaigneraient pas, à l'occasion, d'avoir des rapports avec leurs chauffeurs ou leurs « palefreniers », chose qui engage moins qu'une liaison avec un homme de couleur d'un milieu plus élevé. Toutefois, un ecclésiastique très averti des choses de la Martinique, le R. P. Pinchon, me faisait observer que ceux qui accusent ainsi les Blanches créoles ne citent jamais de fait précis, alors qu'il y a lieu de

« dégénérescence » des « békés », les décrivant comme à tel point épuisés par les mariages consanguins, auxquels les obligent leurs préjugés de caste, qu'il y aurait parmi eux nombre d'infirmes ou idiots que les familles éviteraient soigneusement de montrer.

D'une manière générale on peut dire qu'il n'existe pas chez les Martiniquais et les Guadeloupéens de couleur un sentiment de supériorité raciale qui serait la réplique de celui que la plupart des Blancs éprouvent à leur égard ; ceux-là mêmes qui se montrent les plus acerbes envers les Blancs créoles se bornent à les attaquer en tant que cette catégorie se confond à peu près avec la classe économiquement dominante et à relever contre eux – sans omettre de souligner ironiquement ce qu'il peut y avoir là d'absurde et quelles conséquences fâcheuses peuvent en résulter pour leur postérité même – l'attitude plus ou moins distante à laquelle ils sont conduits par un orgueil de race qui, aux yeux des éléments les plus instruits des milieux de couleur, semble d'autant plus injustifié qu'il ne peut pas se fonder sur une primauté qu'il faudrait leur reconnaître en matière de culture. Certes, il n'est pas exclu qu'en dehors même des conflits immédiats du travail, des Blancs originaires soient en butte à une hostilité déclarée de la part de gens de couleur, mais cette hostilité les visera comme représentants d'une classe antagoniste et non d'une race réprouvée ; s'il peut arriver (comme l'un de ceux qui furent ainsi pris à parti m'en a fait le récit) que des Blancs créoles circulant en voiture soient qualifiés de « sales békés » par des travailleurs qui viennent de recevoir leur paie, l'acception même du mot « béké », dont le contenu n'est pas strictement racial ¹, jointe aux circonstances particulières de l'incident, ne peut qu'incliner à penser que ce ne sont pas les Blancs en tant que tels, mais les riches (pratiquement de race blanche) qui sont ainsi insultés. Le « racisme » que tant de Blancs imputent aux gens de couleur n'est donc pas exactement symétrique à celui que ces derniers dénoncent chez les Blancs originaires : quand il ne se réduit pas à une méfiance ou, occasionnellement, à une inimitié éprouvées par des gens de classes pauvres à l'endroit de ceux dont la couleur semble indiquer qu'ils sont des privilégiés, il se manifeste essentiellement comme réaction d'un groupe humilié envers un autre groupe, que son prestige historique et ce qu'il a pu maintenir de son ancienne suprématie confirment dans sa croyance qu'il est d'une nature supérieure. Si « racisme » il y a dans les milieux de couleur ou croyance en une supériorité intrinsèque du groupe auquel on appartient de naissance, il apparaît plutôt comme

penser que dans un cadre aussi étroitement provincial la chronique scandaleuse aurait tôt fait de s'emparer de tels écarts, s'ils avaient une existence autre qu'hypothétique ; il argue également du fait que l'histoire, à sa connaissance, ne mentionne aucune affaire de ce genre dont une Blanche créole aurait été l'héroïne pour regarder comme à tout le moins improbable que du sang noir ait été ainsi introduit par la voie des femmes dans des familles considérées aujourd'hui comme blanches. Bien que certains soient sans aucun doute portés à exagérer la fréquence de pareils faits il serait, en vérité, hardi de refuser globalement toute espèce de créance à ces accusations.

¹ Si loin de l'être, que j'ai entendu chez des communistes martiniquais un des enfants de la maison dire, au cours d'un soliloque qu'il improvisait dans ses jeux : « Un béké, ça s'appelle (i.e. cela veut dire) un monsieur qui a beaucoup d'argent. »

un reflet que comme une contrepartie de celui des Blancs et s'exprime dans les relations de mulâtres à nègres, de Noirs d'établissement plus ancien à Noirs d'établissement plus récent (nègres « Congo »), d'Antillais de couleur à nègres africains et d'Antillais d'ascendance plus ou moins africaine à Antillais d'ascendance indoue.

Encore que chez certains hommes de couleur riches, en relations d'affaires avec la société blanche qui les accepte plus ou moins, se manifeste une tendance à minimiser (au moins en apparence) l'importance persistante attachée à la distinction des couleurs, le bourgeois mulâtre, placé dans une position intermédiaire, en voudra facilement au Blanc de ne pas être admis par lui et, tout à la fois, tiendra le nègre à distance, le considérant comme grossier : « Quelqu'un l'a dit avec vérité, écrivait Victor Schœlcher ¹, un mulâtre hait son père et méprise sa mère. » En raison même de cette situation, il se trouvera, en revanche, exposé à être jugé avec une particulière sévérité tant du côté des Noirs que du côté des Blancs : les Noirs l'accuseront volontiers de se faire l'auxiliaire des usiniers ou autres possédants et iront même parfois jusqu'à parler de lui comme d'un « abâtardi » ² ; de nombreux Blancs, dans la mesure où ils voient en lui un rival éventuel dont l'attitude n'est pas toujours aussi dévouée et déférente qu'ils le souhaiteraient, tendront à lui attribuer comme un vice naturel cette « perfidie » ou cette « insolence » que, selon Tacite, les patriciens romains dénoncèrent chez les affranchis ³ ; par ailleurs tel grand Blanc guadeloupéen parlera, par exemple, de l'« inflation » des élites de couleur, reprochant aux intellectuels locaux de se croire des gens supérieurs alors qu'en France leur attitude plus polie et plus humble leur a

¹ Cité par SOUQUET-BASIÈGE, *op. cit.*, p. 642.

² « Quelques membres d'une société mulâtre, intellectuellement et physiquement abâtardie, littérairement nourrie de décadence blanche, se sont faits, auprès de la bourgeoisie française qui les utilise, les ambassadeurs d'une masse qu'ils étouffent et, de plus, renient parce que trop foncée. » (Étienne LERO, « Misère d'une poésie », dans *Légitime défense*, Paris, 1^{er} juin 1932). Ce texte, que d'aucuns taxeront de « racismes », date – il importe de le souligner – de l'époque où une fraction de *l'intelligentsia* martiniquaise estimait devoir réagir avec virulence contre l'aliénation d'une bourgeoisie de couleur honteuse de ses origines et désireuse de se blanchir. En Guadeloupe, où les nègres, selon divers observateurs martiniquais, éprouveraient à l'égard des mulâtres un moindre sentiment d'infériorité qu'en Martinique et où l'opposition entre les deux groupes semble par ailleurs plus marquée, un fonctionnaire métropolitain me rapportait ce propos d'un interlocuteur noir lui disant : « Nous qui sommes de race pure, nous pouvons nous comprendre. »

³ SOUQUET-BASIÈGE, *op. cit.*, p. 630. Comparant le conflit qui opposait alors les Blancs créoles d'opinions conservatrices et les mulâtres partisans du radical Marius Hurard au conflit qui, dans l'empire romain, opposa patriciens et affranchis, l'auteur reproduit ce passage de Tacite : « Dans le même temps, on porta des plaintes au Sénat contre la perfidie des affranchis, et l'on sollicita un édit qui permît aux patrons de révoquer la liberté de ceux qui en abuseraient [...]. Quelques-uns allaient jusqu'à s'élever avec indignation contre cette insolence des affranchis qui, *enhardis par leur liberté, traitaient à peine en égaux leurs patrons, et levaient impunément la main sur eux*, on riait de la peine que leur attirait cette violence. » (Le membre de phrase imprimé en italique est ainsi donné par l'auteur en tant que particulièrement apte, doit-on croire, à s'appliquer aux mulâtres de son époque.)

valu une sympathie profitable à leurs études. Mais il est sûr, quoi qu'il en soit, qu'une telle situation constitue un terrain propice au développement de cette susceptibilité plus ou moins ombrageuse relevée souvent comme l'un des traits principaux du caractère antillais : les membres de ces catégories intermédiaires (notamment ceux des classes moyennes, que seuls les préjugés des Blancs créoles empêchent d'avoir avec une partie au moins d'entre eux les relations de sociabilité qu'ils estimeraient normales) sont d'autant plus portés à s'offenser, considérant qu'on les traite comme des « nègres », qu'ils savent bien qu'ils le sont partiellement, mais savent aussi que par un côté de leur ascendance ils touchent à ces Blancs qui semblent n'en tenir que si peu de compte.

Traditionnellement, la catégorie mulâtre représente aux Antilles françaises celle, par excellence, où se recrutent les membres des professions libérales, et qui fournit la plus grande partie des cadres dans le secteur public et le secteur privé ; longtemps, les Blancs créoles dans la plupart des cas n'eurent pas à se soucier de pousser leurs études au-delà du minimum indispensable pour la gestion des entreprises, et les Noirs se trouvèrent pratiquement privés de tous moyens de culture, alors que l'instruction s'offrait à nombre de mulâtres comme un moyen d'élévation sociale. Le sentiment de supériorité que le mulâtre éprouve assez généralement vis-à-vis du nègre présente donc un double aspect : racial, puisqu'il peut se flatter d'avoir des Blancs parmi ses ancêtres ; culturel, puisqu'il appartient à celle des catégories de couleur qui fut instruite la première, et dont la fraction la plus éduquée constitue de nos jours encore le gros des effectifs de *l'intelligentsia*. L'orgueil racial au sens strict prendra communément la forme d'une valorisation des types physiques – souvent fort beaux, en fait – résultant des métissages et dont on n'ignore pas que, pour ce qui concerne à tout le moins les filles et les femmes, les Blancs même les plus imbus de leur supériorité sont loin d'y être insensibles : tel mulâtre vantera la « gamme » de types très variés entre lesquels un homme de couleur peut exercer son choix matrimonial ¹ ; par ailleurs, il est de fait que c'est à la mulâtresse – en qui se manifeste l'amalgame des deux grandes races noire et blanche auxquelles la Martinique et la Guadeloupe doivent l'essentiel de leur peuplement – qu'il revient au premier chef d'incarner la classique Antillaise, celle dont, aux yeux des Antillais comme des non-Antillais, la beauté semble résumer le charme particulier des îles. Seront valorisées également certaines qualités d'ordre moral dont les mulâtres seraient tout spécialement impartis, parmi les autres Antillais – vivacité d'esprit, sens de l'honneur ² – goût de la vie large – et l'on représentera leurs façons d'être comme les plus typiques des mœurs créoles dans ce qu'elles ont d'original et d'attachant.

¹ Un avocat guadeloupéen, mulâtre presque blanc, argua, pour m'expliquer que les hommes de couleur n'ont pas à rechercher la « fusion » avec les Blancs créoles, de cette variété qui, selon lui, suffit amplement à leur choix.

² Lors de l'affaire Lota, dans une déclaration intitulée « Aux ratapoils du journal *les Antilles* », Henri Millon, partisan de Marius Hurard, accusait les Blancs créoles d'avoir calomnié le leader radical en disant qu'il ne voulait pas se battre en duel, « car quel est le mulâtre capable d'une lâcheté ? » (*ibid.*, p. 563, en note).

Vis-à-vis du mulâtre, le nègre des classes populaires sera porté à éprouver une certaine considération : plus proche du Blanc que lui par le type physique, le mulâtre, d'ordinaire, est aussi plus aisé, plus instruit et a des manières plus raffinées ¹ ; mais cette considération n'ira pas sans défiance, voire sans hostilité, et chez maints Noirs, même des classes aisées, on trouvera des signes de cet état d'esprit. Un intellectuel guadeloupéen de race noire m'assurait, par exemple, qu'en Guadeloupe et en Martinique la lutte politique n'est pas autre chose que la lutte où s'affrontent les mulâtres et les nègres ; selon lui, la propagande communiste aux Antilles françaises ne serait qu'un moyen subtil, utilisé par les mulâtres, de détourner les nègres de leurs revendications propres – celles d'hommes qui sont des Noirs avant d'être des prolétaires – en les engageant sur le terrain plus général d'une lutte de classes substituée à ce qui en vérité serait, localement, lutte de races. Encore que maints observateurs locaux estiment qu'il n'existe de nos jours aucune grave tension entre mulâtres et nègres guadeloupéens, une telle animosité passe pour être, plus qu'en Martinique, répandue en Guadeloupe, où, sous l'impulsion du leader socialiste Hégésippe Légitimus, se constitua à la fin du siècle dernier un mouvement qu'avant même sa création on appelait localement le « terrible troisième » : c'était un parti ouvrier qui s'opposait aussi bien aux mulâtres de la classe moyenne, férus d'idées purement démocratiques, qu'aux Blancs de la classe dominante, et représentait le parti des Noirs, dont la fraction la plus instruite voulait rejeter la tutelle des mulâtres jusqu'alors seuls, avec les Blancs, à occuper la scène politique ².

Placés au dernier rang de la hiérarchie traditionnelle des races et, quant au plus grand nombre, à un bas niveau de l'échelle des classes, les Noirs trouveront la possibilité d'une relative compensation à leur situation d'humiliés en se tournant vers certains groupes qu'ils sont à même de mépriser à leur tour. Par rapport aux nègres « Congo » (ou descendants d'Africains immigrés depuis l'abolition de l'esclavage), les Noirs d'établissement plus ancien forment un groupe que son long contact avec les Blancs a fortement occidentalisé, et dont la position lui permet donc de regarder ceux qui représentent encore cette fraction comme plus ou moins empreints de la barbarie qu'on attribue communément aux peuples africains, les idées de la plupart des Antillais ne différant guère, sur ce point, de celles reçues chez le grand nombre des métropolitains ³. Les « coolies » ou descendants

¹ Voir dans *les Temps modernes* (n° 52, février 1950, p. 1406-1407) une biguine qui prend pour thème de satire sociale la division tripartite de la société antillaise : « Nèg' ni mauvai'es maniè'es » (« le nègre a de mauvaises manières »).

² C'est en 1892 que le « terrible troisième » se constitua, dans l'arrondissement de Pointe-à-Pitre, sous l'étiquette socialiste internationaliste (Lenis BLANCHE, *Histoire de la Guadeloupe*, Paris, Maurice Lavergne impr., 1938, p. 181 et suiv.).

³ Le D^r Frantz Fanon (*op. cit.*, p. 161-162) raconte comment, âgé d'environ treize ans, il vit pour la première fois des « Sénégalais » qui, venant de Guyane, étaient de passage à la Martinique. Les vétérans de la guerre de 1914 avaient fait aux jeunes Martiniquais maints récits où les tirailleurs noirs étaient représentés – en dehors de toute idée d'apparemment racial entre Africains et Antillais – comme de braves sauvages, à la fois héroïques et féroces.

d'Indous, eux aussi récemment immigrés, non seulement se trouvent en butte à des réactions relevant de la xénophobie (puisqu'ils ne sont reconnus comme Français que depuis le début de ce siècle), mais, aux yeux de beaucoup, portent comme un opprobre le fait que leurs ascendants se soient pliés à des besognes dont les esclaves libérés ne voulaient plus ; la plupart d'entre eux, qui sont établis sur les domaines agricoles, sont considérés comme plus aisément à la dévotion des patrons blancs que ne le sont les autres travailleurs ¹ ; et, bien que les jugements portés sur l'ensemble du groupe aient notablement évolué (les « coolies » s'étant avérés non seulement éleveurs mais cultivateurs habiles et maints d'entre eux ayant témoigné, dans leurs études, d'une intelligence brillante), on formule encore sur lui dans les milieux de couleur des appréciations analogues à celles que les Blancs formulent sur les gens de couleur : paresse, propension à l'alcoolisme, capacité de devenir soudain « féroce » ² usage qu'ils feraient volontiers du poison contre ceux à qui ils veulent nuire, sensualité des femmes ³, tels sont les traits qui leur sont le plus souvent attribués ; en outre, on dit des hommes qu'ils manquent de virilité ⁴ et l'on tient les Indous en général pour des êtres frileux ⁵, chez qui les maladies vénériennes séviraient avec une particulière fréquence et qui, souvent, finiraient « à la rue » en raison de leurs vices.

Quoiqu'ils fassent l'objet de bien des préventions de la part non seulement des Noirs mais des autres gens de couleur, alors que les Blancs créoles ne semblent pas avoir contre eux une prévention plus forte qu'à l'endroit de tous ceux qu'ils estiment devoir tenir à l'écart (et peu d'Indous, d'ailleurs, se trouvent à un niveau social qui les mettrait à même de fréquenter les Blancs), les Indous – dont on parle encore quelquefois, il est vrai, comme d'une « nation », terme créole impliquant qu'ils sont considérés comme un groupe ethnique particulier – peuvent être regardés maintenant comme plus ou moins adoptés par la société antillaise ; ils représentent, en somme, une quatrième catégorie qui s'est surajoutée aux trois catégories traditionnelles. Très différent est le cas des Syro-Libanais, qui se trouvent bel et bien en position d'étrangers – peu d'entre eux ayant tenu à obtenir la

¹ Selon M^{lle} Gerty Archimède, les Indous de la région du Matouba qui travaillaient sur les terres de M. Pauvert, propriétaire resté fameux, étaient appelés « Z'Indiens Pauvert », (les Indiens de Pauvert), parce qu'on les regardait comme entièrement dans la dépendance de cet employeur. Sur les Indous comme « briseurs de grèves », voir plus haut, « Structure sociales », p. 36.

² Une maîtresse de maison me parlait d'une domestique indoue qui, après lui avoir été longtemps dévouée, serait brusquement devenue « féroce », chose que mon interlocutrice disait fréquente chez les « coolies ». Au demeurant, originaires blancs et originaires de couleur regardent les « coolies » comme particulièrement aptes à soigner le bétail, à cause de leur douceur.

³ Les jeunes filles indoues passent pour sexuellement très précoces. Souvent fort jolies (notamment celles qui sont des métisses issues d'Indous et de Noirs), elles sont très recherchées des hommes – à tout le moins comme maîtresses – et on les accuse de les retenir au moyen de philtres ou « quimbois ».

⁴ C'est pourquoi (selon M. Georges Gratiant, maire adjoint de Fort-de-France) les Indous sont, en règle générale, peu recherchés des femmes.

⁵ Un dicton martiniquais compare les « coolies » aux cabris, animaux considérés comme sensibles au froid.

nationalité française – et qui ont pris dans le moyen commerce guadeloupéen une importance inquiétante pour leurs concurrents autochtones, en même temps que leurs réussites individuelles rapides irritent, en Martinique aussi bien qu'en Guadeloupe, la population de couleur. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner jusqu'à quel point sont justifiées les accusations portées dans les divers milieux quant à certaines irrégularités, qui mettraient les commerçants syro-libanais à même de vendre meilleur marché que leurs confrères originaires (introduction frauduleuse d'articles et notamment de tissus, grâce à des complicités rétribuées) ; il se peut que joue ici – au moins dans le sens d'une généralisation abusive – la xénophobie qui s'exerce contre un groupe, dont tous reconnaissent qu'il se compose de gens assidus au travail et aptes à vivre chichement pour épargner, mais auquel on reproche, en Guadeloupe tout particulièrement, non seulement d'avoir acquis une place enviable dans l'économie mais de rester fermé sur lui-même : ses membres s'entraident, par exemple, pour acquérir des immeubles (qui seront occupés par les acquéreurs eux-mêmes ou loués à d'autres Libanais ou Syriens), et les boutiquiers travaillent en règle générale avec leurs femmes et leurs enfants comme employés, alors que maints sujets originaires ayant reçu une formation commerciale ne trouvent pas à s'embaucher. Sous l'angle du sentiment racial, certains Guadeloupéens de couleur se déclarent choqués de voir les jeunes Syro-Libanaises, qui sont des étrangères mais appartiennent à la race blanche, mieux accueillies (à en croire ceux qui articulent ce grief) dans les établissements d'enseignement libre que ne le sont les jeunes Françaises de couleur.

La hiérarchisation raciale de la société antillaise, répartie traditionnellement en plusieurs catégories, dont la plus haute, celle des Blancs, est en position privilégiée, ne laisse pas d'avoir ses conséquences psychologiques ; il est normal qu'en de telles conditions les gens de couleur éprouvent un sentiment d'infériorité, d'où leur susceptibilité fréquente et la facilité avec laquelle ils pensent être victimes du « racisme » chaque fois que pour une raison quelconque ils sont ou s'estiment lésés, réactions que les Blancs, leur renvoyant la balle, interpréteront comme les signes de l'acrimonie d'ordre racial que les gens de couleur ressentiraient à leur égard.

La chambre qu'un ami de couleur m'avait retenue à Fort-de-France un peu avant mon arrivée n'ayant pas été libérée par son occupant, cet ami attribuera cette défection au fait qu'il est un homme de couleur et que les hôteliers métropolitains n'ont pas jugé nécessaire de respecter l'engagement qu'ils avaient pris envers lui. Une « 'chappée coolie », gérante de crèche municipale, me dira qu'elle veut s'établir à Paris pour que son fils y fasse ses études, car ici « on sabote les études des Noirs, par jalousie ». Un fonctionnaire mulâtre, qui s'embarquait sur le paquebot *Colombie*, s'est vu dire que des personnes de sa famille, qui désiraient lui dire au revoir, ne pourraient pas monter à bord, étant donné qu'il voyageait en troisième classe ; ce refus, assurément choquant en tant qu'il est un signe des inégalités sociales, est interprété comme une mesure de discrimination raciale, vu

que les passagers des troisièmes sont presque tous des gens de couleur ¹. Deux « békés », grands amateurs de combats de coqs, refusent de faire combattre leurs coqs dans les « pits » où l'on accepte ceux d'un mulâtre blanc qui passe pour un grand spécialiste des « coqs sales » (c'est-à-dire illicitement préparés pour qu'ils soient plus résistants et que leurs coups soient plus nocifs) ² ; alors que, selon les termes de l'un de ces Blancs créoles, « au pit la question de race ne compte pas » et que son congénère et lui, qui tiennent à un jeu honnête, s'en prennent simplement à un fraudeur, on les accuse de racisme. Une mulâtresse très claire s'avère secrétaire experte et devient la dactylographe de confiance d'un métropolitain, directeur de service à Basse-Terre ; on accuse ce dernier de la préférer à ses autres subordonnés pour des raisons de couleur.

Les Blancs créoles, de leur côté, donnent souvent des interprétations du même ordre à des faits dont rien n'autorise à penser qu'ils sont dus à quelque malveillance de la part des gens de couleur. À l'aérodrome de Raizet (Guadeloupe), par exemple, l'indicateur de vitesse au vent de l'avion qui devait m'emmener à Marie-Galante ayant eu son conduit bouché par une guêpe maçonnerie qui y avait apporté du sable, deux membres du personnel, l'un métropolitain et l'autre Blanc créole, soupçonnèrent certains « salopards » d'avoir touché à l'avion garé et d'avoir enlevé un vieux gant placé dans un but de protection sur le tube de l'indicateur. D'une manière plus générale, l'homme politique de gauche ou le syndicaliste de couleur qui s'oppose aux Blancs, non en tant que tels, mais en tant que représentants d'une classe qu'il estime exploiter durement les travailleurs de couleur, se verra qualifier de raciste nègre ou d'« antiblanc ». Un homme de couleur sera jugé de la même manière s'il fait grief aux Blancs de ne pas le traiter en égal, voire simplement s'il considère – portant un jugement dont il importe ici exclusivement de marquer qu'il repose sur des considérations non pas raciales mais politiques – qu'en dépit du changement de statut tel problème antillais persiste à être envisagé dans un esprit « colonialiste ». À l'inverse, tel Blanc guadeloupéen me signalait comme une ridicule « naïveté » de la part d'un de ces antiblancs le fait de s'être soi-disant vanté, au cours d'une conférence publique, d'entretenir depuis longtemps une correspondance avec un valet de chambre breton, comme s'il avait pensé que des relations cordiales avec un Blanc étaient de nature à rehausser son prestige ; il s'agissait, en vérité, d'une allusion destinée à montrer quel lien solide unit « la

¹ Il est juste de noter que de nombreux témoignages, émanant aussi bien de métropolitains que d'originaires de couleur, concordent pour affirmer que sur la plupart des bateaux une préséance est accordée aux Blancs sur les gens de couleur, pour ce qui concerne par exemple les places dans la salle à manger. Certains originaires de couleur relèvent avec amertume que les « étrangers » de race blanche (notamment les Américains du Nord et du Sud, dont on attend de gros pourboires) sont mieux traités par le personnel que les Français de couleur.

² Un truquage classique consiste à tanner la poitrine du volatile avec une préparation spéciale. Au moment du combat, lorsqu'on met face à face les deux belligérants, chacun des deux soigneurs suce les ergots de son poulain et fait passer sur ses propres yeux le dessous de l'une puis de l'autre des deux ailes, cela afin de montrer que les ergots n'ont pas été empoisonnés et que le dessous des ailes n'a pas été enduit de menthol ou d'une autre substance destinée à aveugler momentanément l'adversaire dans les corps à corps.

France et ses enfants des colonies » : le conférencier se référait à des cartes de nouvel an que lui envoyaient régulièrement un paysan qu'il avait connu sous les drapeaux et une ménagère angevine ¹.

Que les Martiniquais et les Guadeloupéens de couleur tendent à se croire victimes de préventions, en maints cas où une telle interprétation apparaîtra comme tout au plus hypothétique à un observateur détaché, qu'ils aillent parfois (semblera-t-il) jusqu'à en user délibérément comme d'un alibi, et que les Blancs des deux îles leur imputent en revanche, avec abus, un sentiment racial qui tantôt les dresserait contre les Blancs en tant que tels et tantôt les pousserait à rechercher leurs bonnes grâces dans un but de satisfaction vaniteuse, le certain c'est qu'une suspicion réciproque pèse de manière à peu près constante sur les relations entre originaires blancs et originaires de couleur, de sorte qu'entre les deux groupes, en dehors même du cloisonnement social, il s'élève une série d'écrans qui constituent d'autres raisons de mésentente. On observe toutefois que de telles préventions ne viennent à se manifester de manière virulente qu'à l'occasion de conflits situés sur le terrain des distinctions de classe : conflits du travail ² ; mariages de jeunes gens d'éducation et de niveau de fortune différents ou dont, à tout le moins, l'union est sentie comme une atteinte à l'ordre hiérarchique traditionnel fondé sur les anciens rapports de classe. Tout se passe, en somme, comme si les préjugés raciaux, en admettant qu'ils existent en tant que tels (mais la couleur de la peau et la nature des cheveux sont bien affectés d'une signification sociale directe, puisqu'ils suffisent à discréditer en révélant un apparentement avec les anciens esclaves ou au contraire à valoriser), ne faisaient que s'introduire comme un facteur d'aggravation éventuelle dans une situation qui, si les protagonistes appartenaient à un même groupe ethnique, serait de toute façon tendue.

On parle d'une atténuation des préjugés raciaux qui divisent en catégories hiérarchisées la société antillaise, et les indices ne manquent pas, qui dénotent dans ce domaine une évolution appréciable à mesure que devient plus diffus, se référant à une époque plus lointaine, le souvenir de l'esclavage ³ : sans tenir compte (leur

¹ Rémy NAINSOUTA, *Sésame !... ou les clefs de la prospérité agricole*, précédé d'un *Hommage à la France*, conférence prononcée le 3 mai 1941 à Basse-Terre puis le 27 octobre 1943 à Pointe-à-Pitre, et interdite par un envoyé du gouvernement de Vichy.

² Conflits ouvriers et conflits entre usiniers et petits producteurs, auxquels il faut adjoindre les frictions entre fonctionnaires, pour la plupart de couleur, et métropolitains à propos des avantages auxquels leur situation d'expatriés peut donner droit à ces derniers (voir *infra* : « Les rapports entre métropolitains et originaires ». pp. 83 et suiv.).

³ Bien qu'il s'efface avec le temps, il s'en faut encore de beaucoup pour que ce souvenir soit aboli. Lorsque le groupe culturel martiniquais Scènes et culture mit en répétitions la pièce de Suzanne CÉSAIRE, *L'Aurore de la Liberté*, il fut difficile aux animateurs de distribuer les rôles d'esclaves, aucun membre de ce groupe populaire ne voulant tout d'abord accepter un pareil rôle. Dans telle famille blanche guadeloupéenne, en n'a pas oublié que les grands-parents de la maîtresse de maison avaient affranchi leurs esclaves, mesure que l'on regarde comme une bonne action mais dont on pense qu'elle ne voulait rien dire pour lesdits esclaves, puisqu'ils étaient « de la famille » et ne demandaient qu'à rester là. En Guadeloupe également, M. Rémy

nombre étant trop réduit et la réprobation blanche persistant à s'exercer) des quelques mariages mixtes qui s'opèrent, la discrimination moins stricte dans les rapports de sociabilité, les associations dans les affaires, l'accroissement des contacts dans les réunions officielles, les fêtes de bienfaisance, etc., ou dans le cadre des syndicats ¹, des organisations de jeunesse laïques ou confessionnelles) et d'autres organisations culturelles ² sont des signes irrécusables de cette évolution. On a relevé dès longtemps que la rigueur du préjugé n'empêche pas des Blancs et des gens de couleur originaires de la même île, qui se connaissent mais ne se fréquentent pas en temps ordinaire, d'échanger à l'occasion des effusions cordiales s'ils se rencontrent en France. On constate également que dans certains lieux de villégiature ou de « changement d'air » – au Vernou, par exemple, en Guadeloupe proprement dite – il arrive que se fréquentent des gens qui, à la ville, se tiennent à distance ; de même, sur les bateaux transatlantiques, sorte de terrain neutre où, de surcroît, le voisinage est forcé, on prend certaines libertés entre membres des catégories diverses ³.

À côté de ceux qui regardent le préjugé racial comme en voie de disparition aux Antilles françaises, il en est de moins optimistes pour penser, au contraire, que les relations interraciales sont maintenant plus tendues que jamais et pour incriminer les leaders des masses de couleur en les accusant d'attiser les haines raciales et d'en faire une utilisation politique. Bien que ces deux appréciations semblent à première vue absolument contradictoires, un examen impartial de la situation montre qu'il y a là une contradiction tout apparente, qui s'explique par une confusion, commise par beaucoup, entre conflits raciaux et conflits sociaux : le préjugé racial (au sens strict) tend certainement à s'estomper, mais les antagonismes de classe entre gens de races différentes s'intensifient à mesure que les masses de couleur, s'éduquant, deviennent plus revendicatrices ; pratiquement, et sans qu'il y ait lieu de tenir pour « racistes » les représentants des classes laborieuses, les conflits ouvriers – qui apparaissent comme de loin les plus graves,

Nainsouta m'a raconté comment lors des fêtes du Centenaire de la Révolution de 1848 la municipalité de Saint-Claude honora la mémoire d'une propriétaire qui, lors de l'abolition, avait morcelé sa terre au bénéfice de ses anciens esclaves. Dans le vocabulaire politique, les termes « esclavagiste » et « négrier » sont d'un emploi fréquent pour désigner les Blancs dont on juge les idées réactionnaires.

¹ Ceux, à tout le moins, de la fonction publique (où la race blanche, il est vrai, se trouve représentée essentiellement par des métropolitains).

² Les jeux floraux de Pointe-à-Pitre, les conférences organisées dans la même ville dans les locaux de la Chambre de commerce et les expositions de la Maison de la culture de Fort-de-France sont des exemples de manifestations culturelles qui rassemblent des membres de toutes les catégories. À Fort-de-France, une conférence intitulée « Le message de Victor Hugo », prononcée par le député-maire Aimé Césaire le 21 mai 1952 à l'occasion du cinquantenaire du poète, fut chaleureusement accueillie par un public où voisinaient métropolitains et originaires de toutes catégories comme de toutes classes sociales et tendances politiques.

³ On dit plaisamment dans les milieux de couleur que les discriminations tendent à s'effacer à mesure que le bateau parti des îles se rapproche de France alors que dans le cas inverse le rigorisme augmenterait à mesure que le retour aux Antilles se fait proche.

puisqu'ils perturbent l'économie et mènent parfois à l'effusion de sang – reviennent à des conflits raciaux, vu que le prolétariat de couleur s'y trouve opposé à des Blancs. L'Église reproche aux communistes antillais de pousser à la discorde raciale alors qu'elle-même prêche la concorde ¹ ; mais les communistes, en vérité, placent le débat sur le terrain de la lutte des classes et non pas sur celui de la haine raciale. Le paradoxe est, ici, que ces « politiciens », qu'on accuse de jeter le trouble entre les races, sont ceux-là mêmes qui, en raison de l'importance qu'ils attachent aux déterminantes économiques, sont conduits à liquider la tendance observable chez trop de gens de couleur à poser continuellement leurs problèmes en termes de discrimination raciale ².

Type physique, généalogie et classe

[Retour à la table des matières](#)

Traditionnellement, les Blancs représentent la classe dominante, les mulâtres la classe moyenne et les Noirs la classe inférieure. Or il existe des Blancs situés économiquement dans la classe moyenne, voire même dans la classe inférieure (Blancs pauvres de la Grande-Terre, de Saint-Barthélemy, des Saintes, etc.) ; d'autre part, de nombreux mulâtres sont riches, de même que quelques Noirs. Litigieuse déjà – puisqu'elle s'applique à une masse d'individus dont un certain nombre seulement peuvent être regardés comme des Blancs ou des Noirs purs, le reste présentant une extrême variété de types intermédiaires – la répartition en catégories raciales, telle qu'on l'admet localement, prend-elle le type physique pour critère exclusif ou fait-elle intervenir d'autres éléments arbitraires d'appréciation, telle promotion économique (ou inversement régression) pouvant entraîner par exemple, pour un individu, une promotion (ou régression) équivalente sur le plan des catégories ?

Qu'il ait ou non une certaine connaissance des données de l'anthropologie, – l'observateur non originaire qui vient en Martinique ou en Guadeloupe a tôt fait de constater que sa perspicacité est souvent en défaut quand il lui faut savoir, se fiant au seul aspect de la personne avec laquelle il entre en contact, dans quelle

¹ De cet esprit de « concorde » témoigne le fait que plusieurs curés et vicaires des Antilles françaises sont des hommes de couleur. M^{gr} Varin de la Brunelière m'a cité le cas d'une paroisse martiniquaise dont – à l'inverse de ce qu'exigerait la hiérarchie traditionnelle – le curé est un homme de couleur et le vicaire un « béké ».

² Alors qu'une conversation entre Blanc et Antillais de couleur est souvent entravée par les arrière-pensées liées à l'existence du préjugé racial (« On dit quelque chose à une personne de couleur, me faisait observer en Guadeloupe le professeur Sautet ; cette personne, s'imaginant que vous dites cela pour dire en vérité tout autre chose, vous répond en fonction de cette intention supposée, de sorte que toute conversation véritable est rendue impossible »), j'ai constaté par moi-même que ce genre de difficultés semblait réduit au minimum dans les conversations que j'ai pu avoir avec des intellectuels d'extrême gauche, préoccupés de problèmes sociaux beaucoup plus que de questions raciales.

catégorie raciale elle est rangée localement : tel individu qu'il regarde comme un Blanc est en fait classé parmi les mulâtres, tel autre qu'il prend pour un mulâtre est en fait un Blanc créole ¹, tel autre est étiqueté mulâtre alors qu'il le croyait Noir, etc. Même lorsqu'il saura que la couleur de la peau et la structure du visage ne sont pas les seuls caractères retenus pour cette classification et que la qualité des cheveux (plus ou moins lisses ou crépus) y joue un rôle de premier plan, ses incertitudes demeureront fréquentes. Comme il verra, en outre, les membres d'une famille présenter souvent entre eux des différences très notables ² alors qu'ils sont tous rangés dans une même, catégorie, il en viendra bientôt à reconnaître que ce n'est pas le type physique qui s'avère déterminant, dans un classement dont il importe de ne pas oublier qu'il est traditionnel et non pas scientifique.

En Martinique et en Guadeloupe, vu l'étroitesse du milieu, les généalogies sont généralement connues (à tout le moins de manière globale) et c'est selon sa généalogie, ou ce qu'on croit en savoir, qu'un individu se trouvera classé : est considéré comme un Blanc celui dont l'ascendance est en principe exclusivement blanche, comme un mulâtre celui qui a une double ascendance, comme un Noir celui dont l'ascendance est essentiellement noire. Ces distinctions étaient autrefois plus nuancées et des termes spéciaux désignaient un nombre élevé de catégories, établies non seulement d'après la proportion théorique de sang blanc et celle de sang noir attribuable à l'individu considéré mais, à proportions égales, d'après la catégorie du père et celle de la mère ; ces distinctions sont aujourd'hui tombées en désuétude, bien qu'on distingue encore deux catégories de mulâtres (dont les « mulâtres blancs ») et qu'on parle encore de « câpres » ou de « câpresses » pour des individus situés entre les Noirs et les mulâtres, la dénomination (au demeurant d'emploi courant) de « chabins » ou « chabines » ne désignant pas une catégorie mais des individus qui semblent présenter, au lieu d'un amalgame, une combinaison paradoxale de traits des races noire et blanche ³. Dans cette perspective généalogique dont l'importance est demeurée primordiale, les Blancs

¹ Ainsi, assistant à un combat de coqs au Morne-Rouge (Martinique), j'aperçus un jeune homme que je crus être un mulâtre ou un « chabin » et dont je sus, quand les présentations eurent été faites, qu'il appartenait à l'une des familles blanches les plus connues de la Martinique ; ce même « béké » devait d'ailleurs me dire un peu plus tard, me parlant d'un mulâtre blanc et riant lui-même de la chose : « Il est plus clair que moi. » Parmi les personnes que j'ai rencontrées au cours de mes deux séjours, il en est quelques-unes que j'ai eu le plus grand mal à classer, car les opinions à leur sujet divergeaient au sein même de la société de couleur : celui que les uns tenaient pour un Blanc était pour les autres un mulâtre.

² Un « mulâtre blanc » de la Guadeloupe, désirant me montrer combien est vaine la discrimination des couleurs, me fit voir plusieurs de ses enfants et m'invita à constater à quel point ils étaient différents, me présentant notamment deux jumeaux dont l'un était un blond à yeux bleus et l'autre un brun frisé à yeux foncés. Dans d'autres familles, tant mulâtres que noires, j'ai pu observer des différences analogues.

³ Les « chabins » et « chabines » sont parfois très beaux, mais il en est aussi qui frappent par leur aspect bizarre. Certaines idées ont cours sur eux : on parle volontiers de la méchanceté des « chabines » et de leur caractère impétueux ; selon le D^r Rose-Rosette, les « chabins » sont réputés être « ou tout bons ou tout mauvais » et on les tient pour des gens souvent résistants et volontaires.

sont des descendants d'Européens, les Noirs des descendants d'Africains, les mulâtres des descendants d'Européens et d'Africains ; mais un tel mode de classification n'a pas seulement une signification ethnique, car les Européens qui se sont établis aux Antilles (et même les travailleurs contractuels qu'étaient les « engagés ») ont toujours eu le statut d'hommes libres, alors que les Africains venaient aux îles en qualité d'esclaves et que les premiers mulâtres, issus pour la plupart des relations illégitimes des Blancs avec leurs concubines de couleur, représentent – même dans le cas des enfants nés légitimement de gens mariés, de telles unions ne soulevant pas le blâme alors que les colons étaient à peine installés – les résultats de l'union d'esclaves ou anciens esclaves avec des individus appartenant à la classe des gens libres. Dans une telle perspective, la qualification raciale se trouve donc être en même temps une qualification sociale, puisque les Blancs se rattachent par définition à la classe des maîtres ou tout au moins des hommes libres, les Noirs à celle des esclaves, tandis que les mulâtres ont une ascendance partiellement servile et, dans la mesure où ils apparaissent historiquement comme les fruits non seulement du métissage mais de l'illégitimité (ou de ce qui ne tarda pas à être tenu pour une mésalliance), font figure de race bâtarde au sens propre du terme ¹.

Racialement et socialement définis par une généalogie qui n'est un mystère pour personne, un grand nombre de mulâtres et autres gens de couleur se trouvent en une position singulière vis-à-vis de certains Blancs créoles, avec lesquels ils sont unis, malgré la différence des races, par des liens connus de parenté, soit qu'ils se présentent comme les membres d'une lignée illégitime constituant (selon l'expression de M. Gilbert Gratiant) une « famille adventive » par rapport à la lignée légitime, soit comme ceux d'une lignée légitime issue d'un Blanc mésallié et entrant dans la composition de ces groupes de « familles parallèles » dont certaines branches sont blanches et les autres de couleur.

Il est notoire que maints mulâtres sont les enfants naturels que tel Blanc créole a eus d'une personne de couleur, laquelle, dans la plupart des cas, appartient à un milieu modeste. S'il s'agit d'un Blanc qui avait une position économique importante et a veillé à son éducation, l'intéressé peut jouir d'une relative considération dans le milieu blanc créole, étant entendu qu'il ne devra jamais se prévaloir de cet apparentement. En principe (mais surtout dans l'ancienne génération aux habitudes patriarcales), un Blanc créole qui se respecte fait quelque

¹ « La race de couleur ou mulâtre porta donc, à l'origine, [...] la déconsidération attachée à l'illégitimité », déconsidération aggravée par le fait d'être esclave ou enfant d'esclave (SOUQUET-BASIÈGE, *op. cit.*, p. 15). L'auteur cite par ailleurs un arrêt du conseil souverain du 9 mai 1765 interdisant « à tous greffiers, notaires, procureurs et huissiers de se servir de gens de couleur, même libres, pour les employer à faire les expéditions des actes dont ils sont chargés par leurs états », cela parce que de pareilles fonctions ne peuvent être confiées qu'« à des personnes dont la probité soit reconnue, ce qu'on ne pourrait présumer se rencontrer dans une naissance aussi vile que celle d'un mulâtre ».

chose pour ses enfants naturels ¹ : il les emploie dans son entreprise ou les établit d'une autre manière ² et, dans les meilleurs cas, leur fait faire des études et va même, éventuellement, jusqu'à la reconnaissance légale ³. Il y a souvent rivalité déclarée entre les légitimes et les illégitimes : tel Blanc créole suscitera le mécontentement des siens s'il cherche à introduire ses enfants naturels dans sa famille légitime, voire s'il donne à penser qu'il les préfère à ses enfants légaux, ou bien c'est un procès que la famille intentera si le père a testé en faveur de ses enfants nés hors mariage ⁴ ; cependant, il arrivera qu'un Blanc créole qui a besoin des services d'un homme de couleur (comme avocat ou médecin par exemple) s'adresse de préférence à quelqu'un de sa parenté adventive, sachant qu'à titre de parent – bien que ce lien, qui demeure implicite, ne soit pas invoqué – il a des chances de se trouver devant quelqu'un qui en usera avec lui du mieux qu'il lui sera possible ⁵. D'une manière générale, le métis né d'une union mixte non légalisée bénéficie de la très large tolérance pratiquée aux Antilles françaises, au moins dans les milieux populaires, à l'égard des naissances illégitimes et son apparentement avec la catégorie de couleur qui occupe le sommet de la hiérarchie ne saurait être, d'ailleurs, considéré comme une tare ; pourtant, on m'a cité le cas, observé à Josseau (commune de Rivière-Pilote, Martinique), d'une fillette de sept ans brimée par ses camarades de couleur qui la traitaient de « vié Blanc » la sachant fille naturelle d'une femme de la localité et d'un Blanc qui n'était pas originaire mais métropolitain, d'où, vraisemblablement, la causticité de cette réaction ⁶.

Entre membres de familles parallèles, il n'est pas nécessairement exclu qu'on ait des relations de sociabilité, la parenté étant ouvertement reconnue comme telle ; toutefois, s'il arrive que le parent blanc invite le parent de couleur, ce dernier se montrera généralement circonspect et n'acceptera par exemple que des invitations

¹ BONNEVILLE, *op. cit.*, p. 235 et 252 : après l'avoir poussé à rompre avec sa maîtresse de couleur, en alléguant le préjudice que cette liaison risque de porter à sa sœur (Ce qui évoque la situation traitée par Dumas fils dans la Dame aux camélias, la mulâtresse jouant ici le rôle de la courtisane), un père blanc créole dit à son fils : « Tu lui donneras ce qu'il faut pour élever ses enfants. Tu ne le ferais pas que je serais le premier à t'en blâmer... »

² Mains fils naturels de Blancs créoles sont ainsi placés comme géreurs, contremaître ou employés de commerce.

³ On cite en Martinique le cas d'un notaire blanc créole auquel succéda son premier clerc, qui était son fils naturel ; un autre fils naturel de « béké », élevé par les soins de son père, fit une haute carrière politique. Selon M. Roger Fortuné, il arrive que des fils naturels de Blancs guadeloupéens, élevés aux frais de leur père, soient reconnus par ce dernier après succès à un examen tel que le baccalauréat.

⁴ On cite en Martinique le cas d'un « béké » du Lorrain qui légua une fortune considérable à l'enfant qu'il avait eu d'une Indoue, ce qui fit un gros scandale. En Guadeloupe, on m'a parlé d'un procès engagé et perdu par la sœur d'un Blanc originaire à propos d'un testament que ce dernier avait fait en faveur des deux garçons et de la fille qu'il avait eus lui aussi d'un Indoue.

⁵ Renseignement fourni par M. Marie-Anne, fonctionnaire des douanes à Fort-de-France, qui m'a fourni également la matière du paragraphe suivant.

⁶ Ce cas m'a été rapporté par une métropolitaine, M^{me} Blum-Gayet, qui ajoute que ce conflit infantin s'étendit jusqu'aux familles intéressées et que la mère de la fillette brimée aurait dit, au cours d'une discussion avec les autres femmes : « je suis une négresse comme vous ! »

en petit comité, préférant s'abstenir s'il s'agit d'une « grande invitation » car il sait que dans ce cas ses parents blancs pourraient être gênés de sa présence vis-à-vis de leurs hôtes blancs créoles. Maintes familles blanches créoles étant représentées à la fois dans les îles et dans la métropole, il peut se trouver également qu'une personne de couleur qui est apparentée à l'une d'entre elles soit reçue ouvertement dans la partie métropolitaine de la famille alors que les branches insulaires feignent de l'ignorer¹.

Si la généalogie (réelle ou supposée) apparaît comme le grand critère pour la distribution de la société antillaise en diverses catégories hiérarchisées qui constituent presque des castes vu leur tendance endogamique, elle est fort loin de déterminer une hiérarchisation du même ordre à l'intérieur de ces catégories. Sans doute il est des familles blanches plus anciennement établies que les autres et quelques-unes de souche noble, des familles mulâtres dont les membres revendiquent une ascendance pour le moins aussi flatteuse que celle de tant de ces Blancs créoles dont on se plaît à relever, dans les milieux de couleur, qu'un bon nombre d'entre eux doivent logiquement compter parmi leurs ancêtres tels de ces « engagés » ou « trente-six-mois » dont la condition était peu différente de celle des esclaves² ou telles de ces prostituées qui, à l'époque ancienne, furent envoyées aux îles faute d'une suffisante immigration féminine. Mais au sein de l'une et l'autre de ces deux catégories la considération dont jouit un individu paraît dépendre surtout de sa situation économique : tel Blanc au nom anciennement connu fera piètre figure dans son propre milieu (et, tout aussi bien, en dehors de ce milieu) s'il est financièrement dans une position difficile et ceux à qui en Martinique revient, avec la réputation d'être souvent plus hautains que les « békés », l'appellation de « grands mulâtres » sont les mulâtres les plus riches.

Chez les Blancs de la Martinique, dit-on, le temps n'est pas éloigné où les mariages étaient rares entre enfants de propriétaires fonciers et enfants de

¹ Le cas m'a été cité pour un homme de couleur de la Martinique apparenté à l'une des principales familles blanches de l'île.

² On lit par exemple dans le journal de Marius Hurard (*les Colonies*, 12 mars 1881, « Les partis devant le pays » : « La noblesse française, on sait en pénétrer les origines, en découvrir les sources les plus lointaines. Elle est quelque chose par ses traditions non interrompues, par l'authenticité de ses membres. Ici rien de pareil ; M. X... a la peau blanche, c'est un sang-mêlé. M. Y... a la peau brune, c'est un blanc, partant un aristocrate. Conventions, absurdités. Comment prendrions-nous au sérieux une aristocratie pareille, que rien n'établit, que rien ne garantit, une aristocratie qui est ou n'est pas selon que l'on cache ou montre au grand jour la première édition du Père Labat ! Cela ne fait-il pas pitié ? Ainsi donc ce sont des fils d'anciens esclaves, puisque nos premiers esclaves ont été des Blancs, ce sont des descendants de trente-six mois, ce sont des fils de paysans tous fraîchement débarqués qui constituent la noblesse. Elle ne prétend pas, celle-là, sacrifier aux idées du jour, elle renie carrément la Révolution. » (Cité par SOUQUET-BASTÈGE, *op. cit.*, p. 471.) Dans son *Nouveau voyage aux Îles de l'Amérique*, le R. P. Labat retrace l'histoire du peuplement des Antilles dans les premiers temps de la colonisation et il ressort de cet historique que, du point de vue social, le recrutement des premiers colons blancs a été, pour le moins, composite.

commerçants des ports, les premiers représentant une aristocratie par rapport aux seconds ; mais on trouverait aujourd'hui maints exemples de telles. alliances et, si l'on relève à l'actif de quelqu'un qu'il appartient à une famille du Saint-Pierre de la grande époque, il semble néanmoins que le groupe des Blancs originaires ne connaisse guère, en fait de hiérarchie, que celle créée par les différences de niveau de fortune ; de certaines familles, dont on ne conteste ni la pureté généalogique ni l'honorabilité, on dira que ce sont des « familles de géreurs », ce qui les situe au-dessous des familles de propriétaires fonciers. En Guadeloupe, où les Blancs originaires ont cessé d'occuper la place prépondérante dans l'économie et où les Blancs pauvres sont relativement nombreux, Saint-Claude est certes le foyer symbolique de la haute société blanche et l'on en parle comme en Martinique de la route de Didier, mais Saint-Claude, région où habitent quelques gros planteurs et où maints autres Blancs riches possèdent des villas, ne constitue rien de plus qu'un lieu de résidence ou point de ralliement pour une aristocratie d'argent.

Ainsi, à l'élément que représente la situation de couleur (fonction de la généalogie qu'on attribue à la famille beaucoup plus que du type physique personnel) s'adjoint pour définir la position sociale d'un individu l'autre élément d'appréciation qu'est sa situation économique. Entre mulâtres et Noirs les préjugés raciaux, bien que non négligeables, ne sont pas assez forts pour que le second élément ne puisse faire oublier plus ou moins le premier et pour qu'il y ait une stricte ligne de démarcation entre les deux catégories : quitte à se faire ironiquement traiter de « gros mulâtre » par ses congénères, comme il arrive qu'on dise en Martinique pour se moquer du nègre parvenu à l'aisance ¹ un Noir qui a financièrement réussi peut, sans trop de difficulté, s'agréger à la catégorie intermédiaire alors que le mulâtre pauvre, tout comme le Noir également dépourvu, n'est rien de plus qu'un « nègre », le « mulâtre » à proprement parler étant le bourgeois de sang mêlé qui, dans sa façon de se comporter, fait preuve d'un certain maniérisme. Entre Blancs originaires et gens de couleur en général il en va très différemment, car la prévention des premiers à l'égard des seconds s'avère alors assez intransigeante pour que la situation de race ne soit jamais oubliée : un mulâtre si clair qu'il soit et si grande que soit sa fortune ne sera jamais reconnu par les Blancs comme un des leurs, même au cas où il se regarderait lui-même comme tel ; le Blanc le plus dépourvu et le plus dédaigné sera toujours un

¹ Une chanson de la vieille époque de Saint-Pierre raille le snobisme de l'un de ces parvenus en le qualifiant de « chabin ». J. Lucrèce, *Souvenirs de Saint-Pierre*, conférence faite à Saint-Pierre le 13 août 1933 et répétée à Fort-de-France le 19 décembre à la fête de l'Association des anciennes élèves du Pensionnat colonial, imprimerie des arts, Fort-de-France, 1934, p. 8 : « Un autre, noir d'ébène, aspire au blanchiment, il est toujours flanqué d'un mulâtre dont on faisait suivre le nom à Saint-Pierre de l'épithète « nègre » pour le différencier de son homonyme qui était blanc, il est, dis-je, toujours flanqué d'un mulâtre en qui il a découvert un sosie imaginaire et qui exploite sa vanité ; il donne un banquet pour se faire recevoir mulâtre ; mais il est trop bon teint, on décide de procéder par gradation ; il sera d'abord « chabin » et en avant la chanson :

« Ça qui pas connète gros Bélo
» Bélo chabin. »

Blanc, à moins qu'en se mésalliant il se soit agrégé au milieu de couleur et (comme disent certains) « nigrifié » ; les Blancs très démunis comme ceux de la Grande-Terre ou de Saint-Barthélemy sont certes pensés avant tout comme « Matignons » ou « Saint-Barths » mais on ne leur refuse pas la qualité de Blancs. La conséquence de cette intransigeance est qu'il existe entre les deux catégories blanche et Mulâtre une sorte de catégorie marginale comprenant des individus qui ne sont pas nettement situés : Blancs en rupture de ban à la suite d'une mésalliance ¹, mulâtres à peine colorés qui revendiquent la qualité de Blancs ² et sont parfois tenus pour tels par un certain nombre de gens de couleur sans, toutefois, être admis par les Blancs. Certains espèrent que cette catégorie marginale jouera un jour le rôle d'un trait d'union entre la fraction blanche et la fraction colorée de la société – perspective peut-être exagérément optimiste car s'il est quelques Blancs pour se mésallier (ce qui montre qu'en eux le préjugé s'est estompé) la rigueur persistante du préjugé chez les autres Blancs fait encore d'eux des déclassés et si, par ailleurs, le mulâtre qui n'est séparé du Blanc que par une nuance infime (voire la seule connaissance de ses origines) n'est cependant pas reconnu comme un parti souhaitable pour une Blanche créole, c'est qu'en dépit de tous les signes d'atténuation un fossé reste creusé entre les deux fractions.

Plus fluide entre mulâtres et Noirs, le préjugé racial demeure donc assez entier de la part des Blancs créoles à l'égard de tous ceux qu'ils estiment des gens « de couleur » et avec qui ils refusent de se mêler par la voie du mariage tout en acceptant d'avoir avec eux de bons rapports, selon un *modus vivendi* dont l'homme de couleur qui tient à conserver ses entrées dans le milieu blanc fera bien de ne pas s'écarter. « Il y a, écrit Tocqueville ³ un préjugé naturel qui porte l'homme à mépriser celui qui a été son inférieur, longtemps encore après qu'il est devenu son égal ; à l'inégalité réelle que produit la fortune ou la loi succède toujours une inégalité imaginaire qui a ses racines dans les mœurs ; mais chez les anciens, cet effet secondaire de l'esclavage avait un terme. L'affranchi ressemblait si fort aux hommes d'origine libre, qu'il devenait bientôt impossible de le distinguer au milieu d'eux. Ce qu'il y avait de plus difficile chez les anciens était de modifier la loi, chez les modernes, c'est de changer les mœurs, et, pour nous, la difficulté commence où l'antiquité la voyait finir. Ceci vient de ce que chez les modernes le fait immatériel et fugitif de l'esclavage se combine de la manière la plus funeste avec le fait matériel et permanent de la différence de race : le souvenir de l'esclavage déshonore la race, et la race perpétue le souvenir de l'esclavage. » S'il est possible à un homme de couleur de s'élever, grâce aux institutions actuelles, dans la hiérarchie des *classes*, la promotion finale que pourrait représenter à ses yeux l'égalité avec les Blancs sur le plan des *catégories* lui demeure interdite car,

¹ Ceux qu'on appelle en Guadeloupe les « Blancs sauté barrière » et qu'un Blanc martiniquais de mes amis, lui-même dans cette situation, appelait les « békés dissidents ».

² En Guadeloupe, le sobriquet « kalmankiou » s'applique à des mulâtres peu teintés qui se regardent comme des Blancs alors qu'ils appartiennent, en fait, à des familles dont le léger métissage remonte, par exemple, à deux générations.

³ *De la démocratie en Amérique*, p. 291. Cité par SOUQUET-BASIÈGE, *op. cit.*, p. 612-613.

même estimé et reçu, il reste un indésirable au point de vue du mariage et, dans le cadre restreint où se déroule la vie de la société martiniquaise et de la société guadeloupéenne, les origines de chacun sont, par ailleurs, trop connues pour qu'il puisse espérer qu'une série de mariages judicieux amène sa descendance à « passer la ligne », sinon dans un avenir problématique et en tout cas des plus lointains, l'établissement sur le continent représentant dans les meilleurs des cas le seul moyen pratique de réduire à néant la tare originelle. Tant que la revendication essentielle des masses de couleur fut d'obtenir la pleine égalité des droits que la réforme de 1848 leur avait accordée en principe, la « fusion » avec la catégorie blanche apparut – comme l'égalité en matière d'instruction et la non-discrimination effective pour l'exercice de toutes fonctions – comme une des aspirations principales de ceux qui représentaient la fraction éclairée de ces masses en même temps que la mieux à même de ressentir avec amertume l'ostracisme des Blancs, c'est-à-dire les mulâtres¹. Aujourd'hui que l'égalité juridique est acquise, les revendications sociales passent au premier plan et l'on voit les hommes de couleur, Noirs ou mulâtres, qui en sont les porte-parole délaisser la perspective traditionnelle des catégories et poser leurs problèmes en termes de lutte des classes. Certes, la question raciale est encore importante et l'on peut, sans mauvaise foi, parler (comme le font maints observateurs) d'une intrusion de la couleur dans le domaine politique : un Noir est en meilleure posture qu'un autre pour devenir un leader populaire, car on lui fait plus aisément confiance sur sa seule apparence physique et, d'ailleurs, il est en règle générale effectivement plus près du peuple par son origine² ; un Blanc créole candidat aux élections municipales de sa commune peut, en plaisantant, se déclarer « chabin » avec la certitude que cette déclaration qui le rapproche de ses électeurs sera prise en bonne part³ ; enfin, comme on l'a constaté pour la Guadeloupe, il n'est pas sans signification que les divisions politiques recoupent approximativement les divisions ethniques⁴. Toutefois, quel que soit également le rôle des factions

¹ On lit par exemple, dans le journal républicain le *Progrès* (n° 1, 17 juin 1849, imprimé chez Duteau à Pointe-à-Pitre), feuille que rédigeaient des mulâtres : « Nous voulons la réalisation de la liberté, de la moralité, du progrès intellectuel, du travail, de la prospérité agricole, commerciale et industrielle du pays dans leur plus large acception. Nous voulons l'instruction mise à la portée de tous ; la reconnaissance du droit à toutes les fonctions, sans autre distinction que celle de la capacité et de la conduite. Nous voulons que les moyens d'existence soient assurés aux invalides du travail, que l'indigence soit secourue. Nous voulons enfin l'unité de la population par la fusion des races, sincèrement pratiquée à l'aide de ce symbole humanitaire : *Liberté, Égalité, Fraternité*. » (Cité par BLANCHE, *op. cit.* p. 179.)

² Bien que le parti communiste, parti qui recrute surtout ses tenants parmi les travailleurs agricoles et ouvriers des villes, puisse être dit « parti des nègres », il serait erroné d'en conclure que ses élus, en Martinique aussi bien qu'en Guadeloupe, sont tous des Noirs ; d'autre part, on trouve des Noirs parmi les leaders des partis que l'extrême gauche regarde comme réactionnaires.

³ Ce cas m'a été cité en Martinique, la personnalité en cause étant un Blanc fort apprécié dans sa région, en raison d'une attitude assez authentiquement « paternaliste » pour l'avoir mis en position délicate parmi ceux de sa catégorie.

⁴ BONHOMME, *L'assimilation en Guadeloupe*, p. 131 : « Si nous étudions l'échiquier politique, exception faite des dépendances du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy), nous constatons

(indépendantes de la division des classes et des races, mais liées au jeu des parentés légitimes ou illégitimes, aux relations quasi féodales de tels notables de toutes couleurs avec leur clientèle paysanne, au patriotisme de clocher, voire à la pure et simple corruption), on observe, de la part des intellectuels de la nouvelle génération qui se sont engagés dans la lutte politique, un souci de reléguer à l'arrière-plan ce qui relève du seul amour-propre racial et de retenir uniquement que, dans la situation sociale présente, ce sont encore les Noirs qui, conformément à un schéma toujours valable, quoique approximatif, représentent la classe économiquement inférieure et les Blancs la classe dominante.

Les rapports entre métropolitains et originaires.

[Retour à la table des matières](#)

À côté des divers groupes entre lesquels se répartit la population antillaise : Blancs créoles, mulâtres, Noirs, Indous, tous citoyens français en même temps qu'Antillais de naissance, on trouve un groupe relativement nombreux¹ et socialement important de Français originaires d'Europe qui résident pour des laps de temps variables en Martinique et en Guadeloupe, soit qu'ils y exercent des fonctions publiques (civiles ou militaires), soit qu'ils appartiennent au clergé, soit qu'ils occupent des postes dans le cadre des entreprises, de la banque, du commerce, etc. Le terme « métropolitains » continue de désigner ces Français tout comme la France, en dépit de la transformation des deux colonies antillaises en départements, est demeurée la « métropole ».

La plupart des membres de ce groupe sont établis pour une durée limitée et ne peuvent donc en aucune manière être tenus pour des gens du pays, mais il en est quelques-uns qui se fixent ou se marient sur place (avec des personnes de couleur ou bien encore des Blanches créoles) et qui parfois font souche ; l'enfant né aux Antilles de deux métropolitains ne sera pas alors regardé comme un Blanc créole bien qu'on doive, théoriquement, le compter comme originaire, et il faut logiquement en conclure que la qualité de métropolitain n'est pas très vite oubliée ;

que les divisions correspondent dans une grande mesure aux différences ethniques : la masse des Noirs, socialiste après Légitimus, est devenue communisante. Les mulâtres, intellectuels et bourgeois de couleur, sont de tendances socialistes. Enfin, les Blancs ou « békés » sont dans la droite conservatrice. Il faut ajouter une forte fraction de l'opinion qui se trouve derrière le drapeau schœlchériste et qui a comme personnel politique tous les grands ou petits hobereaux de village, paysans pour la plupart, attachés à l'ordre et à la terre, se situant dans la nuance R.G.R. et républicains de gauche. » Un tableau analogue pourrait être établi pour la Martinique, avec le même degré d'approximation.

¹ Dans un article de M. Jean Hérold, paru à Fort-de-France (*le Courrier*, 7 mai 1952), l'effectif de ce groupe était évalué à 7 500 pour la seule Martinique. Je laisse à l'auteur la responsabilité de cette évaluation, que je n'ai pas contrôlée.

il est pourtant certain que bien des Français d'Europe, demeurés aux Antilles après y être venus sans avoir nécessairement songé à s'y fixer, donnent aujourd'hui l'impression d'avoir été parfaitement incorporés.

Qu'il soit professeur, commerçant, gendarme, C.R.S., etc., en règle générale, le Blanc métropolitain, à la différence du Blanc créole, ne formule aucune objection majeure contre le fait de se mélanger à la population de couleur par la voie du mariage. En position de colonial qui s'est expatrié (le plus souvent de façon temporaire) en vue de certains avantages précis et quelquefois par vocation, il a évidemment ses préjugés comme tout individu a les siens, sans que puisse être excepté l'auteur même de cette étude ; mais ses préjugés diffèrent nécessairement, au moins dans une faible mesure, de ceux du Blanc créole, car il a reçu une autre formation, ne se réfère pas exactement aux mêmes traditions et se trouve de surcroît – à l'inverse du Blanc créole qui, lui, est un colon – dans une situation *étrangère* à quelque degré. Souvent marié, la question de l'union mixte légale ne se pose pas pour lui et, quoi qu'il en soit, du fait qu'il n'est pas inséré dans le cadre des catégories locales, malgré sa qualité de Blanc, il a dans ce domaine les coudées beaucoup plus franches. D'une manière générale, la population de couleur lui saura gré de ses idées plus larges que celles du Blanc créole en matière raciale, mais on reprochera cependant à la plupart des métropolitains de faire trop aisément bon marché de telles idées et d'aligner rapidement leur comportement à tout le moins extérieur sur celui des Blancs créoles ; l'intérêt qu'ils ont à avoir de bons rapports avec ce groupe puissant, les efforts de celui-ci pour gagner certains d'entre eux ¹ et l'obligation dans laquelle ils sont de ne pas enfreindre les normes établies s'ils tiennent à la bienveillance de la classe dominante les pousseront, bon gré, mal gré, à cette imitation.

D'autre part, vu sa méconnaissance des us et coutumes d'un pays où la plupart s'offensent d'autant plus aisément qu'ils appartiennent à une race qui fut humiliée pendant des siècles, le métropolitain, même s'il est pourvu des meilleures intentions, commet souvent des maladresses et passe, par exemple, pour imbu de sa supériorité quand, exprimant une exigence ou donnant un conseil, il néglige de prendre les formes voulues. Enfin, outre qu'il se présente aux yeux de l'homme de couleur instruit comme son concurrent direct soit dans les organismes d'État ² soit dans le secteur privé, il est, quelle que soit sa fonction, un représentant de la métropole dont on est porté à attendre le maximum et qu'on sera enclin à juger

¹ Les Blancs créoles sont souvent accusés d'utiliser les métropolitains déjà acquis à leurs idées pour prévenir les nouveaux arrivants contre les gens de couleur. Maintes personnes de couleur se bornent à expliquer comment il est fréquent qu'un métropolitain se fasse d'abord des relations dans la société de couleur puis, dès qu'il en a la possibilité, délaisse ces relations au profit de celles qu'il a pu se faire dans la société blanche, attiré qu'il est par les réceptions et autres avantages qu'offre la fréquentation de ce milieu.

² Un médecin martiniquais aujourd'hui établi en Algérie me parlait des pressions exercées sur lui par certains confrères de couleur alors qu'il travaillait en Martinique : « Si tu n'occupes pas ce poste, c'est un Blanc qui l'aura... »

avec une sévérité directement proportionnelle à cette attente. Il n'est pas surprenant que dans de telles conditions le contact entre les Blancs venus d'Europe et les originaires (y compris les Blancs créoles, eux aussi Antillais en face de ceux qui arrivent de France) donne lieu à quelques frictions.

D'une manière générale, les métropolitains établis aux Antilles estiment que leurs idées en matière raciale sont plus démocratiques que celles des Blancs créoles et le fait est que leur attitude à l'égard du mariage et dans les relations de sociabilité avec les éléments de couleur est bien moins rigoureuse. Toutefois, il est des Antillais de couleur pour assurer que c'est en France, lorsqu'ils y vinrent faire leurs études, qu'ils ont pris conscience de leur race et se sont découverts l'objet d'un préjugé de la part des Blancs ; cette réaction qui de prime abord semble paradoxale, vu ce qu'on sait du préjugé de couleur tel qu'il sévit aux Antilles, s'explique dans une large mesure par le fait que ces Antillais, alors au seuil de l'âge adulte et placés dans un cadre différent de celui qui leur était coutumier (soit dans une situation propice aux découvertes), se trouvaient en rapport avec des personnes qui, à la différence des Blancs créoles, n'avaient pas coutume de rencontrer des gens de couleur et pouvaient leur faire sentir, en l'absence même de tout préjugé, qu'ils étaient considérés comme appartenant à une variété humaine particulière. Le psychiatre martiniquais Frantz Fanon rapporte plus d'un fait de cet ordre, faits d'autant plus éloquents qu'ils émanent de métropolitains des mieux intentionnés : c'est un prêtre qui, rencontrant un professeur antillais à un pèlerinage d'étudiants catholiques, lui adresse cordialement la parole en petit nègre ; c'est un autre qui se croit aimable en demandant à son interlocuteur depuis combien de temps il est là pour parler le français aussi bien qu'il le fait ; c'est un troisième qui rappelle : « J'ai eu un camarade sénégalais au régiment, il était très fin... » (comme si la finesse chez un homme de race noire était chose assez rare pour être remarquée) ; un autre encore qui se donne à un Antillais pour l'« un des plus négrophiles » de la ville où ils se trouvent tous deux et signifie ainsi à son partenaire que le nègre ne cesse jamais d'être pensé comme nègre même par le Blanc qui sympathise avec lui ¹. Dans le même sens vont les déclarations d'une enseignante martiniquaise me racontant comment, alors qu'elle faisait ses études en province, elle entendit quelqu'un, dans une maison où elle avait été accueillie de la façon la plus familiale, s'exclamer admirativement à son propos : « Le plus pur accent d'Île-de-France ! » (comme s'il eût été surprenant qu'une Antillaise s'exprimât autrement qu'en charabia) ; établie par la suite dans la région parisienne, elle vit qu'elle était désignée par la mention « la mulâtre » sur la liste de comptes de l'un de ses fournisseurs ². Bref, l'Antillais de couleur qui se trouve en France constate en toute occasion qu'on le regarde moins comme un individu que comme le représentant d'un genre défini dont on attend un certain type de comportement et, suivant l'expression du D^r Frantz Fanon, il se sent « surdéterminé de l'extérieur », esclave

¹ *Op. cit.*, p. 43, 47, 117 et 120.

² Ces faits m'ont été rapportés par Mme Suzanne Césaire, épouse du député-maire de Fort-de-France.

qu'il est de son « apparaître » à lui qui est littéralement « fixé » par les regards blancs ¹. Pour trop d'hommes et de femmes de race blanche les gens de couleur appartiennent quasi indistinctement à un groupe humain marqué de manière profonde par le primitivisme et il apparaît tout compte fait que nombre de Blancs de la métropole professent à cet égard des idées qui ne se distinguent pas radicalement de celles de nombre de Blancs créoles ; il n'est, pour s'en convaincre, que d'écouter les propos de certains métropolitains établis aux Antilles et converser avec d'autres.

Telle femme dont le mari est employé comme technicien à l'aéronautique et qui a séjourné en Afrique noire s'étonne gentiment, quand elle arrive en Martinique, de trouver chez les Martiniquais de couleur les mêmes habitudes de table qu'en France ; « ils s'embrassent comme nous », dit-elle aussi, et elle raconte qu'elle a été émue aux larmes, voyant un mariage à l'église, tant « c'était la même chose que nous » ². L'émotion de cette métropolitaine ne laissait pas d'être touchante, mais son cas, pour être extrême, ne tend pas moins à justifier un grief que j'entendis plus tard formuler en Guadeloupe, par une personnalité très estimée du monde mulâtre, contre les métropolitains, qui viennent aux Antilles comme ils viendraient « en Afrique » et se croient supérieurs aux Antillais, qu'ils tiennent pour des « sauvages ».

À Fort-de-France (où j'habitais un hôtel dont la clientèle se composait surtout de métropolitains non fonctionnaires appartenant à la petite bourgeoisie des régions les plus diverses de la France), j'entendis, proférés assez haut pour que, les écoutant, je n'eusse pas le sentiment de commettre une indiscretion, maints propos qui me renseignèrent sur l'état d'esprit tant de plusieurs de mes copensionnaires que des maîtres de la maison. La sensualité des femmes de couleur et la liberté de leurs mœurs étaient l'un des grands thèmes de ces Français d'Europe : les femmes d'ici n'ont que « leur membre », affirmait l'un ; « la fonction crée l'organe », lui répondait son commensal ; le premier assurait qu'il n'y a pas moyen, en Afrique, de garder son autorité à partir du moment où l'on « couche avec des négresses », exprimant par ailleurs en ces termes apparemment scientifiques la répulsion que lui inspiraient les femmes de couleur : « Faites l'expérience, mettez la main n'importe où : elle est froide. » Ou bien, l'un du groupe énonçait : « Ce n'est pas une question de sentiment, c'est une question de centimètres », tandis que l'autre déclarait ne pas vouloir « se noyer dans le cirage ». « Ces femmes-là, ce sont des hystériques ! » concluait un jour la patronne, en rapportant les confidences d'un client fier, quant à lui, de ses nuits amoureuses avec une originaire (qu'on peut présumer professionnelle, et d'assez piètre espèce, puisque l'aventure aboutit à un pur et simple entôlage). « Elles paieraient pour coucher avec un métropolitain ! » disait-elle également – sans beaucoup se soucier de n'être pas entendue par l'une ou

¹ *Ibid.*, p. 119.

² Conversation tenue en 1948 à l'Hôtel du Vieux-moulin, où la compagnie Air-France logeait alors ses passagers.

l'autre des Martiniquaises qui étaient à son service – cela à propos d'une des servantes qu'elle savait être l'amie de l'un des pensionnaires (celle-là même qui s'entendit déclarer : « Pourtant, vous ne pouvez pas dire que vous avez le bec aussi fin que nous ! », un soir qu'avec une collègue elle avait mangé du pain frais à son repas au lieu du pain rassis de la veille). « Je ne suis pas une bête ! », cria une nuit la plus noire des domestiques à cette hôtelière si certaine de sa supériorité, au cours d'une discussion de part et d'autre véhémente qui se termina par le licenciement de la rebelle.

Il va sans dire que ceux qui tenaient ces propos (auxquels il faudrait adjoindre le récit de cet employé ou technicien qu'un « sale nègre » avait empêché de monter à bord d'un bateau, exigeant qu'au préalable il lui montrât la carte ou autre document attestant son droit d'accès) étaient fort loin de représenter l'élite des métropolitains résidant aux Antilles ; mais, les ayant entendus, on ne peut s'étonner quand des gens de couleur appartenant par exemple à l'une des professions libérales parlent de l'incorrection, voire de la « goujaterie » qu'ils ont observée, disent-ils, chez trop de métropolitains et quand ils blâment l'attitude de ceux-ci à l'égard des originaires ou déclarent, tout en protestant de leur attachement profond à la « vraie France », qu'un pourcentage élevé des métropolitains venus depuis la départementalisation ne sont, en fait, que de « mauvais Français »¹.

Les métropolitains plus cultivés avec qui j'ai eu loisir de converser, et à qui je suis redevable d'une grande partie de mon information, n'émettaient évidemment pas des généralités aussi sommaires sur les Martiniquais ou Guadeloupéens de couleur et témoignaient parfois à leur égard de beaucoup de compréhension et de sympathie. Toutefois, même chez des métropolitains soucieux de ne rien avancer de trop hasardeux, j'ai constaté une tendance à adopter (sans même y prendre garde) un point de vue racial alors qu'ils déploraient le « racisme » qui sévit dans les divers milieux antillais : tout, ici, devient une affaire de « couleur de peau », me dit l'un qui, au cours du même entretien, explique que si en Guadeloupe on n'a pas le sens du travail et qu'à Porto Rico on est bien plus actif c'est parce que les Guadeloupéens sont des « Orientaux » (Africains mêlés à des Indous, des Levantins, etc.), alors que les Portoricains sont des descendants d'Espagnols ; tel autre, qui affirme que ce sont les gens de couleur qui sont racistes et que le racisme n'est en tout cas le fait d'aucun métropolitain, explique, en médecin qu'il est, que si l'on a généralement en Martinique des manières plus déliées qu'en Guadeloupe²

¹ Soixante pour cent, estimait une des notabilités de Basse-Terre, rencontrée en 1948 et avec qui en 1952 j'ai eu un nouvel entretien, très cordial malgré les doléances dont il était émaillé, le manque de conscience imputé à certains chefs de service, la partialité des tribunaux, les libertés prises plus aisément qu'en métropole avec la légalité constituant l'essentiel de griefs que je me borne à reproduire tels qu'ils m'ont été formulés.

² D'une manière générale, les Guadeloupéens de toutes couleurs passent pour avoir un comportement plus brutal que les Martiniquais. Aux yeux du Martiniquais le Guadeloupéen fait tant soit peu figure de « sauvage » alors que le Guadeloupéen le regarde comme un « bluffeur » ou un « vantard » qui, mieux que lui, sait se débrouiller.

c'est parce qu'en Martinique le brassage des races a été plus poussé et qu'il y a plus de « chromosomes blancs » chez les Martiniquais, nulle considération n'étant prise (ici comme dans l'interprétation précédente) des conditions différentes dans lesquelles les diverses Antilles se sont trouvées historiquement placées ; tel autre enfin reconnaît qu'il est parmi les Noirs purs des gens très sérieux et honnêtes mais estime que la plupart des gens de couleur ne cherchent qu'à « duper le Blanc » et incrimine le métissage (alors que des métropolitains aux jugements plus nuancés se bornent à relever qu'ils ont des rapports généralement plus faciles avec les Noirs qu'avec les mulâtres, ces derniers acceptant mal de recevoir des conseils et, quand il s'agit de l'élite, se rencontrant avec les métropolitains sur des terrains de compétition, ce qui n'est que rarement le cas des Noirs).

Sévères le plus souvent dans les jugements qu'ils portent sur les Blancs créoles – auxquels ils reprochent (en admettant quelques rares exceptions) leurs préjugés raciaux, leur esprit routinier, le souci qu'ils ont de l'argent, l'orgueil de caste qui rend certains d'entre eux difficilement abordables – les métropolitains sont presque unanimes à déplorer que le « racisme » antillais n'affecte pas seulement les descendants de colons mais s'étende à l'ensemble de la population de couleur, dont ils précisent que de nombreux représentants (à commencer par les mulâtres blancs et les hommes de couleur mariés à des métropolitaines, soit ceux qui, en effet, peuvent ressentir avec le plus d'aigreur de n'être pas absolument assimilés à des hommes de race blanche) sont animés de sentiments « antiblancs ». Or le moins qu'on puisse dire est que les faits généralement invoqués à l'appui de cette thèse s'avèrent peu convaincants.

Lors du procès qui opposa, quand j'étais à Basse-Terre, deux chefs de service métropolitains à un médecin mulâtre qui les accusait de l'avoir diffamé ¹, l'avocat de ce dernier, mulâtre lui aussi, aurait conclu sa plaidoirie en parlant des deux adversaires de son client comme d'« étrangers » venus en Guadeloupe pour y rompre la concorde ; quoi qu'on puisse penser de cette manifestation d'un particularisme régional assez jaloux pour confiner à l'autonomisme et aussi contestable qu'il soit de faire intervenir un pareil argument dans une affaire de pure moralité professionnelle, il est clair que cette diatribe contre des métropolitains qualifiés d'« étrangers » n'avait en soi rien de « raciste ».

Dînant avec un universitaire métropolitain qui venait de la Martinique où il avait présidé le jury du baccalauréat – compagnon de rencontre avec qui je sympathisai et dont la conversation me parut abonder en remarques pertinentes sur

¹ Voir *supra*, p. 125. Je rapporte les faits tels qu'ils m'ont été racontés sur place par un des deux métropolitains intéressés. La tendance à regarder ceux de l'autre race comme faisant à toute occasion preuve de leur « racisme » est si également partagée que j'ai entendu, à propos de la même affaire, une demoiselle mulâtre arguer, pour donner raison à son compatriote, de la décision qu'avait prise le tribunal d'ordonner un supplément d'enquête : s'ils en avaient eu la moindre possibilité, les juges blancs auraient statué contre lui, vu les sentiments racistes dont ils sont animés.

ce qu'il avait vu durant son séjour dans les îles – nous parlâmes de cet autre procès dont on s'entretenait alors à Pointe-à-Pitre : différend survenu entre le sous-préfet et un fonctionnaire de la douane contre qui, finalement, le tribunal s'était prononcé ; mon commensal m'ayant dit que le journal communiste *l'Étincelle* avait publié sur ce procès des articles entachés de « racisme », je tins – et cela dans la mesure même où j'attachais plus de poids à cette assertion que si elle avait émané de quelque autre témoin –, à me procurer les numéros où figuraient les textes incriminés ; en vérité, les rédacteurs de *l'Étincelle* interprétaient l'incident et la décision du tribunal comme une marque de l'« attitude colonialiste et raciste » du gouvernement et de ses représentants qu'ils accusaient de pratiquer des « discriminations raciales », interprétation qu'il est évidemment permis de rejeter comme fallacieuse mais qu'on ne peut regarder comme raciste qu'à une seule condition : considérer que le racisme se définit par la simple croyance dans le racisme des hommes de l'autre race. Dans ce cas, faut-il le souligner, tout Blanc qui, se basant sur des faits insuffisamment analysés, taxe les gens de couleur de racisme « antiblanc » se conduirait lui-même en raciste ¹.

À la Martinique, j'ai de même entendu accuser un membre du conseil général d'avoir fait une déclaration « raciste » à une réunion, parce qu'il avait imputé au « racisme » de la métropole les mesures concernant les indemnités de logement accordées aux fonctionnaires métropolitains, mesures auxquelles la plupart des fonctionnaires originaires assignaient en effet un sens discriminatoire, ce qui, jugerait-on inacceptable d'interpréter ainsi de telles mesures, ne saurait être pris pour un indice sérieux de l'existence d'un sentiment a priori « antiblanc ».

Les incidents les plus menus de la vie quotidienne sont interprétés par certains comme les marques de ce sentiment d'hostilité foncier envers les Blancs. Une dame dont les fils font leurs études au lycée Carnot de Pointe-à-Pitre traverse la cour de cet établissement et reçoit dans le dos une peau de banane lancée par des enfants de couleur : elle attribue à cette gaminerie une signification « antiblanche ». Un très jeune homme qui, à Pointe-à-Pitre également, conduisait une voiture administrative dans laquelle se trouvait sa mère est brûlé à la jambe par une cigarette que jette un passant : les parents admettent comme un fait d'évidence qu'il s'agit là du geste volontaire d'un quidam mal intentionné et interprètent dans un sens « antiblanc » ce qui peut n'avoir été que le geste (assurément répréhensible) d'un mauvais plaisant agacé par ceux qui roulent en voiture. Par ces mêmes métropolitains, je m'étais laissé dire qu'à Pointe-à-Pitre le Blanc est bousculé dans la rue, brimé au bureau de poste, etc. Circulant toujours à pied, j'ai déambulé longuement dans les rues de Pointe-à-Pitre et notamment dans la rue Frébaut, étroite rue commerçante où la cohue est grande : je n'y ai jamais été plus bousculé qu'à Paris sur les grands boulevards, mais peut-être un Blanc qui a séjourné aux colonies (ce qui était le cas de mon interlocuteur) est-il porté à s'étonner d'être traité à égalité et, éventuellement, bousculé ni plus ni moins que ne

¹ *L'Étincelle*, neuvième année, n^{os} 267 et 268, 28 juin et 12 juillet 1952.

le serait un autre par des gens de couleur ? Au bureau de poste de Pointe-à-Pitre, où régnait en 1952, on ne saurait en disconvenir, un indescriptible désordre et où les usagers resquillaient ou usaient de passe-droits à qui mieux mieux, j'ai été souvent excédé par une interminable attente mais n'ai jamais été dans le cas de me sentir traité plus mal que bien des personnes de couleur qui, faute d'avoir des relations parmi le personnel, devaient attendre aussi longtemps que moi.

Durant mes deux voyages en Martinique et en Guadeloupe, mon travail d'enquêteur m'a amené à prendre des contacts très variés avec les milieux de couleur, visitant Noirs aussi bien que mulâtres, gens du peuple aussi bien que bourgeois, syndicalistes aussi bien qu'adhérents d'organisations confessionnelles. Ces contacts ont été presque toujours absolument cordiaux, voire même affectueux dans les cas où j'étais dûment introduit, et je ne puis citer qu'un nombre infime de cas où j'aie reçu un accueil discourtois : en 1948 sur la plage du Vauclin (Martinique), je suscitai des murmures inamicaux, dans un groupe de pêcheurs en inscrivant sur mon carnet les noms, souvent très pittoresques¹, de leurs embarcations, car ces gens m'avaient pris pour un agent du fisc se livrant à un travail statistique dont ils craignaient qu'il ne résultât pour eux un supplément d'impôt ; en 1952, passant au Moule (Guadeloupe) avec un véhicule qu'avait obligeamment mis à ma disposition la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre et m'arrêtant au dispensaire municipal, je déchaînai la colère d'un Noir qui y était hospitalisé depuis les incidents sanglants auxquels avait donné lieu la grève récente et qui rabroua vertement une vieille malade qui, s'étant faite mon guide, avait frappé à la porte de sa chambre en m'indiquant quel en était l'occupant (« Vous êtes folle ! Vous dites que je suis blessé ? Ces gens-là n'ont pas à savoir si je suis blessé... », s'écria-t-il, croyant probablement que j'avais été chargé de quelque enquête qui pourrait amener la fin du séjour prolongé qu'il avait fait au dispensaire)² ; en 1952 à Marie-Galante, un comptable mulâtre de l'usine départementale Robert consentit à déléguer un subalterne pour me faire visiter l'établissement mais se déroba à mes questions en me disant expressément qu'il ne voulait pas me donner des renseignements susceptibles d'être utilisés contre cette usine (dont le fonctionnement réduit prêtait à des polémiques, beaucoup de Guadeloupéens de couleur attribuant aux usiniers blancs une action destinée à provoquer sa suppression alors que du côté blanc on parlait d'incurie de la part des responsables de couleur)³. Avec ces trois exemples, il semble qu'on touche du doigt l'essentiel du litige : comme les Blancs pris dans leur ensemble représentent d'une part la classe économiquement dominante et d'autre part la métropole où siègent les grands pouvoirs publics, un Blanc quel qu'il soit se trouve nécessairement plus exposé qu'un autre à la défiance en dehors même de tout

¹ Voici quelques-uns de ces noms, parmi ceux relevés au Vauclin le 25 août 1948 et au cours d'une autre visite : *Souvenir d'une mère, La belle Venise, Svéronique, Ma risette, Tampis pour elle, L'étoile mystérieuse, Antoinise, Dieu le crie, Quand même, La luge pour [la vie], Malgré tout, L'union des marins, Chemin des Dames.*

² 20 juin 1952.

³ 1^{er} juillet 1952.

sentiment d'ordre « raciste » ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait tout d'abord que Blancs et gens de couleur cessent de figurer pratiquement les deux parties adverses dans les compétitions professionnelles et les conflits du travail, ce qui impliquerait évidemment un changement radical de la structure sociale.

S'il n'est pas téméraire d'affirmer que dans les conditions présentes – celles où se trouvent la Martinique et la Guadeloupe depuis leur départementalisation – on ne trouve aucune raison valable d'imputer à la population de couleur un sentiment qui la dresserait contre les Blancs en tant que gens d'une autre race ¹ il n'en est, pas moins vrai que le souvenir de la vieille époque esclavagiste pèse encore lourdement sur les relations interraciales et que Martiniquais et Guadeloupéens de couleur s'avèrent extrêmement sensibles à tout ce qui peut leur paraître une séquelle de l'ancienne inégalité des droits, et cela peut-être plus encore dans leurs rapports avec les métropolitains, ces derniers (quelle que soit leur façon de se comporter) ne bénéficiant pas de l'accoutumance traditionnelle qu'on peut avoir des Blancs créoles.

À l'inverse du fonctionnaire comme de tout autre métropolitain établi aux Antilles pour y exercer un métier, le passager, reporter ou chargé de mission tel que je l'étais lors de mes deux séjours dans les îles, a des chances, pour peu qu'il montre à ceux qu'il aborde qu'il est avec eux de plain-pied, de n'avoir que de bonnes relations avec les gens de couleur car, d'eux à lui, les occasions de mésentente sont à peu près inexistantes : il regarde, il écoute, il se mêle à la vie, mais n'a pas à intervenir. Un chef de service, par exemple, se trouve dans une situation nécessairement plus difficile : responsable du fonctionnement d'un organisme, il doit obtenir un certain rendement de son personnel, ajuster les habitudes locales de travail aux habitudes métropolitaines en se gardant de tout excès de rigueur formaliste, critiquer sans se montrer blessant, faire profiter ses collaborateurs de l'expérience qu'il possède sans pour autant que ces derniers aient lieu de lui reprocher de les croire incapables de rien faire par eux-mêmes, vaincre

¹ Au cours de mes deux voyages, je n'ai relevé aucun indice de ce sentiment et j'ai, par exemple, entendu une Martiniquaise de race noire appartenant à un milieu populaire employer l'expression « vrais Blancs » pour désigner les gens chez qui sa sœur cadette servait comme domestique : de bons patrons, dont l'attitude ne démentait pas ce qu'on attend des Blancs ; par ailleurs, un culte émouvant est rendu à la mémoire de Victor Schœlcher. Toutefois, je ne puis passer sous silence deux faits recueillis en Guadeloupe qui montrent qu'un sentiment plus hostile peut se manifester chez certains, du moins pendant ces périodes de tension interraciale qui, selon divers observateurs, alternent avec les périodes de détente : des planteurs de Saint-Claude (dont les propos, il est vrai, révélaient le caractère partisan) m'ont rapporté qu'en 1946, dans l'atmosphère effervescente qui est généralement celle des élections, ce cri aurait été poussé : « Les Blancs, au poteau ! » ; d'autre part, un Blanc guadeloupéen, professeur de sciences physiques au lycée Gerville-Réache, m'a raconté – en spécifiant nettement qu'il s'agissait d'une histoire « anciennes » ne répondant plus à l'état d'esprit d'aujourd'hui – comment des Noirs montés sur une embarcation toute proche du lieu de l'accident n'auraient rien fait pour secourir deux jeunes Blancs créoles dont le canot avait chaviré et se seraient contentés de dire : « Blancs qui neyé... » (ce sont des Blancs qui se noient).

enfin en lui-même autant qu'il le pourra la difficulté – croissante avec la durée du séjour – qu'il y a de travailler sous les tropiques comme en climat tempéré et prendre la mesure exacte de cette difficulté avant de taxer tels de ses subordonnés de nonchalance. Ces rapports de travail prêtent forcément à de nombreux conflits et si, parmi les fonctionnaires métropolitains, il en est de peu consciencieux ou maladroits qui s'attirent à juste titre l'antipathie de leurs collaborateurs originaires, ceux même dont la valeur morale et professionnelle apparaît au-dessus de toute discussion ne peuvent néanmoins éviter entièrement les frictions : une remontrance ou le refus d'une faveur est facilement attribué au préjugé racial de celui qui assume cette responsabilité et l'on a vite fait de regarder comme d'ordre discriminatoire la confiance particulière qu'un chef de service peut être amené à faire, pour des raisons d'ordre technique, à un subordonné métropolitain.

Le directeur d'un des services administratifs les plus importants de la Guadeloupe se plaignait à moi de l'atmosphère de suspicion, voire d'espionnage, qui régnait dans ses bureaux et, avec regret, il s'avouait obligé de confier à une dactylographe européenne les travaux de copie de caractère confidentiel qu'il avait à faire exécuter ; mais il demeure, quoi qu'il en soit, qu'un métropolitain a aisément tendance à s'appuyer sur d'autres métropolitains, parce qu'il y a entre eux une communauté non seulement d'habitudes mais de situation en face de la société locale, et il importe d'observer que celui qui, sans motifs impérieux, oriente ainsi son choix contribue à créer une situation sans issue, puisqu'il suscite la mauvaise volonté de ses collaborateurs originaires en leur donnant à penser qu'on cherche systématiquement à les écarter des postes responsables et puisqu'il est, de surcroît, évident qu'un subalterne ne peut apprendre à être plus qu'un subalterne tant qu'on ne lui a pas donné certaines responsabilités.

Depuis la départementalisation, les fonctionnaires métropolitains sont plus nombreux qu'ils ne l'étaient autrefois et, en Guadeloupe notamment, les classes moyennes de couleur s'inquiètent d'un afflux qui fait craindre aux fonctionnaires et agents des cadres d'être peu à peu évincés ; à Pointe-à-Pitre, on dit (en faisant ironiquement allusion à la difficulté en laquelle sont les nouveaux arrivants de trouver à se loger) : « Heureusement qu'il n'y a pas de logements, sinon il n'y aurait bientôt plus un fonctionnaire antillais ! » et à Basse-Terre, suivant un professeur du lycée Gerville-Réache rencontré lors de mon deuxième séjour, des élèves de treize ou quatorze ans se seraient écriés « Encore un ! » en voyant arriver un nouveau condisciple métropolitain.

Aux métropolitains on reproche de ne guère se fréquenter qu'entre eux, alors que, moins nombreux et de ce fait plus isolés, ils s'agrégeaient plus volontiers à la société de couleur. De leur côté, la plupart des métropolitains se plaignent de se heurter à la réserve des milieux de couleur. Tel directeur de service, membre du corps médical, me dit comment, lors de son arrivée en Guadeloupe, il a invité chez lui des confrères de couleur mais n'a reçu en retour qu'une seule invitation : celle d'un confrère marié à une métropolitaine, qui l'a convié à un cocktail de pur

protocole ; selon lui, cette réserve tiendrait à ce que les intéressés auraient honte de montrer les médiocres logements qu'ils ont (en dépit de leurs belles voitures) et qu'ils craindraient de susciter des commentaires dans leur entourage s'ils recevaient un Blanc. Selon un avocat-avoué de Basse-Terre, haute personnalité du conseil général, la réserve à leur égard que beaucoup de métropolitains reprochent aux originaires serait due simplement à ce que ces derniers tiennent à savoir à qui ils ont affaire : que les métropolitains fassent preuve de leur bonne volonté et les originaires les accueillent ; bien des métropolitains et bien des originaires sont d'ailleurs en excellents termes ¹.

La bonne ou mauvaise entente entre métropolitains et originaires de couleur est, évidemment, variable en fonction d'un certain nombre de facteurs : secteur professionnel, positions respectives des individus considérés, caractère personnel, etc. Il apparaît qu'en règle générale il y a bonne entente et relations fréquentes entre enseignants des deux groupes : sans doute, est-ce que les milieux cultivés sont plus dégagés que les autres des préjugés raciaux. En revanche, il va de soi que les métropolitains appartenant aux forces de police, tels les C.R.S. et les gendarmes, sont, ne serait-ce que par leurs fonctions, sujets à l'impopularité, encore que certains d'entre eux (notamment des gendarmes) se soient intégrés au pays en s'y mariant et que leur position par rapport à la population s'avère, tout compte fait, peu différente de celle de leurs collègues de la métropole dans leurs lieux respectifs d'affectation ². En Guadeloupe, où les plus importantes des entreprises sucrières sont des sociétés à capitaux et cadres directeurs métropolitains, le personnel dirigeant de ces entreprises paraît être plus mal vu de la population ouvrière que ne le sont en Martinique les grands entrepreneurs « békés » dont certains jouissent encore d'un prestige quasi féodal auprès d'une grande partie de leurs travailleurs ; bien que certaines de ces sociétés métropolitaines, disposant de moyens plus amples et employant une main-d'œuvre plus nombreuse, aient fait en matière de logements ouvriers par exemple plus que n'ont fait, semble-t-il, les Blancs guadeloupéens propriétaires de bananeraies, ces derniers – qui pratiquent volontiers un certain paternalisme et, vu le moindre

¹ M. Louarn, chef de bureau de la 3^e division à la préfecture de la Guadeloupe, m'affirme par exemple que ses relations avec ses collègues de couleur sont absolument cordiales. S'il a eu quelques difficultés au début, elles n'excèdent pas celles qu'ont rencontrées sa sœur et son beau-frère (également fonctionnaire) lorsque, venus de Bretagne, leur contrée d'origine, ils s'établirent dans les Pyrénées-Orientales. Lorsque M. Louarn est parti en congé, ses collègues lui ont offert un vin d'honneur avec champagne, petits gâteaux, etc. Bien entendu, il fréquente un peu plus ses collègues européens que ses collègues de couleur, mais n'en est-il pas de même à Paris, entre gens de même provenance régionale ? J'ajoute qu'en ce qui me concerne je ne puis me souvenir sans émotion de l'accueil véritablement familial que j'ai reçu de la part de maints Martiniquais et Guadeloupéens.

² En Martinique, certains font observer en plaisantant que les C.R.S. sont « blancs et bleus », les gendarmes « blancs et kaki », les agents de police « noirs et bleus », ces derniers étant en effet des originaires alors que les autres sont des métropolitains. Les C.R.S. sont de loin les plus impopulaires ; le 14 juillet 1952 à Fort-de-France une sérieuse bagarre opposa C.R.S. et soldats martiniquais et guadeloupéens.

volume de leurs entreprises, ont un contact plus direct – sont en meilleure posture auprès de leurs travailleurs que ne le sont ces dirigeants d'usines métropolitaines auxquels la presse d'extrême gauche donne l'appellation de « sans visage »¹. Certains métropolitains du moyen commerce sont estimés de leur clientèle, non seulement à cause de leurs boutiques de tenue généralement plus moderne, mais en raison d'une amabilité et d'une serviabilité qui ne sont pas toujours le fait de leurs confrères de couleur, souvent plus portés à tenir compte des hiérarchies locales². D'une manière générale, une domestique se placera plus volontiers chez des Blancs, créoles ou métropolitains, que chez des gens de couleur, même à confort égal : non seulement elle y gagne en prestige, mais elle y est souvent mieux traitée, bien des bourgeois de couleur étant portés à faire sentir d'autant plus nettement les différences de niveau social qu'ils occupent une position intermédiaire dans la hiérarchie des catégories. Qu'une domestique soit flattée de servir dans une maison métropolitaine n'implique pourtant pas qu'il y ait nécessairement bonne entente entre elle et ses patrons : il n'est pas rare que ces derniers se voient rappeler qu'« on n'est plus au temps de l'esclavage » à propos d'une minime observation.

En dehors des rapports de travail – dont on voit mal comment, sans même parler de lutte de classes, ils n'engendreraient pas des froissements et des frictions, ainsi qu'il en est d'ordinaire dans les organisations hiérarchisées là même où ne jouent pas les différences de couleur – on constate, sur le plan des rapports quotidiens, que l'attitude d'un grand nombre de métropolitains est de nature à justifier le grief que leur font tant d'originaires (Blancs créoles non exceptés), à savoir que leurs manières expriment la certitude qu'ils ont d'être des supérieurs : aux jeux floraux de Pointe-à-Pitre, un haut fonctionnaire arrive très en retard et fume une cigarette pendant la lecture du palmarès ; dans une usine de la Grande-Terre, un directeur me fait visiter des logements ouvriers occupés par les familles qui les habitent et, lui s'abstenant de saluer en entrant, c'est toujours moi qui dois dire bonjour le premier ; à une matinée récréative organisée par une association d'anciens élèves, la personnalité qu'on attendait pour présider est à tel point en

¹ En Martinique, M. Mottard, directeur des services agricoles, me faisait observer qu'on ne trouve pas l'équivalent d'une affaire telle que celle de Basse-Pointe (voir *supra*, p. 123) dans les régions où les propriétaires résident dans leur domaine et s'en occupent personnellement ; M^{me} Jean de Lussy de Fossarieu me parlait du « bon esprit » qui règne au domaine de Beauséjour (commune de Grand-Rivière), que son beau-père et son mari administrent eux-mêmes, pratiquant la culture de la canne et exploitant une distillerie. Quant aux incidents survenus à Bonne-Mère et à la Lézarde (monteurs de matériel et inspecteurs agricoles métropolitains molestés par des grévistes), au début de 1952, en Guadeloupe proprement dite, s'ils témoignent d'une animosité envers le grand patronat et ceux que l'on regarde comme ses agents, ils ne sauraient être pris comme l'indice d'une hostilité particulière à l'égard des métropolitains.

² M^{me} Édouard Montantin, Parisienne mariée à un professeur guadeloupéen du lycée Carnot, me donnait pour exemple le succès d'une boucherie métropolitaine de Pointe-à-Pitre ; non seulement cet établissement plaît par son irréprochable tenue mais parce qu'on y est servi sans distinction de couleur ni de rang social, à la différence d'une boucherie ouverte récemment par des mulâtres, dont la faveur serait moindre parce qu'il y serait fait un plus grand cas des préséances.

retard qu'il faut aller la chercher ; moi-même, lors du dîner qui suit cette matinée, il me paraît si naturel d'être mis à la place d'honneur que je m'y assieds par erreur alors qu'elle était destinée à une personnalité locale auprès de qui, ayant constaté mon impair, je dois m'excuser à la fin de la soirée ; au cours d'une excursion qu'il me fait faire aimablement dans une jeep de ses services, un fonctionnaire interpelle abruptement les gens du cru pour demander son chemin, sans nulle phrase préalable de courtoisie ; des gendarmes, demandant la carte de sa voiture à un chauffeur de la municipalité de Fort-de-France, répètent leur question au moins quatre fois comme si le chauffeur ne comprenait pas le français ; en Guadeloupe proprement dite, un inspecteur du génie rural s'adresse en le tutoyant à un jeune homme de couleur qui l'a conduit en « command-car », liberté d'autant plus fâcheuse que le jeune homme est en fait un ingénieur agricole, ce qu'ignorait son interlocuteur. De telles fautes de savoir-vivre, qu'on peut juger menues, n'en sont pas moins lourdes de conséquences quand elles sont commises envers des gens généralement soucieux des formes et, de surcroît, plus disposés que d'autres à s'offenser, en raison du mépris ouvertement manifesté pendant des générations à l'égard de ceux qui n'étaient pas des Blancs ; ce à quoi, émanant de quelque autre personne, les intéressés ne prêteraient peut-être aucune espèce d'attention revêt, si cela vient d'un Blanc de la métropole, une signification plus sérieuse car tout un passé d'humiliation se trouve ainsi rappelé, par quelqu'un qui ne saurait bénéficier du privilège (accordé plus ou moins aux Blancs originaires, quoi qu'on puisse penser d'eux) de constituer traditionnellement l'aristocratie du pays.

Bien des personnes de couleur – cédant, peut-être, à la tendance qui consiste à voir dans le passé une manière d'âge d'or quand on n'est pas satisfait du présent – assurent que, dans l'ensemble, les relations entre originaires de couleur et métropolitains étaient meilleures quand la Martinique et la Guadeloupe n'avaient pas encore été promues au rang de départements. Beaucoup s'accordent pour estimer qu'une méfiance à l'égard des métropolitains s'est développée depuis la dernière guerre, la population de couleur des deux îles ayant gardé un souvenir fâcheux de l'époque où la métropole y était essentiellement représentée par les marins de l'amiral Robert ; nombreux furent durant cette période les jeunes gens qui s'embarquèrent clandestinement pour la Dominique ou Sainte-Lucie (îles anglaises d'où ils étaient acheminés vers les Forces françaises libres), cela autant pour échapper à un régime considéré comme vexatoire que par patriotisme ou simple goût de l'aventure. Que depuis cette époque (ou depuis la Libération, qui, selon les dires de certains, aurait été suivie d'une déception parce qu'elle avait donné à penser que le racisme serait enfin liquidé) la population de couleur soit portée ou non à une défiance susceptible de l'amener à juger les métropolitains avec plus de sévérité, il reste que des griefs sont couramment formulés contre ceux d'entre eux qui sont venus en Martinique et en Guadeloupe depuis la départementalisation. Alors que sous le régime colonial, dit-on, un certain nombre de métropolitains « étaient devenus du pays », s'y étaient mariés ou, comme M. Eugène Revert, l'avaient étudié et s'y étaient fait de solides amitiés, les fonctionnaires de maintenant – mis à part ceux de l'Université, qui ont encore

d'heureux contacts avec la population – donnent l'impression de « n'avoir pas de qualité », d'être venus « pour faire de l'argent » et de tirer des avantages dont ils bénéficient un sentiment de supériorité sur leurs collègues originaires ; on leur reproche aussi de vouloir tout « bousculer » et de regarder le pays comme à eux, du seul fait que les premiers occupants ont été les colons français, les esclaves africains n'ayant été importés qu'ensuite ; certains enfin, qui ont étudié ou travaillé en France, estiment qu'ils étaient traités d'une manière plus égalitaire par leurs camarades ou collègues qu'ils ne le sont ici et d'autres qui (comme c'est le cas de bien des Antillais de couleur) ont occupé un poste dans un des territoires coloniaux de l'Union française se plaignent d'être assimilés à des « indigènes » par les métropolitains alors qu'en Afrique noire ou en Indochine ils étaient traités comme des Européens ¹.

Sans doute, ces propos peu amènes reflètent l'état d'esprit d'une fraction seulement de la population, limitée par définition à ceux que leur situation économique met à même de fréquenter les métropolitains, bourgeois mulâtres ou noirs qui s'affrontent avec eux sur le terrain professionnel et dont la position est donc distincte de celle des « nègres » des couches populaires, situés dans une zone où les problèmes sociaux revêtent une forme tout autre que celle d'une compétition avec les Blancs. En un certain sens, les rapports entre Noirs antillais des classes pauvres et métropolitains seront plus simples qu'entre ces derniers et les petits et moyens bourgeois de couleur, ce qui tendrait à expliquer pourquoi bien des métropolitains (à l'instar de ces coloniaux d'Afrique noire sympathisant plus volontiers avec les braves « bougnoules » de la brousse qu'avec les « évolués » des centres) déclarent préférer les « nègres » à la bourgeoisie de couleur : sur le plan des relations individuelles l'entente est, en effet, plus facile quand les positions respectives excluent dès le principe tout esprit de compétition et tout sentiment de frustration influant sur un partenaire qui s'inquiète d'être reconnu comme un égal et considère qu'à ce point de vue sa couleur, dont on tient compte injustement, constitue son seul handicap. Maintes personnes de couleur – appartenant à cette *intelligentsia* trop prompte à la critique pour que, dans le milieu visé, on ne l'accuse pas d'avoir purement et simplement la « haine du Blanc » sous des formes plus ou moins voilées – affirment d'ailleurs qu'en dépit des frictions et des malentendus on ne saurait regarder le fossé comme définitivement creusé entre métropolitains et originaires de couleur. On commettrait, toutefois, une dangereuse erreur en voyant dans ces récriminations contre l'attitude des métropolitains d'aujourd'hui – considérés comme ne valant pas leurs congénères d'autrefois – l'expression toute sporadique de la mauvaise humeur de quelques esprits chagrins et en pensant que, pour ce qui concerne à tout le moins la majorité des Martiniquais et Guadeloupéens, l'attachement à la métropole ne peut qu'avoir été affermi par la loi de départementalisation. En vérité, et du fait même, peut-être,

¹ Je synthétise ici plusieurs conversations que j'ai eues, en Martinique et en Guadeloupe, avec des fonctionnaires de branches très diverses ainsi qu'avec des membres du corps enseignant et des professions libérales.

qu'on en attendait plus qu'une réforme administrative ne peut raisonnablement donner, beaucoup ont été déçus par cette loi dite d'assimilation, qui répondait à une aspiration ancienne des Antillais français revendiquant dès longtemps le droit à être entièrement « assimilés » à des Français métropolitains. Non seulement on s'irrite de la lenteur avec laquelle sont mises en application les mesures d'ordre social (sécurité, allocations familiales, etc.) impliquées par le nouveau régime, mais on tend à lui imputer des difficultés qui tiennent à l'actuelle situation de la métropole et n'auraient probablement pas été moindres en régime colonial. Les Blancs créoles et autres Blancs chefs d'entreprises sont généralement hostiles à cette loi qui les oblige à payer des salaires plus élevés ainsi qu'à assumer des frais sociaux (ce qui non seulement les gêne financièrement mais, disent-ils, incite la main-d'œuvre à moins travailler). La bourgeoisie de couleur y voit surtout le prétexte à un envoi de fonctionnaires qui lui fait craindre d'être éliminée de tous les postes de commande ; sa réaction fut des plus vives à l'égard des avantages que l'État avait cru bon d'accorder à ses agents venus de la métropole, cela, d'une part, en raison des conditions de vie effectivement plus incommodes pour des non-originares et, d'autre part, dans le but de pallier les difficultés du recrutement, notables dans un pays où les gens apparaissent, dans l'ensemble, peu disposés à s'expatrier. Personne ne nie, parmi les fonctionnaires originaires, qu'un fonctionnaire venu de la métropole a droit à certaines indemnités, mais on jugea excessif des avantages tels que la perception d'une « indemnité d'installation » à chaque nouveau séjour de deux ans (indemnité renouvelable jusqu'à quatre fois), et l'on regarda comme également injustifié le fait que ces fonctionnaires aient droit à un congé tous les deux ans, les autres n'en ayant un que tous les cinq ans. Bien que cette réglementation ¹ s'appliquât – sans distinction d'origine et comptant, non le lieu de naissance, mais celui de la titularisation – à tous les fonctionnaires « mutés dans l'intérêt du service » et venant d'une distance supérieure à 3 000 kilomètres, les fonctionnaires originaires constatèrent que pratiquement il n'y avait guère que des métropolitains pour en bénéficier et virent par conséquent dans cet ensemble de mesures un système discriminatoire déguisé, tendant à faire des fonctionnaires métropolitains une catégorie supérieure à celle des fonctionnaires originaires. En Martinique, et en Guadeloupe par contrecoup, on n'a pas oublié le scandale suscité dès avant l'édiction de ces mesures par ce qu'on nomme communément la « lettre des 18 » : rapport établi, sans consultation préalable de leurs deux collègues de couleur, par la quasi-totalité des chefs de service métropolitains de la Martinique qui réclamaient des pouvoirs publics, en termes désobligeants pour les fonctionnaires et l'ensemble de la population de couleur, les avantages qu'ils estimaient leur être dus, en raison de leur situation d'« éléments de choc » travaillant dans un pays lointain, malsain et arriéré dont leur tâche était de faire « réellement un département français ». Ce document, publié le 23 février 1951 à Fort-de-France par le journal *le Sportif* auquel un exemplaire en avait été procuré – et dont une version, paraît-il, atténuée dans la forme fut transmise par la voie officielle – a suscité, de la part des milieux de couleur, de vigoureuses

¹ Décret 51-725 du 8 juin 1951.

protestations qui se firent entendre dans la presse et dans les conversations ; on relevait non seulement le fait que ces métropolitains avaient fait bloc entre eux, à l'exclusion de leurs collègues de couleur, pour faire valoir leurs doléances, mais l'« esprit raciste » du texte ¹. Ses rédacteurs n'hésitaient pas à affirmer qu'un fonctionnaire métropolitain ne peut « supporter de vivre, lui et sa famille, dans la case, habitat normal de la grande masse de la population » (comme si, pour médiocres que soient en règle générale ses conditions de logement, la classe moyenne martiniquaise ne connaissait d'autre sorte d'habitation qu'une case à l'africaine) ; qu'il doit faire face à des charges de nourriture qui lui sont « spécifiques » car « les produits locaux (fruits à pain, ignames) sont trop pauvres en valeur nutritive et ne peuvent convenir à l'Européen » (ce qui sous-entend que l'originaire, quant à lui, peut parfaitement s'en contenter) ; qu'il lui faut aussi « veiller particulièrement à son vestiaire, d'où frais supplémentaires d'autant plus élevés qu'il transpire plus facilement que le natif du pays et doit changer plus fréquemment de vêtements », au moins s'il « veut garder son autorité indispensable au bon accomplissement de sa tâche » dans une région où « l'autochtone prête une attention particulière au standing extérieur ». Toutes ces assertions donnent à entendre clairement que les signataires de ce rapport, tout en préconisant que « soient appliquées aux Antillais prenant un poste en métropole des mesures identiques ou équivalentes à celles prises en faveur des métropolitains arrivant aux Antilles », plaçaient à la base de leurs revendications une discrimination à tout le moins de fait entre fonctionnaires non antillais et fonctionnaires antillais. Certes, il s'est trouvé deux chefs de service métropolitains ² pour s'abstenir de s'associer à ce factum et nombreux sont les Blancs qui, sans en contester le fond, en ont jugé la forme inopportune, mais dans les classes moyennes de couleur on en a conclu qu'une bonne partie au moins des métropolitains qui viennent aux Antilles sont seulement désireux de se voir assurer un certain nombre de privilèges de « coloniaux » et ne jugent pas les besoins des « autochtones » comparables aux leurs.

L'irritation causée dans les classes moyennes de couleur par la publication de la « lettre des 18 » est aujourd'hui à peu près apaisée et les avantages primitivement accordés aux métropolitains ont été ramenés à de plus justes proportions pour ce qui concerne notamment la prime d'installation ³ ; mais un mécontentement persiste qu'on ne peut espérer voir se résorber tant que la question des fonctionnaires métropolitains travaillant aux Antilles n'aura pas été réglée de manière telle que les fonctionnaires originaires ne puissent plus les regarder

¹ Introduction de la brochure éditée par l'imprimerie Ferriez Elisabeth, reproduction du document paru dans le numéro 546 du journal *le Sportif*.

² Dont le D^r Étienne Monestruuc, directeur de l'Institut Pasteur.

³ Décret 53-1266 du 22 décembre 1953. Sur l'ensemble de cette question, voir la *Note sur les régimes comparés de rémunération et de congés avant et après la départementalisation* dans le rapport adressé le 24 février 1954 à M. Solinhac, chef de la mission parlementaire dans les départements d'outre-mer par le Comité de coordination des syndicats de fonctionnaires des départements d'outre-mer.

comme bénéficiant de faveurs particulières et tant que n'auront pas été satisfaites les revendications que les originaires formulent pour tous les fonctionnaires sans discrimination. Il faut, au demeurant, reconnaître qu'un fonctionnaire venu de France est exposé à rencontrer en Martinique et en Guadeloupe nombre de déceptions et de difficultés : ce que la littérature lui présente généralement comme un éden n'est, quelque satisfaction qu'un décor merveilleux puisse donner à celui qui y circule, qu'un pays pauvrement équipé où, quand il arrive, il a grand-peine à se loger ; alors qu'il s'attendait – connaissant le loyalisme antillais envers la métropole, que les deux dernières guerres ont abondamment prouvé – à être reçu à bras ouverts, il se heurte à une certaine réserve ; ignorant le plus souvent à quel point la société antillaise est compartimentée, il est amené rapidement à constater que, s'il lui est tout à fait possible de se faire d'excellents amis, il lui est beaucoup plus malaisé d'avoir de bonnes relations indifféremment dans toutes les catégories ¹. Fatigués au bout d'un certain temps par le climat, énervés par l'isolement insulaire et par l'ambiance de petite ville où l'on s'épie, ceux des métropolitains qui n'ont pas été poussés vers les îles par une vocation telle qu'ils feront bon marché d'ennuis dont ils reconnaîtront qu'une inestimable somme de beauté est là pour les dédommager sont fréquemment amenés à ressentir envers les gens de couleur qui constituent la masse de la population une animosité à laquelle leur dépit n'est pas étranger. « Je deviens raciste », dira tel qui se plaint d'être en butte à la défiance et, voyant dans cette attitude inamicale la preuve d'un sentiment racial s'exerçant contre lui, se juge en droit d'être raciste lui aussi ². Les Blancs créoles, quand ils observeront pareille évolution de la part d'un métropolitain, ne manqueront pas d'en prendre note et tel d'entre eux vous dira malignement que bien des métropolitains, qui d'abord les accusent de racisme, deviennent « au bout de six mois » plus racistes encore qu'ils ne le sont eux-mêmes.

Sans qu'on puisse parler d'une véritable désaffection des milieux de couleur à l'endroit des métropolitains, il semble qu'ils ne soient plus appréciés autant qu'ils l'étaient autrefois, alors qu'on voyait en eux des Blancs d'une tout autre espèce que celle des Blancs créoles et qu'ils devenaient aisément des Antillais d'adoption. Bien qu'elle ait répondu à un vœu depuis longtemps formulé, la départementalisation paraît avoir abouti, jusqu'à présent, à ce résultat paradoxal qu'on se pense plus « martiniquais » ou « guadeloupéen » qu'à l'époque où n'avait

¹ Le professeur Jean Sautet, directeur de la santé en Guadeloupe, me disait en substance : « On ne peut avoir ici de relations sociales normales : si l'on reçoit toutes les catégories ensemble, c'est un désastre ; si l'on procède par séries, tous sont mécontents, se demandent pourquoi on ne les a pas reçus avec les autres, estiment que les autres ont été mieux reçus qu'eux, etc. On finit toujours par s'agréger à un certain clan, à moins de rester tout seul. » Par ailleurs, la fille de mes hôteliers de Fort-de-France se plaignait de la difficulté qu'elle avait de réunir Blancs créoles et métropolitains à ses soirées dansantes : si les uns viennent les autres s'abstiennent et vice versa.

² Une assistante sociale martiniquaise me rapportait ce propos, tenu par une de ses collègues métropolitaines qui se plaignait de la difficulté qu'elle avait à se faire admettre par les gens de couleur qu'elle visitait professionnellement, en raison d'une méfiance, à dire vrai, bien naturelle de la part de gens qui, vu leur situation sociale, n'avaient guère d'occasions de contact avec des métropolitains et pouvaient normalement se demander ce que de telles visites signifiaient.

pas été réalisée, sur le plan politique, l'intégration complète à la métropole. Selon le député-maire de Pointe-à-Pitre, M. Valentino, qui fut le principal opposant à la loi de départementalisation lorsqu'elle fut débattue au Parlement, l'excès de centralisation qu'elle lui paraît impliquer tendrait à mettre les Antillais français en posture de « minorité nationale ». On ne peut certes pas parler d'un courant autonomiste qui se serait développé mais il semble que la vieille tendance, observable non seulement dans les milieux de couleur mais chez les Blancs créoles, à tout attendre de la métropole, tendance déjà rejetée par certains sur le plan culturel, soit en passe de diminuer : il arrive qu'on voie s'esquisser, au conseil général ou ailleurs, une sorte de front unique des originaires de toutes couleurs pour la défense commune des intérêts locaux ; et dans toutes les catégories raciales, si divergentes que soient les opinions, on trouve des personnalités qui s'accordent en tout cas pour penser que c'est aux Martiniquais et aux Guadeloupéens qu'il revient, au premier chef, de travailler à la modernisation des deux départements, en s'y employant par eux-mêmes et sur place. Les milieux de couleur regardant comme encore incomplet, en dépit du nouveau régime, un effort qui, jusqu'à présent, a fait sentir surtout ses effets dans le domaine éducatif (alors que, suivant l'expression d'un petit fonctionnaire guadeloupéen, il faudrait maintenant « aligner l'économique et le culturel »), les Blancs créoles au contraire regardant la réforme récente comme procédant d'une méconnaissance des réalités locales, on assiste à une crise de confiance à l'égard de la métropole. Parmi les tout jeunes gens qui font leurs études à Paris, il en est maintenant quelques-uns pour se poser, en fonction de la crise mondiale, la question de l'indépendance nationale et, au point de vue culturel, porter à la langue créole, conçue comme la langue antillaise, un intérêt que leurs aînés n'avaient pas. La masse de la population persiste, assurément, à se tenir pour française et, quoi qu'on puisse dire dans certains milieux bourgeois contre les métropolitains, le Français venu d'Europe qui témoigne de quelque compréhension des besoins et des aspirations de cette masse est certain de rencontrer la sympathie et de susciter des dévouements. Mais il paraît probable que l'attitude à l'égard des représentants de la métropole se raidirait définitivement au cas où le changement de statut juridique édicté par la loi du 19 mars 1946 n'entraînerait pas les améliorations importantes qu'on en attend sur le plan très immédiat de la vie matérielle.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

1848 : abolition de l'esclavage, sous l'impulsion du Blanc métropolitain Victor Schœlcher. 1948 : mise en application de la loi de départementalisation, dont en 1946 le Noir martiniquais Aimé Césaire avait été le promoteur.

Il a donc suffi d'un siècle pour que ces « sauvages africains » que saluait Victor Schœlcher deviennent des citoyens assez armés culturellement pour se faire avec succès leurs propres défenseurs. Toutefois, bien qu'il n'en reste plus de trace juridique, leur condition ancienne n'a pas cessé de peser sur eux dans une lourde mesure, puisque aujourd'hui encore un Noir des Antilles françaises est généralement un travailleur pauvre en face du Blanc son employeur et que l'union légitime entre originaires de couleur et originaires blancs demeure pour ces derniers un objet de scandale.

En 1851, écrit Souquet-Basiège ¹, quelques régularisations d'unions illégitimes ainsi que des mariages entre Européens récemment établis et femmes de couleur « fermaient la bouche aux impatients qui auraient désiré que dans un seul jour une loi plébéienne réalisât l'alliance de ce qu'on peut appeler les familles patriciennes de la colonie avec les familles de sang-mêlé ». Jusqu'à ce jour, les Blancs créoles sont demeurés pour la plupart hostiles à la « fusion » par la voie du mariage et il s'est instauré peu à peu entre les gens de couleur et eux ce que de part et d'autre certains nomment un *modus vivendi*, système de règles coutumières qui n'excluent pas certains rapports de sociabilité, voire même d'association dans le domaine des affaires ; maintes personnes de couleur affirment que de leur côté elles ne demandent nullement à pénétrer dans l'intimité des Blancs créoles mais, en règle générale, ce *modus vivendi* est plus subi qu'accepté par la population de couleur, qui, en dehors même de tout désir de « fusion », ne laisse pas de ressentir et de réprouver son caractère inégalitaire.

Entre originaires blancs et originaires de couleur, il est de fait que malgré la pression des usages quelques mariages s'opèrent. Ces unions mixtes soulèvent presque toujours la réprobation de la société blanche créole et se défont souvent,

¹ *Op. cit.*, p. 143.

soit à cause de la situation difficile dans laquelle se trouve le ménage réprouvé (surtout s'il reste sur place), soit parce que, comme l'a noté un enseignant de couleur, M. Louis-T. Achille ¹ « certains hommes ou certaines femmes épousent [...] dans une autre race des personnes [...] qu'ils n'auraient pas souhaitées comme conjoints dans leur propre race et dont le principal atout semble être une garantie de dépaysement et de « déracialisation » (l'horrible mot) pour le conjoint ». Mais quelques-uns de ces ménages, parmi ceux-là mêmes qui ne s'expatrient pas au loin ou dans une des îles voisines, s'avèrent durables et quelques-uns ne sont qu'à demi rejetés, de sorte que cela constitue peu à peu une sorte de frange marginale qui exprime, en tout cas, un relatif émiettement de la société blanche.

Un facteur qui paraît jouer dans le sens d'un assouplissement du *modus vivendi* entre les diverses catégories est le fait que maints originaires blancs des deux sexes ont maintenant des emplois (dans les banques, par exemple, ou les maisons de commerce) qui les mettent au coude à coude avec des gens de couleur. Cependant, sans parler même de la facilité que peut avoir un Blanc créole d'user de sa position pour placer l'un des siens à un poste que pourrait occuper un employé de couleur, le risque serait gros, si un tel mouvement s'accroissait, de voir ces terrains de rencontre se transformer en terrains de compétition, ce qui ne ferait finalement que susciter une nouvelle tension interraciale.

Entre métropolitains et originaires de couleur, les mariages sont relativement fréquents, s'opérant soit sur place soit à la métropole (dans le cas des étudiants, par exemple). En dehors du facteur de mésentente signalé par M. Louis-T. Achille et qui peut toujours jouer – comme peuvent jouer les différences dans la formation respective de chacun des deux conjoints même à niveau social égal – il existe un autre risque, dans le cas d'un ménage qui se crée à la métropole et s'établit sur place : le conjoint métropolitain est en effet ignorant de ce que sera sa vie aux Antilles et de l'accueil (ouvert ou réticent) que lui fera sa belle-famille souvent prête à le soupçonner d'être affecté d'une prévention à son égard ou susceptible de se conformer aux préjugés en cours une fois qu'il sera là. Il n'est, toutefois, pas douteux que d'une manière générale, tant pour ce qui concerne l'union entre originaires que celle entre originaire et métropolitain, l'un des inconvénients majeurs qu'on peut relever contre le mariage mixte (situation socialement difficile ou à tout le moins délicate dans laquelle le couple se trouvera placé s'il s'établit aux Antilles) soit appelé à disparaître si ces mariages viennent à se faire plus nombreux. Il importe également de noter que, dans l'état actuel de nos connaissances, rien ne permet de condamner en soi le métissage, au point de vue tout autant de la possibilité d'entente sexuelle que de ses résultats génétiques.

Entre métropolitains et originaires de race blanche, quelques mariages s'opèrent également pour lesquels il semble qu'aucun problème particulier ne se pose, seules

¹ Communication aux rencontres interraciales de 1949 (« Rythmes du monde », 1949, p. 113), cité par FANON, *op. cit.*, p. 79-80.

ayant à être prises en considération les différences d'éducation qui peuvent amener, par exemple, les deux conjoints à des vues divergentes sur les relations qu'il leur convient d'avoir avec les gens d'autre race.

Un problème sérieux est en revanche posé par les relations professionnelles entre originaires de couleur et métropolitains employés sur place dans les cadres administratifs ou privés. Personne ne songe aujourd'hui à s'insurger contre le fait que, comme il se doit dans des départements français, nombre des postes directeurs reviennent à des non-originares présentant la compétence voulue, mais, dans la société de couleur, on conteste souvent la bonne grâce, voire la qualification, de certains métropolitains et l'on craint par dessus tout que cette situation ne se cristallise, ou ne s'aggrave, les originaires de couleur demeurant indéfiniment relégués, sauf rares exceptions, à des postes subalternes. En logique stricte, il n'y a nulle raison pour qu'un originaire de l'un des nouveaux départements soit employé dans son propre département plutôt que dans un autre ; à ceux des Antillais de couleur qui souhaitent voir accorder aux leurs une participation numériquement plus importante à la gestion des organismes départementaux, il est donc aisé de répondre, si l'on s'en tient à la lettre des textes, que dans aucun département les originaires ne jouissent d'un privilège de cette espèce et que nombreux sont, par ailleurs, les Antillais qui occupent des postes enviables tant dans les territoires de l'Union française que dans la métropole ; on peut relever, en outre, à l'avantage du métropolitain (pour ce qui concerne bien des fonctions administratives) qu'il lui est *a priori* moins malaisé de se tenir en dehors des intrigues locales et qu'il a, dans certains domaines, une expérience que les originaires ne sauraient actuellement avoir, vu que la départementalisation est chose encore très récente. Il n'est pourtant pas niable qu'en pratique – étant donné l'éloignement des deux nouveaux départements, la particularité de leur histoire et ce qu'ils représentent d'original au point de vue culturel – l'aspiration manifestée par beaucoup d'originaires de couleur à prendre (en occupant individuellement des places, de préférence aux métropolitains) une part plus grande à la gestion des affaires locales est une aspiration normale. L'enseignement du premier degré presque en totalité ainsi qu'une grande partie de celui du second degré sont aujourd'hui assurés par les originaires et quelques-uns d'entre eux occupent, par ailleurs, des postes importants dans l'administration. Puisque les originaires ont ainsi fait leurs preuves, et cela dans des secteurs très variés ¹, la question s'avère, techniquement, une question de formation et d'orientation professionnelles : développement de l'éducation sous toutes ses formes, conduite rationnelle des études, système de stages en métropole pour l'initiation ou le perfectionnement de certains fonctionnaires et techniciens devraient mettre, dans un délai assez bref, la Martinique et la Guadeloupe à même de disposer sur place de toute la diversité de compétences dont elles peuvent avoir besoin. Puisqu'il est difficile de décider des métropolitains à s'en aller travailler aux îles sans leur accorder des avantages regardés comme excessifs par les

¹ Il suffirait, pour s'en convaincre, de se reporter à des noms tels que ceux de Mortenol (mathématiques), Thuriaf (médecine), Zizine (pharmacie), Césaire (poésie).

originaires et puisque d'autre part, un afflux trop considérable de métropolitains (à titre de fonctionnaires, agents des cadres, ouvriers spécialisés, etc.) risquerait fort de susciter des compétitions de nature à envenimer dangereusement les relations interraciales, la solution la plus sage ne serait-elle pas de former un nombre suffisant d'originaires dans les diverses branches pour que puisse être limité judicieusement l'appel fait aux spécialistes métropolitains (après un stade transitoire dont il y aurait intérêt à ne pas prolonger la durée au-delà du minimum indispensable). Cette solution mettrait, par définition, la Martinique et la Guadeloupe dans les conditions les meilleures pour apporter à la culture française la contribution positive qu'elles ont déjà commencé de lui fournir. Ceux-là mêmes qui, au parlement, soutinrent la loi de départementalisation ont affirmé que le principe de l'assimilation, c'est-à-dire celui d'une rigoureuse égalité des droits, n'excluait pas certains aménagements éventuels que pourrait exiger la situation particulière des nouveaux départements ; il ne semble donc pas qu'il y ait de ce côté un obstacle auquel se heurterait sans recours une solution de cet ordre.

Cette question ne peut être envisagée indépendamment d'une série d'autres : sélection des fonctionnaires métropolitains envoyés dans les îles, construction de logements à eux destinés dans le cadre d'une politique générale de l'habitation de manière que leurs collègues originaires n'aient pas lieu de les juger privilégiés, création de nouvelles entreprises autant pour assouplir tant soit peu l'économie que pour assurer des débouchés aux jeunes éléments ainsi formés, etc. Il ne semble pourtant pas que ce problème, aux multiples implications, soit le plus difficile à résoudre. La question du surpeuplement se pose en termes plus abrupts ; toutefois, elle interfère avec celle des relations interraciales dans la seule mesure où, dans les conditions présentes, la forte densité de la population est un facteur aggravant du bas niveau de vie de la masse de couleur et où seraient inéluctablement interprétées comme imbues de « racisme » les solutions, parfois préconisées, consistant à n'adopter aucune mesure susceptible d'encourager la natalité (ce qui serait senti comme discriminatoire) ou bien à susciter un courant migratoire vers la Guyane française (ce qui prendrait pour la plupart la signification d'une invitation à l'exil dans une région ingrate, ou même d'une sorte de déportation). Cette grave question mise à part, les conflits entre « usine » blanche et main-d'œuvre de couleur représentent le problème pratiquement le plus ardu, car on voit mal comment il pourrait être résolu en dehors d'une transformation profonde de la structure économique des deux îles. Mais on touche, ici, aux grands dilemmes sociaux en face desquels se trouve l'ensemble du monde contemporain et il ne convient pas à l'observateur sans passion qu'on s'attende à ce que soit l'ethnographe de s'engager sur ce terrain.